

# CONTRAT TERRITORIAL DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

pour le territoire de :  
**HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



Hautes Terres Communauté représentée par M. Didier ACHALME, Président de la communauté de communes de Hautes Terres Communauté autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 18 juin 2021.

D'une part,

ET

**L'État,**

Représenté par M. Serge CASTEL Préfet du CANTAL,  
Ci-après désigné par « l'État » ;

D'autre part,

**Le 23 juillet 2021,**

## Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1. Evolution du CTE vers un CRTE .....	4
1.2. Présentation du territoire signataire.....	5
1.3. Ambition du contrat .....	6
Article 2 – Ambition du territoire .....	8
Article 3 – Les axes ou orientations stratégiques.....	11
Article 4 – Le Plan d'action .....	17
4.1 Intégration des contractualisations et programmes de l'Etat.....	17
4.2. Validation des actions.....	17
4.3. Projets et actions en maturation.....	18
4.4. Les actions de coopération inter-territoriale dans le périmètre du CRTE et avec d'autres territoire CRTE.....	19
Article 5 : modalités d'accompagnement en ingénierie.....	21
Article 6 - Engagements des partenaires.....	21
6.1. Dispositions générales concernant les financements .....	21
6.2. Le territoire signataire .....	22
6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics .....	23
6.6. Engagements des opérateurs publics.....	23
6.7. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques .....	24
6.8. Maquette financière.....	24
Article 7 – Gouvernance du CRTE.....	25
7.1. Le comité de pilotage .....	25
7.2. Le comité technique .....	25
7.3. L'articulation avec les autres instances locales de suivi des projets .....	26
Article 8 - Suivi et évaluation du CRTE.....	26
Article 9 - Résultats attendus du CRTE .....	27
Article 10 – Entrée en vigueur et durée du CRTE .....	29
Article 11 – Evolution et mise à jour du CRTE .....	30
Article 12 - Résiliation du CRTE.....	30
Article 13 – Traitement des litiges.....	31

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Préambule

Dans le prolongement de l'accord de partenariat signé avec les régions le 28 septembre 2020, qui se traduira dans des contrats de plan État-région (CPER) renouvelés d'une part, dans les Programmes opérationnels européens d'autre part, le Gouvernement souhaite que chaque territoire soit accompagné pour décliner, dans le cadre de ses compétences, un projet de relance et de transition écologique à court, moyen et long terme, sur les domaines qui correspondent à ses besoins et aux objectifs des politiques territorialisées de l'État, dans le cadre d'un projet de territoire.

La transition écologique, le développement économique et la cohésion territoriale constituent des ambitions communes à tous les territoires : elles doivent être traduites de manière transversale et opérationnelle dans la contractualisation, qui est aujourd'hui le mode de relation privilégié entre l'État et les collectivités territoriales, sous la forme de contrats territoriaux de relance et de transition écologique (CRTE). Le Gouvernement poursuit, au travers de ces nouveaux contrats, l'ambition de simplifier et d'unifier les dispositifs de contractualisation existants avec les collectivités.

### Article 1 - Objet du contrat

#### 1.1. Evolution du CTE vers un CRTE

Le CTE de l'Est Cantal a été signé le 24 janvier 2020. Hautes Terres Communauté et ses partenaires avaient adopté le fil rouge suivant : « pour un territoire attractif et éco-productif, au patrimoine naturel préservé et valorisé ».

Par délibération en date du 19 juin 2021, et en collaboration avec les deux autres co-signataires (Saint Flour Communauté et le SYTEC), il a été convenu que le CRTE de Hautes Terres Communauté reprenait en partie des actions identifiées dans le CTE. Les autres actions territorialisées sur Hautes Terres Communauté sont listées en annexe 4.

Pour rappel, les 3 orientations stratégiques du CTE se retrouvent dans le projet de territoire de Hautes Terres Communauté :

#### ***Orientation 1 : Un territoire attractif***

Orientation 1.A : un projet de territoire vert au service de tous > objectifs 4, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37

Orientation 1.B : la mobilité douce au cœur des politiques locales > objectifs 32,33, 34

#### ***Orientation 2 : Un territoire éco-productif***

Orientation 2.A : une production agricole durable et de qualité > objectifs 26, 27, 28, 29

Orientation 2.B : une production énergétique adaptée au territoire > objectif 31

#### ***Orientation 3 : Un patrimoine naturel préservé et valorisé***

Orientation 3.A : la valorisation des écosystèmes > objectif 7

Orientation 3.B : La prévention et la valorisation des déchets > objectif 37

Le remplacement du CTE par le CRTE prend effet à la signature du CRTE par les parties prenantes au contrat.

Cependant pour être pleinement effectif, ce transfert devra faire l'objet d'un avis du COPIL CTE (délibération) et de tout autres décisions écrites des principaux acteurs concernés actant et approuvant les conditions du transfert.

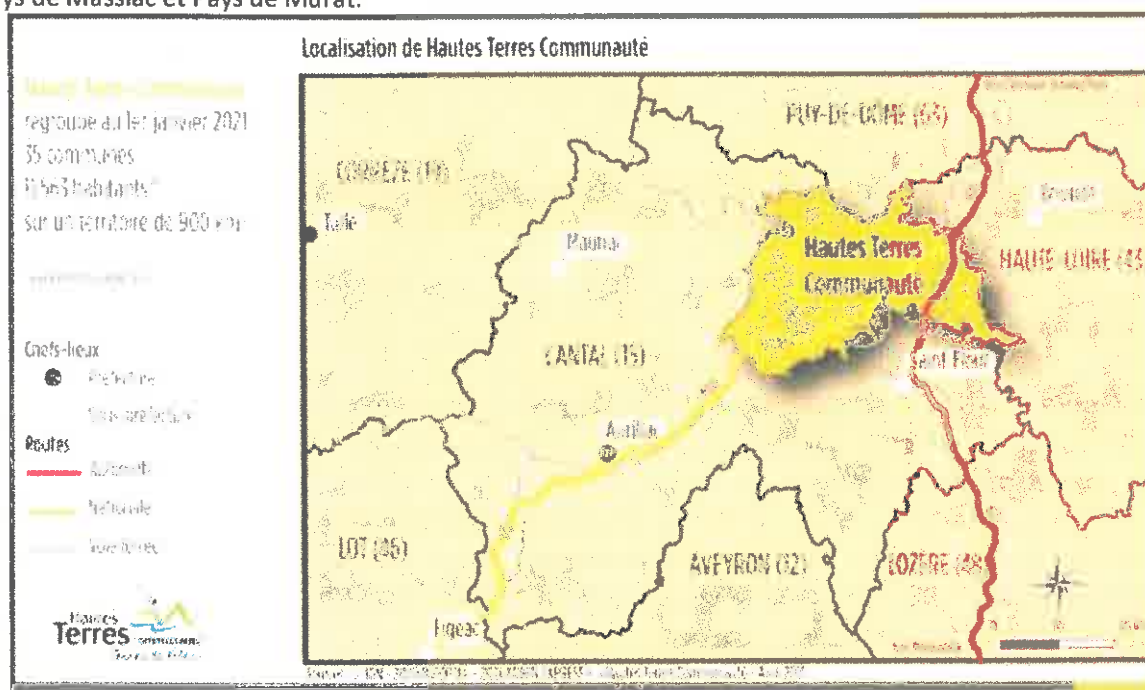
Ceci devra être réalisé conformément au planning édicté à l'article 11.

## 1.2. Présentation du territoire signataire

Le territoire de Hautes Terres Communauté et ses partenaires (principalement les communes) ont souhaité s'engager dans cette démarche de contractualisation.

### Présentation du territoire :

Hautes Terres Communauté est issue de la fusion, en 2017, de trois communautés de communes : Cézallier, Pays de Massiac et Pays de Murat.



Située au nord-est du Cantal, au cœur de la Haute-Auvergne, entre volcan et vallées, Hautes-Terres Communauté cumule les atouts d'un territoire de pleine nature préservé et les contraintes d'un territoire de moyenne montagne qui porte toujours les stigmates d'un exode rural massif au siècle dernier.

En 2017, le territoire de Hautes Terres Communauté accueille 11 563 habitants. Le territoire de montagne à forte dominante rurale, se caractérise par une faible densité de population de 12,9 hab./km² (114 en Auvergne-Rhône-Alpes et 25 dans le Cantal).

- Trois communes comptent plus de 1 000 habitants : Murat (1 855 habitants soit 16,0% de la population), Neussargues-en-Pinatelle (1 811 habitants soit 15,7 % de la population) et Massiac (1 771 habitants soit 15,3% de la population).
- Trois communes de 500 à 1000 habitants : Marcenat (515 habitants), Laveissenet (524 habitants), Allanche (790 habitants).
- 29 communes comptent moins de 500 habitants, dont trois comptent moins de 50 habitants : Leyvaux (37 habitants), Chazelles (33 habitants) et Valjouze (24 habitants).



Sur la base de son projet de territoire, HTC décline le CRTE, par ambitions, chantiers et objectifs et des actions opérationnelles pour conduire sa démarche de transformation à moyen et long terme, en mobilisant dans la durée les moyens des partenaires publics et privés. Le contenu du présent contrat est conçu sur-mesure, par et pour les acteurs locaux.

Il est prévu que le CRTE soit amendé à la signature du volet territorial du CPER, afin d'y intégrer les projets soutenus et leur financement.

**C'est un contrat évolutif et pluriannuel qui court jusqu'en 2026.**

### **1.3. Ambition du contrat**

Le CRTE a vocation à être **partagé avec l'ensemble des acteurs du territoire**. Il fera donc l'objet d'une large communication et d'une évaluation sur la base d'indicateurs de performances numériques, économiques, sociaux, culturels et environnementaux. A cet effet, un État des lieux écologique a été produit (annexe 1).

Le CRTE vise à simplifier et améliorer la visibilité de la contractualisation entre les territoires et l'État. A cet effet, un recensement des contractualisations existantes a été effectué (cf. article 4) pour identifier :

- Les programmes territorialisés de l'ANCT : de la politique de la ville, du numérique (France très haut débit, Nouveaux lieux nouveaux liens, Société numérique...), des territoires et de la ruralité (Action cœur de ville, territoires d'industrie, Petites villes de demain, Agenda rural...) ;
- Les contrats de l'Etat transversaux comme les contrats de transition écologique et sectoriels des autres ministères, notamment ceux de la Culture, de l'Education nationale, de la Santé, des Sports et de tout autre dispositif à destination des collectivités territoriales ;
- L'intégration avec les dispositifs contractuels régionaux et/ou départementaux est recherchée, dans toute la mesure du possible.

En fonction des priorités du projet de territoire et de la volonté des partenaires, les conventions et contrats préexistants peuvent élargir et enrichir les orientations et objectifs stratégiques du CRTE, et être intégrés progressivement dans le CRTE.

Cette intégration entraîne la mutualisation de la gouvernance, tout en conservant la possibilité de conserver des instances de pilotage resserrées autour de problématiques spécifiques. Les engagements financiers qu'ils contiennent sont repris dans la maquette globale.

Des modalités d'articulation avec d'autres dispositifs non intégrés dans le contrat (contrats de l'Etat, moyens des opérateurs, contrats des collectivités...) peuvent être précisées.

### **Les contrats existants sur le territoire au 01/01/2021**

	PNRVA	SM PMGSF	CTVB/SAGE Alagnon	CTE	TEPOS 2	CLS	PAT	OPAH	PVD	CTEAC	CTG	AMI Montagne 4 saisons
Hautes Terres Communauté	En partie	En partie	X	X	En cours	X	X	En cours	X			

Concernant la présentation des contrats existants sur le territoire :

- Se référer aux tableaux en annexe 7 qui listent par type de contrats les projets / actions qui bénéficient de financements de l'Etat officiellement actés.
- Tous les projets inscrits dans cette annexe n'ont pas vocation à rester, à terme, inclus au CRTE.

L'analyse fine des projets qui interviendra en conformité avec le planning présenté au paragraphe 11 du présent contrat et en annexe, permettra donc de stabiliser avant la fin 2021, les " projets CRTE ".

## Article 2 – Ambition du territoire

Le projet de territoire porte l'ambition politique et stratégique du territoire. Il relie l'histoire du territoire avec ses réalités présentes et sa trajectoire dans la transition pour construire un avenir durable. La vision stratégique constitue la colonne vertébrale du projet de territoire ; elle donne un sens commun aux actions et à l'engagement des acteurs.

L'élaboration d'une vision stratégique suppose :

- D'identifier les enjeux du territoire à l'aune de la transition écologique et de la cohésion territoriale transversaux et interdépendants, les forces et faiblesses, et de favoriser l'articulation entre les différentes dimensions qu'elles soient écologiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives, relatives à la santé, etc. en favorisant les synergies et les complémentarités entre les territoires ;
- De les décliner en orientations stratégiques ou axes stratégiques et en plans d'actions.

Cette vision peut être élaborée suivant différentes méthodes en s'appuyant sur l'existant (PLUi, PLH, SCOT, SDAASAP, SRDEII, SRADDET...). Elle se construit et doit être partagée avec l'ensemble des acteurs territoriaux – acteurs socio-économiques, associations, habitants, collectivités territoriales, État, etc. Associer en amont les acteurs socio-économiques et les habitants, usagers du territoire, est un gage de partage de la vision stratégique et de l'émergence de porteurs de projets engagés.

La vision stratégique du territoire est évolutive ; elle prend en compte l'avancée du projet de territoire et les événements qui peuvent impacter le territoire.

Le partenariat construit autour de ce contrat, participe à fédérer les acteurs pour une vision globale du territoire et un développement concerté.

### Résumé du projet de territoire collaboratif et partagé :

#### Un projet de territoire : première base pour construire ensemble

Hautes Terres Communauté s'est largement étendue géographiquement, suite aux différentes fusions territoriales, et à la prise de nouvelles compétences issues de loi successives depuis 2015. Cela a amené le conseil communautaire, renouvelé en juillet 2020, à élaborer un projet de territoire, pour fédérer l'action intercommunale des 35 communes membres. Il s'agit d'un projet politique ambitieux et collectif.

Cohérent avec le SCoT de l'est Cantal, ce nouveau projet fixe un cap, à court et moyen termes, qui s'inscrit dans le mandat des élus renouvelés en 2020 mais dépasse, par son ambition, le mandat communautaire.

Cette perspective permet aux acteurs locaux du territoire de se projeter, dans un monde qui évolue rapidement, marqué par de multiples transitions, qu'il est nécessaire de prendre en compte dès à présent.

La nouvelle gouvernance de Hautes Terres Communauté a travaillé au printemps 2021 à la construction de son projet de territoire, feuille de route stratégique et opérationnelle des 5 années

à venir. Une première base élaborée et débattue par les membres du bureau a été validée au conseil communautaire du 18 juin.

Cette démarche collective permet de définir les grandes ambitions pour le territoire et de consolider son avenir. Ce projet doit permettre de structurer l'intervention de l'EPCI auprès de son territoire en donnant des priorités et en agissant concrètement avec des résultats visibles. C'est également le premier pas vers l'ambition de « faire communauté et de construire ensemble. »

3 ambitions majeures se déclinent en 10 chantiers et 37 objectifs dont les contours et la déclinaison opérationnelle restent à définir. Cette première étape sera donc suivie d'un travail complémentaire avec l'ensemble des élus communautaires et des communes pour aboutir à un projet de territoire collectif et partagé par tous.

Le fil conducteur de ce projet se dessine autour de la volonté collective de construire le territoire de demain en imaginant des actions dès aujourd'hui afin de renforcer l'attractivité et le développement de la démographie autour de trois ambitions majeures :

**1/ Faire communauté**

**2/ Maintenir la population et accompagner la croissance démographique**

**3/ Agir en faveur de la transition écologique et énergétique**

Le projet de territoire de Hautes Terres Communauté s'articule intégralement avec l'objectif SCOT de l'Est Cantal puisqu'on y retrouve la même volonté affichée : « Renforcer notre attractivité et préserver et aménager durablement l'espace ». Le SCOT de l'Est Cantal, fruit d'un long travail collectif, constitue une base du Projet de territoire de HTC. Adopté en 2020, le SCOT détermine, pour les 20 années à venir, la manière avec laquelle les différentes fonctions qui intéressent les habitants de HTC et de Saint-Flour Co (habitat, économie, commerce, équipements et services, etc.) sont amenées à se déployer sur le territoire, tout en préservant et valorisant les richesses environnementales et patrimoniales qu'il abrite.

Le SCOT fixe un certain nombre d'orientations « cadres » en matière d'aménagement, qui sont en cohérence avec la réflexion de l'élaboration du Projet de territoire de HTC.

Les axes du SCOT :

1. Une économie locale, créatrice de valeurs ajoutées, qui vise l'excellence environnementale > chantiers 5, 6 et 7
2. Un territoire à haute qualité de vie préservant son identité et son caractère rural et valorisant ses ressources naturelles > chantier 3 et 10
3. Un territoire acteur de sa transition énergétique > chantier 8
4. Des mobilités intelligentes, adaptées à tous les besoins et respectueuses de la santé et de l'environnement > chantiers 4 et 9
5. Bien vivre ensemble sur le territoire > chantiers 1, 2, 4, 10

#### **Une démarche dynamique impliquant de nombreux acteurs**

Le projet de territoire est un **outil dynamique**. Il s'enrichira des apports des acteurs locaux, lors des démarches de consultations qui seront mises en place dans le cadre du projet. Des acteurs, ciblés, seront amenés à partager leur expertise du territoire (acteurs du tourisme, acteurs de l'économie,)

**Des temps de concertation** sont prévus pour affiner les chantiers et les objectifs, notamment en commissions.

**Tout ne sera pas du ressort unique de HTC et de sa maîtrise d'ouvrage**, mais HTC posera l'orientation et l'ambition collective. HTC sera vigilante à garder le CAP !

Ce type de démarche dynamique de projet est encore peu développé par les intercommunalités pour l'élaboration de leur projet de territoire. Il répond néanmoins à la volonté politique des élus de HTC, de **faire vivre la démocratie locale en favorisant, dans les moments les plus adaptés, l'expression citoyenne.** C'est aussi, pour les élus de HTC, l'occasion de poser de **nouvelles méthodes de travail**, qui impliqueront une meilleure information de la population sur la place et le rôle de Hautes Terres Communauté, dans l'action publique et la vie locale.

## Article 3 – Les axes ou orientations stratégiques

Le présent contrat fixe les axes stratégiques en s'appuyant sur le projet de territoire approuvé par Hautes Terres Communauté en date du 18 juin 2021 :

L'architecture du Projet HTC 2021 s'articule autour de 3 grandes ambitions, 10 chantiers, 37 objectifs

Les principaux enjeux identifiés, dans la phase de diagnostic, ont permis de définir 3 grandes ambitions à relever. Celles-ci sont au cœur du diagnostic du territoire, mais aussi, au cœur de la méthode qui accompagnera le projet de territoire.

- AMBITION N°1 "Faire communauté"
- AMBITION N°2 "Maintenir la population et accompagner la croissance démographique"
- AMBITION N°3 "Agir en faveur de la transition écologique et énergétique"

Chacune des ambitions est déclinée en chantiers et objectifs. Les objectifs, définis comme prioritaires par les élus sur la période 2021-2025, bénéficient du marquage : "PRIORITAIRE 2021-2025".

AMBITION N°1 "Faire communauté"		AMBITION N°2 "Maintenir la population et accompagner la croissance démographique"		AMBITION N°3 "Agir en faveur de la transition écologique et énergétique"			
	<b>CHANTIER N°1 AFFIRMER L'IDENTITÉ DE HTC ET FAIRE CONNAÎTRE SON ACTION</b>		<b>CHANTIER N°3 MAINTENIR LES ÉQUILIBRES HARMONIEUX DU CADRE DE VIE</b>		<b>CHANTIER N°5 STIMULER L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE HTC</b>		<b>CHANTIER N°6 : ADAPTER LE BÂTI POUR RÉDUIRE LA CONSO ÉNERGÉTIQUE</b>
1	Être visible pour le citoyen	19	Conserver une offre commerciale de proximité dans les bourgs	19	Réserver des espaces d'accueil pour le développement et l'installation d'entreprises.	30	Réduire les coûts de consommation dans le logement privé (bailleur ou occupant)
	Faire évoluer les Maisons de Services, en des "lieux multifonctions", ouverts aux habitants et acteurs du territoire.	20	Aménager et valoriser les coeurs de bourg	20	Être au contact des entreprises et favoriser leurs synergies, leur maintien et leur développement.	31	Accompagner les collectivités dans la réduction des consommations d'énergies de leurs équipements
	<b>CHANTIER N°2 AFFIRMER UNE IDENTITÉ ET AGIR AVEC LES COMMUNES</b>	7	Préserver et valoriser le patrimoine naturel		<b>CHANTIER N°6 : FAIRE DU TOURISME UNE VALEUR AJOUTÉE LOCALE</b>		<b>CHANTIER N°8 : OFFRIR UNE MOBILITÉ ALTERNATIVE</b>
3	Définir collectivement l'aménagement de notre territoire	21	Préserver et valoriser le patrimoine bâti	21	Elaborer et animer avec un maximum d'acteurs locaux le projet touristique local.	32	Développer des outils mobilité pour la gestion des flux touristiques
	Accompagner les communes en proposant des prestations d'ingénierie et des outils de mutualisation	22	<b>CHANTIER N°4 BÂTIR UN TERRITOIRE À VIVRE, ATTRACTIF ET DURABLE</b>	22	Accompagner la montée en gamme de la proposition touristique pour optimiser les retombées collectives.	33	S'appuyer sur l'offre ferroviaire comme facteur de développement
		9	Disposer d'une offre de soins, en nombre et qualité, au service des habitants	23	Participer à la construction d'un projet Massif de montagne 4 saisons	34	Promouvoir la mobilité électrique : du vélo à l'auto
		10	Structurer une offre paramédicale et de bien être visible	24	Créer un itinéraire non motorisé Alagnon et « arc Cézaillat ».		<b>CHANTIER N°10 : ASSURER UNE GESTION RAISONNÉE DES RESSOURCES et DÉCHETS</b>
		11	Offrir une réponse concrète à la garde des jeunes enfants pour les actifs du territoire	25	Mettre en valeur et en cohérence les réseaux de sentiers existants pour irriguer le territoire.	35	Optimiser une gestion des déchets vertueuse
		12	Offrir une réponse concrète pour l'accueil extrascolaire des enfants et des temps de rencontres pour les adolescents		<b>CHANTIER N°7 : DÉVELOPPER LES CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES</b>	36	Soutenir la gestion et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques (GEMAPI)
		13	Structurer une offre d'équipement culturel et musical accessible aux plus jeunes	26	Structurer une filière viande autour du pole viande	37	Préparer une gestion optimisée des réseaux eau assainissement
		14	Proposer une offre culturelle pour tous, bâtie sur la mise en valeur de l'identité HTC et sur une démarche de projet entre habitants, communes et acteurs de HTC.	27	Mettre en visibilité les producteurs locaux et leurs produits selon les besoins et filières		
		15	Veiller au développement d'une offre locale et résidentielle équilibrée	28	Trouver des solutions aux freins identifiés à la valorisation des produits locaux, pour les collectivités de HTC		
		16	Anticiper une réserve foncière publique	29	Accompagner les projets de production alimentaire en circuit court répondant à un manque local sur HTC.		
		17	Structurer une offre sports et loisirs de pleine nature				
		18	Maintenir des services de transport du quotidien				

Ce projet de territoire a été construit afin de renforcer le rôle d'animateur et de catalyseur du territoire par Hautes Terres Communauté. En effet, les projets portés par les communes s'inscrivent dans un objectif stratégique pour le territoire. Cela permettra d'accompagner les communes dans leur projet et renforcer la valorisation des opérations conduites sur le territoire.

• **Ambition 1 : « Faire communauté »**

AMBITION N°1 " Faire communauté "	
	<u>CHANTIER N°1 AFFIRMER L'IDENTITÉ DE HTC ET FAIRE CONNAÎTRE SON ACTION</u>
1	Être visible pour le citoyen - PROJET 2017-2018
2	Faire évoluer les Maisons de Services, en des "lieux multifonctions", ouverts aux habitants et acteurs du territoire. PROJET 2017-2018
	<u>CHANTIER N°2 CONSERVER UNE PROXIMITÉ ET SOLIDARITÉ AVEC LES COMMUNES</u>
3	Définir collectivement l'aménagement de notre territoire
4	Accompagner les communes en proposant des prestations d'ingénierie et des outils de mutualisation

« Notre société fait face à des changements sociologiques importants, dans lesquels l'individualisation peut conduire rapidement à l'isolement.

Nous vivons dans un espace à très faible densité : les voisins et les principaux services sont éloignés. Notre réalité montagnarde, l'hiver, la neige et ses congères, participent à rendre les contacts parfois difficiles ».

Dans cette réalité, la commune reste un pilier de la proximité, mais l'organisation territoriale a, petit à petit, repositionné les moyens et les compétences vers les intercommunalités. L'action publique et ses services se sont éloignés des citoyens.

Malgré l'importance de son action (médiathèque, culture, environnement, développement économique...), force est de constater que l'intercommunalité reste peu visible, et d'une approche souvent trop technique, pour les citoyens.

De leur côté, les élus ont vu, par vagues successives, l'intercommunalité évoluer dans son périmètre et ses compétences, sans toujours bien comprendre ce qu'elle pouvait leur apporter.

Il est donc temps de replacer le rôle de chacun. L'outil HTC doit prendre sa place et retrouver du sens pour l'habitant, mais aussi pour l' élu local. L'action communautaire doit permettre à tous de "faire communauté" !

Principaux indicateurs « Ambition 1 »
Nombre d'utilisateurs des services
Nombre de visiteurs et d'inscrits sur les outils numériques ou réseaux
Nombre de supports et d'actions de communication
Nombre d'accompagnements dans les MFS
Nombre d'actions d'animations dans les MFS
Type de document et contrats territoriaux ou de document d'urbanisme
Nombre de groupements de commande
Nombre d'acte de mutualisation – achat matériel, convention MAD, etc
Nombre de réunions de proximité, de conférences des maires, des commissions thématiques, etc
Nombre d'acte d'accompagnement des communes

- **Ambition 2 « Maintenir la population et accompagner la croissance démographique »**

Conserver des habitants et en accueillir de nouveaux est l'enjeu majeur de Hautes Terres Communauté : disposer d'un cadre de vie attractif et de services de qualité, d'une dynamique économique autour de spécificités locales sont les principaux chantiers de cette deuxième ambition.

*Le territoire de Hautes Terres Communauté perd pratiquement 100 habitants par an depuis plusieurs décennies. Il a perdu 40% de sa population en 45 ans !*

*Ce triste constat, qui dépasse les limites territoriales de HTC, est l'enjeu majeur du SCOT de l'est Cantal.*

Avec une population vieillissante, une population agricole importante qui chute fortement, et un faible nombre de moins de 20 ans, il est acquis que le renouvellement de la population passera nécessairement par l'arrivée de nouvelles populations.

Le territoire affichait 11 563 habitants au dernier recensement. Ce nombre s'accompagne d'une très faible densité de population. Depuis plusieurs années, les communes s'exposent à la perte de services publics et commerciaux.

Les élus ont donc souhaité en faire un défi majeur du projet de territoire, en travaillant conjointement à maintenir les populations en place, par une offre de services viables et en favorisant l'accueil de nouvelles entreprises et familles.



AMBITION N°2 " Maintenir la population et accompagner la croissance démographique "			
	<b><u>CHANTIER N°3 MAINTENIR LES ÉQUILIBRES HARMONIEUX DU CADRE DE VIE</u></b>		<b><u>CHANTIER N°5 STIMULER L'ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE HTC</u></b>
5	Conserver une offre commerciale de proximité dans les bourgs <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>	19	Réserver des espaces d'accueil pour le développement et l'installation d'entreprises. <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>
6	Aménager et valoriser les cœurs de bourg	20	Etre au contact des entreprises et favoriser leurs synergies, leur maintien et leur développement. <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>
7	Préserver et valoriser le patrimoine naturel		<b><u>CHANTIER N°6 : FAIRE DU TOURISME UNE VALEUR AJOUTÉE LOCALE</u></b>
8	Préserver et valoriser le patrimoine bâti <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>	21	Elaborer et animer avec un maximum d'acteurs locaux le projet touristique local. <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>
	<b><u>CHANTIER N°4 BÂTIR UN TERRITOIRE À VIVRE, ATTRACTIF ET DURABLE</u></b>	22	Accompagner la montée en gamme de la proposition touristique pour optimiser les retombées collectives. <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>
9	Disposer d'une offre de soins, en nombre et qualité, au service des habitants - <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>	23	Participer à la construction d'un projet Massif de montagne 4 saisons
10	Structurer une offre paramédicale et de bien être visible	24	Créer un itinéraire non motorisé Alagnon et « arc Cézallier ». <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>
11	Offrir une réponse concrète à la garde des jeunes enfants pour les actifs du territoire <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>	25	Mettre en valeur et en cohérence les réseaux de sentiers existants pour irriguer le territoire. <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>
12	Offrir une réponse concrète pour l'accueil extrascolaire des enfants et des temps de rencontres pour les adolescents		<b><u>CHANTIER N°7 : DÉVELOPPER LES CIRCUITS COURTS ALIMENTAIRES</u></b>
13	Structurer une offre d'équipement culturel et musical accessible aux plus jeunes	26	Structurer une filière viande autour du pôle viande
14	Proposer une offre culturelle pour tous, bâtie sur la mise en valeur de l'identité HTC et sur une démarche de projet entre habitants, communes et acteurs de HTC. <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>	27	Mettre en visibilité les producteurs locaux et leurs produits selon les besoins et filières
15	Veiller au développement d'une offre locative et résidentielle équilibrée	28	Trouver des solutions aux freins identifiés à la valorisation des produits locaux, pour les collectivités de HTC
16	Anticiper une réserve foncière publique	29	Accompagner les projets de production alimentaire en circuit court répondant à un manque local sur HTC. <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>
17	Structurer une offre sports et loisirs de pleine nature <small>PRIORITAIRE 2021-2025</small>		
18	Maintenir des services de transport du quotidien		

Principaux Indicateurs « Ambition 2 »
Evolution de la population
Evolution du nombre de commerces dans les bourgs
Nombre d'opération d'aménagement de cœur de bourg
Surfaces des aires naturelles bénéficiant d'une protection et d'une valorisation
Nombre de bâtiment/site patrimonial rénové
Nombre de professionnels du premiers recours, nombre d'arrivée, nombre et cause de départ
Nombre d'opérations engagées sur le paramédical et le bien-être
Type et nombre de possibilités de garde + nombre enfants de moins de 3 ans accueillis
Type et nombre de propositions pour l'accueil extrascolaire
Type et fréquentation des infrastructures d'équipement culturel et musical
Fréquentation et nombre d'actions culturelles
Evolution du nombre et du type de logements
Evolution de la surface sous maîtrise d'ouvrage publique
Nombre et nature infrastructures sportives
Evolution de la fréquentation des lignes de transports scolaires et la demande
Surface disponible pour l'accueil d'entreprises
Nombre d'actions d'animation à destination des entreprises
Nombres d'actions de concertation avec les professionnels du tourisme
Nombre de structures touristiques et niveau de qualification
Nombre d'opérations de valorisation du massif
km de linéaire aménagé entre Massiac et Le Lioran + nombre d'itinéraires en arborescence depuis cet axe
km de sentiers aménagés et fréquentation des itinéraires
Nombre d'éleveurs engagés dans la filière bovine à haute valeur environnementale
Nombre de producteurs engagés dans des démarches de circuits courts ou de valorisation de leurs produits
Volume d'aliments produits sur le territoire et consommé sur le territoire
Nombre d'exploitations agricoles installés en circuit court

• **Ambition 3 « Agir en faveur de la transition écologique et énergétique »**

AMBITION N°3 " Agir en faveur de la transition écologique et énergétique "	
	<b>CHANTIER N°8 : ADAPTER LE BÂTI POUR RÉDUIRE LA CONSO ÉNERGÉTIQUE</b>
30	Réduire les coûts de consommation dans le logement privé (bailleur ou occupant) <b>PRIORITAIRE 2021-2025</b>
31	Accompagner les collectivités dans la réduction des consommations d'énergies de leurs équipements <b>PRIORITAIRE 2021-2025</b>
	<b>CHANTIER N°9 : OFFRIR UNE MOBILITÉ ALTERNATIVE</b>
32	Développer des outils mobilité pour la gestion des flux touristiques
33	S'appuyer sur l'offre ferroviaire comme facteur de développement
34	Promouvoir la mobilité électrique : du vélo à l'auto
	<b>CHANTIER N°10 : ASSURER UNE GESTION RAISONNÉE DES RESSOURCES et DÉCHETS</b>
35	Optimiser une gestion des déchets vertueuse <b>PRIORITAIRE 2021-2025</b>
36	Soutenir la gestion et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques (GEMAPI)
37	Préparer une gestion optimisée des réseaux d'assainissement

Accélérer la transition écologique et énergétique est tout l'enjeu de cette troisième ambition qui passera par la massification des travaux de rénovation énergétique, la promotion de la mobilité électrique et la gestion optimisée des ressources en eau et des déchets.

Notre territoire de montagne, tête de bassin versant, à faible densité a pu longtemps se sentir "à l'abri" des enjeux environnementaux du reste de la métropole. Pourtant, la réalité du changement climatique et le besoin de réduire notre empreinte écologique concerne notre territoire avec acuité. Il s'agit désormais, pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique et ses effets, d'accélérer les transitions engagées pour limiter nos consommations énergétiques, l'impact de certaines activités humaines, tant sur la ressource en eau, que sur la biodiversité, ou le bilan carbone du territoire.

Les plans stratégiques et opérationnels, réalisés, en cours d'élaboration ou à venir, étude Mobilité, PAAT : Projet Agricole Alimentaire Territorial, Plan Local d'Urbanisme intercommunal, PCAET prendront en compte ces enjeux et guideront les politiques publiques. L'objectif reste, au-delà des actions menées par la communauté de communes, de mobiliser, d'entraîner et d'accompagner les habitants dans chaque commune et hameau, dans l'évolution des pratiques et des modes de vie.

Principaux indicateurs « Ambition 3 »
Nombre de logements rénovés « énergétiquement »
Nombre de bâtiment public rénové
Nombre de nouveaux services de déplacements alternatif à la voiture individuelle
Fréquentation de la ligne TER au départ des 4 gares du territoire
Nombre d'équipements de recharge pour la mobilité électrique
Nombre de tonnage collectés et triés
Masse d'eau en bon état écologique et nombre de travaux de restauration
Nombre d'ouvrages d'assainissement aux normes
Volume d'eau consommée

Les objectifs font l'objet d'une déclinaison en fiches descriptives (fiches Actions et fiches Projets), jointes en annexe 2.

Ces fiches Actions et Projets comprennent des objectifs chiffrés dans la mesure du possible ou qualitatifs qui peuvent être selon le cas des objectifs numériques, écologiques, économiques, culturels ou sociaux, avec des indicateurs de résultats.

Elles indiquent la liste des actions prêtes à être engagées ou des projets qui restent à préciser par champ d'intervention.

En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, elles seront validées par le comité de pilotage (cf. article 7), sans nécessité d'avenant.

## Article 4 – Le Plan d'action

Le plan d'actions est la traduction du projet de territoire qui se décline en actions de la collectivité et des acteurs territoriaux.

### 4.1 Intégration des contractualisations et programmes de l'Etat

Suite au travail de recensement des contractualisations existantes (cf. article 1.3), les parties ont décidé d'intégrer les contrats au CRTE et listés en annexe 7.

### 4.2. Validation des actions

Les actions du CRTE sont décrites dans des fiches action et des fiches projet en annexe 2.

Les opérations envisagées sont d'abord l'objet de « fiches-actions objectifs » qui deviennent des « fiches-projets opérationnels » lorsque leur nature et leur plan de financement sont établis et qu'elles sont suffisamment mûres pour démarrer à court terme dans un délai raisonnable.

Les projets accompagnés devront être économes en foncier et en ressources et améliorer l'état des milieux des naturels, afin de s'inscrire dans les engagements nationaux (stratégies bas-carbone et biodiversité) et régionaux (Stratégie Eau/Air/Sol).

Ils peuvent être de grande envergure, structurants pour le territoire, ou à plus petite échelle, mais toujours porteurs d'une plus-value sociale, économique, culturelle et environnementale forte, pour les habitants, les acteurs socio-économiques et les associations.

Les projets peuvent également poursuivre des objectifs de coopérations entre territoires : des actions peuvent être communes à deux CRTE avec deux participations financières.

Les engagements peuvent être de différentes natures, ils précisent :

- La maîtrise d'ouvrage du contrat et la désignation du pilote pour son élaboration, son suivi, sa mise en œuvre, la description des actions et des projets, les objectifs poursuivis et l'évaluation et les résultats spécifiques attendus au terme du contrat ;
- L'animation des acteurs du territoire, en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics...) pour initier et catalyser la dynamique du territoire ;
- Les acteurs mobilisés et leur rôle qu'il s'agisse d'appui financier, administratif, technique ou en moyens humains ;
- Les crédits budgétaires, les financements déjà mobilisés notamment lorsqu'ils proviennent de financements de droit public ;
- La mise à disposition de moyens (humains, matériels, immobilier) ;
- L'ingénierie (conseils juridiques et technique) ;
- Les indicateurs de suivi et de résultats, les évaluations ;
- L'échéancier (planning d'action, calendrier prévisionnel de réalisation) ;
- Les courriers de confirmation des acteurs pour leur implication (notamment financière) ;
- Les autorisations nécessaires aux actions et aux projets pour éviter celles et ceux qui auraient un impact négatif sur l'environnement ou pour les populations en conformité avec la réglementation

en vigueur. Les actions accompagnées au titre du présent CRTE restent soumises aux procédures administratives, et en particulier des autorisations nécessaires au projet.

Les enveloppes financières indiquées sont prévisionnelles et maximales. Elles s'inscrivent dans les règles d'utilisation en vigueur et dans la limite des montants annuels disponibles.

Les actions sont « à valider » quand elles sont portées, décrites, financées et évaluées et prêtes à démarrer.

L'inscription formelle des actions dans le CRTE est validée par les instances de gouvernance en s'appuyant sur l'expertise des services déconcentrés de l'Etat, des opérateurs et des services des collectivités territoriales concernées.

Le préfet peut saisir autant que de besoin la « Mission de coordination nationale des Contrats Territoriaux de Relance et de Transition Ecologique » (cf. article 6.3.) pour toute opération nécessitant un éclairage particulier.

**Les actions et projets prêts sont inscrits chaque année dans une convention de financement annuelle qui détaille la participation des différents partenaires (modèle annexé)**

Les projets à financer feront l'objet d'une analyse préalable à leur intégration au CRTE et tout particulièrement à leur inscription dans la convention financière annuelle. Il sera déterminé leur compatibilité avec les objectifs nationaux des CRTE en terme de transition écologique et de cohésion territoriale.

**Cette 1ère étape de contractualisation n'inclut pas les projets, et ce même s'ils sont mentionnés dans une fiche action ou tout autre documents annexé au présent contrat.**

#### **4.3. Projets et actions en maturation**

Des projets, de niveaux de maturité différents seront listés dans le contrat. Les projets feront l'objet d'un travail spécifique de maturation afin d'être proposés à l'intégration du contrat, lors du comité de pilotage ultérieur à la signature, en fonction de leur compatibilité avec les objectifs du contrat, de leur faisabilité, de leur valeur d'exemple et de leur dimension collective ou de leur effet d'entraînement.

Ces évolutions seront examinées et validées par la gouvernance définie à l'article 8.

En cas d'évolution de leur contenu en cours de contrat, les « fiches actions » ou les « fiches actions en maturation » seront validées au fil de l'eau par le comité de pilotage, sans nécessité d'avenant.

#### **4.4. Les actions de coopération inter-territoriale dans le périmètre du CRTE et avec d'autres territoire CRTE**

Au sein du périmètre de CRTE, chaque territoire se construit par ses dynamiques internes et par ses interactions avec d'autres échelles et dynamiques territoriales qui participent également du projet

de territoire. Ces relations peuvent se traduire par des projets communs, des partages d'expériences qui impactent positivement les territoires de X et de Y.

Les actions de coopération entre territoires permettent plus particulièrement de :

- Favoriser les synergies et complémentarité entre les territoires en assurant une cohérence des interventions (ex éviter le financement de projets similaires sur des territoires voisins qui pourraient se concurrencer) ;
- Encourager les solidarités entre les territoires les plus dynamiques et ceux en difficulté ;
- Renforcer les fonctions de centralité de certains territoires ;
- Répondre aux enjeux posés par les grands territoires communs (bassins d'emploi liés par des flux domicile-travail et des enjeux de logement ou de mobilité, espaces naturels et touristiques, écosystèmes d'acteurs de grands bassins industriels, qualité de l'air, changement climatique, etc.) ;
- Construire des filières pour rapprocher offre et demande (énergie, alimentation, etc.) ;
- Mutualiser des moyens (achats groupés, ingénierie, etc.).

Les mesures sont à définir localement. Différents types d'action sont envisageables : études, expérimentations, projets communs, mutualisation de ressources, actions d'information et d'animation sur certaines thématiques, concertation pour l'implantation de projets à fort rayonnement ou avec des impacts importants, participation réciproque à la gouvernance des contrats...

Ce volet dédié aux actions de coopération entre les territoires, dont le contenu est à définir localement, est à réfléchir dès la phase du projet de territoire puis tout au long de l'élaboration du contrat.

*Au regard de sa situation géographique, Hautes Terres Communauté, sera amenée à coopérer avec des territoires voisins (Saint Flour Communauté plus particulièrement, les communautés des communes du Bassin Versant de la Rhue, Agglomération Pays d'Issoire) ou des structures situées en partie sur son territoire : le SYTEC, le SIGAL, le SM du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne, le Syndicat mixte du Puy Mary Grand Site de France, le SMDTEC, l'ALT du massif Cantalien, la SAEM du Lioran, le SM Lioran.*

Les actions de coopération entre territoires, pressenties à ce stade sont :

- Avec Saint Flour Communauté :
  - Contrat Local de Santé
  - ADS
  - La GPECT
  - Centre de formation aux métiers du luxe
  - Dispositif de recherche Action RECREATER
  - Prat de Bouc
- Avec le SYTEC et Saint Flour Communauté
  - SCOT
  - PCAET
  - Dispositifs autour de la transition énergétique : TEPOS 2, CEE, Cotech ENR, SEQUOIA....
  - Tri des déchets



## Article 5 : modalités d'accompagnement en ingénierie

Plusieurs partenaires sont susceptibles de proposer un soutien en ingénierie :

- les opérateurs (l'ANCT, Cerema, Ademe...),
- la Banque des territoires,
- les services déconcentrés de l'Etat,
- les collectivités territoriales,
- l'agence techniques départementales,
- le CAUE, le CPIE, les agences d'urbanisme,
- les parcs régionaux...

Ce soutien pour les différentes phases du contrat (élaboration du projet de territoires, définition et mise en œuvre des projets, participation des habitants, suivi et évaluation du contrat) conviendra d'être précisé et rappelé dans le bilan du contrat.

L'activation de cet accompagnement doit s'effectuer selon les modalités de saisines propres à chaque organisme.

Ce soutien peut prendre d'autres formes partenariales comme le renfort en capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que des projets eux-mêmes, comme par exemple :

- Étudier les actions amorcées, nécessitant un approfondissement technique et financier afin de préciser les aides potentielles ;
- Partager les actions et les résultats relatifs aux contrats et partenariats en cours, déjà financés sur les autres territoires du CRTE ;
- Mettre en relation les relais et réseaux que ces partenaires financent et/ou animent avec les territoires engagés pour renforcer leur capacité d'action.

A la signature du contrat, les appuis en ingénierie mobilisés à ce stade ou prévus de l'être sont :

- Cerema : diagnostic du bâti vacant

## Article 6 - Engagements des partenaires

Les partenaires du CRTE s'engagent à assurer la réalisation des actions inscrites à ce contrat.

### 6.1. Dispositions générales concernant les financements

Les financeurs s'efforcent d'instruire dans les meilleurs délais les demandes de financement qui leur sont soumises et à apporter leur appui pour contribuer à la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention.

Les financements inscrits dans les fiches sont des montants prévisionnels. Ils sont à mobiliser suivant les dispositifs et dispositions propres aux différents partenaires. Les éléments financiers qui y sont inscrits sont fondés sur une première analyse de l'éligibilité des actions proposées aux différentes sources de financement des partenaires, selon les modalités décrites dans les fiches actions, mais ne valent pas accord final.



Les montants de prêt, d'avance ou de subvention, sont indicatifs, sous réserve de : disponibilité des crédits et du déroulement des procédures internes à chaque partenaire, de l'instruction des dossiers, des dispositifs en vigueur à la date du dépôt, de la validation par les instances décisionnaires du partenaire considéré. Les décisions font l'objet de conventions spécifiques établies entre le partenaire et le porteur de projet.

Les projets financés par l'Etat seront validés par leur inscription au sein de la convention financière annuelle.

Tout projet non inscrit dans cette convention n'engage pas la participation de l'Etat.

## **6.2. Le territoire signataire**

En signant ce contrat de transition écologique, le territoire de Hautes Terres Communauté assume le rôle d'entraîneur et d'animateur de la relance et de la transition écologique de son territoire (cf. article 7)

Le territoire signataire s'engage à désigner dans ses services un.e directeur.trice responsable du pilotage du CRTE et à affecter un.e chef.fe de projet, responsable d'animer l'élaboration et la mise en œuvre du contrat, ainsi que l'évaluation. *En lien avec la future organisation des services de Hautes Terres Communauté, la désignation de ces interlocuteurs se fera en septembre 2021. Hautes Terres communauté se réserve la possibilité de solliciter la création d'un poste de volontaire territorial en administration (VTA) pour assurer le suivi du CRTE en lien avec les communes.*

Il-elle pourra être assisté-e d'animateur. trice.s chargé.e.s de faciliter l'émergence de projets et d'accompagner les porteurs (associations, entreprises, communes...). *Les chargés de mission thématiques de la collectivité seront chargés d'animer par thématique d'intervention les fiches actions objectifs et projets identifiées dans le cadre du CRTE.*

*Pour les collectivités les moins bien dotées en capacité d'ingénierie, un appui de l'ANCT pourra être sollicité. En fonction de l'avancement du CRTE, Hautes Terres communauté se réserve la possibilité de solliciter tout soutien de l'ANCT en ingénierie.*

Le territoire signataire s'engage à animer le travail en associant les acteurs du territoire et en travaillant étroitement avec les partenaires du contrat (collectivités, entreprises, Etat, établissements publics, habitants, associations...) afin d'initier et de catalyser la dynamique du territoire en faveur du projet de territoire.

A l'automne 2021, des temps de concertations seront organisées dans le cadre de réunions thématiques rassemblant les acteurs locaux : entreprises, acteurs du tourisme, établissements scolaires.

Le partage des orientations et des actions qui découlent du projet de territoire détaillé dans le présent CRTE est organisé localement au moment jugé opportun par la collectivité signataire, en accord avec l'Etat. Ce moment de partage a pour objectif, avant et également après la signature du CRTE, d'enrichir les actions, de favoriser la mobilisation autour du CRTE et l'émergence d'éventuels porteurs de projets.

Le territoire signataire s'engage à mobiliser les moyens, tant humains que financiers, nécessaires au bon déroulement du CRTE, ainsi qu'à son évaluation.

Le territoire signataire s'engage à la mise en œuvre des actions inscrites au CRTE, dont il est maître d'ouvrage.

### **6.3 L'État, les établissements et opérateurs publics**

Conformément à la circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020, l'Etat s'engage à travers ses services, services déconcentrés et établissements à accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du CRTE, dans une posture de facilitation des projets.

L'appui de l'État porte en particulier sur l'apport d'expertises techniques et juridiques et la mobilisation coordonnée de ses dispositifs de financement au service des projets du CRTE.

L'État s'engage à optimiser les processus d'instruction administrative et à examiner les possibilités d'expérimentation de procédures nouvelles, ou de simplification de procédures existantes, sur la base de projets précis qui lui seraient présentés dans le cadre du CRTE.

L'État s'engage à étudier le possible cofinancement des actions inscrites dans le CRTE, qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'État disponibles.

Le soutien au territoire peut passer par un appui spécifique des établissements publics et opérateurs qui mobiliseront notamment des financements pour le montage des projets et les investissements. Ce soutien permettra de renforcer la capacité d'ingénierie, l'animation du territoire ainsi que les projets eux-mêmes.

En particulier :

- L'ADEME peut apporter un appui à travers un contrat d'objectifs transversal sur la durée du contrat de transition écologique et intervenir en soutien de certaines opérations du CRTE ;
- La Caisse des dépôts peut mobiliser la Banque des territoires pour accompagner les acteurs locaux dans leurs projets de développement territorial - conseil et ingénierie, prêts, investissements en fonds propres, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés ;
- Le Cerema peut apporter un appui en matière de définition des projets de territoires, des actions complexes (ex : réseaux), des indicateurs et d'évaluation.
- D'autres établissements publics ou opérateurs de l'État peuvent intervenir : l'Office français pour la biodiversité (OFB), l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Banque publique d'investissement (Bpifrance), l'Agence française de développement (AFD), etc.

Les contributions spécifiques des établissements publics et opérateurs seront annexées par voie d'avenants.

### **6.4. Mobilisation des citoyens et des acteurs socio-économiques**

Il s'agit de renforcer la cohésion territoriale et l'appartenance nécessaires à la dynamique de transformation du territoire en mobilisant, écoutant, faisant participer les habitants et les acteurs socio-économiques à la décision du cap collectif.

*Dans le cadre de son projet de territoire, les élus de Hautes Terres Communauté souhaitent renforcer la concertation avec les acteurs locaux (élus, entreprises, habitants, associations...). Pour cela, des temps de présentation, partage, écoute seront mis en place tout au long du mandat afin d'écouter les préoccupations de l'ensemble des acteurs.*

La dynamique d'animation du projet vise une communication et une sensibilisation en continu pour permettre aux acteurs et partenaires de s'associer aux actions de transformation ; une attention particulière sera portée à la facilitation de la mobilisation citoyenne en faveur du projet collectif.

Concrètement, la mobilisation des citoyens peut prendre deux types de formes :

- la participation des publics à l'élaboration de la décision publique d'une part,
- et les initiatives citoyennes prises et mises en œuvre par les citoyens eux-mêmes d'autre part.

Les entreprises, de par leur impact sur l'environnement et l'emploi, sont des acteurs indispensables au projet de développement écologique et économique du territoire ; leur collaboration peut permettre d'identifier de nouvelles synergies en particulier dans une logique d'économie circulaire.

### **6.5. Maquette financière**

La maquette financière récapitule les engagements prévisionnels des signataires du contrat sur la période contractuelle, en précisant les montants :

- ❖ Des crédits du plan France relance ;
- ❖ Des crédits contractualisés (nouveaux engagements) ;
- ❖ Des crédits valorisés (rappels des engagements antérieurs et des dispositifs articulés non intégrés) ;
- ❖ Des actions financées par des conventions ad hoc avant la signature du CRTE ;
- ❖ L'engagement d'un comité des financeurs donnant sa validation des actions.

Les différents financeurs instruiront dans les meilleurs délais les demandes de participation, selon leurs modalités internes de validation pour les actions entrant dans leur champ de compétence. Cette maquette pourra servir de base à la rédaction de la convention financière annuelle. Ce document est facultatif.

## **Article 7 – Gouvernance du CRTE**

Les représentants de l'État et des collectivités territoriales porteuses mettent en place une gouvernance conjointe pour assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du CRTE.

Cette gouvernance s'articule, selon leurs domaines de compétences respectifs, avec le comité stratégique du plan de relance tel que décrit dans la circulaire circulaire 6231/SG du 20 novembre 2020 relative à l'élaboration des CRTE et le comité local de cohésion des territoires (CLCT). Le CLCT participe à la définition d'orientations stratégiques communes en matière d'ingénierie au profit des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'échelle départementale.

Cette comitologie, par la dimension intégratrice des CRTE, a vocation à s'articuler voire intégrer les comitologies existantes, dans un souci d'efficacité et de cohérence.

### **7.1. Le comité de pilotage**

Le comité de pilotage est coprésidé par le Préfet du département, ou son représentant, et par le Président de l'EPCI.

Les autres membres sont :

- La Sous-Préfet de Saint Flour ou son représentant
- la vice-présidente en charge de la contractualisation,
- des services de l'Etat, de l'ADEME et de la Caisse des dépôts – Banque des territoires,
- ainsi que d'autres établissements publics et opérateurs mobilisés en appui du CRTE, et de représentants des collectivités départementales et régionales si elles sont cosignataires.

Il siègera au moins une fois par an pour :

- Valider l'évaluation annuelle du CRTE soumise par le comité technique, sur la base des indicateurs de suivi définis pour le CRTE ;
- Examiner l'avancement et la programmation des actions ;
- Étudier et arrêter les demandes d'évolution du CRTE en termes d'orientations et d'actions (inclusion, adaptation, abandon...), proposées par le comité technique ;
- Décider d'éventuelles mesures rectificatives.

## **7.2. Le comité technique**

Le comité technique est coprésidé par les représentants de l'Etat et du territoire signataire.

Il est chargé du suivi de l'avancement technique et financier du CRTE et de rendre compte au comité de pilotage dont il prépare les décisions.

Il est composé de :

- représentants des services de l'Etat
- représentants des services de Hautes Terres Communauté et en fonction les chargés de missions thématiques
- en fonction, représentants de certains porteurs de projets et des éventuels co-signataires et co-financeurs à venir.

Il se réunira au moins deux fois par an pour :

- Veiller en détail au bon déroulement des actions prévues au contrat, vérifier l'avancement des dossiers, analyser les éventuelles situations de blocage pour proposer des mesures visant à permettre l'avancement des projets ;
- Établir et examiner le tableau de suivi de l'exécution du CRTE ;
- Mettre en place les outils d'évaluation et analyser les résultats des évaluations ;
- Étudier et valider les demandes d'adhésion à la charte partenariale d'engagement ;
- Étudier et statuer sur les évolutions des fiches orientations ;
- Étudier et statuer sur les évolutions et les propositions d'ajouts de fiches projets et fiches actions.

## **7.3. L'articulation avec les autres instances locales de suivi des projets**

Le CRTE s'inscrit dans un contexte marqué par :

- La mise en œuvre territorialisée du plan de relance et son suivi dans les comités de pilotage et de suivi de la relance ;
- Le déploiement des comités locaux de cohésion territoriale qui suivent l'installation de l'agence nationale de cohésion des territoires.

Dans ce contexte, il appartient au préfet, délégué territorial de l'ANCT, de veiller à l'articulation et la cohérence entre les projets et actions portées par le CRTE, et les orientations fixées par le comité local de cohésion territoriale.

Le préfet organise, par ailleurs, la remontée d'informations au sujet des actions du CRTE financées par des crédits du plan de relance vers les comités régionaux de pilotage et de suivi de la relance.

## **Article 8 - Suivi et évaluation du CRTE**

Un tableau de bord de suivi du CRTE est établi, régulièrement renseigné, décrivant l'avancement des orientations et actions (taux de réalisation, mobilisation des moyens et financement, indicateurs...). Il est tenu à jour sous la responsabilité d'un binôme désigné de représentants du territoire concerné et de l'État, membres du comité technique.

Il est examiné par le comité technique et présenté en synthèse au comité de pilotage.

D'autres tableaux de bord partagés, complémentaires, peuvent être établis, en fonction des besoins.

Le dispositif d'évaluation, articulé sur plusieurs niveaux (intégralité du CRTE, orientations/axes et actions) avec la définition des indicateurs et la désignation des acteurs en charge de son fonctionnement, fera l'objet de comptes rendus réguliers devant le comité technique, et une fois par an devant le comité de pilotage. Il s'intégrera au dispositif national d'évaluation de l'ensemble des CRTE.

Le CEREMA pourra apporter des conseils méthodologiques pour la définition des indicateurs et du dispositif d'évaluation du CRTE.

## **Article 9 - Résultats attendus du CRTE**

Les résultats du CRTE seront suivis et évalués. Le ou les indicateurs à l'aune desquels ces résultats sont évalués seront choisis en cohérence avec l'objectif recherché lors de la mise en œuvre de l'action. L'évaluation est menée sur la base d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, au regard des objectifs de la SNBC.

Les objectifs détaillés sont précisés dans chaque fiche action et/ou projets en annexe 2.

Les indicateurs de suivi sont précisés dans l'état des lieux écologique en annexe 1

**Si la liste d'actions arrêtée à la date de signature est complétée au cours de l'exécution du contrat par de nouvelles actions, ces dernières seront prises en compte dans l'évaluation finale du CRTE.**

Les valeurs des indicateurs peuvent être saisies dans la plateforme informatique dédiée.

## **Article 10 – Entrée en vigueur et durée du CRTE**

L'entrée en vigueur du CRTE est effective à la date de signature du présent contrat.  
**Ce contrat court jusqu'à fin 2026.**

Au terme du contrat, un bilan sera conduit pour en évaluer les résultats et les impacts.

## Article 11 – Evolution et mise à jour du CRTE

Le CRTE est évolutif.

Le corps du CRTE et ses annexes peuvent être modifiés et/ou complétés d'autres documents par avenant d'un commun accord entre toutes les parties signataires du CRTE et après avis du comité de pilotage.

C'est notamment le cas lors d'évolutions liées à son périmètre ou au nombre et types d'actions et de projets ainsi qu'à la définition des indicateurs.

D'autre part, à compter de la signature du CRTE (V1), les collectivités s'engagent, avec l'appui des services de l'État, à consolider le présent document selon le planning prévisionnel suivant :

### **JUILLET A SEPTEMBRE 2021 :**

- \* Finalisation de l'état des lieux écologique (ELE) et détermination des principaux indicateurs;
- \* Travail sur les fiches actions/ projets et les indicateurs concernés.
- \* Analyse et priorisation des projets.
- \* Travail sur l'information et la concertation.
- \* Territoires CTE : Officialisation par le COPIL CTE du transfert de tout ou partie du CTE vers le CRTE.

### **OCTOBRE 2021 :**

- \* Un point sur ELE, indicateurs sera fait avec les services de l'Etat;
- \* Une conférence des co-financeurs sera organisée sur la base des principaux projets identifiés par la collectivités ( CR / CD / DREAL / ADEME / BDT / Action Logement...)

### **NOVEMBRE 2021 :**

- \* Finalisation du CRTE V2.

### **DECEMBRE/JANVIER :**

- \* Signature du CRTE V2 (Avenants ou autre forme).

Ces éléments sont formalisés plus précisément dans un planning-barre détaillé et annexé au présent contrat.

*Concernant les demandes de financement pour des opérations qui pourraient être inscrites au contrat, Hautes Terres Communauté ou les communes souhaitent avoir la possibilité de déposer une demande de financement anticipé auprès de la Préfecture. Cette demande ne valant pas accord.*

*Cette proposition sera examinée par les services Préfectoraux à la suite de la signature du présent contrat et une réponse sera apportée aux collectivités dans les plus brefs délais.*

## Article 12 - Résiliation du CRTE


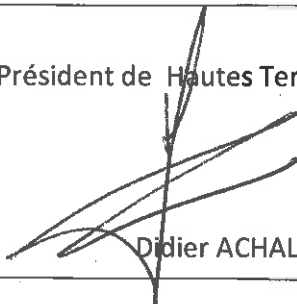
D'un commun accord entre les parties signataires du CRTE et après avis favorable du comité de pilotage, il peut être mis fin au présent contrat.

## Article 13 – Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application du présent contrat seront portés devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Signé à Massiac

Le 23 juillet 2021

<p>Le Préfet du CANTAL</p>  <p>Serge CASTEL</p>	<p>Le Président de Hautes Terres Communauté</p>  <p>Didier ACHALME</p>
---	---

## Sommaire des annexes

**Annexe 1 – Diagnostic du territoire, état des lieux écologique et indicateurs de suivis**

**Annexe 2 – Fiches actions**

**Annexe 3 – Tableaux de synthèse du CRTE**

**Annexe 4 : Actions du CTE retenues et nécessitant un travail complémentaire**

**Annexe 5 – Délibération de Hautes Terres Communauté approuvant le projet de CRTE avec les partenaires**

**Annexe 6 – Planning pour aboutir à la version 2 du CRTE**

**Annexe 7 : Tableaux des engagements financiers de l'Etat**

L'inscription de projets communaux et/ou intercommunaux dans les documents en annexe au présent CRTE (y compris dans les délibérations communautaires) ne vaut pas engagement de l'Etat à leur financement. Il s'agit là de l'identification du potentiel vivier de projets existants sur le territoire concerné et qui pourront éventuellement intégrer le CRTE après analyse, vérification et validation conformément aux articles 4.2 et 4.3 du présent contrat et ce, dans un second temps, comme évoqué au planning détaillé à l'article 11 et en annexe.

Pour rappel, cette 1ère étape de contractualisation n'inclut pas les projets, et ce même s'ils sont mentionnés dans une fiche action annexée au présent contrat ou tout autre document en annexe.



## **Annexe 1 – Diagnostic du territoire, état des lieux écologique et indicateurs de suivis**

---



# DIAGNOSTIC INTERCOMMUNAL DE TERRITOIRE

JUIN 2021

**SOMMAIRE**

Préambule .....	34
PRÉSENTATION DU TERRITOIRE .....	35
VOLET TERRITORIAL.....	37
1. LE CONTEXTE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE.....	37
1.1. Un regain d'attractivité malgré un solde naturel déficitaire.....	37
1.2. Un vieillissement de la population qui s'accroît.....	41
1.3. Un profil social contrasté avec des revenus hétérogènes.....	42
Synthèse du contexte socio-démographique.....	44
2. L'ÉCONOMIE LOCALE ET L'EMPLOI .....	45
2.1. Un territoire pourvoyeur d'emplois .....	45
Synthèse « Un territoire pourvoyeur d'emplois ».....	48
2.2. Un tissu économique diversifié .....	49
Synthèse : « Un tissu économique diversifié ».....	51
2.3. Une offre touristique de quatre saisons.....	53
Synthèse : « Une offre touristique de quatre saisons » .....	56
2.4. Une économie marquée par l'activité agricole .....	57
2.4.1. Une démographie agricole marquée par le recul du nombre d'exploitants.....	57
2.4.2. L'alimentation au cœur des préoccupations.....	58
Synthèse : « Une économie marquée par l'activité agricole ».....	60
3. LA COHÉSION SOCIALE .....	62
3.1. Une offre de santé de qualité.....	62
Synthèse : « Une offre de santé de qualité » .....	64
3.2. Une offre pluridisciplinaire à destination des jeunes.....	66
Synthèse : « Une offre pluridisciplinaire à destination des jeunes » .....	68
3.3. Une offre culturelle et récréative éclectique .....	70
Synthèse : « Une offre culturelle et récréative éclectique » .....	72
4. L'HABITAT.....	74
4.1. Une offre de logements hétérogène .....	74
Synthèse : « Une offre de logements hétérogène » .....	81
4.2. Des résidences principales anciennes et énergivores .....	82
Synthèse : « Des résidences principales anciennes et énergivores ».....	84
4.3. Un parc de résidences secondaires développé .....	86
Synthèse : « Un parc de résidences secondaires développé ».....	86
4.4. Le parc de logements existant délaissé .....	88
Synthèse : « Le parc de logements existant délaissé » .....	90
4.5. Une offre de logements spécifiques axée sur les personnes âgées.....	91
Synthèse : « Une offre de logements spécifiques axée sur les personnes âgées » .....	92
5. LA MOBILITÉ ET LES RÉSEAUX .....	94
5.1. L'offre de mobilité .....	94

5.1.1.	La prédominance de la voiture individuelle .....	94
5.1.2.	Des liaisons de transports en commun limitées.....	94
5.1.3.	Une offre de mobilité alternative.....	97
	Synthèse : « L'offre de mobilité ».....	98
5.2.	L'accessibilité au numérique .....	101
5.2.1.	La couverture 4G pour la quasi-totalité du territoire.....	101
5.2.2.	Des technologies très haut débits disponibles en Auvergne-Rhône-Alpes.....	101
5.2.3.	Le très haut débit disponible dans les zones d'activité économique.....	102
	Synthèse : « L'accessibilité au numérique ».....	102
	SYNTHÈSE GÉNÉRALE : ENJEUX DU VOLET TERRITORIAL .....	104
	VOLET ENVIRONNEMENTAL .....	105
6.	LES CONDITIONS GÉOLOGIQUES ET CLIMATIQUES.....	105
6.1.	Un socle géologique volcanique .....	105
6.2.	Changements climatiques : profil territorial (ORCAE 2021).....	105
	Synthèse : « Les conditions géologiques et climatiques » .....	109
7.	LES DOCUMENTS D'URBANISME ET LA CONSOMMATION FONCIÈRE.....	111
7.1.	Les documents de planification et d'urbanisme en vigueur .....	111
	Synthèse : « Les documents de planification et d'urbanisme en vigueur » .....	115
7.2.	L'occupation du sol et la consommation de l'espace.....	116
7.2.1.	Une occupation du sol essentiellement agricole et forestière.....	116
7.2.2.	L'analyse de la consommation d'espaces par l'urbanisation .....	117
7.2.3.	Les dynamiques d'urbanisation par type de polarités .....	119
7.2.4.	Les dynamiques d'urbanisation par type de construction : indifférenciée, agricole et industrielle 119	
7.2.5.	Les dynamiques d'urbanisation par type d'espaces : agricoles, naturels et forestiers.....	120
7.2.6.	La synthèse de la consommation d'espaces par l'urbanisation .....	121
	Synthèse : « L'occupation du sol et la consommation de l'espace » .....	122
8.	LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ.....	123
8.1.	Un territoire « réservoir de biodiversité ».....	123
8.1.1.	Des espaces naturels de protection forte .....	123
8.1.2.	Des espaces naturels de gestion concertée .....	123
8.1.3.	Des espaces naturels inventoriés .....	125
	Synthèse : « Un territoire « réservoir de biodiversité » .....	126
9.	LA RESSOURCE EN EAU.....	127
9.1.	Un territoire « tête de bassin versant » .....	127
9.1.1.	Des eaux superficielles .....	127
9.1.2.	Des eaux souterraines .....	128
	Synthèse : « Un territoire « tête de bassin versant » .....	131
9.2.	La gestion de la ressource en eau .....	132
	Synthèse : « La gestion de la ressource en eau » .....	133

10.	LES ÉNERGIES.....	134
10.1.	Un territoire engagé dans le soutien à la rénovation énergétique et les énergies renouvelables	134
10.2.	L'énergie renouvelable locale couvre plus de 40 % de la consommation.....	135
10.3.	Des filières de productions diversifiées.....	136
	Synthèse : « Les énergies ».....	139
11.	LA GESTION DES DÉCHETS.....	140
	Synthèse : « La gestion des déchets ».....	142
	SYNTHÈSE GÉNÉRALE : ENJEUX DU VOLET ENVIRONNEMENTAL.....	145

## Préambule

Le travail présenté dans ce diagnostic s'inscrit dans le cadre de la démarche d'élaboration du projet de territoire et du contrat de relance de transition écologique. Le diagnostic intercommunal a été rédigé, en interne, par les services en collaboration avec les élus de Hautes Terres Communauté.

Le territoire disposait déjà de nombreux travaux et données. La méthodologie s'est attachée à assurer les analyses et synthèses de manière transversale, à compléter et à homogénéiser les informations sur l'ensemble du territoire.

Le diagnostic présente une analyse du territoire, en deux volets, centrée sur les thématiques suivantes :

- Volet territorial : socio-démographie, économie locale et emploi, cohésion sociale, habitat, mobilités et réseaux
- Volet environnemental : géologie et climat, documents de planification/d'urbanisme et consommation foncière, milieux naturels et biodiversité, énergies, ressource en eau, gestion des déchets.

L'objectif de ce diagnostic est de mettre en reliefs les atouts et faiblesses du territoire afin de recenser les enjeux du territoire qui serviront de canevas pour le projet de territoire.

Cette première étape a permis de dégager une vision globale du territoire à l'échelle intercommunale. Il permet d'explicitier les dynamiques actuelles et met en valeur les potentialités du territoire.

L'ensemble des éléments du diagnostic a permis de mener la réflexion dans le cadre de l'élaboration du projet de territoire.

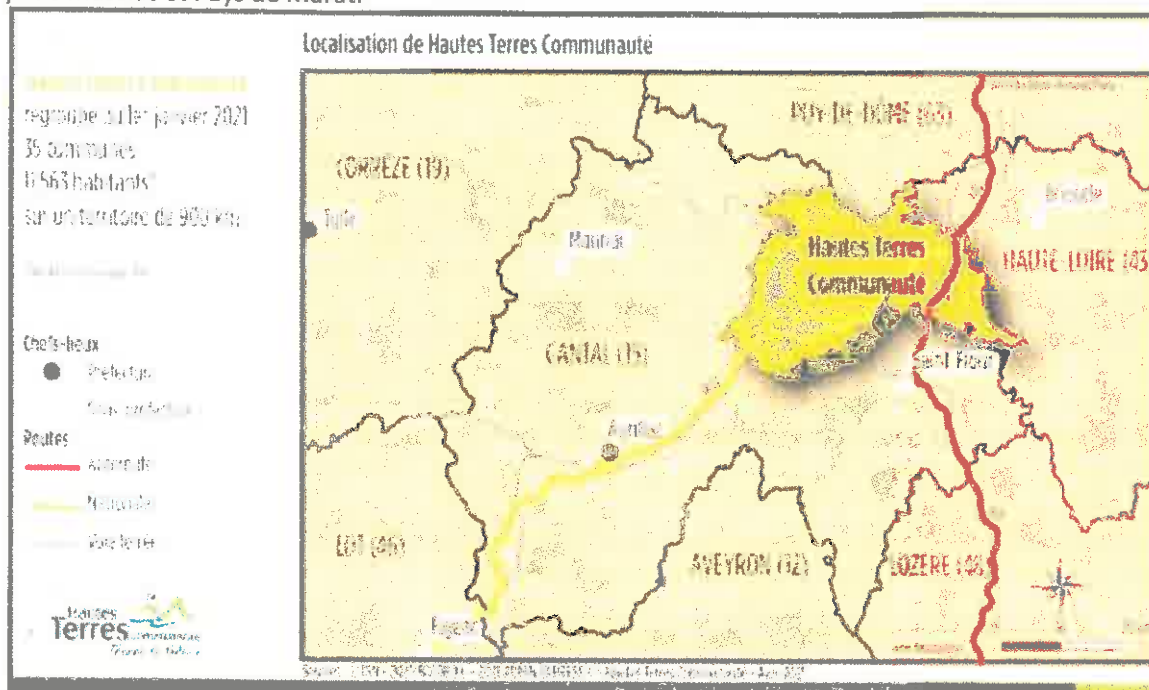
En tant qu'accord-cadre pluriannuel, le contrat de relance et de transition écologique accompagne la mise en œuvre d'un projet de territoire à l'échelle du bassin de vie concerné. Il fédère l'ensemble des acteurs institutionnels publics et privés amenés à porter ou à soutenir des actions permettant la réalisation de ce projet et s'inscrit en cohérence avec les stratégies et les outils d'intervention des parties prenantes. Le contrat décline des objectifs et un plan d'actions sur les orientations stratégiques prioritaires du projet de territoire.

Le diagnostic permet une vision du territoire à un instant T, il sera actualisé régulièrement et précisé, au regard des actions et projets que la collectivité mettra en place.

## PRÉSENTATION DU TERRITOIRE

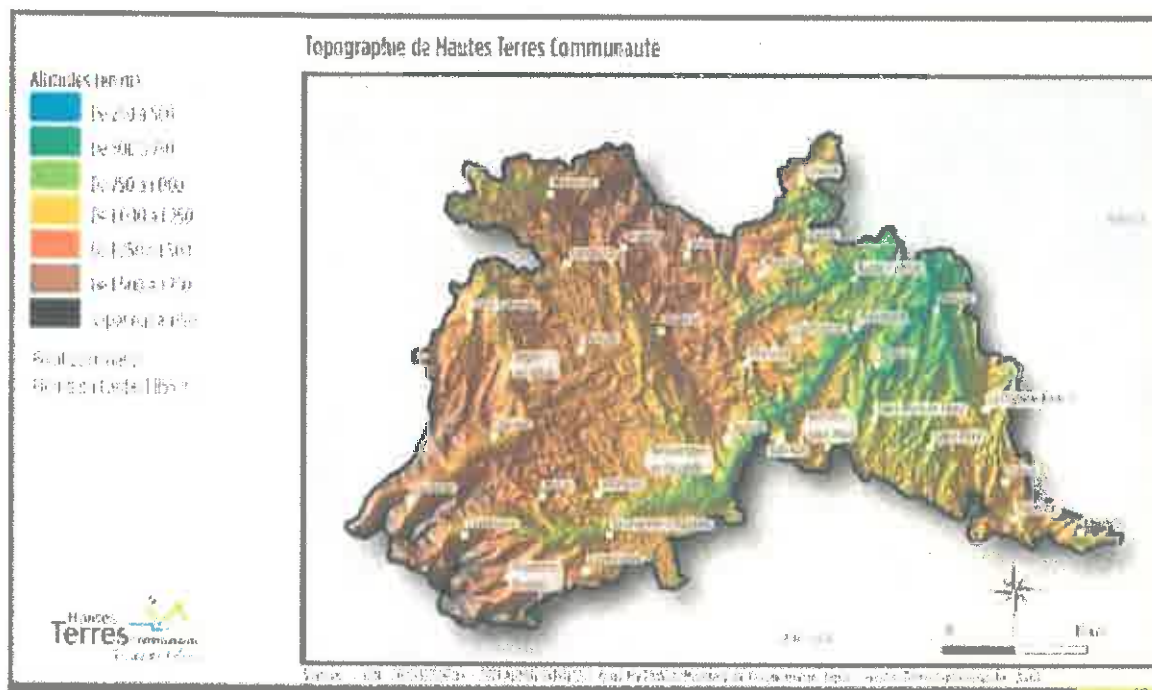
### • Une collectivité récente

Hautes Terres Communauté est issue de la fusion, en 2017, de trois communautés de communes : Cézallier, Pays de Massiac et Pays de Murat.



Située au nord-est du Cantal, au cœur de la Haute-Auvergne, entre volcan et vallées, Hautes-Terres Communauté cumule les atouts d'un territoire de pleine nature préservé et les contraintes d'un territoire de moyenne montagne qui porte toujours les stigmates d'un exode rural massif au siècle dernier.

### • Un territoire de moyenne montagne



Le territoire est façonné à l'ouest par de nombreux reliefs dont le point culminant est le Plomb du Cantal à 1 885m et le Puy Mary à 1 787m.





## VOLET TERRITORIAL

## 1. LE CONTEXTE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE

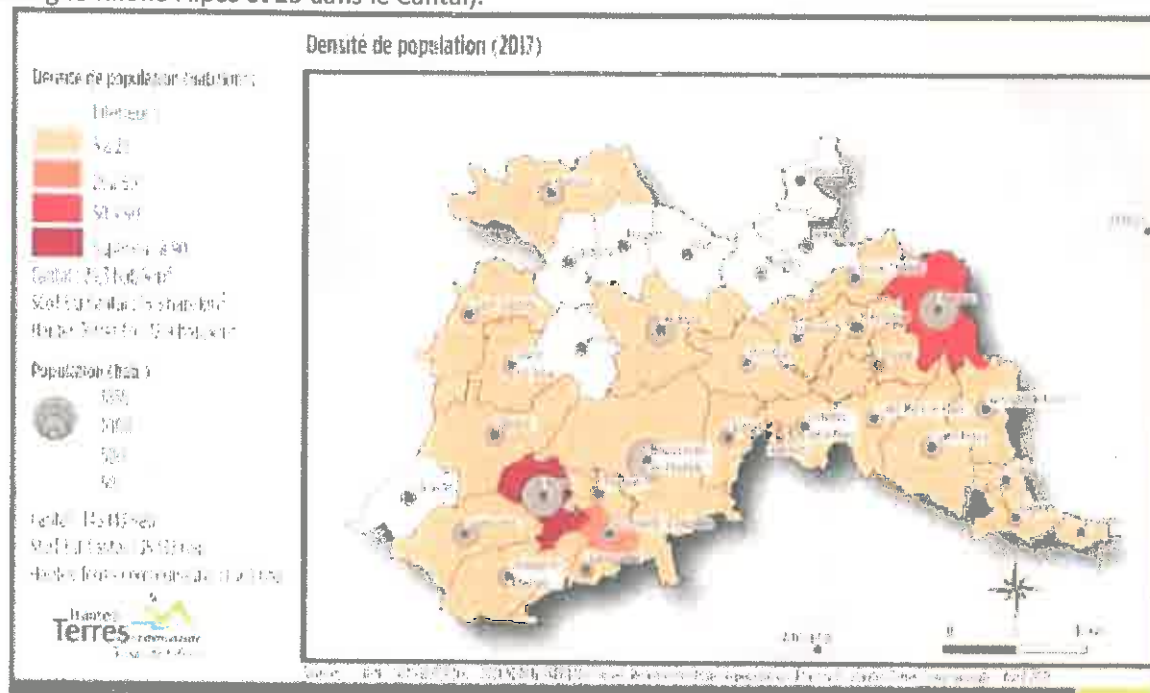
## 1.1. Un regain d'attractivité malgré un solde naturel déficitaire

Hautes-Terres Communauté	
Superficie	899,8 km <sup>2</sup>
Nombre de communes	35
Population (2017)	11 563 hab.
Densité de population (2017)	12,9 hab./km <sup>2</sup>
Évolution de la population (2007-2017)	- 852 hab.
Variation annuelle de la population (2007-2017)	-0,7 %/an
Dû aux mouvements naturels (2007-2017)	-1,1 %/an
Dû au solde apparent des entrées et des sorties (2007-2017)	0,4 %/an
Nombre de logements (2017)	10 512

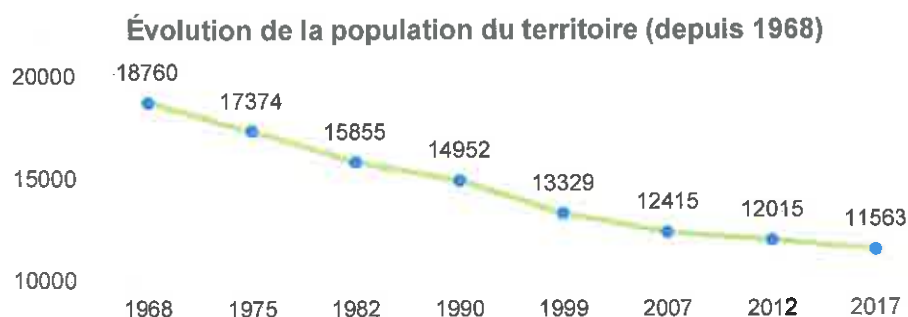
Sources : Insee, RP 2007 et RP2017 exploitations principales en géographie au 01/01/2020

- Une répartition de la population hétérogène sur le territoire

En 2017, le territoire de Hautes Terres Communauté accueille **11 563 habitants**. Le territoire de montagne à forte dominante rurale, se caractérise par une faible densité de population de **12,9 hab./km<sup>2</sup>** (114 en Auvergne-Rhône-Alpes et 25 dans le Cantal).



- Trois communes comptent plus de 1 000 habitants : Murat (1 855 habitants soit 16,0% de la population), Neussargues-en-Pinatelle (1 811 habitants soit 15,7 % de la population) et Massiac (1 771 habitants soit 15,3% de la population)<sup>1</sup>.
- Trois communes de 500 à 1000 habitants : Marcenat (515 habitants), Laveissenet (524 habitants), Allanche (790 habitants).
- 29 communes comptent moins de 500 habitants, dont trois comptent moins de 50 habitants : Leyvaux (37 habitants), Chazelles (33 habitants) et Valjouze (24 habitants).



Source : Insee, séries historiques du RP, exploitations principales

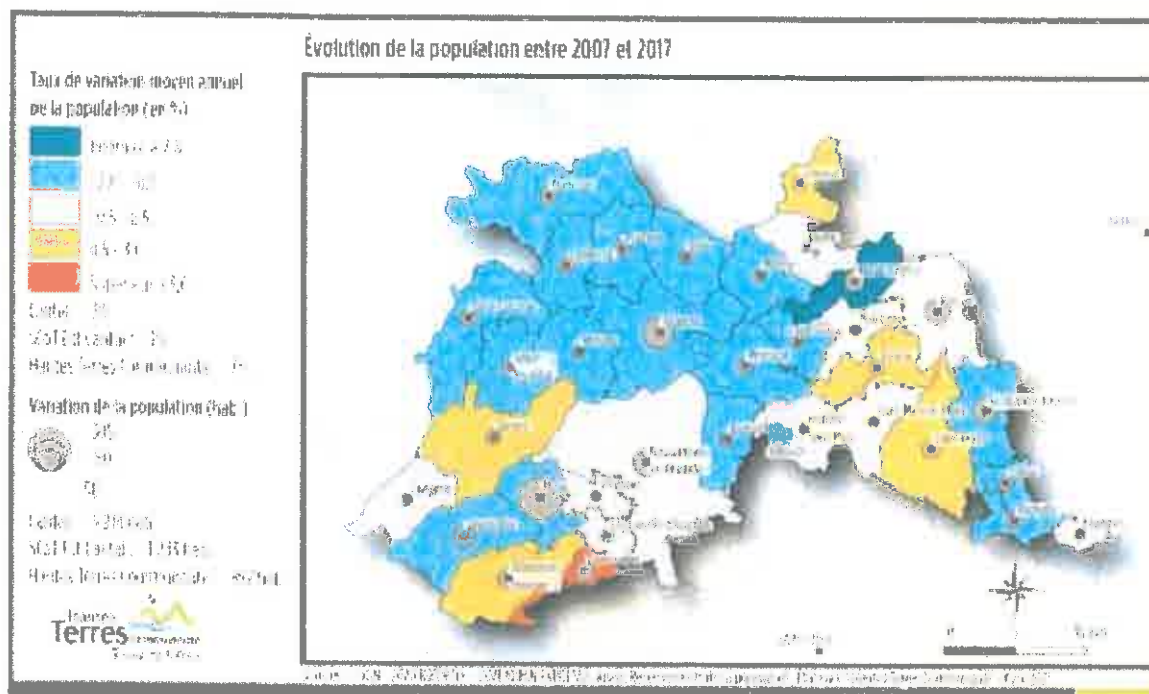
Le territoire a perdu plus d'un tiers de sa population (38 %) au cours des cinquante dernières années, soit près de 7 200 habitants depuis 1968.

L'évolution de la population est toujours en déclin et atteint 11 563 habitants en 2017, soit une décroissance de -7,1% en dix ans, soit près de 850 habitants en moins et une perte de 85 hab./an.

Les communes structurantes (Allanche, Laveissière, Marcenat, Massiac, Murat et Neussargues-en-Pinatelle) connaissent également un déclin démographique. La situation est préoccupante, notamment pour les communes d'Allanche et Murat qui perdent plus de 1,0% de population par an, sur les dix dernières années (Allanche -135 habitants et Murat -304 habitants entre 2007 et 2017).

- **Un territoire en proie à un déficit de population**

<sup>1</sup> Population municipale Source : Insee, Recensement de la population 2018 Ensemble\_HTC.xlsx



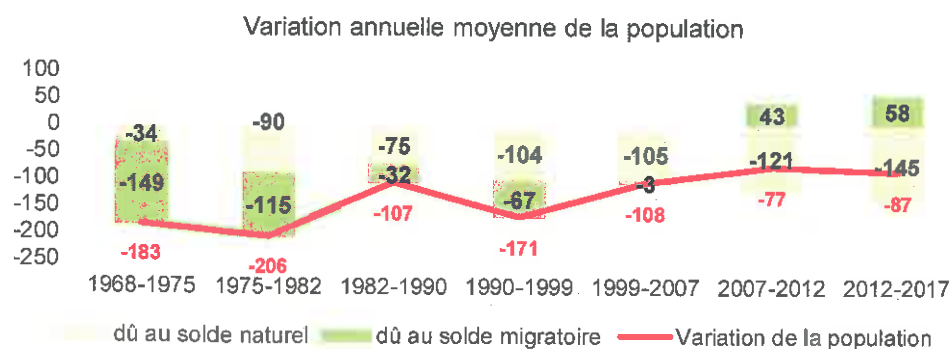
Entre 2007 et 2017 plus de la moitié des communes ont perdu des habitants, le reste du territoire a connu un maintien de sa population.

Seules six communes ont connu une croissance démographique, les communes de Leyvaux, Bonnac, Saint-Poncy, Dienne, Albepierre-Bredons et Laveissenet.

L'évolution de la population dépend de deux facteurs :

- D'une part, le solde naturel, qui correspond à la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès ;
- D'autre part, le solde migratoire, qui est la différence entre le nombre d'arrivées et le nombre de départs.

### • Un déficit démographique malgré un solde migratoire positif

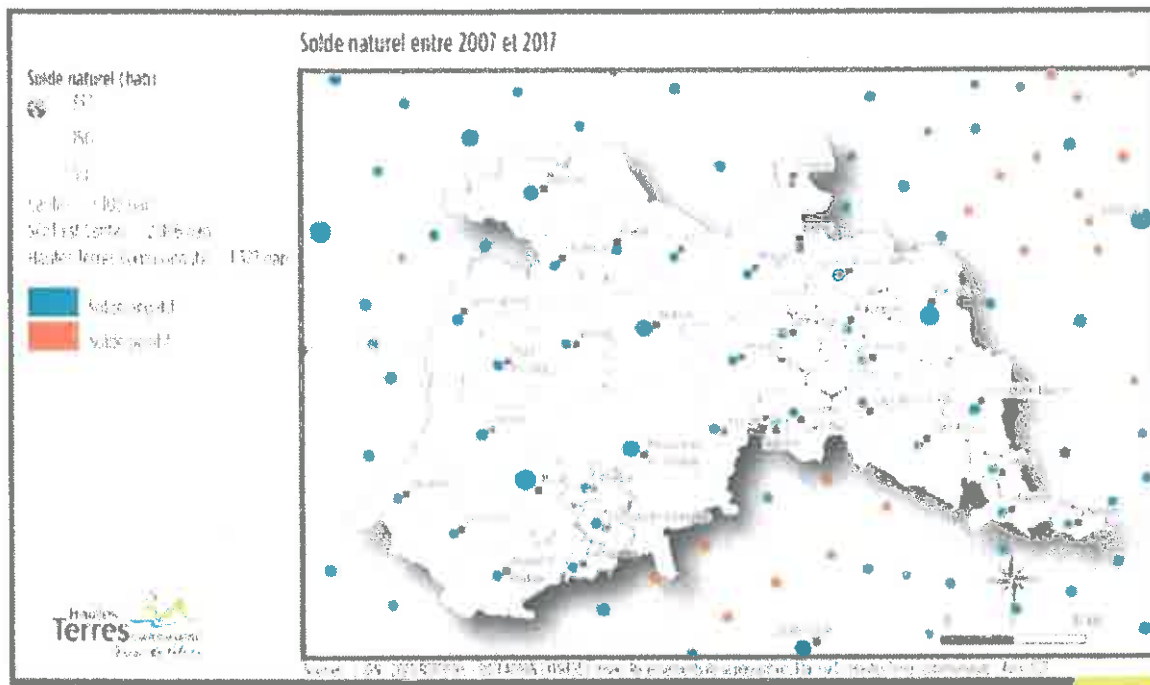


Source(s) : Insee, Recensements de la population, Etat civil

Le territoire se caractérise par une déprise démographique depuis de nombreuses années. Les soldes naturels et migratoires sont déficitaires et le territoire perd jusqu'à 206 habitants par an sur la période 1975 à 1982.

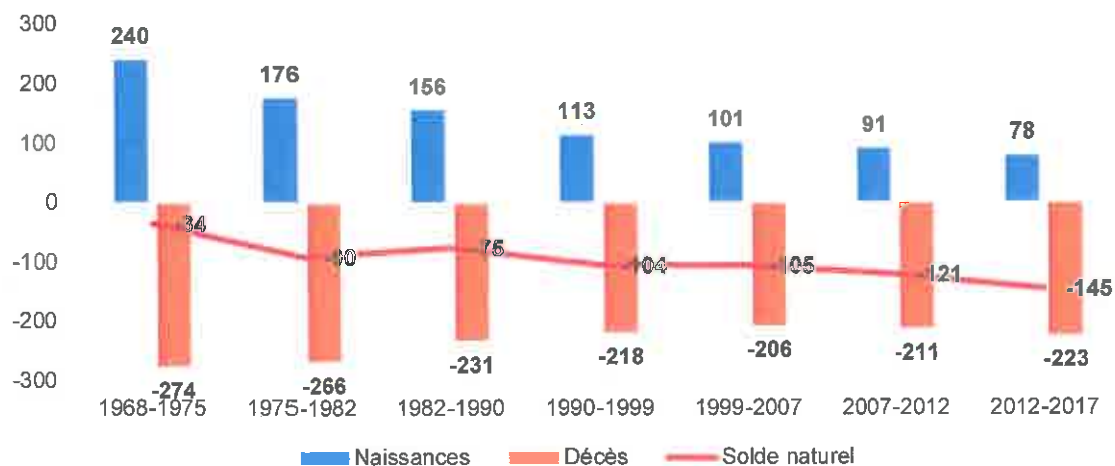
Nous pouvons constater que depuis les années 2000, le solde migratoire est de nouveau positif, ce qui témoigne d'un regain d'attractivité pour le territoire de Hautes Terres. Cependant le solde migratoire ne permet pas de compenser le solde naturel qui est de plus en plus déficitaire.

### • Un solde naturel déficitaire dû à un vieillissement de la population



Le solde naturel annuel (différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une même année) est en déficit pour 845 naissances entre 2007 et 2017, on compte 2 172 décès.

#### Évolution du solde naturel moyen annuel (depuis 1968)



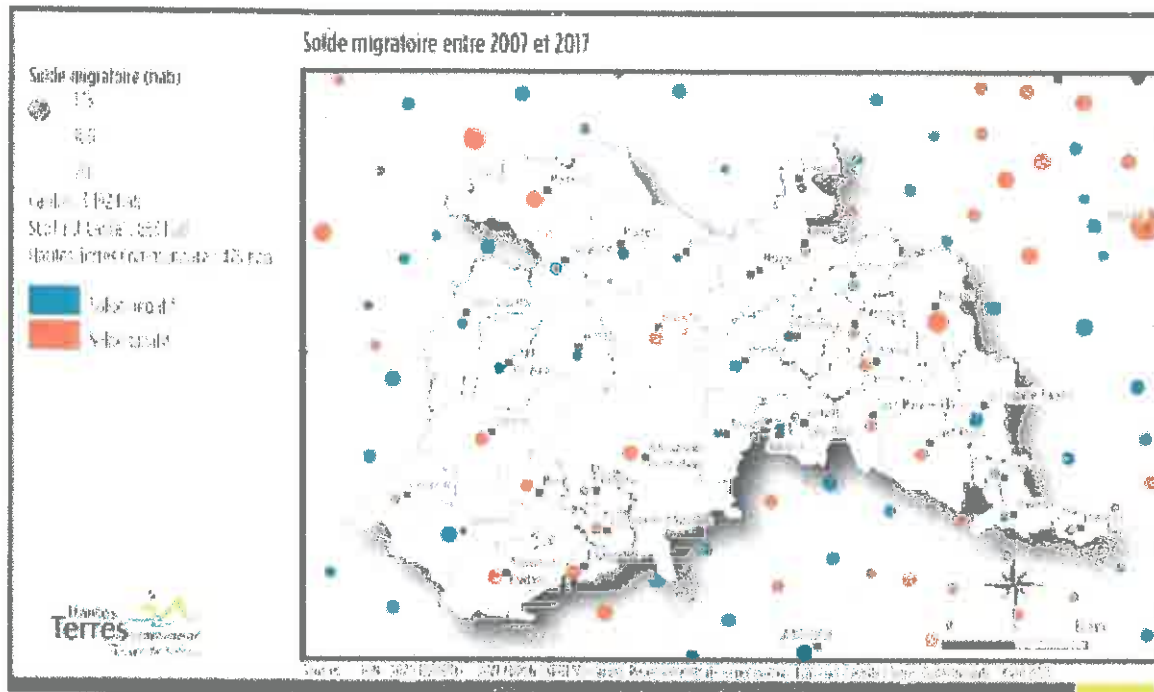
Source(s) : Insee, Recensements de la population, Etat civil 1968 à 2017

Ce solde naturel en déficit résulte du vieillissement de la population et d'une diminution dans le nombre de naissances<sup>2</sup>.

C'est au niveau des communes structurantes de Murat, Massiac, Allanche, Neussargues-en-Pinatelle et Marcenat que le solde naturel est le plus déficitaire.

- **Un solde migratoire positif qui témoigne d'un regain d'attractivité**

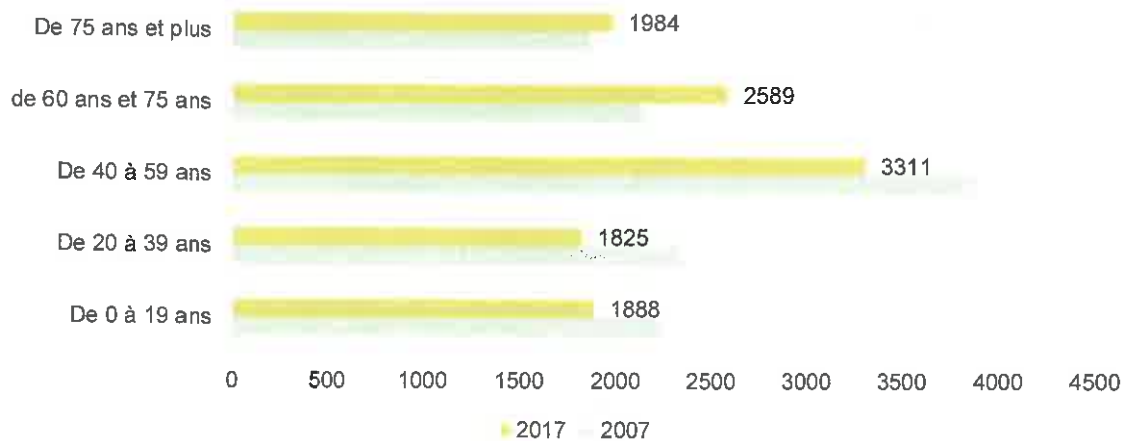
*2 ce qui peut s'expliquer aussi par la présence dans ces cinq communes des EHPAD et de l'hôpital local à MURAT, ce qui accroît le nombre de décès enregistrés sur la commune.*



Du point de vue des migrations, Hautes Terres Communauté a connu plus d'arrivées que de départs, ce qui témoigne du caractère attractif du territoire. Le flux migratoire est positif principalement pour les communes de Massiac, Marcenat, Neussargues-en-Pinatelle, Laveissenet et Albepierre-Bredons.

## 1.2. Un vieillissement de la population qui s'accroît

### Évolution de la pyramide des âges (2007 et 2017)



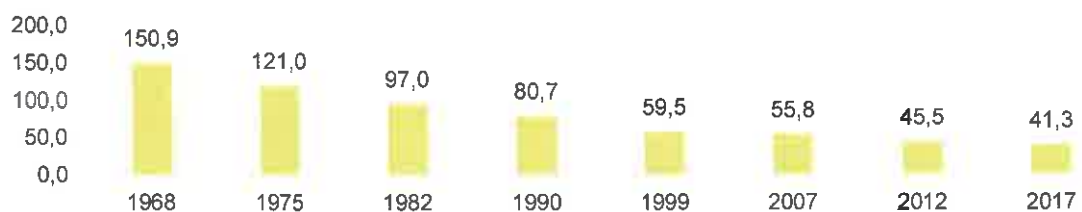
Source : Insee, Base historique des recensements de la population, exploitation complémentaire  
L'étude de la pyramide des âges témoigne d'un vieillissement accentué de la population. Cette pyramide des âges et l'évolution 2007-2017 soulignent également :

- Une forte diminution des classes d'âges de 0 à 59 ans,
- Une forte accentuation des classes d'âges des 60 à 75 ans et plus.

La population est vieillissante : 39,4 % de la population a plus de 60 ans, 17% de 75 ans et plus. **Plus d'un habitant sur trois est âgé de plus de 60 ans.**

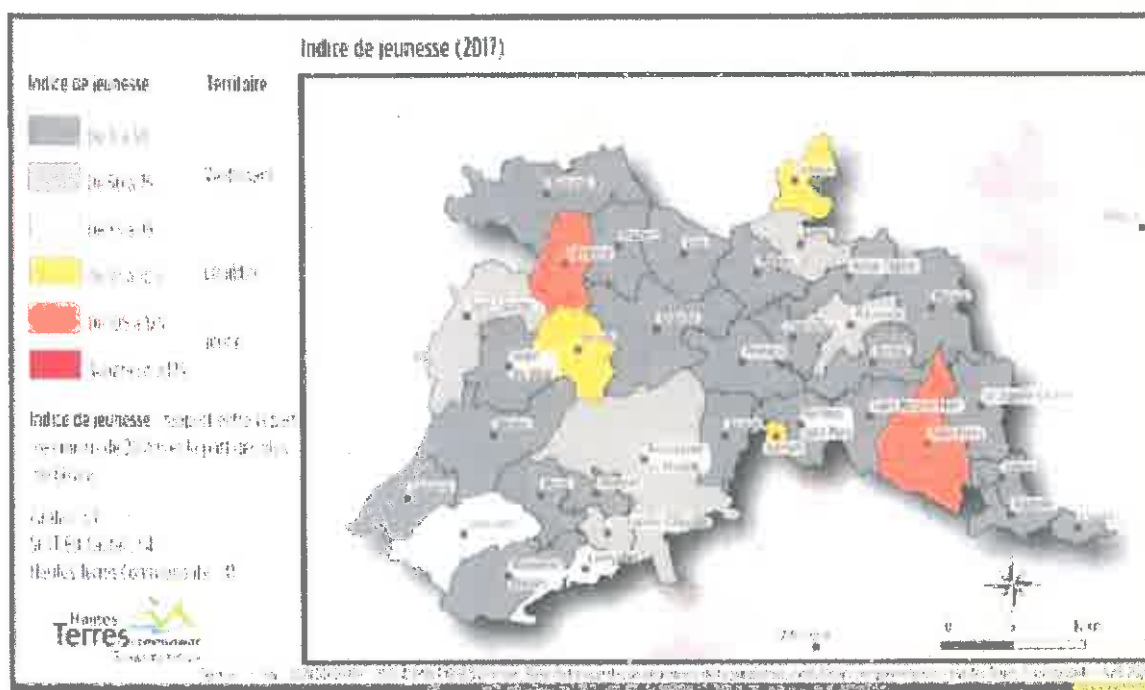
Au total, ce sont près de 2 000 personnes qui sont âgées de plus de 75 ans sur le territoire, dont 270 ont plus de 90 ans. Hautes Terres Communauté est donc un territoire que l'on peut qualifier de vieillissant étant donné le faible taux des personnes de moins de 20 ans (16 %) et le taux important des plus de 60 ans (39 %) marqué par les plus de 80 ans (15,5 %).

## Évolution de l'indice de jeunesse entre 1968 et 2017



Source : Insee, Base historique des recensements de la population, exploitation complémentaire Hautes Terres Communauté en plus d'un déclin démographique présente un profil démographique vieillissant. En effet, son indice de jeunesse (ratio entre les habitants de moins de 20 ans et de plus de 60 ans) est de 41 habitants de moins de 20 ans pour 100 habitants de plus de 60 ans, alors que nous comptons :

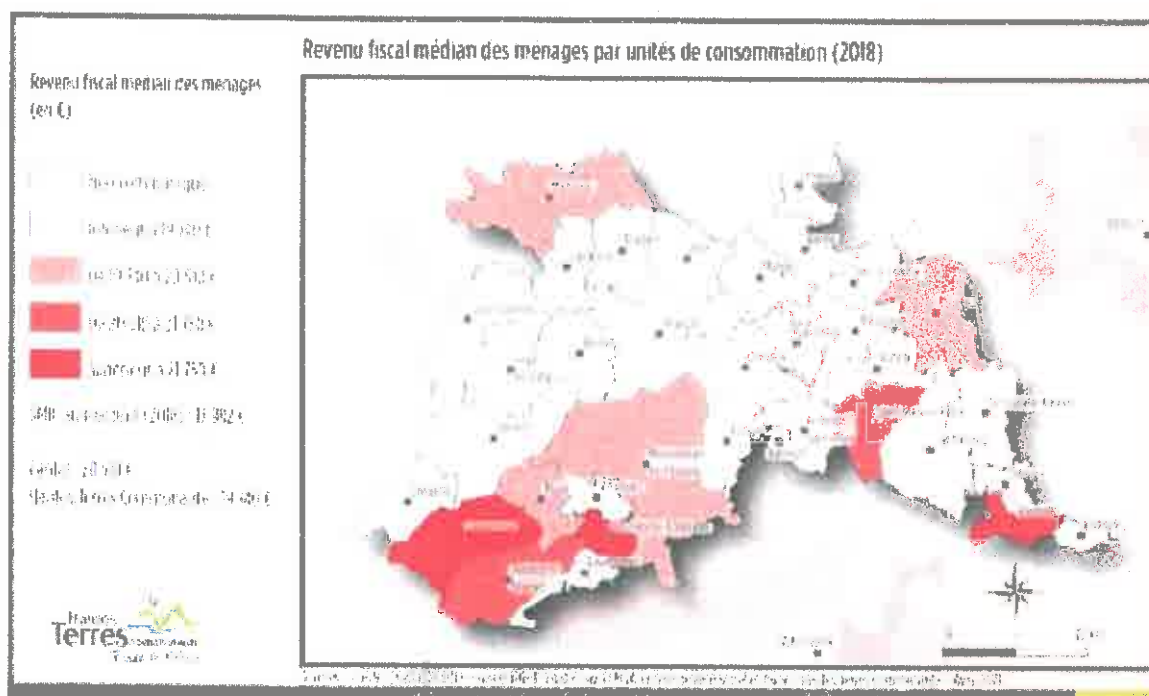
- Pour le SCoT Est Cantal : 53 habitants de moins de 20 ans pour 100 habitants de plus de 60 ans ;
- Pour le Cantal : 54 habitants de moins de 20 ans pour 100 habitants de plus de 60 ans.



L'analyse de l'indice de jeunesse du territoire confirme le vieillissement de la population alors qu'en 1968, la population comptait 151 habitants de moins de 20 ans pour 100 habitants de 60 ans et plus, la tendance s'est inversée en 2017 avec 41 habitants de moins de 20 ans pour 100 habitants de 60 ans et plus.

### 1.3. Un profil social contrasté avec des revenus hétérogènes





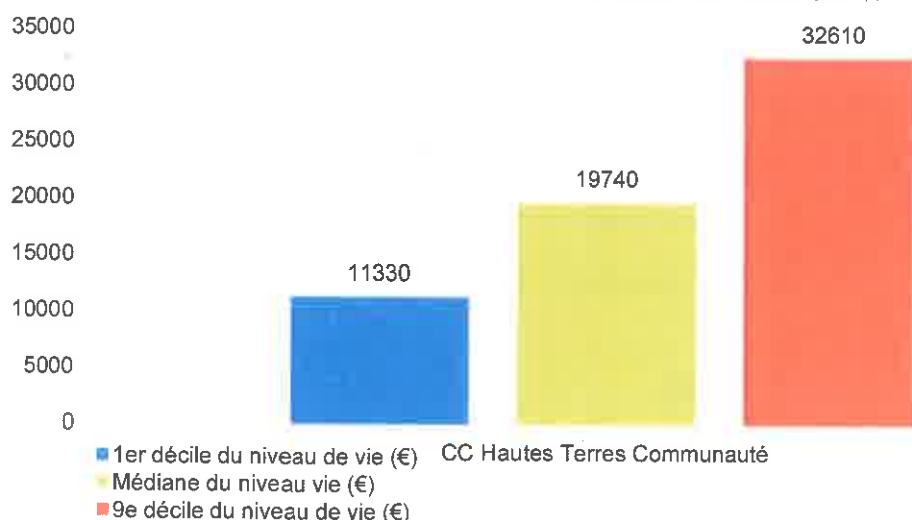
Du point de vue des revenus fiscaux déclarés (ressources déclarées par les contribuables avant abattement) par la population de Hautes Terres Communauté, 50% des ménages fiscaux ont un revenu supérieur à 19 740 €, soit 1 645€ par mois et l'autre moitié un revenu inférieur.

En termes de distribution spatiale, la quasi-totalité des communes ont des revenus médians inférieurs à la moyenne nationale (21 750€/an). Quelques communes ont des revenus médians inférieurs au SMIC brut annuel en 2018 (17 982€/an) : Auriac-l'Église, Ferrières-Saint-Mary, Saint-Poncy et Saint-Saturnin.

La commune de La Chapelle d'Alagnon se distingue avec un revenu médian supérieur à 23 010€.

Les données concernant les communes rurales sont néanmoins à relativiser car elles concernent de très faibles volumes, les données ne sont pas renseignées sur 12 communes et peuvent biaiser l'analyse.

**Comparaison des revenus annuels par décile (2017)**

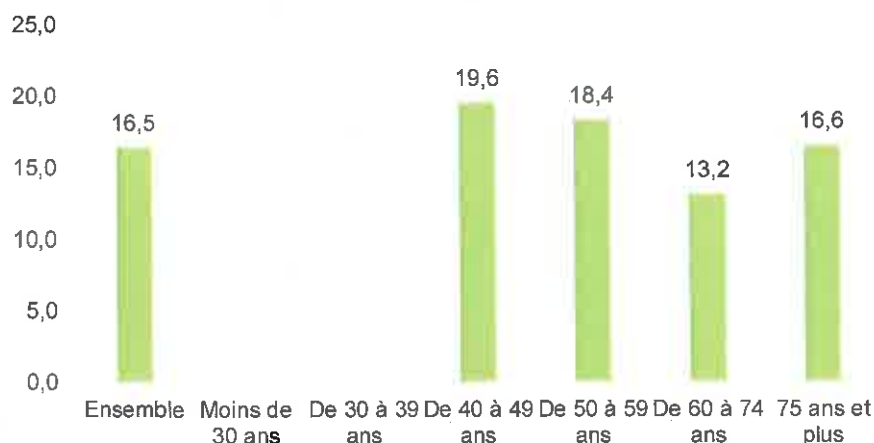


Source(s) : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2017

Les 10% des personnes les plus modestes ont un niveau de vie inférieur à 11 330 €. Les 10% les plus aisées ont un niveau de vie au moins 2,9 fois supérieur, au-delà de 32 610€.

D'autre part, la proportion des ménages fiscaux non imposables est très élevée sur Hautes Terres Communauté avec 61,8 % ce qui témoigne d'une réelle précarité pour les populations concernées.

### Taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal (2018)



Source(s) : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal 2018

Le taux de pauvreté est la proportion d'individus appartenant à des ménages dont le niveau de vie (après transferts, impôts et prestations sociales) est inférieur au seuil de 60 % de la médiane du revenu disponible de l'ensemble de la population.

## Synthèse du contexte socio-démographique

- Un cadre et une qualité de vie attractifs

### Faiblesses

- Un déclin démographique dû à un solde naturel déficitaire
- Un vieillissement de la population qui s'accroît
- Une grande partie des ménages est en situation de pauvreté financière (notamment retraités modestes et travailleurs pauvres)
- Les jeunes quittent le territoire pour réaliser leurs études

### Opportunités

- Un solde migratoire positif
- Essor du secteur de la « Silver économie » : proposer des services adaptés aux besoins des seniors (santé, logement, numérique, autonomie)
- La ligne SNCF pour attirer une population résidentielle et travaillant sur Issoire et Clermont Ferrand

### Menaces

- Un déséquilibre générationnel entre population active et population âgée
- Hausse des dépenses publiques

## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2026
Évolution démographique HTC (INSEE)		
Dû au solde migratoire	11 563 hab. en 2017	
Dû au solde naturel		
Indice de jeunesse (INSEE)	41/100 en 2017	
Revenu fiscal médian des ménages (Filosophi)	19 740 € en 2018	
Taux de pauvreté (Filosophi)	61,8 % de la population en 2018	



## 2. L'ÉCONOMIE LOCALE ET L'EMPLOI

### 2.1. Un territoire pourvoyeur d'emplois

- **Un territoire au quasi-plein-emploi**

Le territoire dispose d'un peu plus d'actifs ayant un emploi (4 538) que d'emplois (4 285)<sup>3</sup>.

	Hautes Terres Communauté
Nombre d'emplois dans la zone	4 285
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	4 624
Indicateur de concentration de l'emploi	92,70%

Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale, lieu de travail – 2017

L'indice de concentration de l'emploi mesure le rapport entre le nombre d'emplois total proposés sur un territoire et le nombre d'actifs occupés (actifs en emploi) qui y résident ; il est proche de 92,7 sur le territoire pour 98,4 en France ; ce qui montre un territoire capable de proposer de l'emploi à ses habitants, mais qui dispose d'une marge de progrès par rapport au territoire national.

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi y résidant. Quand le nombre d'emplois est inférieur au nombre de résidents ayant un emploi, le territoire est qualifié de résidentiel. À l'inverse, quand le nombre d'emplois est supérieur au nombre de résidents ayant un emploi, le territoire témoigne de son attractivité économique.

Certaines communes se distinguent avec indicateur supérieur à 100, qui met en avant une concentration d'emplois importante :

- Murat, 1 191 emplois pour 719 actifs occupés (166/100)
- Massiac, 791 emplois pour 665 actifs occupés (119/100)
- Laveissière, 313 emplois pour 268 actifs occupés (117/100) grâce à la présence de la station du Lioran
- Allanche, 299 emplois pour 272 actifs occupés (110/100)

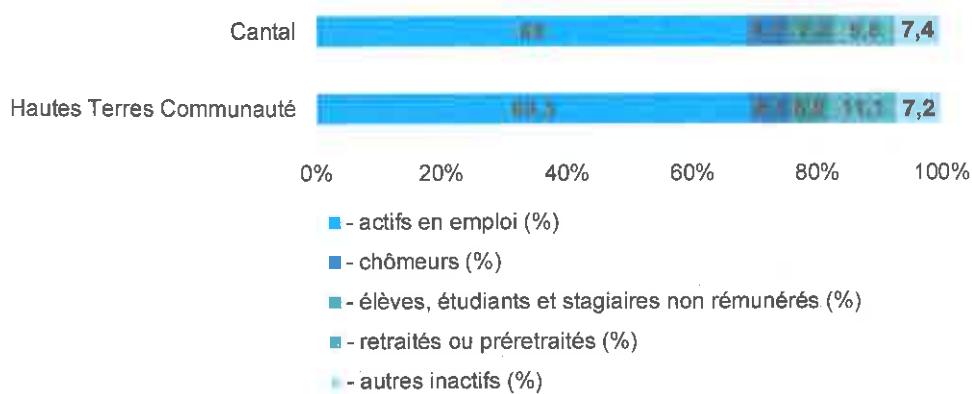
Hautes Terres Communauté a engagé en 2019 une étude de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriale (GPECT) avec Saint-Flour Communauté. Cette étude a mis en évidence les principales caractéristiques suivantes concernant les emplois et leur renouvellement :

- Le territoire est au quasi-plein-emploi : pas de problématique de fort taux de chômage donc, mais une problématique de recrutement pour les entreprises : lors de l'enquête GPECT, 77% d'entre elles mettaient en avant une inadéquation des profils des candidats, 51% un problème de mobilité du conjoint ;
- L'acculturation d'un tissu de petites entreprises à une gestion plus professionnelle des ressources humaines constitue un levier majeur identifié par le bureau d'études ;
- Au printemps 2021, les effets sur l'emploi de la crise Covid-19 sont divers, et certains ne sont pas encore connus.
  - Des entreprises sous « perfusion » risquent de rencontrer de grandes difficultés dès que les aides seront stoppées ;
  - L'attractivité du territoire rural est renforcée ; une image positive de la qualité de vie dans ce territoire est ressortie de la crise.

<sup>3</sup> Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale, lieu de travail – 2017

- Une part importante d'actifs occupés parmi les 15-64 ans

Population de 15 à 64 ans par type d'activités 2017

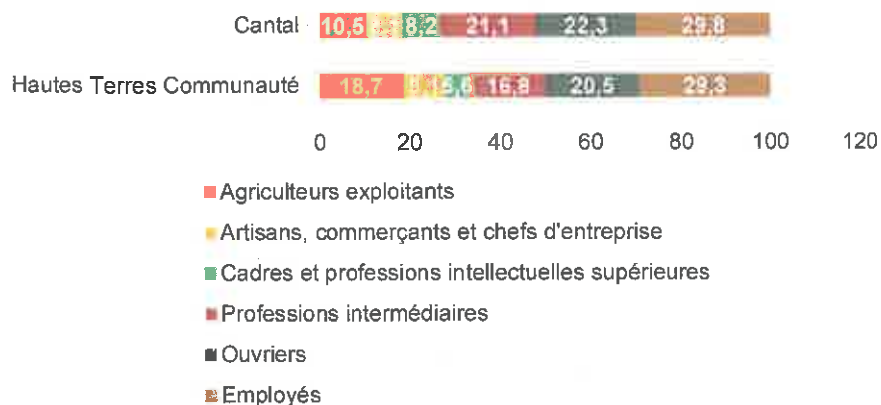


Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation principale – 2017

L'analyse de l'occupation de la population en âge de travailler présente un taux d'actifs occupés (69,3%) similaire à la moyenne du Cantal (69%). Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) est limité 6,5 % de chômeurs.

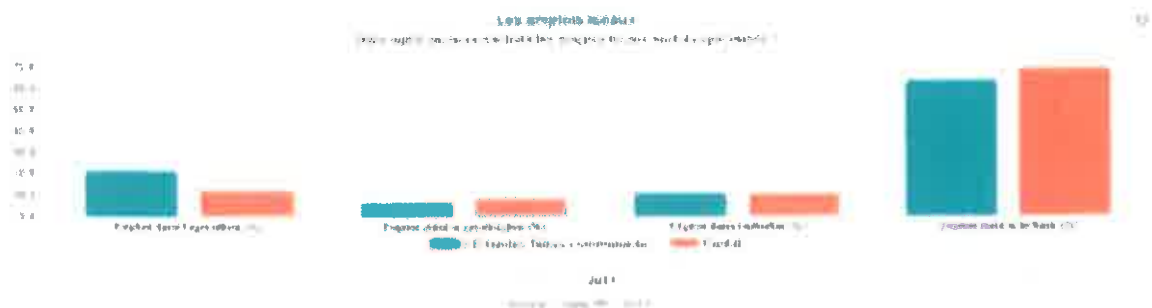
- Un profil diversifié d'actifs

Emplois par catégorie socioprofessionnelle (2017)



Source : Insee, Recensement de la population (RP), exploitation complémentaire, lieu de travail - 2017

Les actifs du territoire se répartissent en quatre grandes catégories : les employés (29,3 %), les ouvriers (20,5 %) les agriculteurs exploitants (18,7 %) et les professions intermédiaires (16,8 %).



Les statistiques INSEE montrent une grande concentration des emplois salariés dans le secteur tertiaire.

Notons également que sur les 1500 entreprises que compte le territoire, plus de 1200 ne déclarent pas de salarié ; les dirigeants de petites entreprises représentent une part conséquente des travailleurs du territoire. En revanche, peu d'entreprises (une vingtaine) emploient plus de 10 salariés.

L'enquête annuelle besoin en main d'œuvre (BMO) de Pôle Emploi montre, en 2020, sur le bassin de Saint-Flour, 1500 projets de recrutement, essentiellement dans les secteurs de l'hôtellerie restauration, dans l'agriculture et le BTP, et des aides-soignants. Il est important de noter que ces emplois sont pour moitié des emplois saisonniers.

## Synthèse « Un territoire pourvoyeur d'emplois »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un cadre (moyenne montagne) et une qualité de vie attractifs</li> <li>Un territoire bien desservi par le réseau routier notamment avec la proximité de l'A75 et la RN122.</li> <li>Un territoire au quasi-plein-emploi</li> <li>Une part importante d'actifs occupés</li> <li>Un profil diversifié d'actifs (employés, ouvriers, agriculteurs exploitants, professions intermédiaires)</li> <li>Attractivité touristique du territoire qui génère de l'activité économique (notamment Station du Lioran)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un territoire qui peine à attirer les nouveaux ménages</li> <li>Problématiques de recrutement (inadéquation des profils et problèmes de mobilité des conjoints)</li> <li>Manque de secteur(s) locomotive(s)</li> <li>Manque de visibilité des infrastructures et des atouts des territoires</li> <li>Manque d'infrastructures hôtelières et de restauration moyen – Haut de gamme</li> <li>Manque de transports en commun</li> <li>Manque de logements qualitatifs, notamment locatifs (passerelle pour des familles qui arrivent)</li> <li>Éloignement des formations de niveaux supérieures</li> <li>Image RURALE – faible rémunération</li> <li>Capacité à accueillir des plateformes logistiques</li> </ul>

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Une multi-activité sectorielles qui offre une diversité et des passerelles possibles</li> <li>Une volonté des acteurs du territoire d'inverser la tendance</li> <li>Accompagnement des petites entreprises à une gestion plus professionnelle des ressources humaines</li> <li>Valoriser les ressources naturelles</li> <li>Mobilisation des acteurs pour créer une dynamique impliquant institutionnels et les entreprises</li> <li>Développer l'innovation numérique, surtout post crise COVID-19 (télétravail)</li> <li>Sourcer des candidats dans des régions à fort taux de chômage (exemple Haut de France)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des entreprises en difficultés suite à la crise liée au COVID-19</li> <li>Non renouvellement des générations (agriculture notamment)</li> <li>Avec l'A75, le tropisme du Grand Clermont fait peser une concurrence notamment pour l'implantation des cadres</li> <li>Impact du changement climatique sur l'activité agricole notamment</li> </ul>

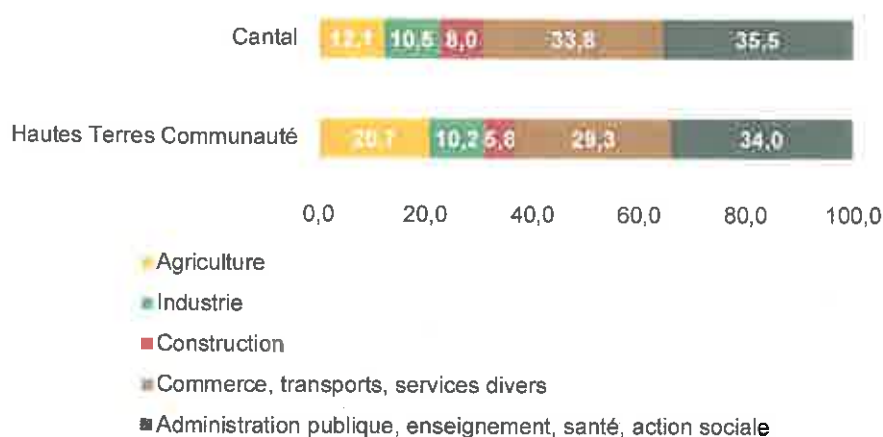
### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2026
Évolution du nombre d'emploi d'emplois sur place (INSEE)	4217 emplois au lieu de travail en 2017	
Évolution du nombre d'actifs résidents sur le territoire (INSEE)	4624 actifs ayant un emploi résidant dans la zone 2017	
Indicateur de concentration de l'emploi (INSEE)	92,7/100 en 2017	
Taux d'activité des 15 ou plus (INSEE)	49,7% en 2017	
Taux de chômage des 15-64 ans (INSEE)	6,5% en 2017	

## 2.2. Un tissu économique diversifié

### • Une économie résidentielle

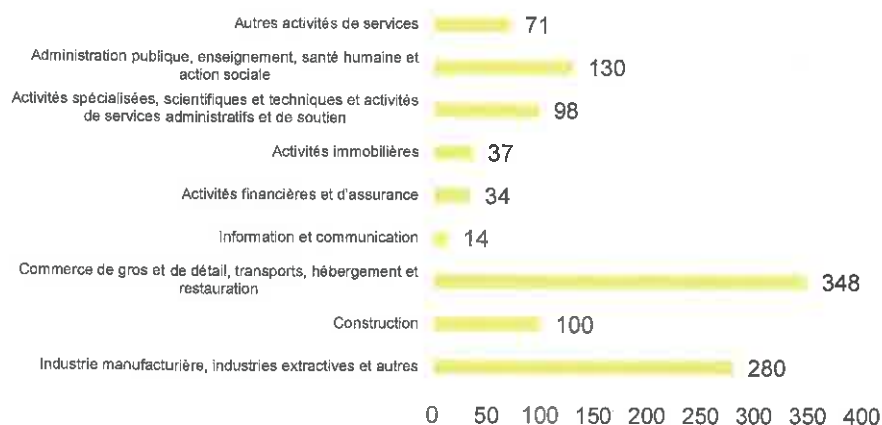
Emplois selon le secteur d'activité (2017)



L'analyse des emplois du territoire montre le profil résidentiel du territoire : l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale représentent plus d'un emploi sur trois de même que le commerce, les transports et les services divers. Les emplois agricoles (859) représentent un emploi sur cinq, ce qui est important par rapport à la moyenne départementale (12,1 %).

L'INSEE recense plus de 1 112 établissements sur Hautes Terres Communauté au 31 décembre 20184. Parmi ceux-ci, des établissements publics, quelques 200 sociétés liées à l'implantation d'énergie renouvelables, les agriculteurs, qui font l'objet d'une fiche-diagnostic à part.

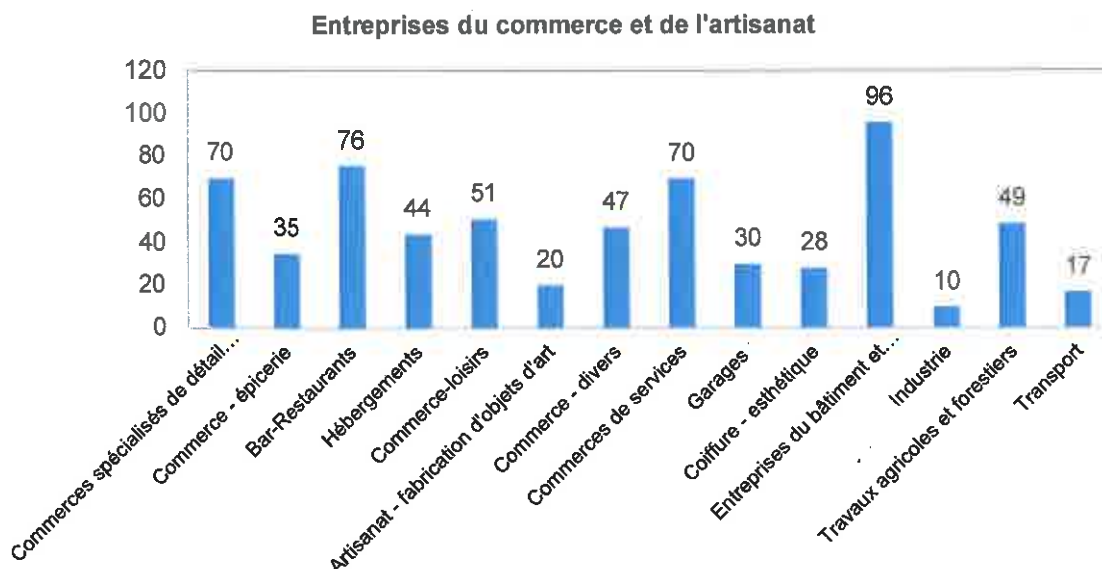
Les différents établissements par secteurs d'activités (2019)



Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE) - 2019

La communauté de communes compte début 2021 un peu plus de 600 entreprises du commerce et de l'artisanat ancrées sur le territoire.

4 Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements (REE) - 2019



Source : Recensement Service développement économique, Hautes Terres Communauté 2021

Outre les secteurs d'activités détaillés dans le graphique ci-dessus, il est important de souligner que ces entreprises sont pour la plupart des très petites entreprises (TPE), avec moins de 10 salariés. Seules une vingtaine d'entre elles dépassent ce seuil, à effectif consolidé.

Le tissu économique est donc à quelques exceptions près largement irriguées par le tourisme, via la station du Lioran, et un développement autour de la double-saisonnalité possible sur le territoire, renforcée par l'offre riche d'activités de pleine nature.

Le renouvellement des entreprises montre l'arrivée de porteurs de projets nouveaux, mais peu de remplacement des chefs des entreprises « historiques ». Avec 66 créations par an à la fin des années 2010, Hautes Terres Communauté est bien en-deçà du taux de renouvellement national (8 contre 16% - source : Observatoire des Territoires).

Une étude fournie par la chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) du Cantal montre que la part des chefs d'entreprises artisanales de plus de 55 ans est de 25,6 % sur le territoire, contre 20,9 % dans l'ensemble de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. C'est dans le secteur du bâtiment qu'elle est la plus élevée ; c'est aussi le secteur qui recrute le plus d'apprentis.

### • La fiscalité économique du territoire

Hautes Terres Communauté a opté pour la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU). Les principales recettes fiscales sont donc les suivantes (données 2020) :

- 1,25M€ de Cotisation Économique Territoriale (CET = cotisation foncière des entreprises (CFE) + cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE),
- 467 k€ d'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER),
- 67 k€ de Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM).

Ajoutons que depuis 2019, Hautes Terres Communauté a voté une Redevance Spéciale liée aux ordures ménagères, qui touche plus de 726 professionnels sur le territoire. La Crise Covid-19 a lourdement impacté les entreprises et la collectivité a consenti des efforts sur la fiscalité économique, qui va donc être impactée pour les années à venir. Ce produit en moins peut limiter la capacité d'investissement de la collectivité.

### • Une offre de services et de fonciers pour faciliter le développement économique

Hautes Terres Communauté a développé une offre de services et de foncier qu'il convient maintenant de mettre en animation : des zones d'activité dotées de bâtiments à usage locatif sont situées dans les trois



bourgs qui longent la RN122 : Massiac, Murat et Neussargues-en-Pinatelle. Ces bourgs, ainsi qu'Allanche, seront tous dotés fin 2021 d'équipements pour accueillir des Maisons de Services qui peuvent prendre une dimension plus large, pour accueillir et accompagner l'ensemble des initiatives, y compris entrepreneuriales, c'est une perspective de développement conséquente pour l'attractivité du territoire pour les entreprises, et les salariés.

	ZAE existantes	Dont surface occupée/commercialisée	Dont surface disponible	Projets d'extension moyen terme	Projets à long terme
	Surface Totale (ha)	(ha)	(ha)	(ha)	(ha)
Hautes Terres Communauté	93,4	69,8	23,6	3,6	8,7

Source : SYTEC SCot Est Cantal – Diagnostic socio-économique arrêté en novembre 2019 p.84

Nom ZAE	Commune	Statut	Vocation principale	Surface totale (ha)	Surface occupée/commercialisée (ha)	Surface disponible (ha)	Projets d'extension moyen terme (ha)	Projets à long terme (ha)	Activités et emplois dans la zone
Le Colombier	Massiac	Interco	Artisanale et Industrielle	3		3	3,6		Projet d'extension : 3,6 ha sans maîtrise foncière EPCI En cours d'aménagement 1ère tranche 3ha (2018) : Projets d'aménagement d'une surface de service déjà sur la tension opérationnelle d'une activité d'entretien et production
Crale Jolie	Murat	Interco	Artisanale et Communautaire	19,6	16,8	0,8			
Le Martiniel	Murat	Interco	Artisanale	16,5	15,5	1			Création 2005 d'un atelier de 5 ha d'extension sur 12 ha (2018) : En cours d'aménagement d'une surface de service déjà sur la tension opérationnelle d'une activité d'entretien et production
Laval	Neussargues-en-Pinatelle	Interco	Industrielle	6,5	6,5				
Les Canals	Neussargues-en-Pinatelle	Interco	Mixte	6,8		6,8		8,7	Projet d'extension : 8,7 ha sans maîtrise foncière EPCI Maîtrise foncière en cours d'aménagement
Lamarque	Saint-Mary-Le-Plain*	Interco		15	3	12			Prévues pour des activités exogènes proche de l'A75 et éloignées des zones d'habitat existant : 1 entreprise sur 3 ha occupés, 12 ha ne sont pas viables Projet de PPV en cours
Rue du Cézillier	Allanche	Privé	Artisanale	24	24				Création années 1990 : 5 entreprises, 12 emplois : Centre artisanal depuis 2018 : CAP : 1000 m² de surface de service, d'entretien et production
Zone artisanale	Allanche	Communale	Artisanale	2,5	2,5				Création 2015 : 1 entreprise, 10 emplois : Centre artisanal depuis 2018 : CAP : 1000 m² de surface de service, d'entretien et production
Le Prade	Massiac	Communale	Artisanale	11	11				Création 2015 : 10 entreprises : 100 emplois : Centre artisanal depuis 2018 : CAP : 1000 m² de surface de service, d'entretien et production
La Mère de	Massiac	Privé	Industrielle	5,1	5,1				
La Gare	Le Châpagny	Privé	Artisanale	5	5				
<b>Total HTC</b>				<b>93,4</b>	<b>69,8</b>	<b>23,6</b>	<b>3,6</b>	<b>8,7</b>	

	Zones existantes, dont certaines possèdent encore des lots disponibles
	Zones intercommunales concernées par un projet d'extension à moyen ou long terme
	Zone de Lamarque à SAINT MARY LE PLAIN d'une surface disponible de 12 ha, qui fait actuellement l'objet d'un projet de Parc Photovoltaïque au sol

Source : SYTEC SCot Est Cantal – Diagnostic socio-économique arrêté en novembre 2019 p.88

**Synthèse : « Un tissu économique diversifié »**

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un tissu économique diversifié</li> <li>Une économie résidentielle</li> <li>Des ressources locales à valoriser (agro-alimentaire, carrières/pierre, bois) : un tissu de production diversifié et labellisé</li> <li>Centre de formation des apprentis (construction) à Massiac et lycée professionnel (bois) à Murat</li> <li>Présence d'entreprises agroalimentaires structurantes (abattoirs, fromageries, salaisons)</li> <li>Bon équipement en hébergements touristiques avec perspectives de montée en gamme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Viellissement de la population, notamment active</li> <li>Faible nombre de petites et moyennes entreprises structurantes, absence d'entreprises de taille intermédiaire</li> <li>Besoin de moderniser les locaux commerciaux pour renforcer l'attractivité des centralités.</li> <li>Besoin de renforcer la qualité des logements locatifs courte et longue durée.</li> <li>Départ des jeunes pour faire des études hors-territoire : ils ne reviennent pas</li> <li>Manque de visibilité des actions de Hautes Terres Communauté</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Attractivité du territoire renforcée par la crise Covid-19 et le renforcement de la connexion Internet-fibre.</li> <li>Des équipements (Zones d'Activités, bâtiments locatifs) prêts à accueillir de nouvelles activités en 2021, en plus des espaces de coworking et fablab dans les bourgs-centre. Des Maisons « de services et des initiatives » à faire vivre dans les quatre principaux bourgs.</li> <li>Développement de partenariats permis par la labellisation du territoire comme Petite Ville de Demain.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Viellissement des chefs d'entreprises, notamment dans le bâtiment.</li> <li>Impacts de la Crise Covid-19 sur les entreprises, et conséquences à venir dès que les soutiens financiers s'arrêteront.</li> <li>Difficultés de recrutement.</li> <li>Poursuite de l'activité de certaines entreprises, notamment Imerys, pourvoyeuses d'emplois directs et indirects.</li> <li>Désertification entraînant des effets en cascade (baisse des revenus de la taxe professionnelle, hausse de l'imposition, etc.)</li> </ul>

### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2026
Nombre d'entreprises (INSEE REE)	1112 établissements en 2019	
Évolution du nombre d'entreprises du commerce et de l'artisanat (service économie HTC)	643 entreprises du commerce et de l'artisanat en 2021	
Niveau de présence des « accompagnateurs des entreprises »	NR	



### 2.3. Une offre touristique de quatre saisons

Hautes-Terres Communauté dispose d'une diversité paysagère riche autour des hauts plateaux du Cézallier, du plateau de la Pinatelle, des Monts du Cantal, du bassin de Massiac avec la basse vallée de l'Alagnon ainsi que les pays coupés de l'Alagnon, lui permettant de disposer d'une offre touristique diversifiée. Le territoire compte des sites et monuments classés, des sites patrimoniaux inscrits, un patrimoine culturel important (art roman très présent) et bâti à valoriser davantage (burons), 5 espaces naturels sensibles (dont la réserve naturelle du Jolan), plus de 2 000 kilomètres d'itinéraires cumulés, des cascades et cours d'eau. Autant d'atouts qui en font une destination touristique forte du Cantal.

3 bureaux d'Office de Tourisme : Murat, Allanche, Massiac et 2 antennes secondaires à Marcenat et Neussargues et Chalinargues.

Au cours de l'année 2019, ce sont **84 946 visiteurs** qui ont été accueillis dans ses points d'informations touristiques, **227 476 nuitées** ont été enregistrées sur tout le territoire et **140 340,54€** ont été collectés en taxe de séjour.

Les activités de pleine nature sont un levier important avec une palette large de proposition, tant en été qu'en hiver.

#### • Des sites naturels et patrimoniaux incontournables

Hautes Terres Communauté est concernée en partie par le classement en « Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne ».

Par définition, un Parc naturel régional est un territoire rural, reconnu au niveau national pour ses richesses naturelles, la valeur de son patrimoine et de ses paysages, mais fragile car menacé soit par la dévitalisation rurale, soit par une trop forte pression urbaine, soit par une exploitation non maîtrisée de ses ressources. Il existe actuellement 56 Parcs naturels régionaux (54 en métropole, un en Guyane et un en Martinique) qui représentent 15% du territoire français. Celui des Volcans d'Auvergne est le plus grand parc naturel régional de France métropolitaine.

Parmi les sites incontournables du territoire, nous retrouvons :

- La Grand Site de France Puy-Mary -Volcan du Cantal ;
- Les plateaux du Cézallier ;
- Le Pays de Massiac ;
- Le Massif de la Pinatelle ;
- Les espaces naturels sensibles ;
- La cité médiévale de Murat ;
- La station du Lioran.

#### • Un patrimoine bâti traditionnel

Confrontés à des hivers particulièrement rudes, les habitants des Monts du Cantal ont développé depuis l'origine des constructions adaptées aux contraintes climatiques et à leur activité agricole traditionnelle (fermes-blocs, fours à pain, burons et moulins).

#### • Une offre développée en circuits de randonnée

Le territoire est riche de plus de 1 000 km de sentiers de randonnées composés de 74 petites randonnées (725 km), de plusieurs parcours en itinérance (678 km) (GR4, GR400, GR465, Via Arverna, La vallée de la Santoire, La Porte du Cézallier, Les Crêtes, GTMC VTT) ainsi que 6 sentiers thématiques.

Autres pratiques présentes sur le territoire, le VTT avec 25 itinéraires (289 km) de tous niveaux pour apprécier la diversité paysagère des Hautes Terres, mais aussi un Espace Permanent de Trail composés de 25 itinéraires (362 km) ainsi que plusieurs pistes équestres : Cézallier – Limon, Planèze – Margeride, Monts du Cantal, Tour du Volcan.

- **Une offre hiver axée sur le ski alpin**

Les stations de ski/ou de montagne (Super Lioran et Part de Bouc) du territoire proposent des activités de loisirs et de découvertes qui constituent de forts enjeux économiques locaux.

L'hiver, l'offre est axée sur le ski alpin à la station de ski du Lioran mais aussi sur les activités nordiques pratiquées au niveau du Domaine nordique de Prat de Bouc et du Col de Serre, ski de fond, raquettes, chiens de traîneaux, etc. La commune de Marcenat propose également des activités nordiques.

Le domaine skiable de la station du Lioran s'étend sur 60 km et 150 hectares avec 700 mètres de dénivélés. Il est composé de 44 pistes de ski alpins, avec 18 remontées mécaniques.

- **L'agro-tourisme en développement**

L'agro-tourisme est également une démarche qui se développe sur notre territoire. En effet, notre destination se prête complètement à ce type de tourisme de par sa diversité agricole et notamment avec les 5 AOP présentes sur les Hautes Terres (Salers, Cantal, St Nectaire, Bleu d'Auvergne et Fourme d'Ambert). Hautes Terres Tourisme a initié la mise en place de visites de ferme en partenariat avec 7 exploitations et beaucoup d'autres projets tendent à voir le jour en collaboration avec Hautes Terres Communauté pour poursuivre la mise en valeur de ce patrimoine et étoffer l'offre (aujourd'hui 49 structures sont présentes sur le territoire).

- **Une offre d'hébergement dominée par les hébergements non-marchands**

Du côté des hébergements, ce sont 527 établissements marchands qui sont référencés, soit 7 621 lits et 227 476 nuitées sur 2019 (source Taxe de séjour 2019).

L'offre d'hébergements est fortement dominée par les hébergements non-marchands qui représentent 17 100 lits soit 781 800 nuitées (sources + Flux Vision Tourisme 2019).

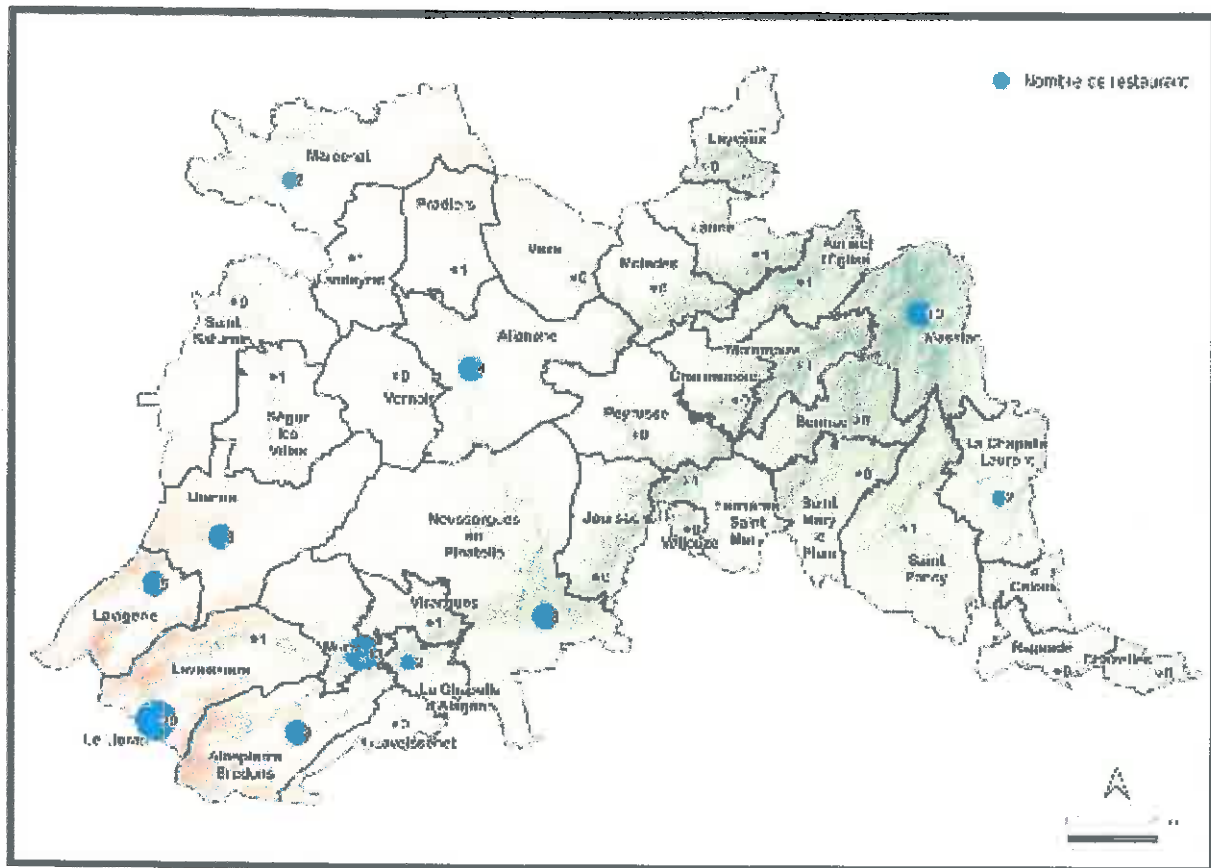
La vocation touristique du territoire est manifeste vue l'importance des résidences secondaires. Celles-ci représentent plus d'un tiers du parc immobilier (34%) soit 3 545 logements. Cette proportion est supérieure à celle du SCoT Est Cantal (27%) et du département (20%) du parc.

Selon les données Flux Vision, près de 800 000 nuitées ("Touristes") ont été enregistrées en 2019 sur le territoire de Hautes Terres Communauté. Parallèlement les chiffres de la taxe de séjour enregistrent près de 228 000 nuitées. Nous pouvons donc considérer que le reste de ces nuitées s'est effectué en logement non marchand.

- **Une offre de logements saisonniers inadaptée**

La commune de Laveissière est dénommée « commune touristique » et le territoire de Hautes Terres et classé « groupement de communes touristiques ». Un diagnostic a été réalisé en 2021 pour mettre en évidence les besoins en logements des travailleurs saisonniers sur le territoire. Les conclusions de cette étude sont présentées dans la partie Habitat 3.6. Une offre de logement saisonniers inadaptée.

• Une offre de restauration « locale » bien répartie



Source : Service tourisme Hautes Terres Communauté

Au niveau de la restauration, l'offre est bien répartie sur l'ensemble de la destination avec des gammes de restauration larges : du snacking au restaurant gastronomique avec une forte offre dominance sur le créneau des "spécialités régionales".

## Synthèse : « Une offre touristique de quatre saisons »

Atouts		Faiblesses	
• Situation géographique stratégique (Massiac A75/N122/Centre du Massif)		• Une offre d'hébergement vieillissante (locatif, hôtellerie, camping) avec un manque de qualification + le manque d'hébergements sur certains territoires.	
• Le label PNR Volcans d'Auvergne : développement touristique + visibilité de la destination		• Un nom « Hautes-Terres » qui n'est pas porteur (manque d'image)	
• Grande qualité environnementale		• Inégale concentration de l'offre touristique et des flux qui en découlent sur HTC	
• Des sites naturels et patrimoniaux de qualité		• Manque de lien entre les différentes structures présentes sur le territoire (Station du Lioran, Puy Mary)	
• Un patrimoine bâti traditionnelle		• Mise en réseau des équipements et de l'offre touristique peu développée chez les professionnels	
• Une large offre d'itinéraires cumulés (PR, itinérance, trail, VTT) de 2032 km		• Dégradation paysagère due à une sur fréquentation des lieux	
• Diversité paysagère			
• Double saisonnalité touristique			
• Une station de ski alpin réputée (Le Lioran)			
• Une montagne accessible à tous			
Opportunités		Menaces	
• Potentiel de développement de la mobilité douce et des transports collectifs (Navette Murat/Prat-de-Bouc)		• La visibilité du Massif Cantalien face à un territoire tel que le Sancy qui s'organise	
• Développement de nouvelles activités en plein essor : des opportunités conjoncturelles, de nouvelles formes de tourisme (une destination en adéquation avec les aspirations des clients)		• Des habitants réfractaires à l'accueil de touristes	
• Développement des ailes de saisons : double saisonnalité marquée (le 4 saisons)		• Un territoire moins mis en valeur à l'échelle de la Grande Région par rapports à d'autres destinations phares (Drôme, Alpes)	
• Une bonne appropriation par les acteurs touristiques de la nouvelle échelle HTC		• Accessibilité via les lignes SNCF	
• Développement de l'agri-tourisme		• Manque d'implication de certains prestataires et les incompréhensions face aux institutions tourisme	
• Accessibilité via les lignes SNCF		• Manque d'hébergements sur les parcours en itinérance	
		• Des activités de pleine nature à structurer et à valoriser : Équestre non mis en valeur, VTT AE à valoriser, cyclotourisme, pêche, etc.	
		• Ailes de saison pas assez développées	
		• Le manque d'offre d'activités liées à l'eau	
		• Le manque d'offre pour les enfants/famille	
		• Diminution de l'enneigement (changement climatique)	
		• Le devenir des résidences secondaires	
		• Le manque de logement saisonnier	

### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE En 2026
Chiffres de fréquentation dans les offices du tourisme (Hautes Terres Tourisme)	Pour 2021 données disponibles à la fin de l'année seulement	
Nombre de professionnels d'activités de pleine nature présents sur le territoire (Hautes Terres Tourisme)		31 structures : à affiner
Nombre de lits touristiques marchands / nombre de nuitées (par saisonnalité) (Hautes Terres Tourisme/INSEE)		Lits touristiques marchands : 7379 Non marchands :

Nombre d'activités agro-touristiques  
(Hautes Terres Tourisme)  
Nombre d'hébergements classés  
(Hautes Terres Tourisme/INSEE)  
Nombre de restaurants (INSEE)

60 exploitations en vente directe  
5 fermes proposant des visites  
1\* : 25 2\* : 117 3\* : 125 4\* : 12 NC : 215

Nombre de structures d'hébergement marchands  
(Hautes Terres Tourisme/INSEE)

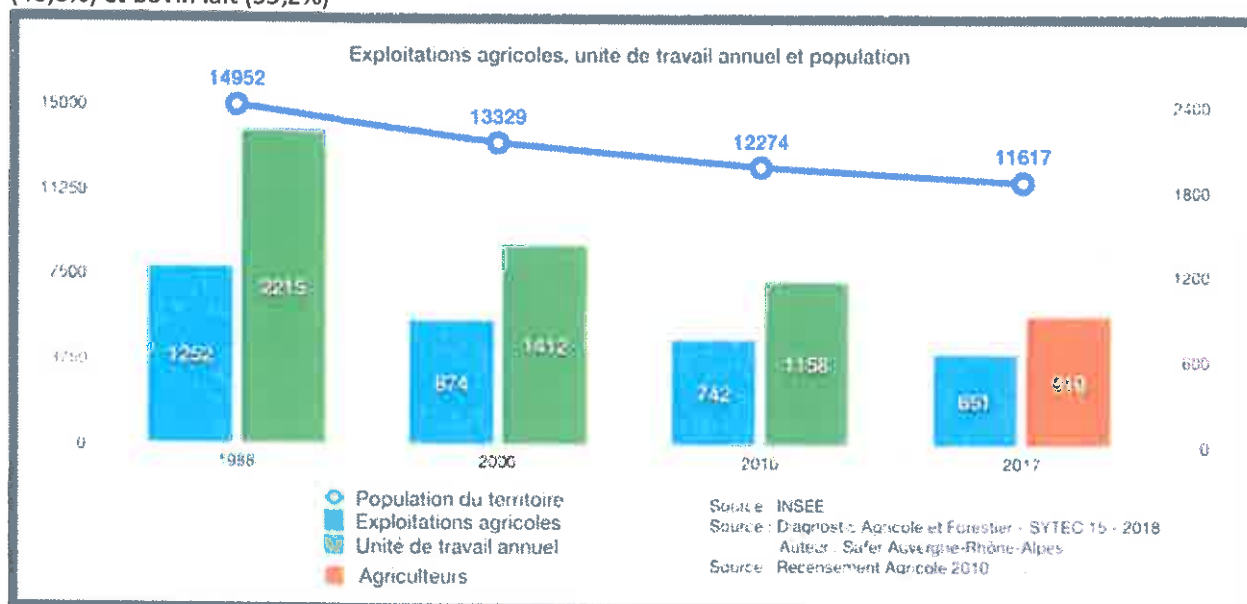
77  
Structures d'hébergements Marchands : 566  
Agences immobilières : 2  
Aires Camping-Cars (récoltant taxe de séjour) : 2  
Auberges collectives : 13  
Camping : 13 Chambres D'Hôtes : 28 Hôtels : 14  
Meublés de tourisme : 494 Résidence de tourisme : 4

## 2.4. Une économie marquée par l'activité agricole

### 2.4.1. Une démographie agricole marquée par le recul du nombre d'exploitants

#### • Le nombre d'exploitations en baisse

L'activité agricole occupe une place importante. Hautes Terres Communauté comptait 651 exploitations, pour un total de 910 agriculteurs, en 2017. Il s'agit principalement d'exploitations en bovins viandes (40,0%) et bovin lait (35,2%)



Sources : Insee, Recensement agricole 2020, Diagnostic Agricole et Forestier – SYTEC - 2018

Depuis le recensement agricole de 1988, nous observons une baisse ininterrompue du nombre d'exploitations sur Hautes Terres Communauté. En effet, le territoire comptait le nombre d'exploitations a été divisé par 2 entre 1988 et 2017. Le territoire comptait 1 252 exploitations en 1988 contre 651, en 2017. Cette baisse s'accompagne d'une diminution des unités de travail agricole annuel.

Les communes qui comptent le plus grand nombre d'exploitations sont :

- Neussargues-en-Pinatelle (85)
- Marcenat (42)
- Saint-Poncy (38)
- Allanche (32)
- Saint-Saturnin (32)

Sur la période 1988-2017, les communes Virargues (-9,09 % soit - 1 exploitation) Albepierre-Bredons (-13,79 % soit -4 exploitations), ou Saint-Saturnin (-28,89% soit -13 exploitations) sont les communes qui proportionnellement ont perdu le moins d'exploitations. À l'inverse, la commune de Valjouze a vu ces trois exploitations présentes en 1988 disparaître. Il n'y a aujourd'hui plus de siège d'exploitation sur cette

commune.

- **La superficie agricole utile en baisse**

La superficie agricole utile (SAU) est en baisse passant de 57 516 ha en 2000 à 50 702 en 2010. Les communes qui disposent des plus grandes SAU sont :

- Marcenat (3 440 ha)
- Allanche (3 410 ha)
- Saint-Poncy (2 969 ha)
- Dienne (2 854 ha)

27 communes ont vu leur SAU diminuer entre 2000 et 2010.

La baisse de la SAU est significative sur les communes de Pradiers (-1 255 ha entre 2000 et 2010) et Dienne (-1 207 ha entre 2000 et 2010). »

La superficie moyenne des exploitations est de 68,3 ha en 2010.

- **De l'herbe de qualité en abondance**

La SAU se compose de près de 44 570 ha de surfaces toujours en herbes soit 88,0% de la SAU en 2010, sur la base des données estimées pour certaines communes. Une prairie permanente est une surface sur laquelle l'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées prédominent depuis 6 années au minimum. Cette ressource herbagère constitue l'un des atouts majeurs du territoire.

- **Une population agricole relativement âgée**

La population agricole de Hautes Terres Communauté est relativement âgée avec plus de 75% des agriculteurs âgés de plus de 50 ans en 2020.

Ces taux montrent une population agricole vieillissante sur le territoire. En 2017, 28% des agriculteurs étaient âgés d'au moins 57 ans, ce qui représente 258 agriculteurs. Ces agriculteurs, bientôt à la retraite, vont donc devoir être remplacés dans les années à venir afin d'éviter une nouvelle diminution des exploitations agricoles.

Le repérage des cédants fait par la Chambre d'Agriculture du Cantal, en 2016, sur les anciennes CC du Pays de Murat et du Cézallier montre que :

- Sur l'ancienne CC du Pays de Murat, 50% des exploitants âgés d'au moins 57 ans n'ont pas de succession pour leurs exploitations ;
- Sur l'ancienne CC du Cézallier, ce chiffre passe à 74%.

- **Le secteur agricole peu attractif**

Le nombre d'installations aidées décroît ces dernières années sur le territoire. Entre 2008 et 2017, on comptabilise 123 installations aidées sur l'ensemble du territoire, soit une moyenne de 12 installations aidées par an (à titre informatif on en compte 100 à l'échelle du département) :

- 41 sur l'ancienne CC du Cézallier,
- 39 sur l'ancienne CC de Murat,
- 43 sur l'ancienne CC de Massiac.

Entre 2017 et 2019, la Chambre d'agriculture du Cantal recensait sur le territoire 22 installations par an en moyenne (aidées ou non).

## **2.4.2. L'alimentation au cœur des préoccupations**

- **Des paysages emblématiques marqués par l'activité agricole**

5 Source : Recensements agricoles 2000 et 2010

L'agriculture tient un rôle primordial dans l'entretien des paysages (ouverture de nombreux espaces grâce au pastoralisme notamment). Les productions emblématiques liées à la culture des terrasses (les Palhàs) et des fonds de vallée en arboriculture et viticulture sont « vecteurs d'images » et révèle la singularité des paysages de Hautes Terres Communauté.

### • Des productions agricoles connues et reconnues

L'agriculture du territoire est principalement orientée vers l'élevage bovin sur des prairies et vers des démarches de qualité (5 Appellations d'Origine Protégées (AOP) fromagères, label rouge, Agriculture Biologique (AB), Indication Géographique Protégée (IGP), ...). La production laitière est majoritairement valorisée via les AOP (Cantal, Salers, Saint-Nectaire, Bleu d'Auvergne et Fourme d'Ambert) tandis que la production allaitante est principalement exportée sous forme de broutards. Plusieurs entreprises agro-alimentaires valorisent et commercialisent les productions locales. De plus, des initiatives favorisent l'accès à la population locale à des produits locaux de qualité. Les restaurants collectifs ont quant à eux initié de façon disparate une démarche d'approvisionnement local, peu orienté vers les produits bio.

### • La restauration collective sur le territoire

23 restaurants collectifs (5 Ehpad, 1 hôpital, 1 CFA, 1 lycée, 4 collèges, et 11 écoles), dont 19 avec cuisine sur place, servent 555 000 repas par an dont 336 000 dans le secteur médico-social et 175 000 dans le milieu scolaire.

511 000 repas par an dont :

- 133 000 servis par 1 hôpital
- 179 000 par 5 Ehpad
- 126 000 par 6 établissements de l'enseignement secondaire
- 49 000 par 11 écoles maternelles et primaires
- 24 000 en portage à domicile par l'hôpital et un Ehpad

Leur approvisionnement local est principalement orienté vers les fromages (la moitié des fromages environ) et les viandes (un tiers des viandes environ). Environ un quart des établissements s'approvisionnent en légumes, fruits, yaourts et œufs locaux ainsi qu'en produits bio. Les principaux freins à l'approvisionnement local de qualité sont les coûts matières limités (coût médian de 2 €), le manque de disponibilité des produits localement, le manque de connaissance de l'offre locale et des difficultés logistiques.

### • Un projet alimentaire agricole territorial

Le projet alimentaire territorial est un dispositif prévu par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 (Article 39).

Hautes Terres Communauté, retenue à un appel à projet lancé par le Ministère de l'agriculture autour de la mise en place de projets alimentaires territoriaux a engagé la démarche en novembre 2020. L'objectif est d'aboutir à la création d'un système agricole et alimentaire territorial qui préserve et valorise les ressources locales, créatrices de valeur ajoutée pour les producteurs et de liens sociaux pour les habitants. Cette démarche a vocation à s'inscrire dans le projet de territoire de l'intercommunalité, véritable feuille de route transversale, ambitieuse et structurante de son avenir.

Par ailleurs, Hautes Terres Communauté est engagée dans de nombreuses démarches transversales étroitement liées à l'alimentation : Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV), contrat de ruralité, contrat local de santé, contrat enfance jeunesse, futur projet éducatif de territoire (PEDT).

Parallèlement, de nombreuses démarches partenariales sont menées avec le SYTEC et Saint-Flour Communauté : plan climat air énergie territorial (PCAET), atlas de la biodiversité territoriale, territoire à énergie positive (TEPOS), territoire zéro gaspillage alimentaire, politique d'accueil d'actifs, territoire à agriculture positive.

## Synthèse : « Une économie marquée par l'activité agricole »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un cadre et une qualité de vie attractifs</li> <li>• Des productions agricoles connues et reconnues 5 AOP fromagères présentes sur le territoire ainsi que d'autres signes de qualité (viandes label rouge, lentilles blondes de la Planèze, ...)</li> <li>• 88% de la SAU en prairies permanentes, riches en biodiversité : atout pour la qualité des produits et le respect de l'environnement</li> <li>• De l'herbe de qualité en abondance</li> <li>• Un abattoir municipal avec atelier de découpe, certifié bio</li> <li>• Ventes directes, des points de vente de produits locaux (magasin de producteurs, association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP), marchés, drive fermier) et de nombreuses entreprises agro-alimentaires (transformation et collecte du lait, meunerie, etc.)</li> <li>• Actions de lutte anti-gaspillage dans les restaurants scolaires communaux et démarche d'approvisionnement local initiée</li> <li>• Distributions des associations d'aide alimentaire et services d'aides à domicile en milieu rural (ADMR) dans toutes les communes du territoire qui livrent des repas aux personnes dans le besoin</li> <li>• Territoire engagé dans l'élaboration d'un projet alimentaire territorial</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficultés d'accès au foncier : prix du foncier agricole en hausse, morcellement</li> <li>• Baisse de 48% du nombre d'exploitations agricoles entre 1988 et 2017</li> <li>• Baisse de la surface agricole utile</li> <li>• Peu de productions bio</li> <li>• Certaines AOP fromagères assez peu contraignantes sur les modes de productions et peu rémunératrices</li> <li>• Une filière viande peu développée et un manque de valorisation pour les éleveurs allaitants (broutards)</li> <li>• Des exploitations peu diversifiées et un manque de productions dans certains secteurs (productions végétales) pour alimenter la population localement</li> <li>• Un mauvais maillage du territoire par les commerces de proximité et l'accès à des produits bio difficile dans certaines communes</li> <li>• Une faible présence des producteurs locaux sur les marchés</li> <li>• Un approvisionnement bio et de qualité (label rouge, AOP, etc.) très faible dans les établissements du territoire</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Croissance des porteurs de projet</li> <li>• La diversification de l'activité agricole (tourisme, énergie, bio, circuits, cours) et des productions.</li> <li>• Des ressources (prairies naturelles, outil de transformation, savoir-faire, ...) qui pourraient davantage être valorisées auprès des habitants, des touristes (activité étroitement liée à l'agriculture) et des grands bassins de consommation hors du territoire</li> <li>• Des conditions propices à la diversification (maraîchage, arboriculture, viticulture, ...) dans le bassin de Massiac</li> <li>• Nouvelles demandes sociétales : volonté de manger « mieux »</li> <li>• Baisse des aides de la PAC en élevage : obligation pour les agriculteurs de repenser les systèmes de production</li> <li>• Loi EGAlim : levier d'organisation et de structuration de l'offre agricole sur le territoire via la restauration collective.</li> <li>• Mettre en place des outils d'aménagement du territoire (PLUi) pour protéger le foncier agricole</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vieillesse de la population agricole : 29% des chefs d'exploitation ont plus de 60 ans et 77% ont plus de 50 ans (en 2020), avec une difficulté à transmettre les exploitations : baisse du nombre d'exploitations (agrandissement des exploitations et/ou baisse des surfaces agricoles utilisées)</li> <li>• Urbanisation : perte de terres agricoles</li> <li>• Réchauffement climatique : menace pour la production fourragère d'été</li> <li>• Baisse des prairies permanentes car elles sont moins productives et subissent les pullulations de campagnols terrestres et les sécheresses</li> <li>• Disparition de commerces de proximité faute de repreneurs ou de consommateurs</li> <li>• Fermeture potentielle des petits établissements scolaires et des restaurants professionnels</li> <li>• Enfrichement des terres agricoles délaissées</li> </ul>



## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2026
Existence d'un projet alimentaire territorial	OUI	
Évolution du nombre d'exploitations (Recensement agricole)	651 exploitations en 2017	
Évolution de la taille moyenne des exploitations (RPG PAC)	79 ha (attention données sur Condat Chanterelle et Montboudif)	
Évolution des surfaces PAC (RPG PAC)	65 115 ha (2014) (attention données sur Condat Chanterelle et Montboudif)	
Évolution du nombre d'agriculteurs (Recensement agricole)	910 agriculteurs en 2017	
Nombre d'installation agricoles (Chambre d'agriculture)	22 installations agricoles par an (2017-2019)	
Évolution de la SAU (Recensement agricole)	50 702 ha en 2010	
	Dont part toujours en herbe 88% 2010	
	Espaces délaissés ou en friches	
Surfaces de friches agricoles revalorisées (SYTEC/IGN SAFER)	373 tènements de plus d'un ha 1215 ha (attention données sur Condat Chanterelle et Montboudif) (Date de la donnée NR)	
% de la SAU en bio (Recensement agricole)	3664 ha (2019) 5,5% de la SAU	
Diversité des systèmes d'élevages (Chambre d'agriculture)	86% des exploitations en élevage bovin (40% allaitant, 35% lait, 11% mixte) (2017)	
Diversification des productions agricoles (Chambre d'agriculture)	6 exploitations maraîchères, 6 avicoles, 2 arboricoles (2021)	
Agriculteurs en bio (Chambre d'agriculture)	42 (2019)	
Nombre d'exploitations AOP et label rouge (Chambre d'agriculture)	165 exploitations concernées par la production du Cantal AOP, 10 Salers AOP, 7 de Saint-Nectaire AOP, 2 Bleu d'Auvergne AOP, 31 de viandes label rouge Salers, 5 de viandes label rouge Boeuf Fermier Aubrac (2017)	
Réseau de distribution (Chambre d'agriculture, HTC, communes)	60 exploitations (soit près de 10%) pratiquent la vente directe (2017)	
	1 AMAP, 1 magasin de producteurs, 1 Drive fermier, 5 marchés, 1 magasin bio (2021)	
Nombre de restaurants professionnels (Hautes Terres Tourisme/HTC/Communes)	60 restaurants professionnels (2019)	
Nombre d'établissements de restauration collective (Communes, Département, Région, EHAPAD/Hôpital)	23 établissements de restauration collective sur le territoire dont 18 en gestion directe (2021)	
Nombre de repas servis par an en restauration collective (Communes, Département, Région, EHAPAD/Hôpital)	555 000 repas servis par an en restauration collective (2021)	
Nombre de cantines qui s'approvisionnent en produits locaux (Communes)	14 cantines sur les 18 en gestion directe s'approvisionnent en produits locaux (2021)	
Nombre de cantines qui s'approvisionnent en produits bio (Communes)	6 cantines sur les 18 en gestion directe s'approvisionnent en produits bio (2021)	
Surfaces agricoles et nombre d'exploitations du territoire engagées dans des démarches de labellisation environnementale (Chambre d'agriculture)	NR	
Estimation du volume de produits phytosanitaires utilisés sur le territoire	NR	

### 3. LA COHÉSION SOCIALE

#### 3.1. Une offre de santé de qualité

- **Une stratégie globale de santé**

Hautes-Terres Communauté mène, depuis plusieurs années, une stratégie globale de santé. Construite sur la base de compétences et d'intérêts communautaires, cette stratégie s'articule notamment autour d'aménagements immobiliers comme les maisons médicales, d'actions en faveur de l'offre de soin et de l'attractivité du territoire, de la volonté de développer un projet de promotion de l'activité physique à l'échelle du territoire et la lutte contre la pollution de l'air.

Offre de soins	Quantité
Nombre de médecins généralistes libéraux	8
Densité d'omnipraticiens libéraux pour 10 000 habitants	6,9
Nombre de pharmacies	6
Nombre d'infirmiers libéraux	34
Densité d'infirmiers pour 10 000 habitants	29,4
Nombre de SSIAD (services de soins infirmiers à domicile)	3
Nombre de masseurs-kinésithérapeutes libéraux	7
Densité de masseurs-kinésithérapeutes pour 10 000 habitants	6,1
Nombre de chirurgiens-dentistes libéraux	6
Densité de chirurgiens-dentistes libéraux pour 10 000 habitants	5,2
Nombre d'orthophonistes libéraux	1
Densité d'orthophonistes pour 10 000 habitants	0,9
Nombre de sages-femmes libérales	0

Source : <https://cartosante.atlasante.fr/> données 2020 Consulté le 18/06/2021

- **Un bon maillage de maisons médicales mais une offre de soin fragile**

Le territoire a la chance d'être riche d'un maillage de Maisons Médicales, permettant un accès aux soins de premiers recours. Récentes pour la plupart, elles permettent de réunir des conditions favorables à la fois à l'accueil de nouveaux professionnels dans des conditions optimales et au développement des exercices coordonnés. L'accès à des spécialistes, et à l'offre de second recours de manière générale, reste très limitée sur le territoire, et nécessite souvent un déplacement vers Aurillac ou Clermont-Ferrand.

Professions de santé	% de plus de 65 ans	Maillage national
Médecins	25%	32,3 %
Infirmiers	2,9 %	8,2 %
Masseurs-kinésithérapeutes	0 %	9,3 %
Dentistes	0 %	19,7 %
Orthophonistes	0 %	10,5 %

Source : <https://cartosante.atlasante.fr/> données 2020 Consulté le 18/06/2021

Il est important de souligner que l'offre de soin sur le territoire est fragile. Les départs prévus dans les années à venir ne sont pour le moment pas compensés par des arrivées. D'autre part, la répartition de l'offre de soin dénote de fortes disparités, lié à la fois à un éloignement et un enclavement géographique et à la nature même de la population de l'intercommunalité.

- **Une population vieillissante**

Territoire essentiellement rural et à faible densité, avec un indice de pauvreté supérieur à la moyenne nationale, et un indice de vieillissement en hausse. La prise en charge de cette population spécifique, souvent pluri pathologique et nécessitant l'intervention croisée de nombreux professionnels différents représente un enjeu de santé important, reflet local d'une réalité nationale (cf. Partie Habitat 4.5).

Une offre de logements spécifiques axée sur les personnes âgées)

La politique d'accompagnement du vieillissement de la population s'organise et se diversifie, mais pour l'instant, elle peine encore à développer des actions de prévention et d'accompagnement de la perte d'autonomie adaptées aux personnes, à leurs aidants, et aux projections à venir.

- **Peu d'actions de préventions auprès des jeunes**

Les jeunes de moins de 18 ans représentent quant à eux 14.9% (INSEE 2020) de la population de Hautes Terres Communauté. Si de manière générale leur santé est bonne, on voit l'incidence des problématiques de maladies chroniques notamment métaboliques, et des comportements à risque, comme les consommations d'alcool, de tabac et de stupéfiants, augmenter. Peu d'actions de préventions en santé et/ou de développement des compétences psychosociales sont menées auprès de cette population en dehors des établissements scolaires. Cela s'explique en partie par le nombre limité d'acteurs spécialisés dans ce champ d'intervention sur le territoire.

- **Un environnement très favorable à la santé**

Hautes Terres Communauté a la chance d'avoir un environnement très favorable à la santé, en matière de qualité de l'air ou de l'eau, de maladies vectorielles, de biodiversité et d'espèces nuisibles à la santé (tiques, ambrosie, etc.). Des actions sont menées régulièrement sur ces thématiques grâce au Centre Permanent d'Initiative pour l'Environnement (CPIE) du Cantal, au SYTEC et au réseau régional d'éducation à la santé environnement. Pour autant, et aux vues de la crise environnementale à venir et de son impact sur la santé humaine, il est nécessaire aujourd'hui de renforcer les actions d'éducatrices et de sensibilisations auprès de la population.

- **La collectivité s'empare des problématiques liées à la santé**

Volontaire pour se développer sur cet aspect d'environnement favorable à la santé, Hautes Terres Communauté porte également, depuis 2017, un projet sportif sur ordonnance, qui permet à des personnes très éloignées d'activité physique et souffrant de maladies chroniques de bénéficier d'un accompagnement physique, psychologique et diététique. Cette action a développé sur le territoire une dynamique sportive, avec des acteurs locaux qui se sont formés au sport santé. En parallèle, avec l'essor des professionnels du bien être sur le territoire (Yoga, Shiatsu etc.), et la mise en place du projet alimentaire de territoire, c'est toute une dynamique autour de l'activité physique de l'alimentation et du bien-être qui se profile. Et pour ancrer un peu plus le territoire dans une vraie démarche promotrice de santé, Hautes Terres Communauté développe depuis des années des partenariats avec les structures de la santé, préventives comme curatives. Cette démarche s'est concrétisée en 2018 par l'élaboration d'un Contrat Local de Santé, mutualisé entre Saint-Flour Communauté et Hautes Terres Communauté, et développé en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé. Cet outil a pour objectifs de fédérer les acteurs autour d'une stratégie locale de santé, de promouvoir et de faciliter les coopérations interprofessionnelles afin de lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé et d'accès aux soins.

## Synthèse : « Une offre de santé de qualité »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un maillage de Maisons médicales et de professionnels de premier recours correct ;</li> <li>• Une organisation de l'accompagnement du vieillissement qui s'organise sur le territoire, sous l'impulsion du Département ;</li> <li>• Une offre de santé préventive présente sur le territoire ;</li> <li>• Un environnement très favorable à la santé, avec de nombreuses actions en matière de Santé Environnement menées ;</li> <li>• Une dynamique territoriale en place autour de la thématique du sport, de l'alimentation et de la santé</li> <li>• Des résidents actifs et solidaires, demandeurs d'actions autour de la santé ;</li> <li>• Des réseaux d'acteurs permettant l'évolution des pratiques et des compétences présentes au niveau départementales, et dont Hautes Terres Communauté bénéficie ;</li> <li>• Des Maisons France Service permettant des actions de proximité et un relais auprès de toute la population, notamment la plus vulnérable ;</li> <li>• Un tissu associatif organisé autour de l'entraide et de la santé bien présent.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une population de professionnels de santé vieillissante ;</li> <li>• Un territoire peu attractif, malgré des équipements immobiliers récents et des aides à l'installations importantes (ZIP + ZRR) ;</li> <li>• Une offre de soins de second recours faible ;</li> <li>• Une population vieillissante, qui nécessite une diversification de l'offre et de la prise en charge, notamment en matière de prévention ;</li> <li>• Des professionnels de la santé et du médico-sanitaire à flux tendu, qui peinent à mobiliser du temps pour s'inscrire dans des projets collectifs ;</li> <li>• Peu d'action menées directement sur le territoire en matière d'évolution de représentations autour de la santé, de pratiques professionnelles et de compétences ;</li> <li>• 2 Médecins maitres de stage sur le territoire, dont un en partance (retraite) ;</li> <li>• Une acculturation faible concernant des thématiques comme la Santé Environnement, à la fois dans la population et dans les élus.</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des projets structurant à l'échelle du département sur les thématiques Santé environnement et Autonomie, dans lequel Hautes Terres Communauté peut se positionner comme moteur/innovant ;</li> <li>• L'Hôpital de Murat, labélisé « Hôpital de Proximité », faisant partie du Groupement hospitalier de Territoire, en cours de structuration autour de la thématique Gériatrie ;</li> <li>• Des acteurs de la prévention qui souhaitent développer des actions sur le territoire ;</li> <li>• Une offre de professionnels du bien-être dynamique et volontaire, qui peuvent se structurer en partenariat avec les professionnels de santé, dans une notion de parcours ;</li> <li>• Des professionnels de l'activité physique qui se forment au Sport Santé (Activité Physique Adapté), conséquence de la dynamique portée par Hautes Terres Communauté les dernières années ;</li> <li>• Une dynamique de coopération interprofessionnelle qui s'accélère suite à la crise sanitaire, et répond au besoin actuel en matière d'évolution de l'organisation des soins (protocoles de coopération, libération de temps médical etc.).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une désertification médicale, en cas de non renouvellement des départ à la retraite ;</li> <li>• Perte d'attractivité pour Hautes terres Communauté ;</li> <li>• Des projets de coopérations interprofessionnels (protocoles de coopération etc.) qui ne se développent pas face à des professionnels libéraux habitués à travailler seul ou sans coopération formalisé ;</li> </ul>

## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
<p>Nombre et type d'évènements/d'animations organisés autour de la santé au sens large</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombres et type d'actions de prévention (toutes thématiques confondues) menées</li> <li>• Taux de participation,</li> </ul> <p>Types de publics ciblés</p> <p>Indicateurs épidémiologiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de maladies cardiovasculaires,</li> <li>• Nombre de troubles musculo squelettiques,</li> </ul> <p>taux de participation aux dépistages cancers etc.</p>	<p>En attente de l'évaluation CLS 2022</p> <p>Patients de plus de 17 ans en <b>ALD</b> : 31.4%</p> <p><b>Pathologies principales</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diabète 1&amp;2 : 6.1%</li> <li>- Affections malignes : 5.5%</li> <li>- Troubles cardiaques : 4.1%</li> <li>- Maladies coronaires : 2.8%</li> </ul> <p><b>Taux de dépistage Cancers</b> : Seins 60.4% ; Colorectal 25.5% ; Utérus 46%</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Taux de vaccination antigrippale</b> : 62.3%</li> </ul>	
<p>Indicateurs concernant l'offre de soins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de professionnels du premiers recours, nombre d'arrivée, nombre et cause de départ</li> <li>• Nombre d'exercices coordonnés et de coopérations formalisées</li> </ul> <p>Cartographie de l'offre de second recours</p>	<p><b>Professionnels libéraux</b> : MG-8, IDE-34, MK-6, CD-6, 1 Orthophoniste, 1 psychomotricienne, 1 diététicienne, 1 ostéopathe</p> <p>► <b>Les professionnels non cités</b> ne sont pas représentés sur le territoire</p> <p><b>ESMS</b> : 6 EHPADs (385places), 1 Centre Hospitalier (100 lits, 4 services, + consultation externes dermatologie, gynécologie, angiologie, radiologie et orthopédie) ; SSIAD-2 ; 6 Pharmacies ;</p> <p><b>Exercices coordonnés</b> : 1 ESP</p> <p><b>Protocoles de coopération</b> : aucun</p>	
<p>Nombre et type de projets développés sur</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Thématiques sport, alimentation et bien être</li> <li>• Prévention et dépistages des cancers</li> <li>• Santé des seniors et parcours de la personne âgée</li> <li>• Santé environnement</li> <li>• Santé, précarité et accès aux droits et à la santé</li> </ul> <p>Attractivité du territoire et offre de soins</p>	<p>En attente de l'évaluation CLS 2022</p>	

### 3.2. Une offre pluridisciplinaire à destination des jeunes

- **La population enfance-Jeunesse**

Tranche d'âge	Effectif
0 à 4 ans	359
De 5 à 9 ans	438
De 10 à 14 ans	640
De 15 à 19 ans	451
<b>TOTAL</b>	<b>1888</b>

Source : Insee, Recensement population 2017

La population des 0 à 19 ans représente 6,1 % de la population municipale en 2017 (11 563 habitants).

<b>Total enfance-jeunesse</b>	<b>1344</b>	
Petite enfance (3-6ans)	292	
Enfance (6-11 ans)	428	729
Jeunesse (12-19 ans)	624	

Source : Pôle Enfance, Jeunesse, Culture HTC recensement réalisé en 02/2020 auprès des établissements scolaires

Le pôle Enfance, Jeunesse, Culture a réalisé un inventaire auprès des établissements scolaires pour dimensionner l'offre enfance-jeunesse.

- **L'accueil de jeunes enfants pour accueillir de nouveaux habitants**

L'accueil des jeunes enfants est une condition à l'installation de familles sur le territoire. Si des solutions existent déjà, il est indispensable de fluidifier l'offre et de répondre aux attentes des nouveaux parents, plus orientés vers les Relais d'assistance maternelle et les crèches.

Des horaires élargis sont indispensables pour accompagner l'évolution des modalités de travail sur le territoire (travail de nuit, emplois médicaux très féminisés...)

Deux Relais Petite Enfance présents sur le territoire.

Les Relais Petite Enfance (RPE) sont des lieux d'information, de rencontres et d'échanges au service des familles, des assistantes maternelles, des gardes d'enfants à domicile et des jeunes enfants.

Les parents et futurs parents peuvent y recevoir gratuitement des conseils et des informations sur l'ensemble des modes d'accueil. Les RPE apportent aux assistants maternels un soutien et un accompagnement dans leur pratique quotidienne en leur donnant la possibilité de se rencontrer et d'échanger leurs expériences.

Les RPE exercent également une mission de veille quant à l'équilibre entre les demandes d'accueil des jeunes enfants et l'offre présente sur un territoire.

Hérité de l'ancienne Communauté de communes du Pays de Massiac, le premier Relais Petite Enfance du territoire a été créé en 2012 et rayonne sur le secteur de Massiac.

Afin que l'ensemble des habitants du territoire puissent avoir accès à un même niveau de service, un deuxième RPE, en format itinérant a été créé en mars 2020. Ce service rayonne sur les secteurs Murat et Cézallier.

Aujourd'hui sur le territoire de Hautes Terres Communauté, l'accueil des jeunes enfants chez les assistantes maternelles est le mode de garde qui prédomine.

Secteur	Nombre d'assistantes maternelles agréées	Nombre de places d'accueil disponibles
Secteur Cézallier	6	20
Secteur Murat	19	68
Secteur Massiac	23	81
<b>TOTAL</b>	<b>48</b>	<b>169</b>

Source : Département du Cantal – Liste des assistantes maternelles agréées mise à jour en date du 02/06/2021

En date du 02/06/2021, le territoire de HTC compte 48 assistantes maternelles agréées qui ont une

capacité totale de 169 places.

	Nombre d'employés	
Employeurs d'assistantes maternelles	225	37.6
Employeurs d'autres salariés	431	62.4
<b>TOTAL</b>	<b>656</b>	<b>100</b>

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (Flores) - 2018

Par ailleurs, il existe un seul établissement d'accueil du jeune enfant municipal, sur la commune de Laveissière : la crèche « les P'tits Vallagnous » qui dispose de 12 places d'accueil.

### • Des structures d'accueils scolaires

Le territoire est composé de 19 établissements scolaires : 13 écoles primaires (dont deux privées) / 4 collèges (dont 1 privé) / 1 lycée professionnel / 1 Centre de Formation d'Apprentis.

Les collèges cherchent à attirer des élèves en créant des sections sportives : ski pour Murat, raid sport nature à Allanche, foot à Massiac avec un atelier pêche.

### • Des structures d'accueils extra-scolaires

Hors temps scolaire, les enfants du territoire ont la possibilité de bénéficier des structures suivantes :

#### • Accueil de loisirs multisites (3-12 ans)

- ☑ Ouvert 12 semaines dans l'année (sur les 16 à 17 semaines de vacances scolaires).
- ☑ ALSH déployé sur 3 secteurs :
  - **Secteur d'Allanche** : Accueil dans les locaux : Ecole primaire publique d'Allanche
  - **Secteur de Massiac** : Accueil dans les locaux : Pôle Enfance Jeunesse HTC à Massiac
  - **Secteur de Murat** : Accueil dans les locaux : Ecoles primaires de Laveissière, Murat et Neussargues-en-Pinatelle selon les périodes.
- Capacité d'accueil : 30 à 40 enfants par site (soit 90 à 120 enfants max par période).
- ☑ Encadrement : recrutement (en plus de 2 agents HTC) de :
  - 2 à 3 animateurs à Allanche
  - 4 à 5 animateurs à Massiac et à Murat

#### • Spot des jeunes (12-18 ans) : « club de jeunes » issu de l'ancienne collectivité du Pays de Massiac.

Objectifs : offrir un lieu d'accueil, de rencontre, d'échange, d'animation et d'expression pour les jeunes, dont afin de favoriser leur épanouissement durant leur temps libre.

Aujourd'hui les activités du SPOT des jeunes sont en « stand-by » dans l'attente de l'écriture du Projet Jeunesse du Territoire.

#### • Point Information Jeunesse (15-30 ans)

- Un accueil sans rendez-vous, anonyme et gratuit pour tous les jeunes (15-30 ans), sans exception.
- Un accès libre à une documentation fiable, papier et numérique, sur l'ensemble des sujets du quotidien : se former, travailler, s'engager, partir à l'étranger, se loger, vivre au quotidien, se déplacer, sortir et découvrir.
- Présence d'un(e) professionnel(le) de l'Information Jeunesse qui écoute et accompagne le/la jeune dans sa recherche et répond à sa demande.
- Des rendez-vous d'information thématiques.
- L'accès à 6 postes informatiques et une connexion internet gratuite ; scan ou l'impression de CV gratuit.

#### • Une École de Musique Intercommunale



L'école a deux antennes, une à Massiac et une à Murat, elle regroupe 65 élèves pour 8 professeurs.

L'activité pédagogique de l'école de musique se compose de deux volets :

○ **Le cursus d'enseignement musical :**

Destiné aux élèves inscrits à l'école de musique, cet enseignement basé sur le Schéma National d'Orientation Pédagogique du Ministère de la Culture. Il s'appuie sur les cours de Formation Musicale, Formation Instrumentale et Pratiques Collectives, sur les projets artistiques (résidences d'artistes, projets ponctuels...) et sur les temps de restitution (concerts, temps d'échanges...).

Afin de garantir une accessibilité à tous, sans discrimination de condition sociale, les frais d'inscription des élèves est proportionnel au Quotient Familial.

○ **Les projets extra-muros :**

Destinés au large public, ces projets permettent de mettre à profit la technicité de l'École de musique à une population plus large. Ils ont pour but de donner un accès à la pratique musicale au plus grand nombre.

Actuellement plusieurs projets ont cours :

- Des séances d'Éveil Musical : au sein des Relais Petite Enfance
- Des Interventions en Milieu Scolaire : dans les écoles primaires du territoire
- Un dispositif de type « orchestre à l'école » (Orchestre Le Grand Air): au RPI de Saint -Poncy - La Chapelle Laurent
- Des actions ponctuelles en partenariat par l'intermédiaire de projets départementaux (Accords sensibles : élèves de l'IME de Saint Flour, du Chantier d'insertion de Hautes Terres Communauté, les membres de l'association Educautisme / La déferlante : projet ayant permis à différents groupes d'une vingtaine de non-musiciens de jouer ensemble dans une fanfare de rue / ...)

D'autres sont en cours de démarrage :

- Dispositif « Percute Ton Son » à destination des collèves
- Élargissement du dispositif « Le Grand Air » à l'ensemble des écoles primaires du territoire
- Dispositif « Fabrique ton son » en lien avec le FabLab et la Cocotte numérique, à destination des 12-16 ans.

- **Le Fablab, Atelier de Fabrication Numérique** : cet équipement intercommunal, doté de nombreuses machines à commande numérique (découpe laser, imprimante 3D etc...) a ouvert ses portes en 2017. Avec une nouvelle orientation fortement axée sur la jeunesse, il peut devenir un lieu de passage important pour les collégiens et lycéens du territoire.
- **Des associations sportives, culturelles et de loisirs** : Hautes Terres Communauté compte 497 associations en juin 2021.  
Une très grande majorité des associations créées sur le territoire de HTC, près de 69%, est composée d'associations sportives, culturelles et/ou de loisirs. Seules 7% des associations du territoire ont une orientation partielle ou exclusive, Enfance-Jeunesse. Ces associations éprouvent des difficultés à trouver des cadres.

## Synthèse : « Une offre pluridisciplinaire à destination des jeunes »

Atouts	Faiblesses
--------	------------

6 Répertoire national des associations – juin 2021



<ul style="list-style-type: none"> <li>Grande population de jeunes (-18 ans), demandeurs d'activités, et d'accompagnement extrascolaires.</li> <li>Accueil de Loisirs multisites lors des vacances scolaires à destination des 3-12 ans : secteur d'Allanche, de Massiac et de Murat.</li> <li>Monde associatif dynamique et dense avec qlqs propositions orientées spécifiquement vers les publics de l'enfance et de la jeunesse, mais qui restent marginales.</li> <li>Présence d'infrastructures intercommunales ouvertes à l'enfance et la jeunesse : Ecole de Musique, Médiathèque, Club de Jeunes à Massiac</li> <li>3 sections APN : pêche (Masiac), ski (Murat), Raid Nature (Allanche)</li> <li>Territoire propice aux activités de pleine nature (attractivité pour de nouvelles familles)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Population vieillissante.</li> <li>Maillage territorial difficile : petites communes éloignées des « communes centres ».</li> <li>Peu de d'offre de transport public.</li> <li>Peu de propositions à destination de la jeunesse sur les temps extrascolaires, hormis l'Ecole de Musique et les Associations Sportives.</li> <li>Peu de projets communs entre les établissements du secondaire.</li> <li>Pas d'Accueil de Loisirs / d'espace jeunes à destination des 12-18 ans durant les vacances scolaires. Un seul ASLH pour ce public pour l'ensemble du territoire.</li> <li>Concentration des équipements culturels et sportifs au sein des villes « centre » : Massiac, Murat, Neussargues-en-Pinnette.</li> <li>Accès des enfants aux activités culturelles limitées aux temps scolaires.</li> <li>Des jeunes qui quittent le territoire pour des études en enseignement supérieur</li> </ul>
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Légitimité de la Communauté de communes de Hautes Terres de mettre en œuvre un Projet Jeunesse – Soutien de la CAF dans cette perspective (Convention Territoriale Globale, Prestation de Services Jeunes)</li> <li>Volonté de l'ensemble des établissements scolaires (primaire &amp; secondaire) du territoire de travailler en collaboration avec les services de la Communauté de communes.</li> <li>Présence de structures support pour la sensibilisation et connaissance des milieux naturels.</li> <li>Accompagnement de projet d'éducation sociale et solidaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Territoire vaste, coûts de déplacements importants et souvent limitants.</li> <li>Difficulté au recrutement d'animateurs et animatrices diplômées du BAFA.</li> <li>Difficulté d'avoir une offre homogène sur l'ensemble du territoire</li> <li>Offre associative à destination de l'enfance et de la jeunesse faible.</li> <li>Le départ en retraite des assistances maternelles et le peu de structures collective pour la garde des jeunes enfants</li> </ul>

### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Taux de fréquentation ALSH (Inscription / Familles) (HTC)	Chiffres 2020 : 294 / 150	
Taux de fréquentation Jeunesse : (Nbre d'inscrits / Nbre d'activités proposées) (HTC)	0/0	
Projets à destination des établissements scolaires (HTC)	1	
Projets transversaux Enfance-Jeunesse-Fablab-Musique-Culture (HTC)	2	

### 3.3. Une offre culturelle et récréative éclectique

#### • Une programmation culturelle diversifiée

La programmation culturelle concerne la diffusion de spectacles vivants et d'actions de sensibilisation (ateliers, rencontres, conférences, expositions) qui gravitent autour de cette programmation. Elle rassemble chaque année plus de 3000 personnes. Tout ceci est mené en collaboration et avec l'appui de structures culturelles du territoire à savoir :

- Les médiathèques :
  - 1 intercommunale à Massiac [186 abonnés en 2020 (329 pour l'année 2019) ; 1920 visiteurs en 2020 (3775 visiteurs en 2019) dû au confinement et à l'absence d'animations]
  - 1 municipale à Murat,
  - 1 à Marcenat
  - 1 à Neussargues-en-Pinatelle
  - des bibliothèques dans les plus petits bourgs (guichets),
- 2 relais petite enfance (RPE) : 1 secteur Murat/ Cézallier et 1 secteur Massiac + 1 halte-garderie à Laveissière,
- 1 Cinéma municipal à Murat
- 1 Ecole de Musique intercommunale avec deux antennes 1 à Murat et 1 à Massiac)

En lien avec les différents pôles de la collectivité, les partenaires institutionnels, les acteurs locaux et associations, chaque année se construit la programmation. Un point d'orgue est donné aux actions de sensibilisation aux arts visuels et au spectacle vivant en direction de tous les établissements scolaires (écoles, collèges, lycées, CFA), aux jeunes (temps extrascolaire), et plus largement, aux habitants du territoire.

La saison culturelle se définit également par le biais d'une programmation « sèche » de spectacles (saison culturelle autonome qui tourne dans les petites communes) et par la mise en place de projets cohérents et transversaux toujours sur la base de la diffusion d'un spectacle autour duquel des thématiques spécifiques sont développées (alimentation, santé, agriculture, patrimoine, jeunesse, nature, ...). Nous pouvons également citer les bus-spectacles : ouverts aux habitants du territoire pour assister à des spectacles de renommée nationale ou mondiale à la Comédie de Clermont-Ferrand ainsi que l'émergence du Festival Nature et Culture coconstruit avec le syndicat interdépartemental de Gestion de l'Alagnon et de ses affluents (SIGAL).

La saison culturelle c'est aussi l'accueil de résidences d'artistes afin de mêler les compétences et les expériences pour favoriser l'échange, les rencontres et le bien vivre ensemble : immersion sur le territoire (rencontre avec les habitants) et travail de création originale. L'artiste apporte une vision inédite du territoire. L'objectif de cette saison est de rendre accessible la culture à tous et de mettre en œuvre des projets de développement culturel pour tenter de toucher tous les publics du territoire (offres durables reconduites chaque année notamment dans les écoles et collèges).

#### • Des évènements majeurs

De plus, des évènements majeurs maillent chaque année la programmation culturelle : trois concerts de groupes de renommées nationales ou émergents issus des musiques actuelles (Festival Hibernarock) et des actions en direction des adolescents (rassemblent environ + de 400 personnes), des rendez-vous autour de contes (Festival des Rapatonadas (IEO du Cantal)), des projets culturels et artistiques coordonnés par le CD15 autour de la petite enfance (en lien avec les RPE), de la musique (en lien avec l'Ecole de musique), de la danse (Festival Jours de danses).

- **Un maillage culturel dense**

Un maillage culturel territorial existe sur différents niveaux :

- 1) Les équipements culturels intercommunaux et municipaux cités plus haut (Médiathèques, bibliothèques, RPE, Cinéma, Ecole de Musique) et la programmation culturelle ;
- 2) Les initiatives culturelles privées existantes sur le territoire : des tiers-lieux comme « La Grange de Pouzol » (diffusion de musiques classiques) 15 500 Bonnac, La « Guinguette au Moulin de Gaspard » (15 300 Chapelle-Alagnon) ;
- 3) Les offres muséographiques : Maison de la Faune (musée municipal à Murat), Musée privé Elise Rieuf à Massiac, Maison de la Pinatelle, espace scénographique sur les paysages cantaliens, (Maison municipale à Neussargues-en-Pinatelle), Mémorial des Déportés de Murat, Maison de Site de Dienne - Grand Site de France Puy Mary – Volcan du Cantal et prochainement l'espace scénographique à Allanche autour du patrimoine du Cézallier ;
- 4) Fêtes culturelles locales majeures : Fête des Palhàs à Massiac (10 000 visiteurs), Fête de l'Estive à Allanche (20 000 personnes), Fêtes des Cornets à Murat (20 000 personnes).

## Synthèse : « Une offre culturelle et récréative éclectique »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Une saison culturelle (de septembre à juillet) pluridisciplinaire, éclectique, itinérante, de proximité et accessible (tarif et contenu de spectacle)</li> <li>Mise en œuvre d'un programme d'éducation artistique et culturelle ou d'actions de sensibilisation (ateliers, rencontres, conférences) en appui à la saison culturelle afin de toucher tous les habitants du territoire</li> <li>Développement des arts visuels et du spectacle vivant auprès de tous les établissements scolaires</li> <li>Mise en œuvre de projets artistiques et culturels structurés et transversaux avec l'appui et les compétences des partenaires institutionnels, des équipements et structures culturels du territoire</li> <li>Soutien aux manifestations locales rayonnantes émanant des acteurs culturels locaux (structures privées, associatives)</li> <li>Importance des partenariats culturels institutionnels solides comme le CD15</li> <li>Fréquentation croissante des spectateurs depuis la fusion.</li> <li>Réseau cantalien de programmateurs pour les tournées mutualisées + échanges sur les repérages de spectacles</li> <li>Une saison culturelle intercommunale qui répond au manque d'offres culturelles sur la période de septembre à Juin.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Manque d'intérêt de certaines communes pour l'accueil de spectacles</li> <li>Manque d'équipement culturel dédié</li> <li>Equipements/structures culturels centralisés à Murat (Cinéma et Médiathèque municipaux, Ecole de Musique interco) et Massiac (Médiathèque interco., Ecole de Musique interco) par rapport au Cézallier (excepté espace scénographique en cours d'élaboration). Manque de Cinémas (même itinérant) sur le secteur Cézallier et Massiac.</li> <li>Depuis la fusion en 2017, la saison culturelle n'est toujours pas connue par certains habitants...</li> <li>Très faibles offres culturelles présentes sur le territoire en particulier en période hivernale (excepté la saison culturelle intercommunale)</li> <li>Une offre concentrée plutôt en période estivale (fêtes communales, concerts dans les commerces, Moulin de Gaspard)</li> <li>Présence faible d'artistes vivant sur le territoire</li> <li>Définir politiquement les conditions d'accompagnement financier ou technique aux projets émanant des acteurs locaux</li> <li>Offres culturelles en direction des ados (temps extrascolaire) presque inexistantes</li> <li>Pas de réel lien entre les Offices de tourisme et le service culturel</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Développer une politique culturelle HTC avec une ligne artistique</li> <li>Les projets en perspective : CTEAC (financier DRAC), Micro-Folie, espace scénographique</li> <li>Déséquilibre territorial : Développer secteur Cézallier (espace scénographique à Allanche, Cinéma ? Ecole de musique ?) et Massiac (Cinéma ?)</li> <li>Passage de la médiathèque de Murat vers l'intercommunalité ?</li> <li>Développer le Festival Nature et Culture HTC</li> <li>Développement de projets participatifs avec les habitants de HTC</li> <li>Développement vers de nouveaux publics (jeunesse : adolescents durant les temps extrascolaire)</li> <li>Développer des partenariats solides avec des acteurs locaux rayonnants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baisse de budgets</li> <li>Crise sanitaire du secteur culturel</li> </ul>

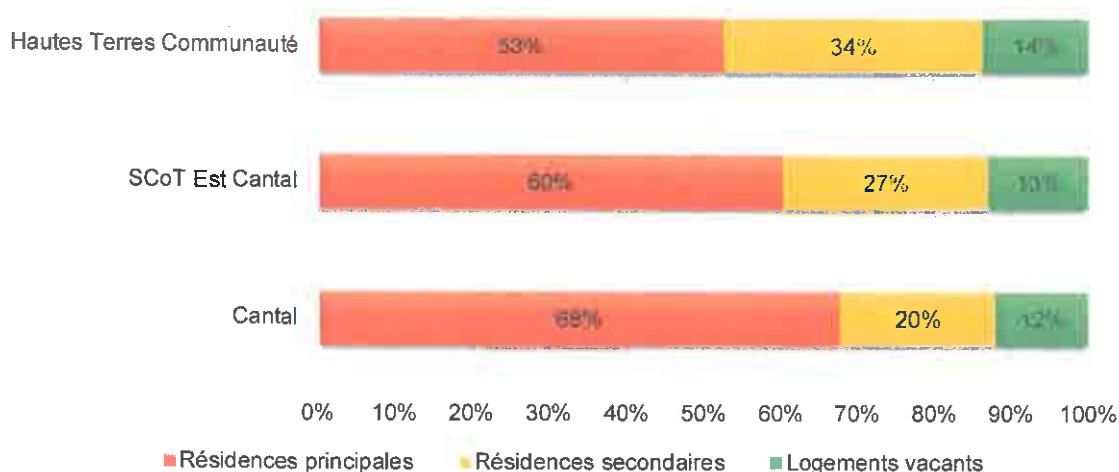
## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Fréquentation (HTC)	Fréquentation saison culturelle : + de 3000 personnes	
	Fréquentation Atelier : 800	
	Fréquentation scolaire (écoles HTC) : 470	
Billetterie – régies de recettes (HTC)	NR	

Budget saison culturelle (HTC)	Dépenses prévues 2021: 71 000 €	
	Recettes prévues 2021 : 18 000 €	
	Nombre de spectacles : 25	
	Nombre ateliers/rencontres : 80	
	Bus-spectacle : 2	
Quantité d'actions (HTC)	Spectacle scolaire : 1 pour CE-CM (+ateliers) et 1 pour maternelles et CP	
	Nombre de résidence : 1 à 2 résidences(s)	



## Type d'occupation des logements (2017)

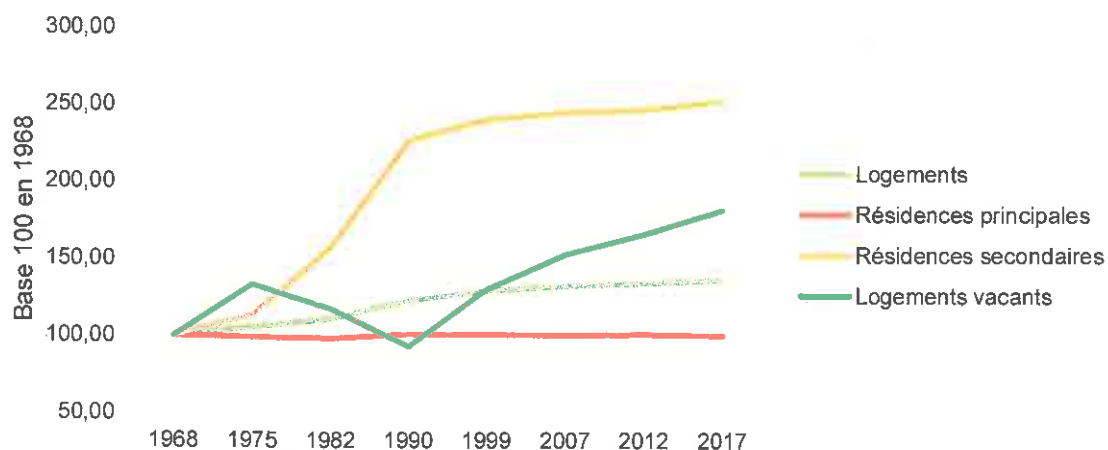


Sources : Insee, Recensements de la population, Etat civil 2017

Parmi les logements du territoire, 53 % sont des résidences principales (5531 résidences principales), ce qui est inférieur aux moyennes du SCoT Est Cantal (60%) et du Cantal (68%).

L'une des caractéristiques notables de la composition du parc de logements est la faiblesse des résidences principales (53%) et la prépondérance de la part des résidences secondaires (34%) et des logements vacants (14%).

## Comparaison de l'évolution des types d'occupation des logements (depuis 1968)



Sources : Insee, Recensements de la population, Etat civil

Dans le courant des années 80, le nombre de résidences secondaires s'est développé de manière exponentielle, il a doublé, le territoire est passé de 1586 résidences secondaires (en 1975) à 3163 (en 1990). L'attrait pour le territoire a également permis de remobiliser une grande quantité de logements vacants (-297 logements entre 1990 et 1975).

Au cours de la dernière décennie 2007-2017, nous pouvons constater ce phénomène avec un taux de variation annuel très faible de 0,3% (soit 31 logements par an). Cette croissance du nombre de logement se fait au profit des résidences secondaires (+115 résidences secondaires en 10 ans) et on observe une accentuation du nombre de logements vacants (+206 logements vacants en 10 ans) au détriment des résidences principales marquent sont en léger recul (-13 logements en 10 ans).

- Une forte représentation de la maison individuelle

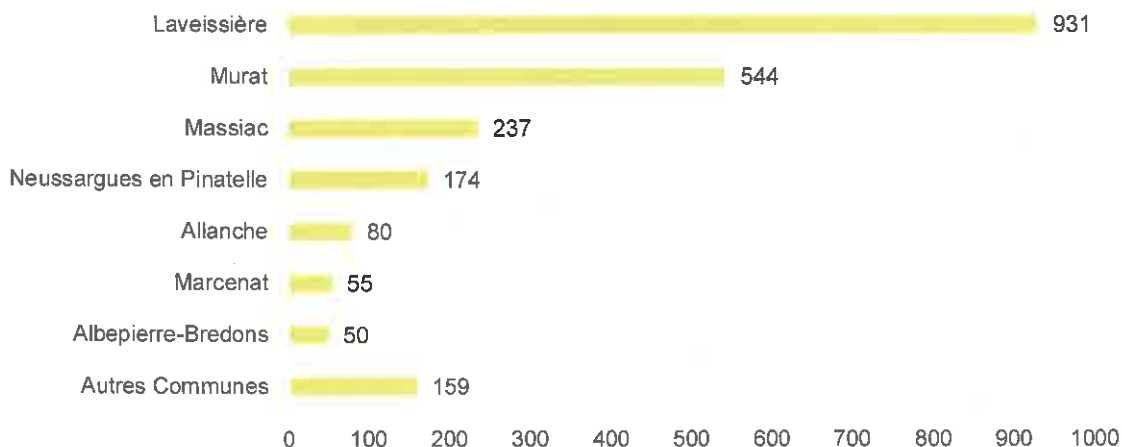
Hautes Terres Communauté

<b>Maisons</b>	8 249	79%
<b>Appartements</b>	2 230	21%

Source(s) : Insee, Recensements de la population 2017

Le parc immobilier se caractérise par la part prépondérante des maisons (79%), ce qui représente une proportion supérieure à l'ensemble du département (76 % dans le Cantal).

### Répartition des appartements (2017)

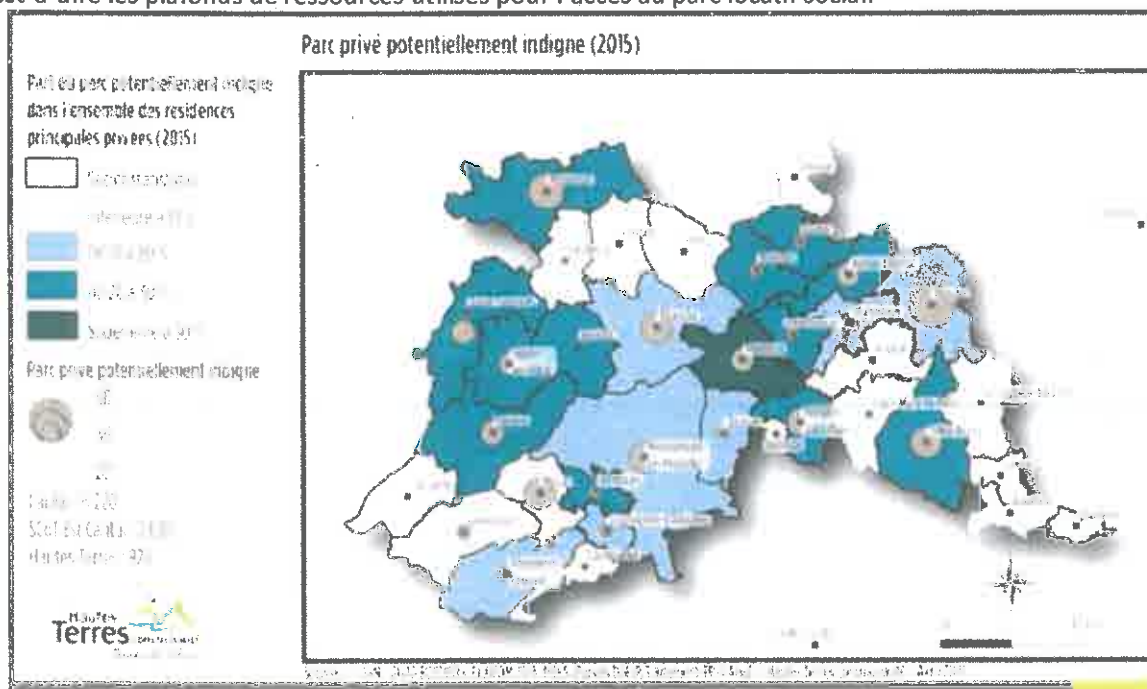


Source(s) : Insee, Recensements de la population 2017

- **Un parc de logement potentiellement indigne important**

Associé à de faibles revenus, l'inconfort du logement permet d'estimer un parc privé potentiellement indigne (PPPI). Le parc privé potentiellement indigne est le croisement entre les ressources des ménages les plus modestes et les catégories cadastrales des logements en mauvais état. Ces logements sont occupés par des ménages qui peuvent être en situation de pauvreté et de précarité.

Les ressources des ménages sont comparées aux plafonds de ressources PLUS (Prêt Locatif Usage Social), c'est-à-dire les plafonds de ressources utilisés pour l'accès au parc locatif social.



La source statistique est soumise au respect des règles de secret statistique : aucune valeur comprise entre 1 et 10 unités statistiques incluses ne peut être publiée.

Il convient d'être prudent par rapport à l'exploitation qui est faite de ces données. Il s'agit d'un traitement



purement statistique qui permet d'estimer la proportion d'habitat indigne dans le parc privé mais les résultats ne sont pas exhaustifs. En effet, les données utilisées sont issues des fichiers fiscaux et basées sur des informations déclaratives des ménages. Il est donc possible qu'il y ait des erreurs.

Sur le territoire du SCoT, 2039 à 2577 logements potentiellement indignes sont recensés en 2015.

L'estimation du PPPI permet d'établir une géographie du risque et des priorités pour agir dans le cadre de la lutte contre l'habitat indigne. Hautes Terres Communauté compte 929 logements privés potentiellement indignes soit 8,8% du parc de logements en 2015.

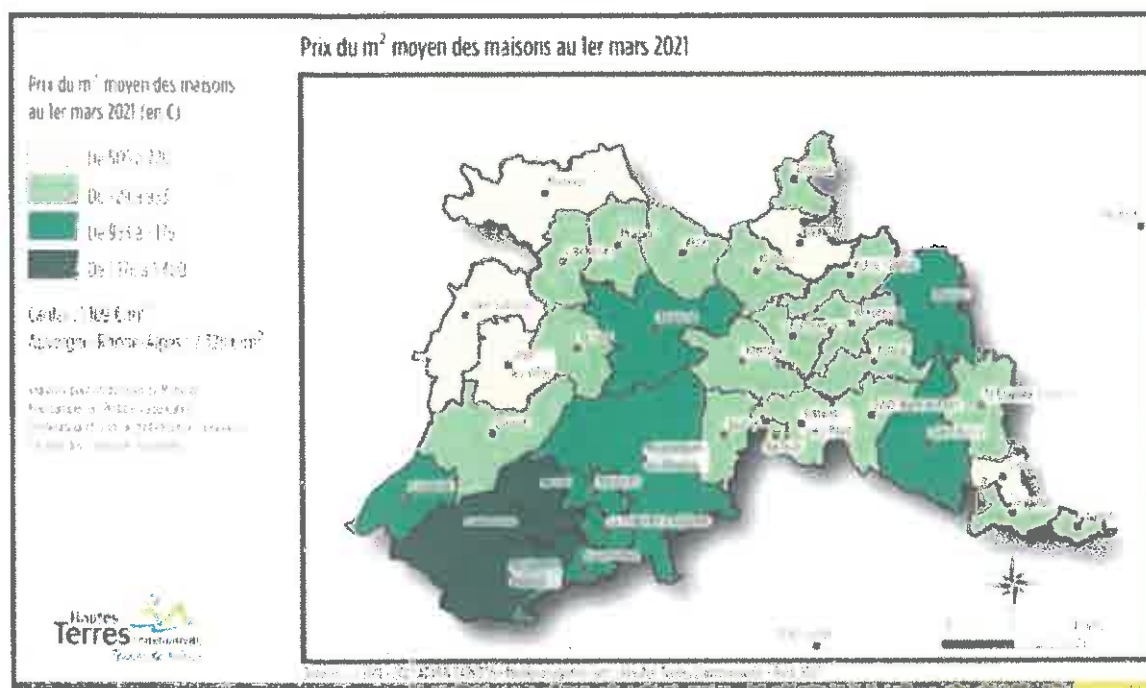
Sur Hautes Terres Communauté, la quasi-totalité des PPPI concerne des maisons individuelles construites avant 1949. L'ancienneté du parc immobilier explique notamment la présence de nombreux logements potentiellement indignes.

Le PPPI est occupé à 67% par des propriétaires occupants et 63,4% par des ménages supérieurs à 60 ans. Hautes Terres Communauté ayant renoncé au transfert des pouvoirs de police habitat n'est pas signataire du protocole d'identification de logements présumés indignes ou dégradés.

---

7 Source(s) : Insee, Recensements de la population 2015

- **Un prix du marché immobilier faible**



Les données au prix du m<sup>2</sup> moyen des maisons affichent des tarifs entre 505 et 1400 € du m<sup>2</sup>.  
Les coûts de l'immobilier sont plus élevés, à l'ouest du territoire, à proximité de la station du Lioran.

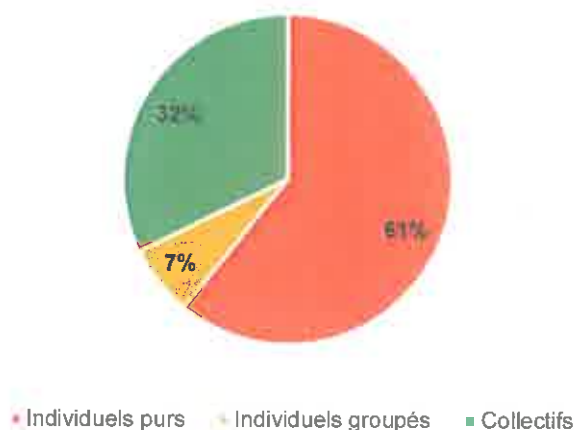
- **La construction neuve plébiscitée**



Source : Sit@del2 – Logements commencés par type et par commune (2009-2018)

403 logements ont été commencés de 2009 à 2018 sur Hautes Terres Communauté, soit 40 logements par an en moyenne. L'analyse de l'activité de la construction montre une baisse de l'activité depuis entre 2009 et 2014 et une reprise entre 2014 et 2017.

## Types de logements commencés (de 2009 à 2018)

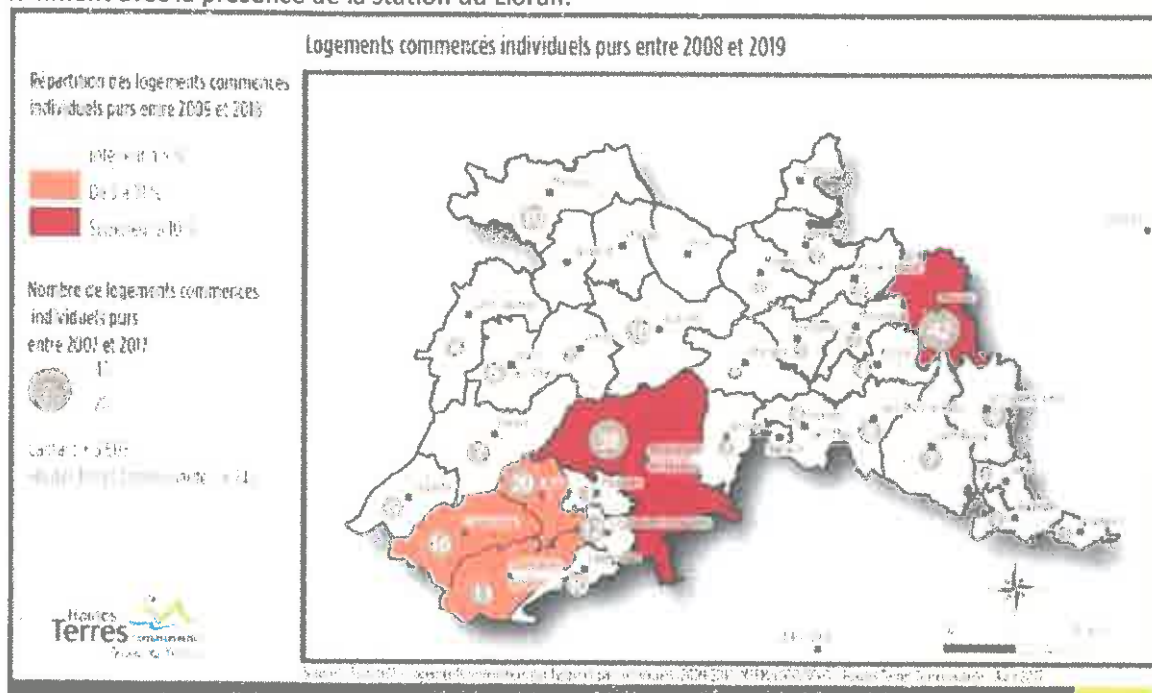


Source : Sit@del2 – Logements commencés par type et par commune (2009-2018)

Nous comptons 403 logements commencés entre 2009 et 2018 alors que sur cette même période le nombre de ménage n'a pas augmenté :

- 245 logements individuels purs ;
- 28 logements individuels collectifs (dont 10 à Laveissière 36%) ;
- 130 logements collectifs (dont 98 à Laveissière 75%).

Majoritairement ce sont des maisons individuelles qui ont été construites (245 logements individuels purs) soit une moyenne de 24,5 logements par an. Les logements collectifs sont relativement nombreux notamment avec la présence de la station du Lioran.



Les logements individuels purs ont majoritairement été commencés (53 %) dans les communes de Massiac, Neussargues-en-Pinatelle et à proximité de la station du Lioran (Murat, Laveissière et Albepierre-Bredons). Dans le cadre du SCoT, l'analyse des permis de construire accordés entre 2009 et 2018 montre les dynamiques suivantes, sur le territoire de HTC (cf. SCoT Est Cantal pages 166 à 184 du rapport de présentation 1.3)

Au cours des dix dernières années, 1 187 permis ont été accordés sur les communes de Hautes Terres communauté, soit en moyenne 119 PC/an. Comme sur l'ensemble du territoire, nous constatons une

dynamique en baisse à partir de 2013, avec une moyenne de 135 PC/an entre 2009 et 2012, passée à 107 PC/an entre 2013 et 2018, soit une baisse de 20% du nombre de permis de construire accordés entre 2009 et 2018.

Nombre total de permis de construire autorisés (entre 2009 et 2018)												
DESTINATIONS		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	TOTAL
ACTIVITES	NEUF	5	5	5	5	3	5	2	2	2	8	42
	EXT/REH	1	3	5	2	8	3	2	7	4	5	40
AGRICOLE	NEUF	35	31	21	38	22	27	34	28	35	26	297
	EXT/REH	9	6	9	10	5	8	14	9	13	14	97
ENERGIE	NEUF	1	10	0	1	0	0	2	0	0	0	14
	EXT/REH	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EQUIPEMENT	NEUF	2	2	2	2	2	1	1	5	4	0	21
	EXT/REH	5	8	4	6	4	5	1	7	5	3	48
TOURISME	NEUF	3	3	2	4	4	2	5	4	3	6	36
	EXT/REH	2	3	1	1	2	1	1	6	4	0	21
HABITATION	NEUF	30	34	25	28	15	23	19	18	15	18	225
	EXT/REH	20	23	22	23	12	14	11	15	20	14	174
ANNEXES		22	22	23	20	12	11	21	18	10	13	172
TOTAL		135	150	119	140	89	100	113	119	115	107	1 187

Sources : Service ADS - Exploitation des permis de construire SCoT Est Cantal (Périmètre HTC)

L'analyse des permis de construire habitation au cours des 10 dernières années, montre une bonne dynamique de restaurations/ extensions / changement de destination, qui concernent 43% des permis accordés, soit en moyenne 17 à 18 par ans, et 56% pour la construction neuve, soit en moyenne 22 à 23 permis de logements par an.

Les annexes d'habitation (garages, vérandas, piscines, abris bois, abris pour animaux...) avec également 17 à 18 permis par an, montre des besoins et des dynamiques de confortation de l'habitat existant.

DESTINATIONS	Nombre total de permis de construire 2009-2018	Part des permis	Moyenne annuelle
HABITATION (neuf et Réhabilitation extension)	399	33,6%	40
ANNEXES	172	14,5%	17
AGRICOLE	394	33,2%	40
ACTIVITES	82	6,9%	8
EQUIPEMENT	69	5,8%	7
TOURISME	57	4,8%	6
ENERGIE	14	1,1%	1
TOTAL	1 187	100%	119

Sources : Service ADS - Exploitation des permis de construire SCoT Est Cantal (Périmètre HTC)

Sur le territoire de Hautes Terres Communauté, la dynamique est portée par :

- d'abord, les constructions à usage d'habitation qui, avec 399 PC autorisés, représentent 33,6% des autorisations et leurs annexes avec 172 PC, soit 14,5% des autorisations, constituent la dynamique principale, avec 571 permis, soit plus de la moitié des projets autorisés
- puis, les bâtiments agricoles qui, avec 394 PC autorisés, représentent 33,2% des autorisations
- les constructions à usage d'activité économique, avec 82 PC autorisés, représentent 6,9% des autorisations
- les équipements, avec 69 PC autorisés, représentent 5,8% des autorisations
- les projets touristiques, avec 57 PC autorisés, représentent 4,8% des autorisations
- et les projets de production énergétique, avec 14 PC autorisés, représentent 1,1% des autorisations

## Synthèse : « Une offre de logements hétérogène »

Atouts		Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un cadre et une qualité de vie attractifs</li> <li>Un territoire touristique</li> <li>Un patrimoine bâti existant, vecteur d'identité, levier essentiel de l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique</li> <li>Un coût de l'immobilier attractif</li> </ul>	•	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un parc privé potentiellement indigne important</li> <li>Délaissement du parc existant au profit des constructions neuves</li> </ul>
Opportunités		Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Accompagner les porteurs de projets dans des rénovations ou constructions neuves de qualité, efficace et performantes</li> </ul>	•	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un prix faible du marché immobilier qui peut entraîner une paupérisation du territoire</li> <li>Développement exponentiel de la vacance</li> <li>Artificialisation des sols</li> <li>Le vieillissement de la population risque à un moment d'entraîner la remise sur le marché d'un nombre important de logements</li> </ul>

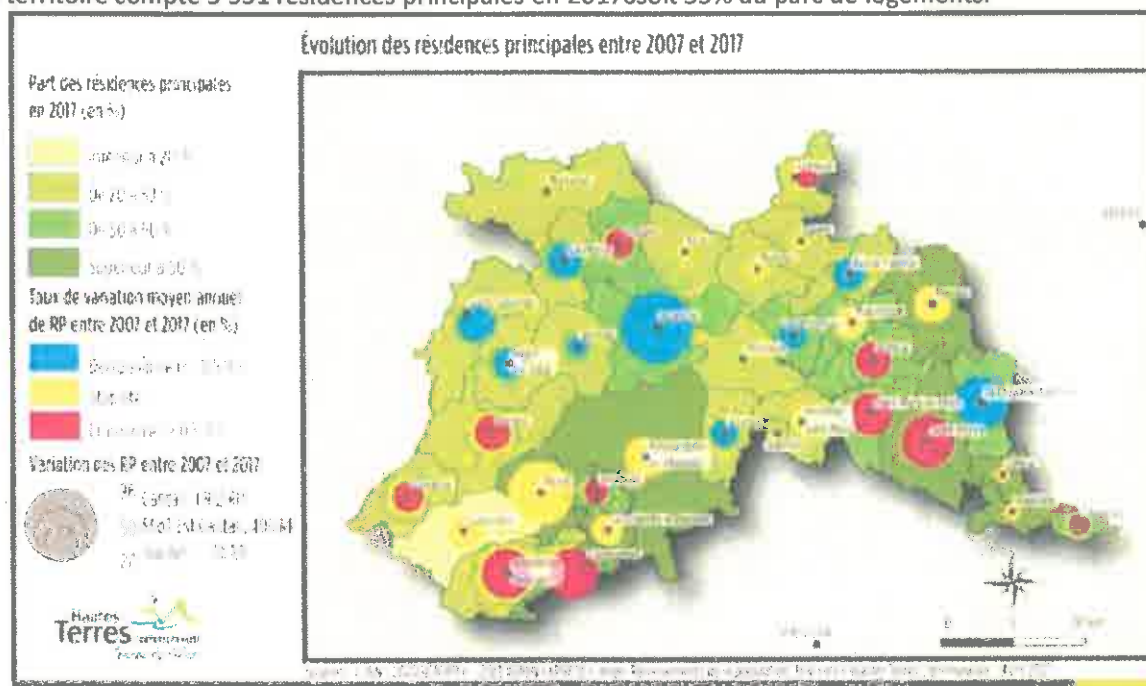
## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Nombre de logements (INSEE)	10 222 logements (2017)	
Type d'occupation des logements (2017) (INSEE)	Résidences principales 5 531 (52,6%) Résidences secondaires 3 545 (33,7%) Logements vacants 1 436 (14%).	
Logements commencés	403 logements ont été commencés (de 2009 à 2018)	
Nombre de logements privés potentiellement indignes réhabilités (FILOCOM)	929 logements privé potentiellement indigne	

## 4.2. Des résidences principales anciennes et énergivores

### • Un maintien du nombre de résidences principales

Le territoire compte 5 531 résidences principales en 2017 soit 53% du parc de logements.



Au cours de la période 2007-2017, les résidences principales se sont majoritairement développées dans les communes le long de la N122 et à proximité des sorties d'autoroute.

Sur les 35 communes qui composent le territoire, sur la période 2007-2017 (-14 résidences principales) :

- Cinq communes ont accueilli entre 11 et 18 résidences principales : Laveissenet (+ 18 soit + 40 % de résidences principales), Saint-Poncy (18 soit + 13 % de résidences principales), Albepierre-Bredons (+17 soit + 16% de résidences principales), Saint-Mary-le-Plain (+ 12 soit + 19 % de résidences principales), Neussargues-en-Pinatelle (+ 11 soit + 1 % de résidences principales).
- Douze communes ont accueilli entre 1 et 9 résidences principales ;
- Trois communes ont maintenu leur nombre de résidences principales ;
- Quinze communes ont perdu des résidences principales notamment : La Chapelle-Laurent (-21 soit -15 % de résidences principales), Murat (-28 soit -3% de résidences principales) et Allanche (-37 soit -9% de résidences principales).

Depuis janvier 2020, l'ouverture de la rocade de Saint-Flour concourt au désenclavement du Cantal depuis l'autoroute A75 via Murat, Aurillac et le nord Cantal, les communes à proximité de cet axe devraient attirer de nouveaux habitants sur le territoire.

### • Un patrimoine bâti ancien et énergivore

8 Source : Insee, Recensements de la population, Etat Civil



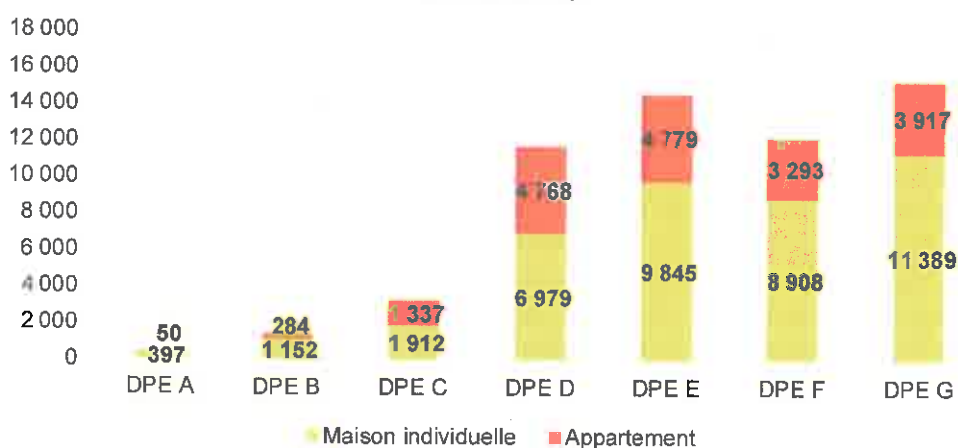
	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2015</b>	<b>5445</b>	<b>100</b>
Avant 1919	1971	36,2
De 1919 à 1945	611	11,2
De 1946 à 1970	778	14,3
De 1971 à 1990	1151	21,1
De 1991 à 2005	551	10,1
De 2006 à 2014	379	7,0

Sources : Insee, Recensements de la population, Etat civil 2017

Sur les 5 445 résidences principales construites avant 2015 sur Hautes Terres Communauté, 47,4 % ont été construites avant 1946 (soit 2 582 logements), 61,7 % des résidences principales ont été bâties avant 1970, de plus, 82,8 % des logements ont plus de 30 ans (construits avant 1991).

L'ancienneté du parc de résidences principales notamment interroge la question du confort thermique de la réhabilitation des bâtiments existants.

Répartition des DPE de l'ensemble des résidences principales  
(Cantal 2018)

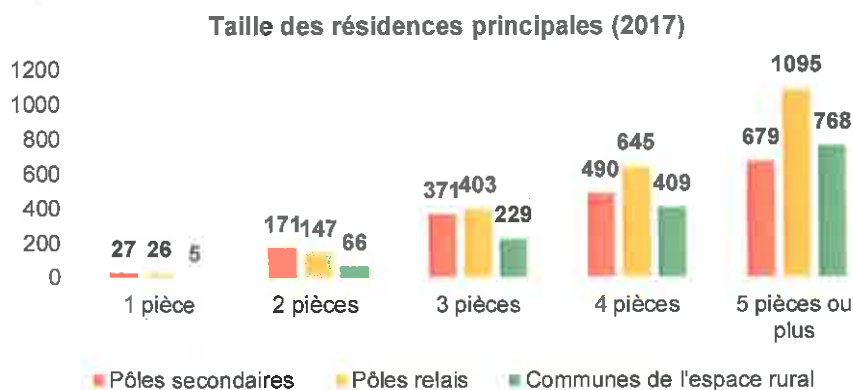


Source : Fidéli 2018, base des DPE 2017 et 2018 de l'Ademe, modèle Enerter (année 2015)

Sur l'ensemble des résidences principales du Cantal 47 % des logements présentent un diagnostic de performance énergétique (DPE) très énergivore (étiquettes F et G du DPE, regroupant les logements qualifiés de « passoires thermiques ». Seulement 3% des logements seraient peu énergivores (étiquettes A et B du DPE).

La date de construction du logement, sa taille, sa localisation, le caractère individuel ou collectif de l'habitat et le statut d'occupation figurent parmi les caractéristiques influant sur les performances énergétiques.

- Des logements de grandes tailles



Source : INSEE, Recensement population 2017

La structure des logements de Hautes Terres Communauté est marquée par la domination des logements de quatre pièces et plus (73,9 % du parc de résidences principales).

Les petits logements, se concentrent principalement dans les pôles secondaires (Massiac et Murat) et pôles relais (Allanche, Laveissière, Marcenat et Neussargues-en-Pinatelle).

### • Propriétaires occupants et parc locatif

En 2017, les résidences principales sont occupées 76 % par les propriétaires, les autres logements étant en location.

24% des ménages (1295 ménages) sont locataires de leur résidence principale. 231 logements sont des habitats à loyers modérés (HLM) loués vides soit 4,2% du parc de résidences principales.

Le répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (RPLS, base de données spécifiques au logement social, instaurée par la loi du 25 mars 2009 relative à la mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion), recense 306 logements pour le parc locatif social en 2019 et 278 logements en 2017. La part du logement locatif social dans l'ensemble des résidences principales est de 5,0% en 2017.

Niveau de pôle SCoT Est Cantal	Communes concernées	Ensemble du parc social 2019	Répartition du parc social 2019
<b>Pôles urbains secondaires</b>	Massiac et Murat	167	54,6%
<b>Pôles relais</b>	Allanche, Laveissière et Marcenat Neussargues- en-Pinatelle,	108	35,3 %
<b>Communes de l'espace rural</b>	La Chapelle d'Alagnon, La Chapelle Laurent, Joursac, Laveissenet, Rageade et Saint-Poncy	31	10,1 %
<b>TOTAL</b>	<b>12/35</b>	<b>306</b>	<b>100 %</b>

Source : RPLS 2020

Cette faiblesse du parc social public s'explique notamment par l'importance du parc locatif privé. La majorité des logements sont situés dans les communes de Massiac et Murat, la quasi-totalité (90 %) des logements sociaux sont situés dans les pôles urbains secondaires et pôles relais.

Les communes de Hautes Terres Communauté ne dépassent pas les 3 500 habitants, elles ne sont pas tenues de respecter la réglementation en vigueur des 25% de logements sociaux obligatoires instaurés par la loi Duflot (2012).

### Synthèse : « Des résidences principales anciennes et énergivores »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un cadre et une qualité de vie attractifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des logements « passoires thermiques » anciens, inadaptés voire indignes, énergivores qui ne répondent plus aux besoins et attentes des habitants et usagers.</li> <li>Une faible part des logements locatifs sociaux</li> </ul>



Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Encourager les travaux d'amélioration et de rénovation thermique des logements</li> <li>Déploiement d'un service public de performance énergétique de l'habitat (SPPEH)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de la vacance</li> <li>Perte d'attractivité des centralités avec le développement de la vacance des logements dans les centralités</li> <li>L'augmentation du coût de l'énergie risque de renforcer la précarisation des ménages</li> <li>Inadaptation des logements au vieillissement de la population, risque de dépendance accrue</li> <li>Perte d'attractivité du territoire</li> </ul>

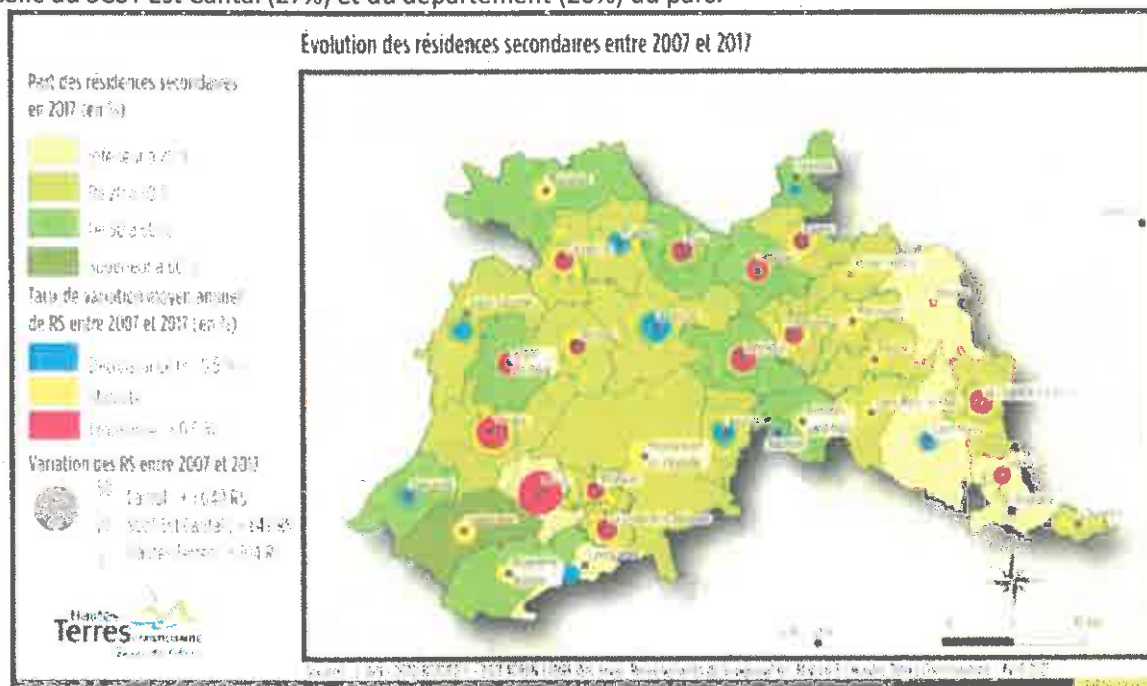
### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Répartition des DPE nombre et % (A à G) (Fideli, ADEME, Département Cantal)	47 % F et G très énergivores en 2018 3 % A et B peu énergivores en 2018	
Taille des résidences principales (INSEE)	4 pièces et + : 73,9 % des RP en 2017 HTC 306 logements (2019)	
Logements sociaux locatifs par niveaux de pôles (RPLS)	Pôles urbains secondaires 167 (54.6%) Pôles relais 108 (35.3%) Communes de l'espace rural (10,1 %)	
Nombre de ménages locataires de leur résidence principale (INSEE)	1 295 en 2017	

### 4.3. Un parc de résidences secondaires développé

- Un parc de résidences secondaires attractif

La vocation touristique du territoire est manifeste vue l'importance des résidences secondaires. Celles-ci représentent plus d'un tiers du parc immobilier (34%) soit 3545 logements. Cette proportion est supérieure à celle du SCot Est Cantal (27%) et du département (20%) du parc.



La vocation touristique du territoire s'affirme particulièrement avec la présence de la station du Lioran, la commune de Laveissière compte 1058 résidences secondaires qui constitue 77,5 % de son parc immobilier. En plus de la commune touristique de Laveissière, ce sont 19 communes qui ont un parc immobilier comprenant au moins 35% de résidences secondaires.

Les communes qui connaissent les plus forts taux de résidences secondaires sont Laveissière (77,5%), Vèze (53,8 %) et Lavignerie (48,2 %).

Les communes qui concentrent le plus de résidences secondaires en 2017 sont Laveissière (1 058), Neussargues-en-Pinatelle (321), Murat (209) et Marcenat (203).

Sur les 35 communes qui composent le territoire, sur la période 2007-2017 (+ 104 résidences secondaires) :

- Trois communes ont accueilli plus de 20 résidences secondaires : Murat (+ 50 soit +31 % de résidences secondaires), Dienne (+ 23 soit + 32 % de résidences secondaires) et Neussargues-en-Pinatelle (+16 soit + 5,4 % de résidences secondaires) ;
- Douze communes ont accueilli entre 4 et 16 résidences secondaires ;
- Quatorze communes ont perdu des résidences principales notamment Allanche avec (-20 soit - 13 % de résidences secondaires).

### Synthèse : « Un parc de résidences secondaires développé »

Atouts	Atouts	Faiblesses
--------	--------	------------

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un coût de l'immobilier attractif</li> <li>• Un cadre de vie attractif et de qualité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des logements « passoires thermiques » anciens, inadaptés voire indignes, énergivores qui ne répondent plus aux besoins et attentes des habitants et usagers.</li> <li>• Une ancienneté marquée du parc immobilier</li> </ul>
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourager les travaux d'amélioration et de rénovation thermique des logements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le devenir du parc de résidences secondaires est également à surveiller notamment au regard de la part qui peut basculer dans la vacance.</li> <li>• Perte d'attractivité des centralités avec le développement de la vacance des logements dans les centralités</li> <li>• L'augmentation du coût de l'énergie risque de renforcer la précarisation des ménages</li> <li>• Perte d'attractivité du territoire</li> </ul>

### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Part des résidences secondaires dans la création des nouveaux logements	Résidences secondaires 3 545 (33,7%)	

#### 4.4. Le parc de logements existant délaissé

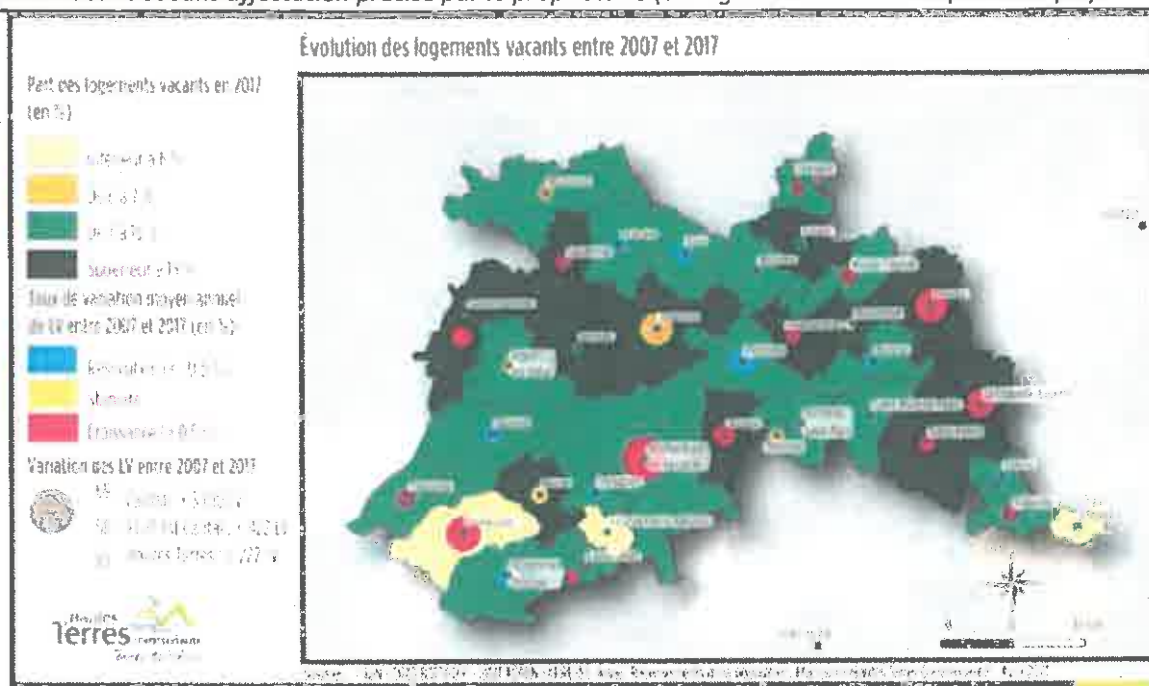
##### • Un développement de la vacance en hausse

Avec plus de 1400 logements en 2017 (INSEE), le territoire de Hautes Terres Communauté présente un taux de vacance élevé, de 13,7%. La vacance est en hausse significative puisqu'elle est passée, en 10 ans de 1230 logements vacants en 2007 à 1436 logements vacants en 2017 (soit 20,6 nouveaux logements vacants en moyenne chaque année) et d'un taux de 12,8% à 13,6%.

##### Définition INSEE

Un logement vacant est un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (un logement très vétuste par exemple).



La vacance est significative dans les communes qui tiennent un rôle de centralités :

- Murat 218 logements vacants (16 % des logements)
- Massiac 212 logements vacants (17 % des logements)
- Neussargues-en-Pinatelle 193 (14 % des logements)
- Allanche 147 (22% des logements) ;

Les communes concernées par les taux de vacance les plus importants sont :

- Allanche 22% (147 logements vacants) ;
- Saint-Saturnin 22 % (51 logements).
- Charmensac 21% (15 logements) ;
- Molompize 21% (57 logements) ;
- La Chapelle-Laurent 20% (47 logements) ;

32 communes ont un taux de vacance supérieur à 6%.

Sur le territoire de Hautes Terres Communauté, certaines communes ont des taux de vacances très faible :

- La Chapelle d'Alagnon 1% (2 logements vacants)
- Chazelles 3% (1 logement vacant)
- Laveissière 5% (70 logements vacants)

Sur les 35 communes qui composent le territoire, sur la période 2007-2017 (+ 206 logements vacants) :

- 11 communes ont vu leur taux de vacance se résorber ;
- 7 communes ont vu leur taux de vacance se maintenir ;
- 15 communes ont vu le taux de logements vacants augmenter sur leur commune.

Le fichier des logements communaux (FILOCOM) permet un traitement des données issues des fichiers fiscaux et fonciers. Cependant, à l'échelle de Hautes Terres Communauté, elles ne permettent pas de faire l'analyse car les données communales sont soumises au respect de règles statistiques : aucune valeur comprise entre 1 et 10 unités statistiques incluses ne peut être publiée (qu'il s'agisse de logements ou de ménages).

À l'échelle du département du Cantal les données FILOCOM 2013, sur les 11 711 logements vacants :

- 91,2 % sont des logements privés (10 682) ;
- 2,8 % sont des logements HLM/SEM (326) ;
- 6 % sont des logements de collectivités territoriales (703).

Sur les 10 682 logements privés vacants 5425 sont vacants depuis moins de trois ans. Cette donnée correspond à la vacance frictionnelle qui correspond un temps d'inoccupation temporaire, nécessaire à l'activité du marché immobilier (logements neufs encore inoccupés, revente, relocation, entretien). La vacance frictionnelle est donc située entre 5,3 % et 6,3% (FILOCOM ne renseigne pas la durée de la vacance des logements HLM/SEM et des logements des collectivités territoriales. En deçà de 6 %, la vacance structurelle témoigne d'une tension sur le marché.

Pour les logements d'une durée d'inoccupation plus longue (plus de trois ans), des précisions sont à apporter pour identifier plus précisément ces biens et comprendre en quoi ces biens sont inadaptés à la demande ou ne sont plus proposés sur le marché.

### • Un objectif de résorption de la vacance ambitieux

Le SCoT Est Cantal fixe un enjeu de réduction de la vacance ambitieux 400 logements et locaux vacants à l'horizon 2035 sur le territoire de Hautes Terres Communauté.

Objectifs de mobilisation du parc vacant à horizon 2035	
Pôles urbains secondaires (Murat et Massiac)	120
Pôles relais (Allanche, Laveissière, Marcenat, Neussargues-en-Pinatelle)	140
Communes de l'espace rural	140
<b>TOTAL</b>	<b>400</b>

Source : SYTEC, Document d'orientations et d'objectifs SCoT Est-Cantal

Pour atteindre ces objectifs Hautes Terres Communauté doit identifier les secteurs à enjeux les plus pertinents pour agir sur la vacance de manière efficace et concrète.

### • Une vacance commerciale marquée en centre-bourg

Le travail sur la résorption de la vacance en centre-bourg devra intégrer une approche de la vacance commerciale, notamment des rez-de-chaussée commerciaux. Pour cela, les communes et Hautes Terres Communauté sont en recherche d'outils adaptés pour permettre de soutenir, voire d'impulser un programme de rénovation du bâti commercial. Il est nécessaire, pour attirer des commerçants/artisans

dans ces bourgs, de pouvoir leur proposer des locaux sains, et propres.

### Synthèse : « Le parc de logements existant délaissé »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Des élus engagé sur la thématique habitat</li> <li>Des objectifs ambitieux portés par le SCoT Est Cantal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des logements « passoires thermiques » anciens, inadaptés voire indignes, énergivores qui ne répondent plus aux besoins et attentes des habitants et usagers.</li> <li>Une ancienneté marquée du parc immobilier</li> <li>Délaissement du parc existant au profit des constructions neuves</li> <li>Une vacance en expansion qui touche le secteur public et privé</li> <li>Une vacance des logements doublée d'une vacance commerciale dans les centralités</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconquérir le parc de logements et locaux vacants notamment dans les centres-bourgs pour revitaliser les bâtiments et redynamiser les centres-bourgs</li> <li>Encourager les travaux d'amélioration et de rénovation thermique des logements</li> <li>Mettre en place des outils incitatif et coercitif pour faciliter la reconquête du bâti vacant (territoires SYTEC, HTC et St-Flour Communauté Lauréat au plan national de lutte contre la vacance)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Perte d'attractivité des centralités avec le développement de la vacance des logements dans les centralités</li> <li>Un développement exponentiel des logements vacants</li> </ul>

### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Nombre de logements vacants remis sur le marché (INSEE)	1 436 LV (2017)	

#### 4.5. Une offre de logements spécifiques axée sur les personnes âgées

- **Un niveau élevé d'équipements en places d'hébergement pour les personnes âgées**

Selon l'enquête réalisée auprès des communes en 2018 et intégrée dans le SCoT Hautes Terres communauté dispose de 358 places d'hébergement pour personnes âgées.

Commune	Type d'EHPAD	Type d'hébergement	Nombre de places
Allanche	Maison de retraite publique (commune)	Hébergement permanent Unité Alzheimer	70
Marcenat	Maison de retraite publique (commune)	Hébergement permanent Unité Alzheimer	52
Massiac	Gestionnaire privé : Cités Cantaliennes de l'Automne	Hébergement permanent	52
	Résidence Mallet	Unité Alzheimer	
Murat	Gestionnaire privé : Cités Cantaliennes Résidence Avinin Johannel	Hébergement permanent	62
	EHPAD du Centre hospitalier	Hébergement permanent Unité Alzheimer	
Neussargues-en-Pinatelle	Gestionnaire : CCAS de Neussargues-en-Pinatelle	Hébergement permanent	32
	Résidence de l'Alagnon		
	<b>TOTAL</b>		<b>358</b>

Source : SYTEC, Diagnostic socio-économique SCoT Est-Cantal

D'après cette enquête, le niveau d'équipement en places d'hébergements est de 193 places pour 1 000 personnes de plus de 75 ans. Ce niveau d'équipement est supérieur à celui du SCoT Est Cantal (152 places pour 1 000 personnes de plus de 75 ans).

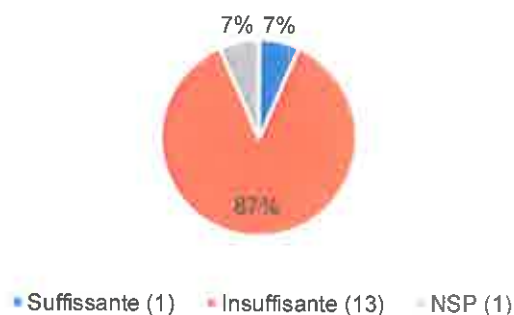
- **Une carence en logements pour les jeunes**

Nous ne recensons pas de logements pour les jeunes travailleurs sur le territoire. Aucun logement n'est fléché pour les jeunes adultes, apprentis, travailleurs ou étudiants.

- **Une offre de logements saisonniers inadaptée**

Pour les travailleurs saisonniers et les employeurs-hébergeurs l'offre de logements ne permet pas de répondre aux besoins des travailleurs qui ne sont pas du territoire.

#### Perception de l'offre de logements saisonniers par les employeurs



Source : Service Développement Touristique Hautes Terres Communauté Enquête 2020 – exploitations réponses employeurs

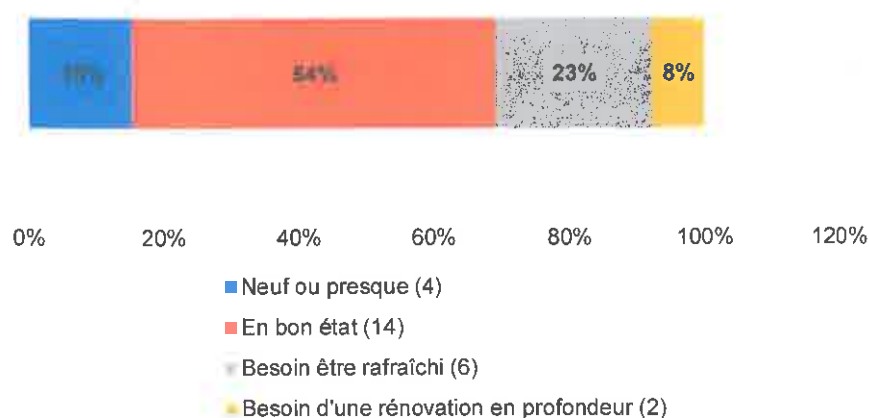
Cette dichotomie entre les besoins en logements et l'offre de logement témoigne d'une offre de logement qui n'est pas adaptée (cf. Hautes Terres Communauté, Diagnostic Préalable Habitat, Avril 2021).

Les travailleurs saisonniers, les employeurs-hébergeurs déplorent :



- Un manque de logements dédié aux travailleurs saisonniers à proximité du lieu de travail notamment sur la station ;
- La présence de logements vides (lits froids) ;
- Des logements inadaptés voire indigne ;
- Un coût trop important au niveau de la station du Lioran ;
- Des difficultés liées à la mobilité du personnel (difficulté d'accéder à certains sites, problèmes de stationnement, cadencement des transports en communs inadapté).

### État des logements



Source : Source : Service Développement Touristique Hautes Terres Communauté - Enquête 2020 – exploitations réponses travailleurs saisonniers, employeurs et hébergeurs

Globalement, malgré le faible taux de réponse l'enquête permet de mettre en évidence un besoin d'amélioration de l'habitat.

Les bailleurs sociaux, tels que Cantal Habitat ou la SA Polygone sont présents sur le territoire et peuvent faciliter l'accès à des logements sociaux pour les travailleurs saisonniers.

**Synthèse : « Une offre de logements spécifiques axée sur les personnes âgées »**

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un niveau élevé d'équipements en places d'hébergements pour les personnes âgées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une carence de logements à destination des jeunes</li> <li>Offre de logements saisonniers inadaptés (qualité, localisation, coût)</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Reconquérir le parc de logements et locaux vacants notamment dans les centres-bourgs pour revitaliser les bâtiments et redynamiser les centres-bourgs</li> <li>Encourager les travaux d'amélioration et de rénovation thermique des logements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des difficultés pour recruter des jeunes et ou des saisonniers</li> <li>Perte d'attractivité du territoire</li> </ul>

### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Niveau d'équipement en places d'hébergements de	193 places pour 1 000 personnes de plus de 75 ans (2018)	



type EHPAD (Etablissements/Communes/INSEE)	
Nombre de logements saisonniers (EPCI/communes/SAEM Lioran)	NR
Nombre de logements jeunes	NR

## 5. LA MOBILITÉ ET LES RÉSEAUX

HTC a décidé de ne pas prendre la compétence mobilité. Un travail est en cours avec la région pour lister les axes de travail sur la mobilité et envisager des délégations de compétences éventuelles.

### 5.1. L'offre de mobilité

#### 5.1.1. La prédominance de la voiture individuelle

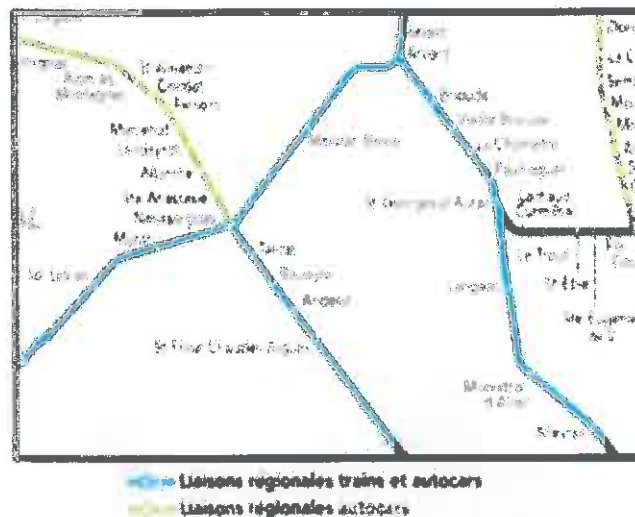
Les volumes de déplacement sur le territoire de Hautes-Terres Communauté sont limités et relativement diffus. Ceux-ci sont majoritairement effectués en voiture individuelle (entre 71 % et 75 % des déplacements). Toutefois, la marche à pied reste relativement importante, avec 17,5 % de part modale, et près de la moitié des déplacements de courte distance. Enfin, les transports en communs apparaissent comme relativement hauts par rapport à d'autres territoires ruraux français, soutenus par le trafic des scolaires et l'offre de transport express régional (TER) relativement importante du territoire.

Hautes Terres Communauté est desservie par l'A75 à Massiac, et bien irriguée par un réseau routier structuré autour de la RN122, d'axes secondaires (RD3, RD926, RD679) et de nombreuses petites routes qui parcourent l'ensemble du territoire ; il s'agit essentiellement de routes de moyenne montagne au dénivelé omniprésent. Les volumes de trafic sont sur l'ensemble de ces axes faibles à modérés, ne créant pas de problématique de congestion routière. Par conséquent, la voiture individuelle est reine dans le territoire, comme dans la plupart des autres territoires ruraux de France.

Aujourd'hui, la grande majorité des déplacements (entre 71 % et 75 %) reste assurée par la voiture individuelle. En parallèle, d'autres pratiques existent, dont la marche à pied qui reste à un niveau de 17,5 % de part modale environ, et les transports en commun, notamment pour les scolaires d'une part, et du fait de la présence du TER et d'autres services d'autre part.

#### 5.1.2. Des liaisons de transports en commun limitées

- Une offre ferroviaire adaptée aux déplacements réguliers



Source : Gares et lignes Auvergne-Rhône-Alpes TER SNCF [Carte] | Webzine Voyage Consulté le 15/06/2021  
Hautes Terres Communauté est parcourue par des infrastructures ferroviaires en étoile autour de Neussargues-en-Pinatelle.

Le territoire bénéficie de 4 gares : Le Lioran, Neussargues-en-Pinatelle, Murat et Massiac.

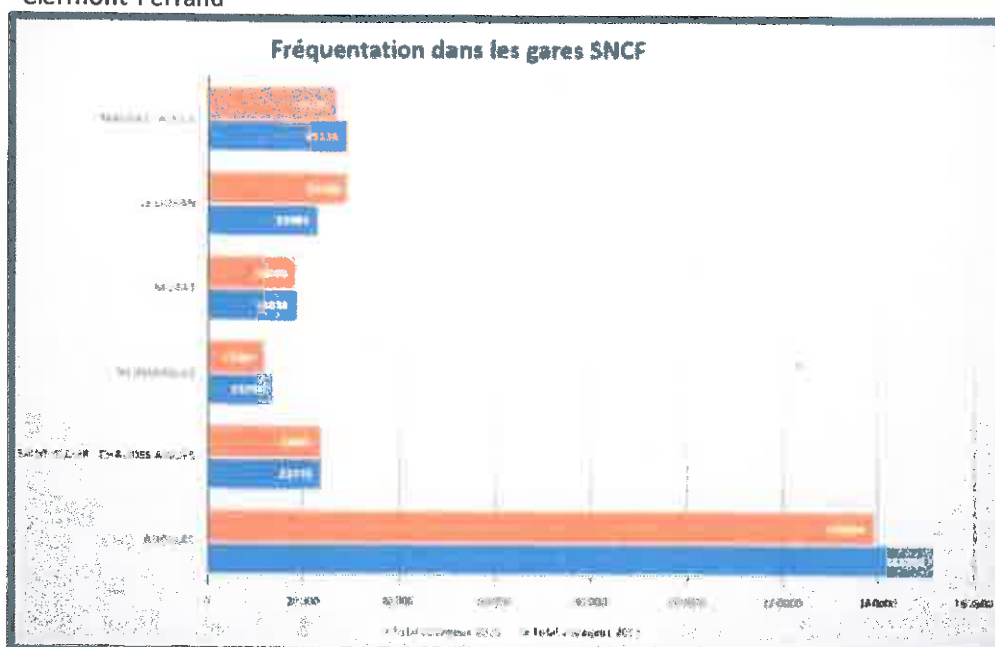
Depuis la loi NOTRe, la Région est compétente pour gérer le transport interurbain (transport ferroviaire et routier), par conséquent la Région Auvergne Rhône-Alpes gère les grandes lignes ferroviaires et les correspondances routières sur notre territoire.

Neussargues-en-Pinatelle est un nœud pour les liaisons régionales, venant d'Aurillac, de Béziers, de Clermont-Ferrand et de Bort-les-Orgues.

Les liaisons TER sur notre territoire, 4 lignes parcourent notre territoire, il s'agit des lignes de :

- Neussargues - Bort-les-Orgues,
- Aurillac - Saint-Flour,

- Clermont-Ferrand – Saint-Flour,
- Aurillac – Clermont-Ferrand



Source : Diagnostic mobilité réalisé en 2019 par Nelly LABIDOIRE et Dorian BOUSQUET

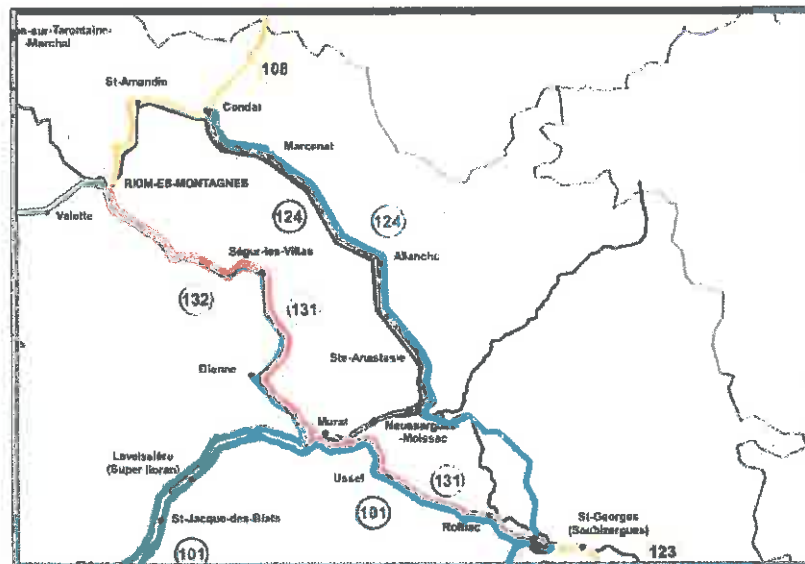
La fréquentation de ces liaisons est plutôt stable, mais les services régionaux effectuent des modifications horaires en cours d'année. Néanmoins, les horaires des lignes TER et bus qui passent sur notre territoire semblent être plus adaptés pour des déplacements réguliers (type domicile-travail). De nombreuses lignes f Sur le graphique précédent on peut observer la fréquentation des gares SNCF : baisse de la fréquentation de la gare du Lioran pour l'année 2017, cela peut être mis en relation avec un faible enneigement des pistes cet hiver-là (seulement 27 jours de neige).

On peut néanmoins constater une stagnation, voire une légère hausse, de la fréquentation pour les autres gares du territoire entre 2016 et 2017. A l'exception de la gare du Lioran qui est une gare de fréquentation touristique, on comptabilise une augmentation de 6.3% en un an, c'est peu, mais c'est peut-être le signe d'une tendance vers une plus grande utilisation des transports en commun. Une offre de transport départementale routière limitée

Seules 5 lignes de bus passent sur notre territoire, à savoir les lignes régulières :

- LR 101 Saint-Flour//Aurillac
- LR 124 Condat//Saint-Flour
- LR 125 Condat//Murat
- LR 131 Riom es montagne//Murat//Saint-Flour
- LR 132 Riom es montagne//Aurillac

Le CD15 a fusionné les LR124 et 125. Au 01/09/2019 l'arrêt Marcenat a été ajouté à la LR124 et la LR125 a été supprimée. Ainsi, Massiac n'est pas desservi, comme toute la partie est de notre territoire.7



Source : Service des Transports du Cantal (Février 2019) Carte du réseau des transports interurbains du Cantal

### • Une offre de transport à la demande peu connue

Hautes Terres Communauté a signé avec la Région une convention de délégation de compétence lui permettant la mise en place d'un service de Transport à la Demande (TAD) sur son territoire. Ce système existait déjà auparavant sur les anciennes Communautés de communes, il a été maintenu suite à la fusion des Communautés de communes et a fait l'objet d'une harmonisation tarifaire en 2019.



Source : Diagnostic mobilité réalisé en 2019 par Nelly LABIDOIRE et Dorian BOUSQUET

La répartition très inégale des trajets effectués en 2018 par personnes. En effet 70% de personnes se partagent 22% des trajets et 16% de personnes se partagent 60% des trajets.

Néanmoins la moitié de la population ne connaît pas le transport à la demande mis en place par Hautes Terres Communauté. C'est donc un service qui à l'heure actuelle est essentiellement réservé à une petite partie de la population.

### • Quatre aires de covoiturage

Dans le diagnostic mobilité de 2019 trois espaces ont été identifiés comme tels :

- Le premier de ces espaces identifiés est le parking devant le point de vue touristique à la sortie de Neussargues. Néanmoins, avec la création de l'aire de covoiturage « officielle » de l'autre côté de la RN 122, on peut estimer que ce parking ne sera plus utilisé comme un espace de covoiturage.

- Le second est le parking à côté du cimetière de Massiac, le long de la RN 122 menant à l'A75 en direction de Clermont-Ferrand.

- Le dernier espace identifié comme aire informelle est en bordure de route au niveau du croisement entre la D3 en direction de Riom-es-Montagne et la D16 en direction d'Allanche.

Ces lieux identifiés sont des endroits « stratégiques » de la mobilité pendulaire des habitants du territoire. Il faut en tenir compte dans de futurs projets d'aménagements d'aires de covoiturage.

On constate également une aire informelle au niveau de la sortie d'autoroute 25 Saint-Poncy, au croisement de la D909 direction Saint-Flour/Vieillepesse/Loubinet/Rezenzières et de la D310 direction La Chapelle-Laurent/Saint-Poncy/Lastic/Celoux.

### **5.1.3. Une offre de mobilité alternative**

Ces dernières années, on observe le développement d'une offre liée à la mobilité électrique : 2 bornes de recharge publique pour véhicule électrique sur Massiac et Murat. Des bornes « privées » auprès d'entreprises du territoire (Neussargues en Pinatelle, Murat).

Concernant la mobilité en vélo électrique, à ce jour 2 bornes de recharges sont installées à Allanche et sur Chalinargues (Neussargues en Pinatelle), le long de la Grande Traversée Massif Central. A terme, 6 nouveaux lieux devraient être équipés.

L'infrastructure cyclable de Hautes Terres Communauté est aujourd'hui tournée vers un usage principalement de loisirs ou de tourisme, en premier lieu pour le VTT, mais aussi pour le cyclotourisme. Néanmoins, la communauté de communes présente des atouts indéniables avec ses routes au faible trafic pour une pratique quotidienne, avec la démocratisation des vélos à assistance électrique qui permettent de dépasser le handicap du dénivelé.

## Synthèse : « L'offre de mobilité »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un territoire « porte d'entrée du Cantal » relativement accessible</li> <li>• Axe autoroutier (A75) entre Clermont-Ferrand et Montpellier traversant le territoire au Nord-Est (20000 véhicules/jour)</li> <li>• Une étoile ferroviaire avec 4 gares voyageurs avec une offre ferroviaire développée (attention portée sur son maintien)</li> <li>• Lignes d'autocars SNCF et réseau régional de bus irrigant les principaux bourgs centre</li> <li>• Un parc de VTAE existant (15) et programmé (40)</li> <li>• Transports vers les établissements scolaires et le centre de loisirs multisites</li> <li>• Développement de bornes électriques (Murat + Massiac (en cours))</li> <li>• Développement d'aires de covoiturage (Neussargues)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Territoire rural et enclavé</li> <li>• Fracture entre la vallée de l'Alagnon et les plateaux</li> <li>• Inadaptation du transport à la demande aux nouveaux usages</li> <li>• Inadaptation des transports publics aux déplacements professionnels (horaires de train inadaptés, bus dédiés au transport scolaire)</li> <li>• Développement du covoiturage non-organisé</li> <li>• Une fréquentation ferroviaire faible</li> <li>• Dépendance à la voiture individuelle et au pétrole</li> <li>• Omniprésence de la voiture individuelle dans l'espace public</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) qui questionne les organisations et les pratiques de tous les acteurs</li> <li>• Les appuis à expérimentation : LOM, France Mobilités, Plan Vélo, ...</li> <li>• Développer les modes actifs : partage de l'espace public, de la route, gestion de l'urbanisme</li> <li>• Développer l'intermodalité et l'attractivité autour des gares</li> <li>• Promouvoir et développer un service de mobilité solidaire</li> <li>• Création d'un nouveau service de transport à la demande mieux adapté aux usages</li> <li>• Développement du covoiturage</li> <li>• Développement d'un schéma directeur cyclable</li> <li>• Accompagnement du développement du télétravail pour réduire les trajets domicile-travail</li> <li>• Développement de la politique de Sport-Santé</li> <li>• Démocratiser les vélos à assistance électrique et les voitures électriques</li> <li>• Des délégations de compétences possible de la part de la Région</li> <li>• Conforter la multimodalité et prendre en compte les besoins de mutation et d'intermodalité des espaces ferroviaires du territoire ;</li> <li>• Rechercher la maîtrise du foncier ferroviaire, dès lors qu'il n'est plus en activité ;</li> <li>• Préserver les accès aux voies et emprises ferroviaires.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une population vieillissante : non en phase avec le tout numérique</li> <li>• Risque d'isolement des populations les plus fragiles et baisse d'attractivité sans service de transport adapté</li> <li>• Etalement des habitations, des emplois, des services de proximité</li> <li>• Recours exclusif à la voiture (pollution, insécurité routière, coûts d'entretien de la voirie)</li> <li>• Hausse prévisible des coûts des carburants traditionnels et des déplacements avec pour conséquence une attractivité à la baisse des territoires ruraux</li> <li>• Dégradation du réseau ferroviaire et coûts important d'entretien des infrastructures qui pourraient entraîner la fermeture de certaines lignes</li> <li>• Impact environnemental des véhicules</li> <li>• La non prise de compétence</li> </ul>



## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Mode de déplacement des ménages (INSEE) :	Ménages ayant une voiture : 2610 (2017) Ménages deux voitures ou plus : 2176 (2017)	
Part des déplacements domicile-travail en transport en commune (INSEE)	1,5% (2017)	
Évolution de la fréquentation des lignes de transports collectifs	Gare SNCF Total voyageur 2017 Massiac-Blesle 29136 Le Lioran 23082 Murat 18838 Neussargues 13788	
Nombre d'aires de covoiturage (HTC/Communes) :	1 officielle à Neussargues 3 informelles à Massiac, Allanche, Saint-Poncy	
Linéaires modes doux créés (HTC/Communes)		NR
Nombre de kilomètres de pistes cyclables et existence de parkings à vélos sécurisés		NR
Existence de pôle(s) multimodal (aux)		NR
Existence de zone(s) à faible émissions		NON
Existence de voies réservées au covoiturage		NON
Automobile :		
- Part de véhicules électriques ou hybrides dans le parc des collectivités et dans le parc privé		NR
- Nombre de bornes de recharge électriques ouvertes au public		
Part des véhicules bas carbone dans la flotte de transports collectifs		NR
Part du territoire couverte par une autorité organisatrice de la mobilité (CEREMA/HTC)	0% au 1 <sup>er</sup> janvier 2020	



## 5.2. L'accessibilité au numérique

### 5.2.1. La couverture 4G pour la quasi-totalité du territoire

#### Superficie couverte depuis 2017

Département	km <sup>2</sup> en zone blanche		Variation	% de la couverture 4G	
	Avril 2017	Mars 2020		Avril 2017	Mars 2020
Cantal	3 349	627	-81,3 %	41,9 %	89,1%

Source : ARCEP (Open Data monreseaumobile – données du T1 2020 – Geolocaux CEREMA 2017 T2)

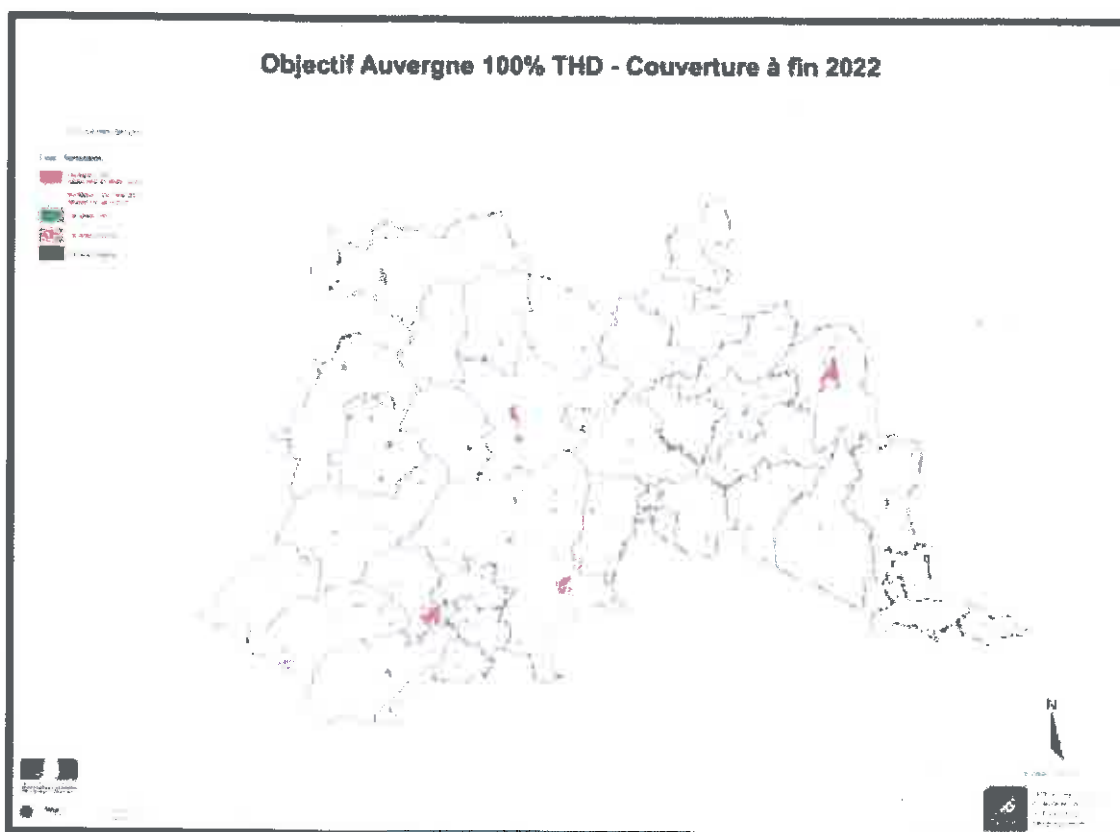
Du point de vue de l'accessibilité numérique du territoire, le Cantal offre un niveau d'accessibilité au réseau mobile 4G de 89,1 % vis à vis des territoires environnants (part de la surface du territoire couverte en 4G par a minima un opérateur). Cette proportion reflète la disponibilité, à l'extérieur des bâtiments, d'accès à un service, tel que les opérateurs l'affichent sur leurs cartes de couverture.

#### Population couverte depuis 2017

Département	Nombre de locaux en zone blanche 4G		Variation	Taux de couverture 4G	
	Avril 2017	Mars 2020		Avril 2017	Mars 2020
Cantal	33 683	3 206	-90,5 %	68,9 %	97%

Source : ARCEP (Open Data monreseaumobile – données du T1 2020 – Geolocaux CEREMA 2017 T2)

### 5.2.2. Des technologies très haut débits disponibles en Auvergne-Rhône-Alpes<sup>9</sup>



#### • La fibre optique

En verre, la fibre optique est un fil très fin (taille d'un cheveu) conducteur de lumière. Le signal injecté dans la fibre peut transporter d'énormes quantités de données à la vitesse de la lumière sur de très longues distances sans subir ni affaiblissement ni perturbation électromagnétique.

<sup>9</sup> Source : Internet Très Haut Débit : quelles solutions disponibles pour vous connecter en Auvergne-Rhône-Alpes ? - Campus Région du Numérique (auvergnerhonealpes.fr) Consulté le 10/06/2021

Avec des débits entre 100 Mégabits par seconde et 1 Gigabit par seconde suivant les offres, elle permet d'avoir une connexion internet optimale pour tous les usages d'aujourd'hui et de demain et en simultané. La part des locaux raccordables FTTH (fibre optique) sur Hautes-Terres Communauté est de 40%. Les locaux raccordables au réseau FTTH correspondent aux logements ou locaux à usage professionnel raccordables à un réseau de communications à très haut débit en fibre optique par l'intermédiaire d'un point de mutualisation. La part des locaux raccordables FTTH a donc évolué de 17% en 2020 par rapport à l'année 2019. En 2020, ce sont également 4697 locaux qui sont raccordables à la fibre optique contre 2571 en 2019.

### • Le VDSL

Le VDSL (Very-high-bit-rate Digital Subscribe Line) fonctionne avec la technologie du réseau téléphonique cuivre mais avec des portions remplacées par de la fibre optique. C'est une sorte de « version 2.0 de l'ADSL », plus performante car offrant des débits allant jusqu'à 100 mégabits par seconde. La vitesse de connexion peut varier d'un logement à un autre en fonction de la distance qui le sépare du Noeud de Raccordement Abonnés (ou NRA) : le meilleur débit est à moins d'un kilomètre du NRA.

### • La 4G fixe

Cette technologie est accessible aux clients ayant des débits inférieurs à 8 Mbits/s par le réseau ADSL et ayant une couverture mobile 4G (à l'intérieur du logement). Elle permet de bénéficier d'internet avec un débit pouvant aller jusqu'à 300 mégabits par seconde. Elle est matérialisée par une box dédiée dans laquelle il faut insérer la carte SIM fournie. Facile d'utilisation et rapide à installer, cette box permet ensuite de connecter en wifi plusieurs équipements simultanément (PC, tablette, smartphone...).

### • Le satellite

Dans les zones dépourvues de réseau fixe ou mobile, l'accès à internet est possible grâce à la technologie satellite qui est disponible sur tout le territoire.

La connexion Internet par Satellite permet le transfert de données du satellite vers une parabole installée chez le client, reliée à une box. Cette technologie permet aujourd'hui des débits descendants à 22 Mb/s et d'ici la fin du 1er trimestre 2021 à 50 Mb/s avec les équipements nouvelle génération.

### 5.2.3. Le très haut débit disponible dans les zones d'activité économique

En ce qui concerne le déploiement de la fibre des zones d'activités le tableau ci-dessous reprend ce qui a été fait au 1<sup>er</sup> avril 2021 (il n'y a pas d'autres ZAE en cours de déploiement).

Parcs de la zone	Communes
Parc d'activités intercommunal	Neussargues-en-Pinatelle
Z.A. de La Chapelle -Laurent	La Chapelle -Laurent
Z.A. de la Croix Jolie	Murat
Z.A. du Martinet	Murat
Z.A. de La Prade	Massiac
Z.A. du Colombier	Massiac

Source : Vincent MAILLARD Responsable du service Infrastructures Numériques Direction de l'infrastructure et de l'Economie Digitale 31 mars 2021 et Service économie HTC

### Synthèse : « L'accessibilité au numérique »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Une couverture 4G pour la quasi-totalité du territoire</li> <li>Le très haut débit dans toutes les zones d'activités économiques du territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un territoire de montagne qui ne permet pas à l'ensemble du territoire d'être desservi par le très haut débit et la 4G</li> <li>Des coûts importants pour desservir les habitations les plus enclavées</li> </ul>
Opportunités	Menaces

- Attirer de nouvelles populations et entreprises

- Une perte d'attractivité de certaines parties du territoire

## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
% de la couverture 4G (ARCEP)	89,1 % du territoire cantalien en mars 2021 97 % de la population couverte en mars 2021	

## SYNTHÈSE GÉNÉRALE : ENJEUX DU VOLET TERRITORIAL

Thématiques	Résumé du diagnostic	Enjeux ciblés
<b>Socio-démographie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un territoire rural</li> <li>• Un regain d'attractivité</li> <li>• Un solde naturel déficitaire</li> <li>• Un vieillissement de la population</li> <li>• Des ménages modestes voire très modestes</li> <li>• Des ménages en situation de précarité voire grande précarité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stimuler l'attractivité économique</li> <li>• Maintenir les équilibres harmonieux du cadre de vie</li> </ul>
<b>Économie locale et emploi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un territoire pourvoyeur d'emplois</li> <li>• Un tissu économique diversifié</li> <li>• Une offre touristique de quatre saisons</li> <li>• Une économie marquée par l'activité agricole</li> <li>• Un recul du nombre d'exploitants</li> <li>• L'alimentation au cœur des préoccupations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire du tourisme une valeur ajoutée locale</li> <li>• Faire de l'agriculture une valeur ajoutée locale</li> <li>• Développer les circuits courts alimentaires</li> </ul>
<b>Cohésion sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une offre de santé de qualité</li> <li>• Une offre pluridisciplinaire à destination des jeunes</li> <li>• Une offre culturelle récréative éclectique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Affirmer l'identité de Hautes Terres Communauté et faire connaître son action</li> <li>• Bâtir un territoire à vivre, attractif et durable</li> </ul>
<b>Habitat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un marché immobilier « détendu » en apparence</li> <li>• Un parc de résidences secondaires développé</li> <li>• Un parc ancien et énergivore</li> <li>• Une augmentation de la vacance en centre-bourg</li> <li>• Un parc privé potentiellement indigne important</li> <li>• Un faible coût des marchés immobiliers et fonciers</li> <li>• Une offre de logements spécifiques sur les personnes âgées uniquement via équipement collectif</li> <li>• Un manque de logements à destination des jeunes et des travailleurs saisonnier</li> <li>• Une forte rétention foncière et immobilière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rénover et adapter le bâti existant pour réduire les consommations énergétiques</li> </ul>
<b>Mobilité et réseaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La prédominance de la voiture individuelle</li> <li>• Une offre de mobilité alternative de loisirs</li> <li>• La 4G pour la quasi-totalité du territoire</li> <li>• Le très haut débit disponible dans les zones d'activités économiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offrir une mobilité alternative à la voiture individuelle</li> <li>• Développer des outils numériques</li> </ul>

## PROFIL D'ENVIRONNEMENTAL

### 6. LES CONDITIONS GÉOLOGIQUES ET CLIMATIQUES

#### 6.1. Un socle géologique volcanique

Cette partie est rédigée en prenant appui sur les documents du SCoT Est-Cantal arrêté en novembre 2019 - Diagnostic socio-économique prospectif et État Initial de l'environnement, sur la base des données disponibles à l'échelle Hautes Terres Communauté.

L'analyse de la géologie du territoire permet d'avoir une première compréhension des paysages, de l'occupation du sol, des matériaux caractéristiques de l'architecture et des risques présents sur le territoire. Hautes Terres est un territoire de montagne occupé notamment par le massif du Cantal. Ce massif est un vestige d'un ancien volcan s'étalant sur une superficie d'environ 2 700 km<sup>2</sup> (diamètre d'environ 70 km) apparu il y a environ 13 millions d'années et dont les dernières éruptions sont datées d'environ 2 millions d'années. Ce volcan a été largement démantelé par des phénomènes d'effondrement et d'érosion fluviale et glaciaire. La roche basaltique, très résistante à l'érosion, explique un relief accentué, aux pentes abruptes, avec des crêtes vives et des gorges profondes.

Aujourd'hui, le Plomb du Cantal culmine à 1 855 mètres d'altitude et matérialise la ligne de crête du bassin de l'Alagnon.

Le caractère explosif des éruptions d'un magma pâteux a réalisé l'ébauche du paysage actuel. Le cœur du massif, le Puy Mary et le Puy Griou en particulier, en sont les vestiges. L'empilement des coulées plus fluides a constitué les plateaux actuels, l'érosion ayant entaillé les roches plus tendres depuis 5,5 millions d'années. L'ensemble des reliefs cantaliens a subi l'action érosive des glaces, de l'eau et du gel. Avec les différentes périodes de refroidissement, puis de réchauffement, les glaciers ont laissé place aux vallées en U, rayonnant dans toutes les directions autour du massif. La composition du Massif du Cantal est principalement trachyandésitique (roche volcanique intermédiaire entre les trachytes et les andésites) mais on y trouve aussi des basaltes et d'autres produits différenciés (trachytes, rhyolites, phonolites). Sa morphologie est relativement symétrique, avec un ensemble de vallées profondes qui rayonnent à partir de son centre. Les brèches volcaniques composées de dépôts de pente fossiles (avalanches de débris, coulées de débris) sont très développées et forment un important piémont d'accumulation qui entoure l'édifice volcanique central. Le volcanisme se prolonge avec les monts du Cézallier puis les Monts Dore (Puy de Dôme).

Les communautés de communes de Saint-Flour Communauté et de Hautes Terres Communauté souhaitent s'engager dans un Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) ambitieux et volontaire, l'échelle du SCoT, en étroite collaboration entre le SYTEC et les deux EPCI, d'ici fin 2021.

#### 6.2. Changements climatiques : profil territorial (ORCAE 2021)

##### • Des conditions climatiques contrastées

La configuration topographique du territoire de Hautes Terres Communauté, zone de montagne, explique une diversité climatique assez marquée. Dans les monts du Cantal et du Cézallier, le climat est frais et bien arrosé toute l'année, sous l'influence des flux océaniques. Les bassins en position d'abris orographiques bénéficient d'un climat moins arrosé, surtout en hiver, ensoleillé et doux. Les contreforts orientaux du Cézallier se définissent par un climat océanique dégradé.

##### • Les températures moyennes ont augmenté

Les relevés de températures à Saint-Flour (altitude 909 m) témoignent d'une augmentation des températures moyennes annuelles de +1,8°C entre 1947 et 2019.

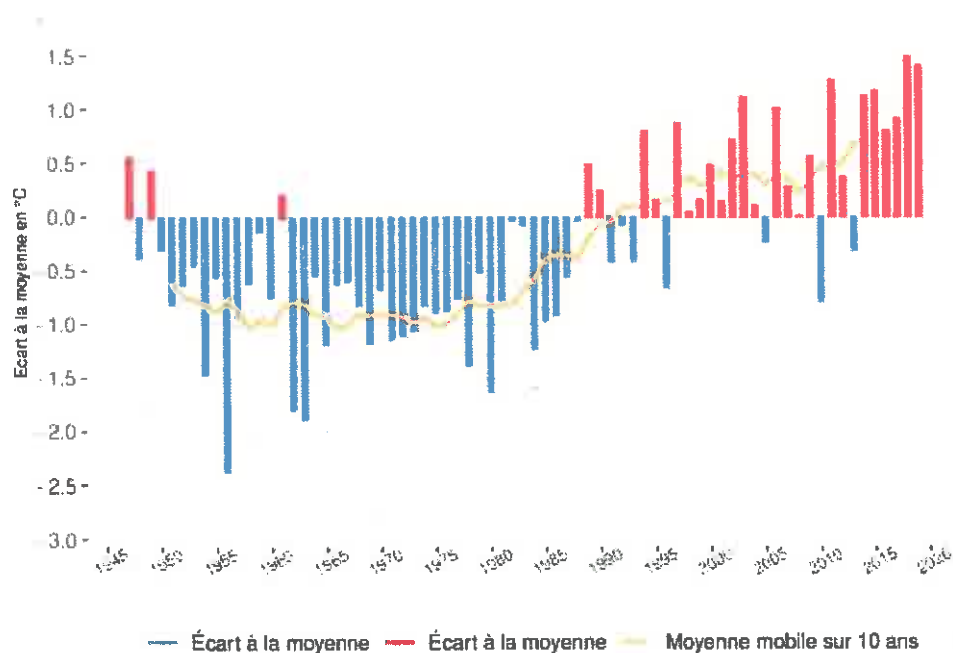
Evolution des températures moyennes en °C entre 1947 et 2019	
Hiver	+ 1,4
Printemps	+ 1,8
Été	+ 2,6
Automne	+ 1,4
Année	+ 1,8

Source : Profil CAE ORCAE AURA/CC Hautes Terres 22/04/2021

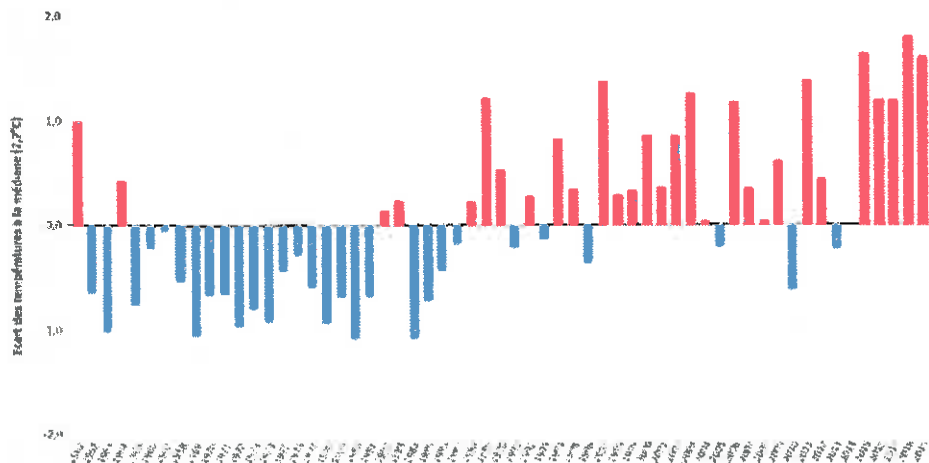
L'analyse saisonnières montre que cette augmentation est plus marquée au printemps (+1,8°C) et en été

(+2,6°C).

### Écart à la moyenne 1981 - 2010 de la température moyenne annuelle à Saint-Flour (°C, altitude 909 m)



Source : Profil CAE ORCAE AURA/CC Hautes Terres 22/04/2021



Evolution des températures moyennes annuelles à Le Claux (1080 m) entre 1961 et 2019. Les températures excédentaires par rapport à la médiane sont représentées en rouge, les années déficitaires en bleu. Source Météo-France – réalisation F. Serre

La tendance à l'augmentation des températures observée sur cette station de mesure est également constatée sur les autres stations suivies par l'ORCAE en Auvergne-Rhône-Alpes. Elle est plus importante en montagne qu'en plaine et se matérialise par une forte augmentation des températures à partir du milieu des années 80.

**Schéma : Répartition géographique des précipitations et des types de climat sur Hautes Terres Communauté**

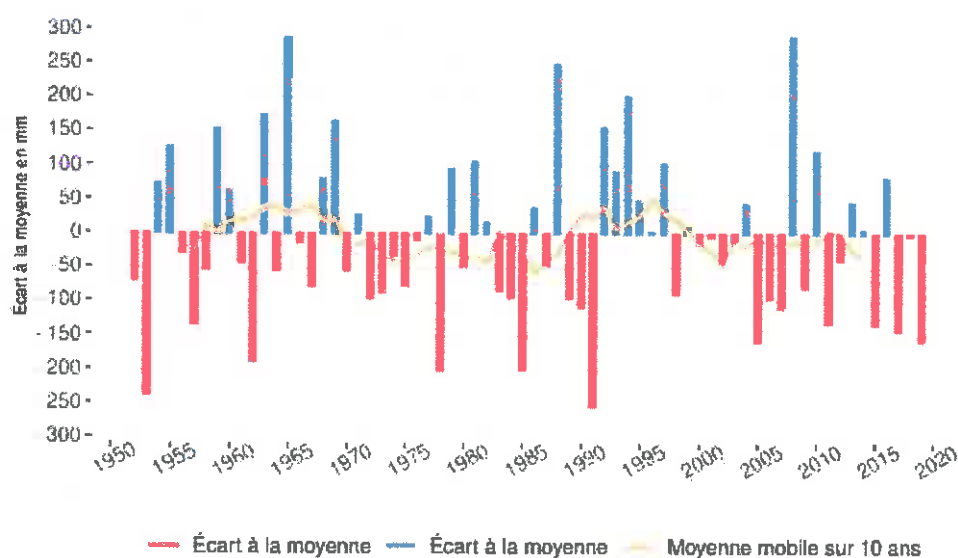


Source : Météo-France - Réalisation F. Serre

Les observations locales réalisées depuis 1960, dans les stations météorologiques du réseau de Météo-France, montrent que les températures augmentent à un rythme soutenu sur les dernières décennies. Les changements climatiques sont en cours sur le territoire, et confirment les tendances observées aux échelles régionale et nationale.

- **Un régime de précipitations qui présente une grande variabilité d'une année à l'autre**

#### Écart à la moyenne 1981 - 2010 des cumuls annuels de précipitations à Saint-Flour (mm, altitude 909m)



Source : Profil CAE ORCAE AURA/CC Hautes Terres 22/04/2021

L'évolution des précipitations est assez hétérogène et plus complexe à appréhender.

Evolution des cumuls de précipitations entre 1961-1990 et 1991-2019 en mm



	Année	Hiver	Printemps	Été	Automne
Talizat – 980m	+ 1,0	- 6,8	- 6,6	- 2,1	+ 15,1
Le Claux – 1 050 m	- 3,8	- 5,7	- 10,9	- 2,4	+ 3,3

Evolution des précipitations dans le Cantal entre 1961 et 2019 - Calculs effectués d'après les données de Météo-France - Réalisation F. Serre

Ces précipitations diminuent dans les monts du Cantal, surtout en raison de la baisse des apports hivernaux et printaniers, alors qu'elles sont stables voire en légère hausse dans la partie médiane du territoire. Les tendances sont incertaines également pour les épisodes de fortes pluies et de sécheresse.

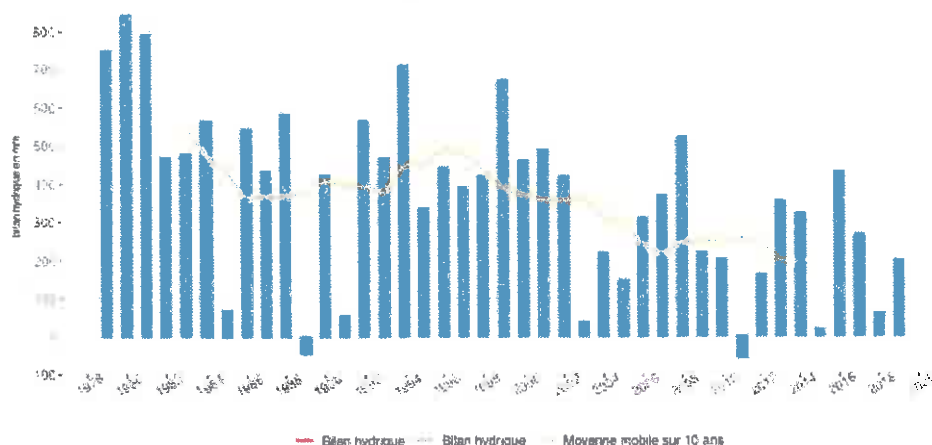
### • Le bilan hydrique annuel a diminué

« Le bilan hydrique est un indicateur de sécheresse, calculé par différence entre les précipitations et une estimation de l'évapotranspiration du couvert végétal issue de paramètres météorologiques (température, rayonnement, humidité, vent).

Il permet d'observer l'état des ressources en eau de pluie du sol d'une année sur l'autre. Le bilan hydrique est un indicateur pertinent pour observer l'état des apports en eau d'une année sur l'autre et pour identifier des périodes de sécheresse et leur récurrence sur le long terme ».

Source : Profil CAE ORCAE AURA/CC Hautes Terres 22/04/2021

Évolution du bilan hydrique annuel à Aurillac (1968-2019, mm, altitude 639 m)



Source : Profil CAE ORCAE AURA/CC Hautes Terres 22/04/2021

Le bilan hydrique annuel a diminué de -146 mm à Aurillac entre les périodes 1968 - 1997 et 1990 - 2019.

Malgré ces nuances, les ressources en eau diminuent globalement en raison des pertes par évapotranspiration, surtout au printemps et en été, impactant de nombreuses activités comme l'agriculture qui joue un rôle majeur dans ce territoire.

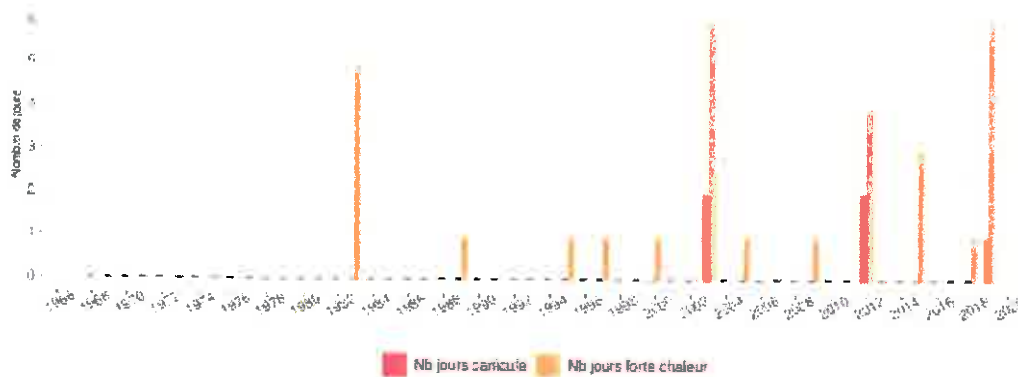
Enfin, la diminution sensible des niveaux d'enneigement interroge le devenir des loisirs autour de la neige.

### • Augmentation des événements météorologiques extrêmes

« La notion de forte chaleur est définie à partir de seuils de températures minimales et maximales (Cantal minimale 18°C et maximale 32 °), atteintes ou dépassées simultanément un jour donné. Une canicule correspond à une succession d'au moins 3 jours consécutifs de fortes chaleurs. Le troisième jour est alors compté comme le premier jour de canicule ».

Source : Profil CAE ORCAE AURA/CC Hautes Terres 22/04/2021

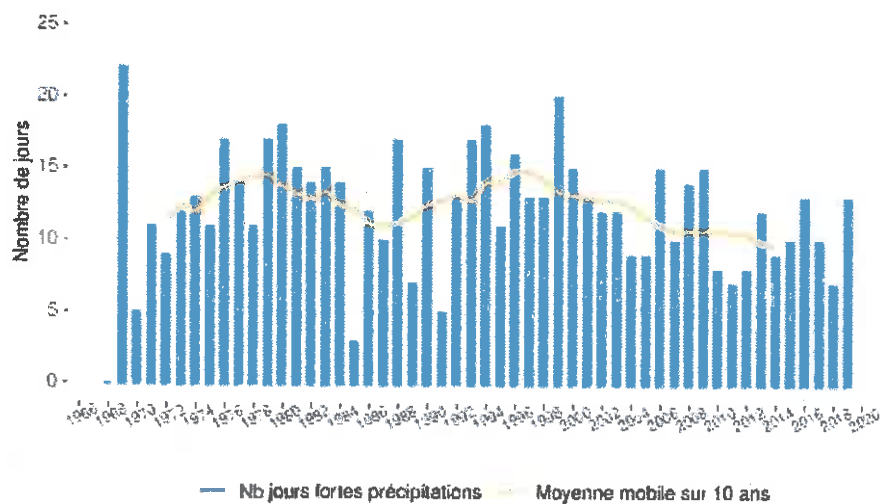
### Évolution du nombre de jours de canicule et de forte chaleur à Aurillac (altitude 639 m)



Source : Profil CAE ORCAE AURA/CC Hautes Terres 22/04/2021

Le suivi du nombre de jours de canicules montre l'augmentation du nombre moyen de jours de forte chaleur et l'apparition de phénomènes de canicules partir de 2003 avec des événements qui se répètent plus fréquemment.

### Évolution du nombre de jours de fortes pluies à Aurillac (altitude 639 m)



Source : Profil CAE ORCAE AURA/CC Hautes Terres 22/04/2021

L'observation des mesures de précipitations journalières montre une grande variabilité interannuelle du nombre de jours de fortes pluies. Sur cette période, on n'observe pas d'évolution marquée du nombre annuel de jours de fortes pluies, ni d'évolution saisonnière de ce paramètre.

## Synthèse : « Les conditions géologiques et climatiques »

### Atouts

- Des espaces naturels préservés, une biodiversité encore importante permettant une relative adaptation au changement climatique

### Faiblesses

- Un manque de moyens pour évaluer les impacts du changement climatique

- Un potentiel de captation de carbone important : prairies permanentes, zones humides, forêts
- Une animation locale active sur la plantation de haies, la filière biomasse, la préservation des zones humides et sensibles, la valorisation des prairies permanentes...
- La dépendance aux véhicules thermiques individuels
- Une population à risque face aux épisodes de forte chaleur à venir
- La vulnérabilité des exploitations agricoles : précarité économique, pression sur la ressource en eau, âge des exploitants...
- La vulnérabilité du tourisme lié à la neige : limite pluie neige, recours à des infrastructures lourdes et très impactantes...

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'accueil de nouveaux habitants</li> <li>• Le développement de nouvelles filières agricoles : maraîchage, fruitiers, protéines végétales...</li> <li>• Le développement de nouvelles pratiques : agroforesteries, cultures sous couvert végétal, non-retournement des sols, etc.</li> <li>• Le développement des circuits courts et de la valorisation des produits locaux</li> <li>• Une attractivité du territoire à construire : cadre de vie, tourisme vert...</li> <li>• Des réservoirs de biodiversité à préserver et valoriser</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un sentiment d'impuissance (élus, habitants) qui peut freiner l'action</li> <li>• Des risques liés aux phénomènes extrêmes, et notamment les sécheresses</li> <li>• Une pression importante d'artificialisation des sols agricoles, des forêts et des espaces naturels</li> <li>• Un écosystème forestier à protéger : risque incendie, pressions extérieures, reboisement à anticiper...</li> <li>• Une adaptation des exploitations agricoles à accompagner formation, conseil et soutien aux nouvelles pratiques</li> <li>• Des enjeux de moyen et long terme pouvant entrer en contradiction avec des enjeux de court terme</li> </ul>

## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Source)	Dernières données disponibles Période 1991-2019	Échéance du CRTE en 2026
Température moyenne annuelle à Le Claux	8,3 °C	
Température moyenne annuelle à Marcenat	7,7 °C	
Nombre de jours de gel à Le Claux	122	
Nombre de jours de gel à Marcenat	112	
Moyenne annuelle des précipitations à Le Claux	1 510 mm	
Moyenne annuelle des précipitations à Murat	1 020 mm	
Nombre de jours de neige au sol à Laveissière - Le Lioran	93	

## 7. LES DOCUMENTS D'URBANISME ET LA CONSOMMATION FONCIÈRE

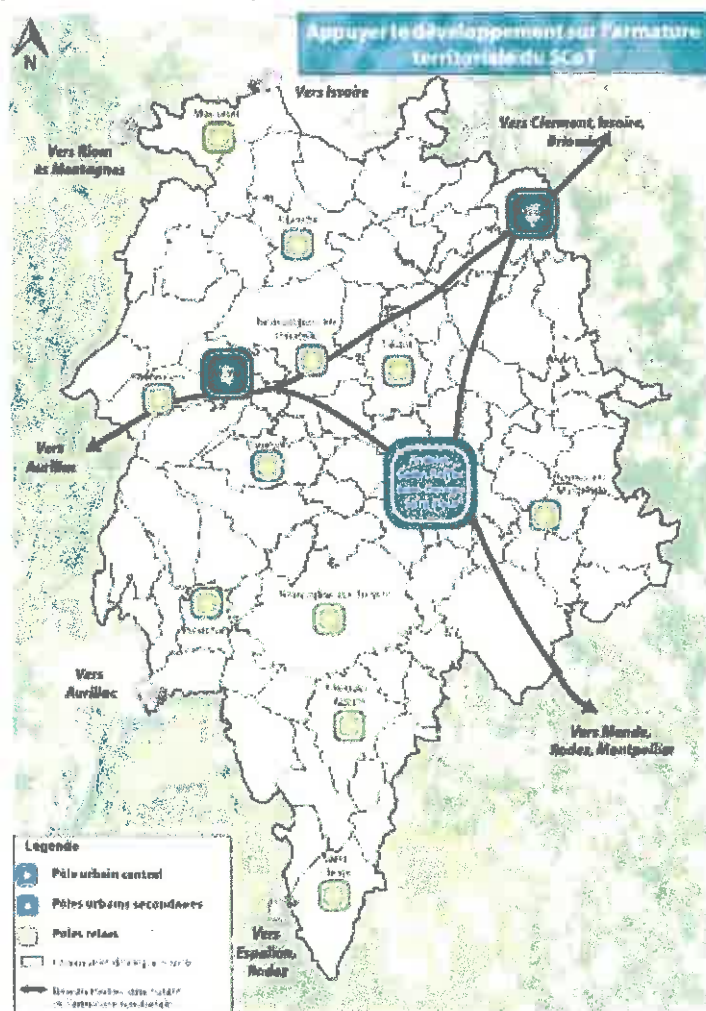
### 7.1. Les documents de planification et d'urbanisme en vigueur

- **Un SCoT Est Cantal pour orienter le développement à l'horizon 2035**

Le schéma de cohérence territoriale Est Cantal (SCoT Est Cantal), arrêté en novembre 2019 par le comité syndical du SYTEC, qui réunit Saint-Flour Communauté et Hautes Terres Communauté, définit à l'horizon 2035, les objectifs et orientations d'aménagement du territoire suivants :

- Renforcer l'attractivité du territoire, avec un objectif de croissance démographique d'un millier d'habitants supplémentaires en 2035
- Préserver et aménager durablement l'espace déclinés dans les cinq axes thématiques suivants :
  - Une économie locale, créatrice de valeurs ajoutées, qui vise l'excellence environnementale ;
  - Un territoire à haute qualité de vie préservant son identité et son caractère rural et valorisant ses ressources naturelles ;
- Un territoire acteur de sa transition énergétique ;
- Des mobilités intelligentes, adaptées à tous les besoins et respectueuses de la santé et de l'environnement ;
- Le bien-vivre ensemble sur le territoire.

Le SCoT conforte et définit une armature territoriale équilibrée et solidaire, organisé autour des pôles urbains central de Saint-Flour et secondaires de Massiac et de Murat et de 11 pôles relais, qui structurent le territoire, avec l'objectif de maintenir l'équilibre actuel dans la répartition de la population.



Source : SYTEC, Armature du projet de SCoT Est Cantal, Document d'orientations et d'objectifs, arrêté en novembre 2019, page 16

Les pôles urbains secondaires renforcent l'équilibre des fonctions résidentielles et économiques à l'échelle du territoire. Ils doivent compléter l'offre de Saint-Flour (pôle urbain central de l'Est Cantal) en termes résidentiel, de commerces, d'équipements intermédiaires et d'emplois. Les deux communes de Massiac et de Murat distribuées le long de l'axe principal, la nationale 122, regroupent à elles seules 31% de la population de Hautes Terres Communauté.

Quatre autres communes jouent un rôle de pôles relais : ce sont les communes de Allanche, Laveissière, Marcenat et Neussargues-en-Pinatelle. Ces quatre communes regroupent 32 % de la population de Hautes Terres Communauté. Ces pôles relais complètent et renforcent l'armature territoriale, par leurs fonctions résidentielles et de solidarités essentielles. Ils doivent être confortés pour consolider l'offre en équipements, services intermédiaires et commerces de proximité au service des habitants et permettre de maintenir un panier minimum de services dans l'espace rural.

Ces six communes jouent un rôle dans la structuration de l'armature et l'animation du territoire. Les deux tiers de la population de Hautes Terres Communauté réside dans ces six centralités.

Les quatre communes de Murat, Massiac, Allanche et Neussargues-en-Pinatelle, sont engagées dans le programme Petites Villes de Demain.

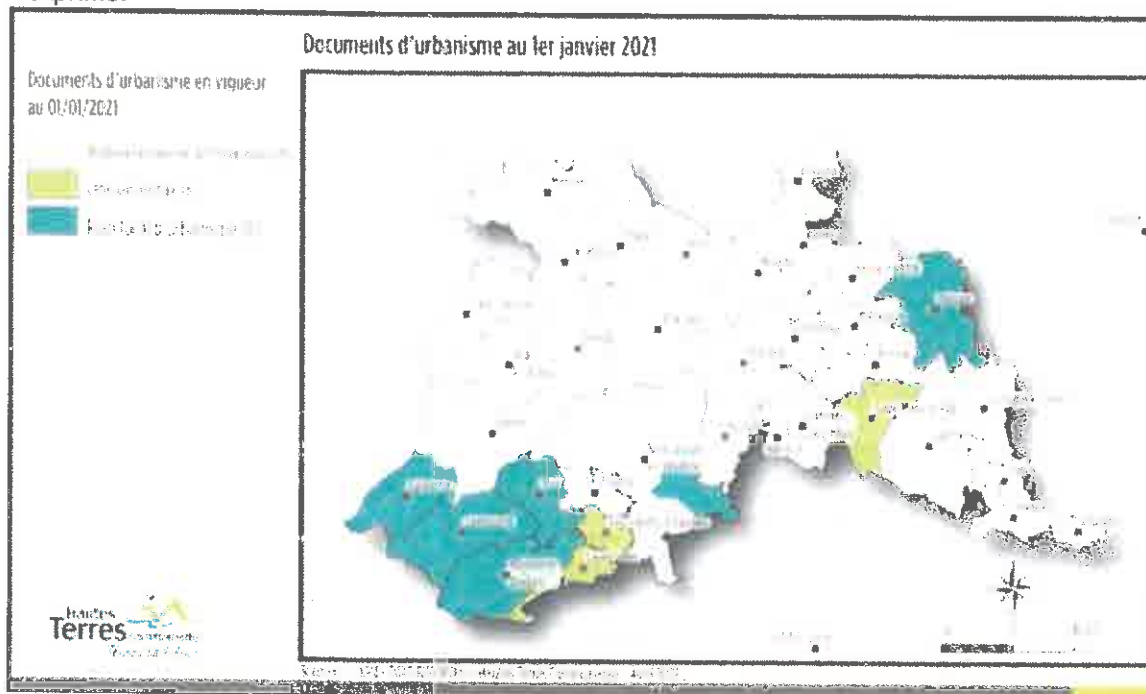
Les communes de l'espace rural sont des espaces de vie importants, de par les liens sociaux qui s'y développent, confortés, selon le cas, par certains services de proximité. Ces communes doivent être confortées dans leur fonction résidentielle et de services de proximité. Les 29 communes de l'espace rural

regroupent 37% de la population de Hautes Terres Communauté.

- **Un territoire partiellement doté de documents d'urbanisme**

Les communes de Hautes Terres Communauté ont choisi de reporter ce transfert par minorité de blocage (2017) dans l'attente que Hautes Terres Communauté se dote de l'ingénierie nécessaire à cette prise de compétence.

Le transfert automatique de la compétence est prévu au 1er juillet 2021, sauf si une minorité de blocage s'exprime.



Pour les six communes dotées de plans locaux d'urbanisme (PLU), les PLU resteront opposables jusqu'à l'approbation du PLUi. Le PLU vise à définir la politique d'urbanisme et d'aménagement de la commune sur le long terme qui se concrétise par des zonages et la réglementation de la construction.

Les 3 cartes communales, resteront en vigueur jusqu'à l'approbation du PLUi. La carte communale (CC) permet de délimiter des zones constructibles soumises au RNU et à la loi Montagne. Ces cartes ne comportent ni projet d'aménagement et de développement durables, ni orientations d'aménagement programmée, ni règlement écrit.

Les 29 communes qui ne disposent pas de document d'urbanisme sont soumises au règlement national de l'urbanisme (RNU), il n'y a pas de vision à long terme et les autorisations d'urbanisme sont accordées, au cas par cas, par le Préfet, au nom de l'État

6 plans locaux d'urbanisme	3 cartes communales
Albepierre-Bredons (2012 modification n°2 en cours)	La Chapelle d'Alagnon (2007)
Laveissière (2011 en cours de révision approbation prévue pour fin 2021)	Laveissenet (2007)
Lavigerie (2012)	Saint-Mary-le-Plain (2006)
Massiac (2015)	
Murat (révision approuvée en février 2020)	
Neussargues (2017)	

Sources : Service Urbanisme Hautes Terres Communauté 2021

Les communes de Marcenat, Allanche et Neussargues-en-Pinatelle (pour partie) qui tiennent un rôle de centralités pour le territoire, ne sont pas dotées de stratégie de développement.

Hautes Terres Communauté va engager l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal fin 2021, témoin de la volonté d'engagement collectif des élus de ce territoire en faveur de son développement.

- **Une instruction des autorisations d'urbanisme diffuse**

Pour les communes dotées de documents d'urbanisme, l'instruction des autorisations d'urbanisme est

réalisée par le service mutualisé Hautes Terres Communauté/Saint-Flour Communauté.

Pour les communes au règlement national de l'urbanisme (RNU), l'instruction est réalisée à titre gracieux par les services de l'État, jusqu'à l'approbation du PLUi.

La délivrance des autorisations d'urbanisme est assurée par les maires des communes qui restent compétentes pour les signer. Il s'agit du pouvoir de police du maire.

**Synthèse : « Les documents de planification et d'urbanisme en vigueur »**

Aides	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sur 9 communes des élus qui ont la main sur le développement de leur commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les communes dotées de documents d'urbanisme, la qualité des documents et les règles d'urbanisme sont hétérogènes</li> <li>Des documents d'urbanisme vieillissants</li> <li>De nombreuses communes au RNU</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place un outil d'urbanisme intercommunal pour renforcer l'attractivité du territoire et accueillir de nouveaux habitants</li> <li>Établir un projet d'aménagement du territoire partagé par l'ensemble des communes</li> <li>Maîtriser localement les règles d'urbanisme et simplifier l'instruction des actes et autorisations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les communes sans documents d'urbanisme ou des documents vieillissants, risque de verrouillage du développement des documents et pas d'outils fonciers pour anticiper le développement et la mise en œuvre des projets</li> </ul>

- Quelques indicateurs clés**

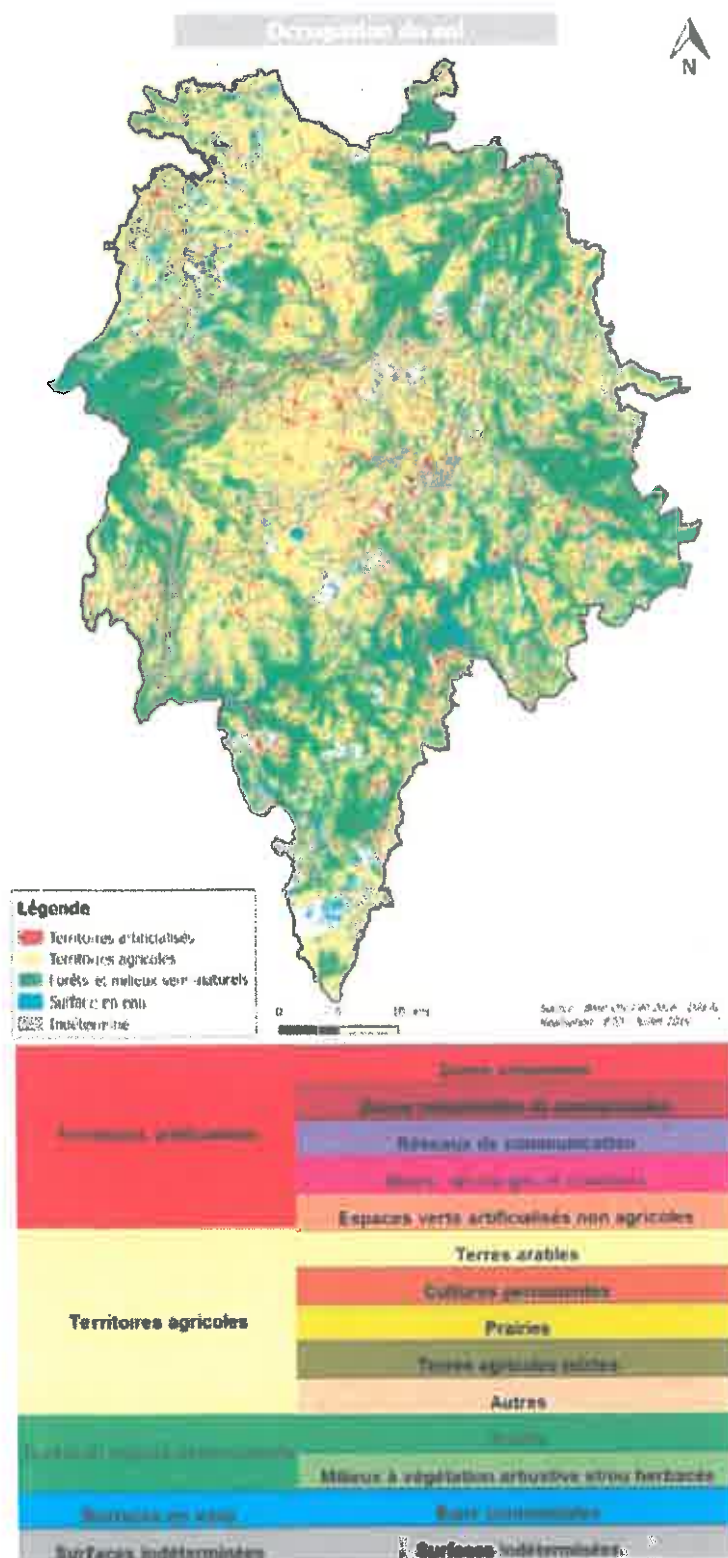
Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
État d'avancement des documents d'urbanisme (HTC)	6 PLU (dont 1 en révision) 3 Communales	1 PLUi
Taux de mobilisation des droits à construire au regard de ceux fixés dans les documents d'urbanisme (HTC/ADS)	NR	



## 7.2. L'occupation du sol et la consommation de l'espace

Cette partie est rédigée en prenant appui sur les documents du SCoT Est-Cantal arrêté en novembre 2019 - Diagnostic socio-économique prospectif et État Initial de l'environnement, sur la base des données disponibles à l'échelle Hautes Terres Communauté.

### 7.2.1. Une occupation du sol essentiellement agricole et forestière



Source : SYTEC, État initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019, p.15

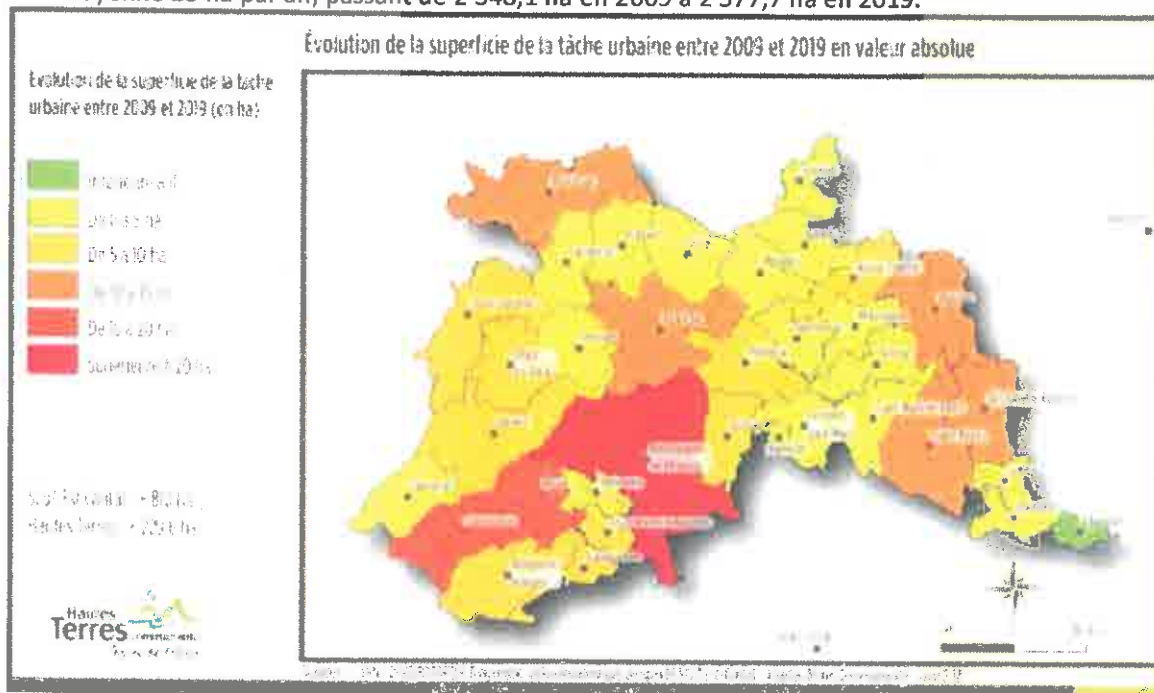
La carte ci-dessus représente les modes d'occupation des sols selon l'Observatoire des Sols à l'Echelle

Communale « OSCOM 2016 ». La méthode mise en place pour constituer OSCOM consiste en une intégration successive d'un ensemble de couches géographiques issues des principaux référentiels à grande échelle existants, notamment la BD-TOPO®, la BD-FORET® de l'IGN, le Registre Parcellaire Graphique (RPG) de l'ASP et de la base Majic de la DGFIP pour obtenir, en sortie, une base de données unique Occupation du Sol comprenant toutes les informations. Pour autant, l'OSCOM n'est pas exempte de certaines limites quant à la simplification et l'agrégation de certains types d'espaces (urbanisés et artificialisés par exemple). La superficie agricole utile (SAU) de Hautes Terres Communauté est de 50 702 ha en 2010<sup>10</sup>, soit 56,3 % de la superficie du territoire (89 980 ha).

Avec ses 1450 hectares qui recouvrent 42% du territoire, Laveissière est la plus importante commune forestière du Cantal. Il s'agit principalement de forêts de résineux avec des sapins pectinés, des épicéas et des hêtres<sup>11</sup>.

### 7.2.2. L'analyse de la consommation d'espaces par l'urbanisation

L'analyse des consommations d'espaces réalisés dans le cadre du diagnostic du SCoT Est Cantal, sur la base des données de BD Topo de l'IGN 2009-2019 relative aux bâtiments, toutes vocations confondues de plus de 20m<sup>2</sup>, met en évidence une consommation foncière sur Hautes Terres Communauté est de +229,6 ha, soit en moyenne 23 ha par an, passant de 2 348,1 ha en 2009 à 2 577,7 ha en 2019.



Une commune a vu sa tâche urbaine fortement progresser (supérieure à 20 ha en 10 ans), il s'agit de la commune de Neussargues-en-Pinatelle avec +43,55 ha. Cette évolution importante s'explique en partie par la superficie communale importante suite à la fusion des communes de Neussargues-Moissac, Chalinargues, Celles, Sainte-Anastasie et Chavagnac.

<sup>10</sup> Source : Recensement agricole 2010

<sup>11</sup> Source : [https://www.laveissiere.fr/les-espaces-naturels\\_fr.html](https://www.laveissiere.fr/les-espaces-naturels_fr.html) Consulté le 9 juin 2021



Exemple de Neussargues-en-Pinatelle

Source : SYTEC, Diagnostic socio-économique prospectif, arrêté en novembre 2019

Sept communes ont vu leur tache urbaine progresser de façon modérée (entre 10 et 20 ha), il s'agit des communes de Murat (+16,87 ha), Laveissière (+15,84 ha), Saint-Poncy (+14,63 ha), Massiac (+11,9 ha), Marcenat (+11,74 ha), Allanche (+10,76 ha) et La Chapelle-Laurent (+10,47 ha).

Neuf communes ont une tache urbaine, en progression, entre 5 et 10 ha. Soit moins de 1 ha par an en moyenne, sur la période d'analyse.

Dix-huit communes ont une tache urbaine, en progression, de moins de 5 ha. Soit moins de 5 000 m<sup>2</sup> par an, sur la période d'analyse dont cinq communes à moins de 0,5 ha. Soit moins de 500 m<sup>2</sup> par an, sur la période d'analyse.

La tache urbaine de Chazelles a elle légèrement diminué passant de 11,57 ha à 11,45 ha.

Commune	Superficie de la Tache Urbaine en 2009 (en ha)	Superficie de la Tache Urbaine en 2019 (en ha)	Évolution de la Tache Urbaine (2009-2019)	Répartition de l'évolution de la Tache Urbaine (en %)	Type d'évolution
Neussargues-en-Pinatelle	318,38	361,93	43,55	18,97	Supérieure à 20 ha
Murat	158,27	175,14	16,87	7,35	De 10 à 20 ha
Laveissière	102,82	118,66	15,84	6,90	
Saint-Poncy	92,81	107,44	14,63	6,37	
Massiac	212,2	224,1	11,9	5,18	De 10 à 15 ha
Marcenat	127,86	139,6	11,74	5,11	
Allanche	145,58	156,33	10,75	4,68	
La Chapelle-Laurent	67	77,47	10,47	4,56	
Auriac-l'église	54,16	61,41	7,25	3,16	De 5 à 10 ha
Albepierre-Bredons	58,72	65,85	7,13	3,11	
Joursac	44,12	50,7	6,58	2,87	
Dienne	88,43	94,6	6,17	2,69	
Saint-Saturnin	100,17	106,2	6,03	2,63	
Peyrusse	63,28	68,98	5,7	2,48	
La Chapelle d'Alagnon	45,1	50,73	5,63	2,45	
Ségur-les-Villas	68,46	73,78	5,32	2,32	
Laveissenet	29,68	34,87	5,19	2,26	
Ferrières-Saint-Mary	56,9	61,66	4,76	2,07	De 0 à 5 ha
Saint-Mary-le-Plain	43	47,75	4,75	2,07	
Rageade	29,65	33,87	4,22	1,84	
Celoux	19,61	23,38	3,77	1,64	

Landeyrat	30,95	34,71	3,76	1,64	Inférieure à 0 ha
Lavigerie	36,86	39,79	2,93	1,28	
Molèdes	34,78	37,6	2,82	1,23	
Charmensac	29,74	32,55	2,81	1,22	
Molompize	54,02	56,53	2,51	1,09	
Laurie	29,52	31,97	2,45	1,07	
Vèze	32,42	34,46	2,04	0,89	
Vernols	28,92	29,43	0,51	0,22	
Bonnac	49,17	49,67	0,5	0,22	
Pradiers	30,91	31,31	0,4	0,17	
Valjouze	6,62	6,97	0,35	0,15	
Virargues	29,13	29,38	0,25	0,11	
Leyvaux	17,26	17,38	0,12	0,05	
Chazelles	11,57	11,45	-0,12	-0,05	
<b>TOTAL</b>	<b>2348,07</b>	<b>2577,65</b>	<b>229,58</b>	<b>100,00</b>	

Source : SYTEC, Diagnostic socio-économique prospectif, arrêté en novembre 2019, exploitation Hautes Terres Communauté

### 7.2.3. Les dynamiques d'urbanisation par type de polarités

Une analyse complémentaire, sous la forme de tableaux croisés dynamiques, a été réalisée pour mettre en évidence la répartition du développement urbain à l'échelle de chacune des typologies de pôles de l'armature urbaine définies par le SCoT Est Cantal. Les tableaux de synthèse ci-dessous mettent également en évidence la relation entre la population cumulée au sein de chaque type de pôle et l'évolution de la tâche urbaine.

	Population municipale 2018	Part de la population à l'échelle de HTC	Superficie de la Tache Urbaine en 2009 (en ha)	Superficie de la Tache Urbaine en 2019 (en ha)	Évolution de la Tache Urbaine (2009-2019)	Répartition de l'évolution de la Tache Urbaine (en %)
Communes rurales	4279	37,03	1282,96	1401,89	118,93	51,80
Pôles relais (Allanche, Laveissière, Marcenat, Neussargues-en-Pinatelle)	3650	31,59	694,64	776,52	81,88	35,67
Pôles urbains secondaires (Massiac et Murat)	3626	31,38	370,47	399,24	28,77	12,53
<b>TOTAL</b>	<b>11555</b>	<b>100,00</b>	<b>2348,07</b>	<b>2577,65</b>	<b>229,58</b>	<b>100,00</b>

Sources : Insee, Recensement de la population 2018- SYTEC, Diagnostic socio-économique prospectif, arrêté en novembre 2019, exploitation Hautes Terres Communauté

Les consommations d'espaces ont été principalement effectuées dans les communes rurales (51,8 %) et dans les pôles relais (35,67 %). Ces deux catégories cumulent près de 88 % des consommations d'espaces réalisées sur le territoire.

Les deux pôles urbains secondaires, Murat et Massiac, avec 31,38 % de la population en 2018, se sont développés sur près de 28,77 ha pour 12,53 % d'évolution de la tâche urbaine.

La croissance de la tâche urbaine observée dans les pôles relais (31,59 % de la population sur 4 communes) s'est opérée sur 81,88 ha, soit 35,67 % de l'évolution du territoire.

### 7.2.4. Les dynamiques d'urbanisation par type de construction : Indifférenciée, agricole et industrielle

Une analyse de la tâche urbaine par typologie de constructions a été réalisée à partir du champ « Natures » des bases de données BD TOPO IGN V2 2009 et BD TOPO IGN V3 2019, permettant de distinguer les



constructions en trois catégories :

- le bâti indifférencié, qui regroupe le tissu urbain mixte (habitat, équipements, services et commerces)
- le bâti remarquable, qui intègre les bâtiments religieux, historiques et certains grands équipements (gymnases, lycées...)
- le bâti d'activité industriel, commercial et agricole sans distinction

Dans l'analyse les bâtiments indifférenciés et le bâti remarquable ont été regroupés, car ils font majoritairement partie des mêmes ensembles urbains. Les bâtiments industriels, agricoles et commerciaux sont intégrés dans une même catégorie des bases de données IGN, qui ne permet pas de les distinguer. Le tableau ci-dessous met en évidence les surfaces globales de croissance des taches urbaines entre 2009 et 2019 à l'échelle de Hautes Terres Communauté.

Typologie	Superficie en 2009 (en ha)	Superficie en 2019 (en ha)	Évolution 2009-2019	Part selon la typologie
Indifférencié				
Remarquable	2089,2	2143,6	54,4	20,5
Agricole/Industrielle	322,2	533,3	211,1	79,5
<b>TOTAL</b>	<b>2411,4</b>	<b>2676,9</b>	<b>265,5</b>	<b>100,0</b>

Sources : SYTEC, Diagnostic socio-économique prospectif, arrêté en novembre 2019, exploitation Hautes Terres Communauté

La différence entre la surface totale ainsi estimée (265,5 ha) par rapport à l'analyse de la tache urbaine globale à l'échelle de Hautes Terres Communauté sur la période 2009-2019 (229,6 ha), soit -35,9 ha, s'explique par le chevauchement de taches urbaines, notamment pour des constructions agricoles et industrielles situées à proximité des zones agglomérées du tissu urbain mixte. En effet, la distinction des taches urbaines par type de bâti entraîne la superposition de certains tampons.

#### 7.2.5. Les dynamiques d'urbanisation par type d'espaces : agricoles, naturels et forestiers

Une analyse comparative des données du Registre Parcellaire Graphique 2017 (dernier millésime disponible) qui localise les parcelles agricoles déclarées à la PAC et de la tache urbaine 2017, sur la base de la première analyse élaborée sur les bases des données BD TOPO IGN V2 2007 et 2017, a été effectuée.

Cette analyse de la consommation d'espaces met en évidence la nature des sols sur lesquels s'est réalisé le développement de l'urbanisation. La méthode a consisté à croiser la tache urbaine 2007 et 2017, avec les données du Registre Parcellaire Graphique de 2007 et de 2017 (surfaces déclarées à la Politique Agricole Commune) pour l'impact du développement sur les espaces agricoles) et la couche végétation de la BD Topo de l'IGN pour le millésime 2017, pour l'impact du développement sur les espaces naturels et forestiers (bois, forêts fermées, lande ligneuse et peupleraies de plus de 2000 m<sup>2</sup> hors haies, vergers et vignes).

En l'absence de données d'occupation agricole pour l'année 2019, la répartition identifiée en 2007- 2017 par type d'espace consommés, a ensuite été appliquée à la tache urbaine 2009-2019, par extrapolation.

Types d'espaces consommés de 2009 à 2019	Estimation de la surface (en ha)	Répartition
Espaces agricoles	117 ha	51 %
Espaces naturels et forestiers	19 ha	8 %
Autres espaces	94 ha	41 %
<b>TOTAL de la progression de la tache urbaine</b>	<b>230 ha</b>	<b>100 %</b>

Sources : SYTEC, Diagnostic socio-économique prospectif, arrêté en novembre 2019, exploitation Hautes

Terres Communauté

### **7.2.6. La synthèse de la consommation d'espaces par l'urbanisation**

Compte tenu des différentes analyses, la consommation d'espaces est estimée à 230 ha sur la dernière décennie 2009-2019.

Cette consommation d'espace se répartit entre les différents espaces de la façon suivante :

- 117 ha d'espaces agricoles à la PAC, soit 51 % de la consommation totale ;
- 19 ha d'espaces naturels et forestiers, soit 8 % de la consommation totale ;
- 94 ha d'autres types d'espaces, soit 41 % de la consommation totale : espaces en friche, franges de l'espace urbain, espaces en attente d'urbanisation ou espaces enclavés non inclus dans la tâche urbaine, et espaces agricoles non déclarés au Registre Parcellaire Graphique.

En conclusion, c'est l'espace rural qui s'est le plus urbanisé.

**Synthèse : « L'occupation du sol et la consommation de l'espace »**

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un territoire rural de qualité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une grande partie du territoire est au RNU pas de maîtrise du foncier localement</li> <li>Diminution de la surface agricole utile</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Définir collectivement l'aménagement du territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pour les communes sans documents d'urbanisme ou des documents vieillissants, risque de verrouillage du développement des documents et pas d'outils fonciers pour anticiper le développement et la mise en œuvre des projets</li> <li>Mise en difficulté de l'activité agricole</li> </ul>

- Quelques indicateurs clés**

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Superficie de la tache urbaine (BD TOPO IGN méthode utilisée dans le cadre du SCoT Est Cantal ou méthode à définir dans le cadre du PLUi)	2577,65 en 2019	
Consommation des surfaces agricoles et naturelles (BD TOPO IGN méthode utilisée dans le cadre du SCoT Est Cantal ou méthode à définir dans le cadre du PLUi)	NR	
Evolution du nombre d'hectares de terres urbanisées vs terres agricoles et/ou naturelles et/ou forestières	NR	
Potentiel de recyclage foncier (incluant les surfaces de friches à réhabiliter)	NR	
Surfaces désartificialisées	NR	

## 8. LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITÉ

### 8.1. Un territoire « réservoir de biodiversité »

#### 8.1.1. Des espaces naturels de protection forte

##### • Un arrêté préfectoral de biotope (APPB)

Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope réglementent les usages autorisés d'une zone présentant un habitat propice à des espèces protégées dans l'objectif de préservation de leurs biotopes.

Commune	Nom du biotope	Superficie officielle	Création
Landeyrat	Tourbière de Rascoupet et Greil FR3800186	11,4 ha	9/10/1984

Source : Inventaire national du patrimoine national, <https://inpn.mnhn.fr/espace/protege/FR3800186> consulté le 10 juin 2021

La tourbière de Rascoupet et Greil constitue une entité du site Natura 2000 « Tourbières et zones humides du Nord-Est du massif cantalien » dont le syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne est animateur. Les tourbières sont des écosystèmes au fonctionnement très particulier, accueillant des espèces végétales et animales rares, et participant grandement à la séquestration du carbone. Elles sont ainsi ciblées par le réseau Natura 2000 comme des milieux naturels d'intérêt européen à préserver. En outre, cette tourbière présente deux particularités :

- elle est située sur la ligne de partage des eaux entre le bassin Loire-Bretagne et le bassin Adour-Garonne. Autrement dit, une partie des eaux de la tourbière rejoint l'océan Atlantique par la Dordogne et l'estuaire de la Gironde et l'autre partie par l'Allier puis la Loire ;
- elle a été en partie exploitée industriellement pour sa tourbe. Afin de mieux connaître cette tourbière et d'engager des actions permettant de retrouver un fonctionnement « naturel » après l'arrêt de l'exploitation de tourbe, une étude, financée par Natura 2000 et l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, a été menée en 2016 dans le cadre de l'animation de ce site Natura 2000. Une proposition de réhabilitation a été réalisée : plutôt que d'envoyer la totalité de la zone exploitée, comme cela était prévu, il est proposé de "laisser faire la nature" et suivre les processus de remise en place de production de tourbe. L'ensemble des éléments ayant contribué à la naissance de la tourbière étant encore présent (alimentation souterraine, émergence diffuse, phragmites...), cette proposition permet de rester au plus proche des conditions initiales de formation de la tourbière (il y a environ 7 à 8 000 ans).

Source : SYTEC, SCoT Est Cantal, État initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019, page 88

#### 8.1.2. Des espaces naturels de gestion concertée

##### • Les sites Natura 2000 : 2 ZPS et 5 ZSC

Les sites Natura 2000 sont des espaces faisant partie d'un réseau de sites écologiques à l'échelle de l'Europe, dont les deux objectifs sont de préserver la diversité biologique et de valoriser le patrimoine naturel de nos territoires. Deux Directives européennes établissent les bases réglementaires du réseau. Natura 2000, il s'agit de :

- La Directive « Oiseaux » : elle vise à la conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union européenne en ciblant les espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière. Elle donne lieu à la définition de Zones de Protection Spéciales (ZPS), sur la base d'un inventaire Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).
- La Directive « Habitats faune flore » : elle constitue un cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages, ainsi que de leur habitat. Elle répertorie les types d'habitats naturels, les espèces animales, les espèces végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Elle se traduit par la définition de Zones Spéciales de Conservation (ZSC), établies par arrêté ministériel.

Commune(s) et/ou collectivités	Nom du site	Superficie	Déclaration
--------------------------------	----------------	------------	-------------



Albepierre-Bredons, Laveissière, Lavigerie	Monts et Plomb du Cantal FR 831 0066	6 408 ha	• ZPS : Dernier arrêté : 12/07/2018
Chapelle-d'Alagnon, Laveissenet, Neussargues-en-Pinatelle	Planèze de Saint Flour FR8312005	25 193 ha	• ZPS : Dernier arrêté : 12/07/2018
Albepierre-Bredons, Laveissière, Lavigerie	Massif cantalien FR8301055	6 106 ha	• ZSC : Dernier arrêté : 01/09/2015
Dienne, Landeyrat, Saint-Saturnin, Ségur-les-Villas, Vernols	Tourbières et zones humides du nord-est du massif cantalien FR8301056	1 527 ha	• ZSC : Dernier arrêté : 02/10/2014
Allanche, Auriac-l'Église, Bonnac, Charmensac, Ferrières-Saint-Mary, Laurie, Massiac, Molèdes, Molompize, Peyrusse, Vèze	Vallées et Gîtes de la Sianne et du Bas Alagnon FR8301067	6 046 ha	• ZSC : Dernier arrêté : 15/07/2015
Ferrières-Saint-Mary, Saint-Mary-le-Plain	Site de la Coste FR8302019	81 ha	• ZSC : Dernier arrêté : 05/12/2016
Chapelle-d'Alagnon, Laveissenet	Affluents rive droite de la Truyère amont FR8302032	2 198 ha	• ZSC : Dernier arrêté : 06/01/2017
<b>TOTAL</b>		<b>47 559 ha</b>	

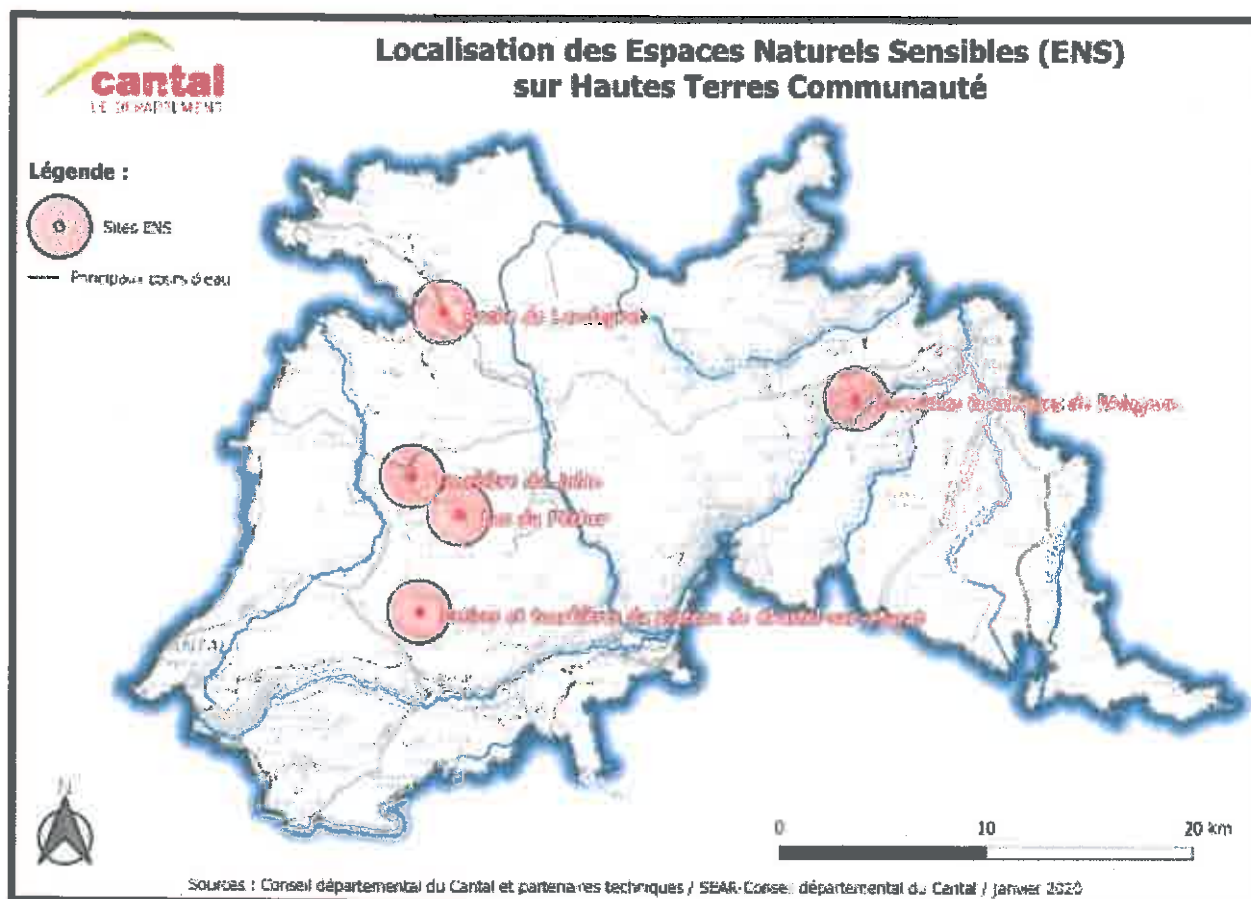
Sources : SYTEC, SCoT Est Cantal, État initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019 p.89-90 / <https://inpn.mnhn.fr/> Consulté le 10/06/2021

## • 5 Espaces naturels sensibles

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont nés de la loi du 18 juillet 1985 qui confie aux Départements la politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels. Le classement ENS constitue une reconnaissance partagée par le Département et une collectivité locale, de l'intérêt floristique et faunistique, géologique, paysager ou de mise en valeur éco-touristique d'un site. Le Département du Cantal a mis en place une politique de gestion des espaces naturels sensibles, qui a permis d'aménager et d'ouvrir au public de nombreux sites d'intérêt écologique et paysager représentatifs de différents types de milieux naturels.

Commune	Nom de l'espace	Superficie	Contrat ENS
Murat (ancienne commune de Chastel sur Murat)	Estives Chastel sur Murat	240 ha	1 <sup>er</sup> contrat 27/11/2007 CC Pays de Murat
Neussargues-en-Pinatelle (ancienne commune de Chavagnac)	Lac du Pêcher	20 ha	1 <sup>er</sup> contrat 27/11/2007 CC Pays de Murat
Molompize	Corniches basaltiques de de l'Alagnon et verger d'Auzit	50 ha	Pas de contrat
Landeyrat	Roche de Landeyrat	9 ha	1 <sup>er</sup> contrat 28/01/2008 CC du Cézaillier 2 <sup>ème</sup> contrat 27/07/2015 CC du Cézaillier
Ségur-les-Villas	Tourbière de Jolan	70 ha	Pas de contrat
<b>TOTAL</b>		<b>389 ha</b>	

Sources : SYTEC, SCoT, État initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019 p.91-92, <http://espace-nature.cantal.fr/> consulté le 10/06/2021



### 8.1.3. Des espaces naturels inventoriés

- **Les ZNIEFF : 57 ZNIEFF type 1 et 6 ZNIEFF type 2**

Mis en place en 1982, l'inventaire des Zones naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. Bien que sans portée réglementaire, cet inventaire est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature. Il doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagements du territoire (documents d'urbanisme, créations d'espaces protégés...).

Deux types de ZNIEFF existent :

- Les ZNIEFF de type I : espaces homogènes écologiquement, définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou d'habitats rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Ce sont les zones les plus remarquables du territoire ;
- Les ZNIEFF de type II : espaces qui intègrent des ensembles naturels fonctionnels et paysagers, possédant une cohésion élevée et plus riches que les milieux alentours.

Le territoire de Hautes Terres compte en 2021 :

- 57 ZNIEFF de type 1, occupant 325,06 km<sup>2</sup> soit 36,1 % du territoire (899,80 km<sup>2</sup>).
- 6 ZNIEFF de type 2, occupant 647,10 km<sup>2</sup> soit 71,9 % du territoire<sup>12</sup>.

<sup>12</sup> Source « Muséum national d'Histoire naturelle » inventaires d'espaces naturels : Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique de types I et II version 05/2021

**Synthèse : « Un territoire « réservoir de biodiversité »**

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une richesse dans les habitats</li> <li>• Une forte biodiversité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un territoire peu dense mais fragmenté (tache urbaine; infrastructures de transports, clôtures, lignes à haute tension, obstacles à l'écoulement de l'eau...)</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaboration d'un document d'urbanisme intercommunale pour préserver la trame verte et bleue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accentuation de la fragmentation et destruction des habitats par des activités consommatrices d'espaces</li> </ul>

- **Quelques indicateurs clés**

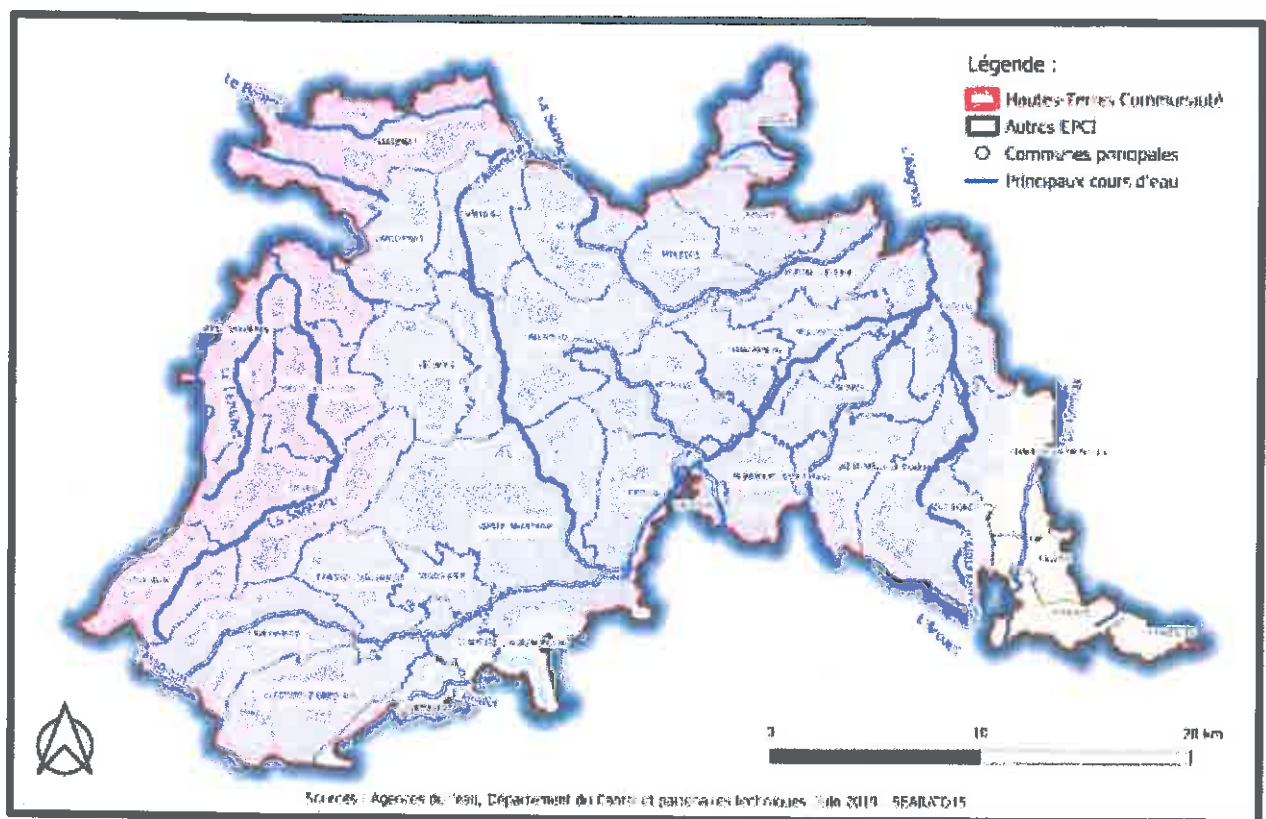
Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Surface des aires protégées : parc naturel, Natura 2000, ZNIEFF (zones d'intérêt écologique faunistique et : floristique), aire de protection des captages, etc. (INPN, HTC)	Superficie du territoire concernée par : - Arrêté préfectoral de biotope : 11,4 ha (INPN) • Natura 2000 : 47 559 ha (INPN) - ENS : 389 ha (INPN) • ZNIEFF 1 : 325,06 km <sup>2</sup> (INPN) • ZNIEFF 2 : 647,10 km <sup>2</sup> (INPN) • PNR VA : 665,9 ha 74 % du territoire	
Nombre de points noirs de continuités écologiques identifiés (HTC PLUi)		NR
Part des surfaces forestières bénéficiant d'une garantie de gestion durable (chambre d'agriculture)		NR
Surface de haies (chambre d'agriculture)		NR
Existence d'un atlas communal de la biodiversité et part du territoire classé en réservoir de biodiversité	Atlas de la biodiversité Est Cantal	
Label « Territoires engagés pour la nature »	OUI Syndicat des territoire de l'Est Cantal lauréat en 2020	
Label « terre saine »	Molèdes 2017 Murat 2018	

## 9. LA RESSOURCE EN EAU

### 9.1. Un territoire « tête de bassin versant »

A l'échelle du **grand cycle de l'eau**, le territoire est réparti sur 4 grands bassins versants tous structurés en outils « gestion des milieux aquatiques » :

- 73% sur le bassin de l'Alagnon (bassin Loire) où le Syndicat Interdépartemental de Gestion de l'Alagnon (SIGAL) porte notamment le SAGE et le Contrat Territorial Vert et Bleu Alagnon ;
- 20% sur le bassin de la Rhue/Santoire (bassin Dordogne) où les Communautés de Communes portent par convention un projet de Programme Pluriannuel de Gestion (PPG) des berges ;
- 5% sur le Haut-Allier (bassin Loire) où l'Etablissement Public Loire (EPL) porte le SAGE et le Contrat Territorial Haut-Allier ;
- 2% sur l'Ander (bassin Garonne) où Saint-Flour Communauté porte un Contrat Territorial sur les affluents de la Truyère



#### 9.1.1. Des eaux superficielles

##### • Une forte densité zones humides

Source : SYTEC, SCoT Est Cantal, État initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019 p.120-121

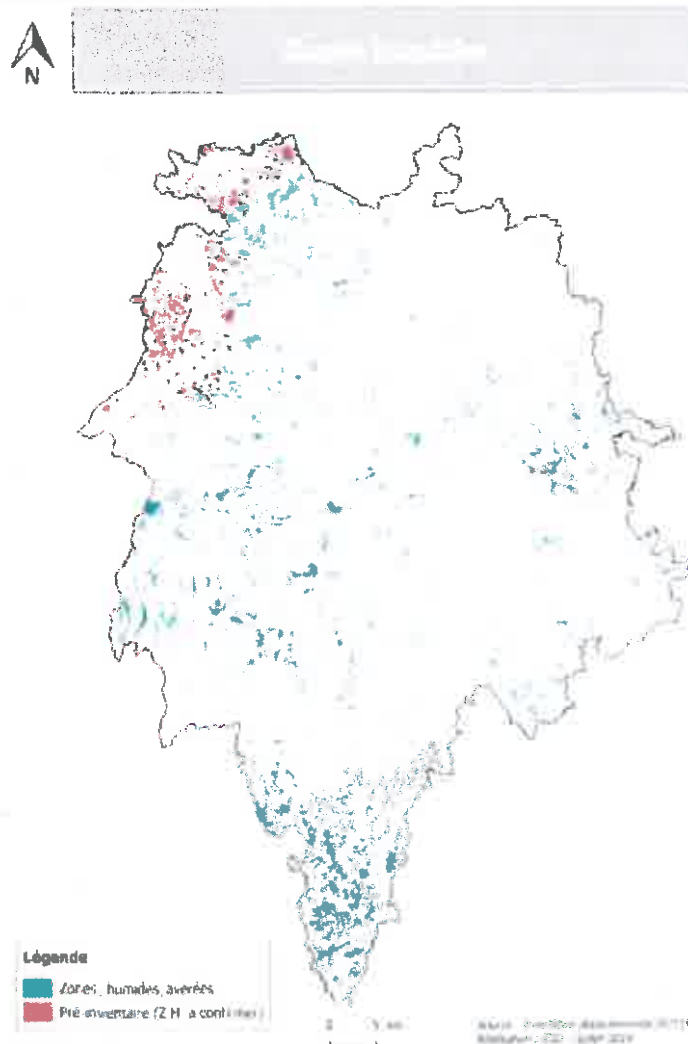
Le territoire comprend également une très grande diversité et une forte densité de zones humides, qui jouent un rôle écologique fondamental dans la dynamique des écosystèmes aquatiques. L'ensemble du territoire est couvert par l'inventaire (et pré-inventaire) des zones humides.

Les zones humides participent notamment à la régulation du régime hydrique (limitation des inondations et restitution d'eau en période d'étiage) et à la filtration/épuration de l'eau. En tant qu'interfaces entre milieux aquatiques et terrestres, elles constituent également d'importants réservoirs de biodiversité abritant de nombreuses espèces remarquables.

Deux tourbières ont fait l'objet d'un classement en Espaces Naturels Sensibles de département (ENS) sur le territoire du SCoT Est Cantal : les tourbières du plateau de Chastel-sur-Murat et la tourbière du Jolan. Par ailleurs, de très nombreuses zones humides sont intégrées dans les espaces de protection et d'inventaire

du territoire.

Un Plan départemental des zones humides a été élaboré en 2005 pour une durée de 5 ans (2006 – 2010). Ce plan a permis l'élaboration d'un pré-inventaire des zones humides et des actions de sensibilisation notamment auprès des agriculteurs et des élus locaux. Depuis, c'est le Schéma Départemental de Gestion et de Valorisation des Milieux Aquatiques (2014-2023) qui a pris le relais. Son objectif est de proposer un plan d'actions décliné par secteurs hydrographiques cohérents permettant d'atteindre les objectifs de bon état fixés par les Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE). Le Plan départemental des zones humides propose un découpage du département en secteurs sur lesquels ont été caractérisées les zones humides.



Les principales menaces sur les zones humides restent le drainage, l'exploitation de la tourbe (site de Rascoupet et Greil à Landeyrat) l'intensification de l'élevage, la fermeture du milieu sur les secteurs en déprise, dans une moindre mesure les aménagements touristiques (surtout passés).

- **Un territoire parsemé de nombreux plans d'eau**

Le territoire est également parsemé de nombreux plans d'eau, naturels ou artificiels. Les plans d'eau du territoire constituent d'importants réservoirs de biodiversité, mais peuvent également jouer un rôle de réserves d'eau pour la lutte contre les incendies, la production hydroélectrique, ou encore de retenues à usage de loisir (pêche) ou touristique.

### 9.1.2. Des eaux souterraines



- **4 masses d’eaux souterraines « libres » : des nappes phréatiques peu profondes**

Hautes Terres Communauté se situe sur quatre masses d’eaux souterraines. Toutes sont des masses d’eaux dites « libres », c’est-à-dire présentes dans des aquifères superficiels, directement en contact avec la surface.

Masses d’eau souterraines		Surface (km <sup>2</sup> )
Margeride BV Allier	FRGG049	283,0 km <sup>2</sup>
Massif du Cantal BV Loire	FRGG096	420,3 km <sup>2</sup>
Socle BV Dordogne secteurs hydro p0-p1-p2	FRGG006	21,2 km <sup>2</sup>
Volcanisme cantalien – BV Adour-Garonne	FRGG011	180,9 km <sup>2</sup>
<b>TOTAL</b>		<b>905,4 km<sup>2</sup></b>

Source : [https://services.sandre.eaufrance.fr/geo/MasseDEau\\_VRAP2010](https://services.sandre.eaufrance.fr/geo/MasseDEau_VRAP2010) Consulté le 10/06/2021

Les masses d’eau libres se situent sur des terrains où le sous-sol est perméable. Elles comprennent des nappes phréatiques peu profondes. Ces nappes sont directement alimentées par infiltration des eaux de pluies et se recharges rapidement. Du fait de cette perméabilité, ces nappes sont particulièrement sensibles aux pollutions de surfaces.

- **Un réseau hydrographique dense située en « tête de bassin versant »**

Source : SYTEC, SCot Est Cantal, État initial de l’environnement, arrêté en novembre 2019, p.125

En matière d’hydrologie, Hautes Terres Communauté bénéficie d’une situation singulière : en tête de bassin versant, avec des cours d’eau qui prennent naissance dans les Monts du Cantal, le territoire bénéficie ainsi d’une certaine résilience face aux étiages ; par ailleurs la présence de très nombreuses zones humides et de nappes sub-surfaciques soutient les cours d’eau. En contrepartie, cette situation confère une responsabilité du territoire, dans une logique amont-aval, quant à la qualité de l’eau et quant à la ressource. Deux secteurs sont particulièrement concernés : le haut Alagnon et le haut Allier, mais par ailleurs, le bassin versant de l’Alagnon peut être considéré dans sa globalité comme étant en tête de bassin par rapport au bassin hydrographique Loire-Bretagne.

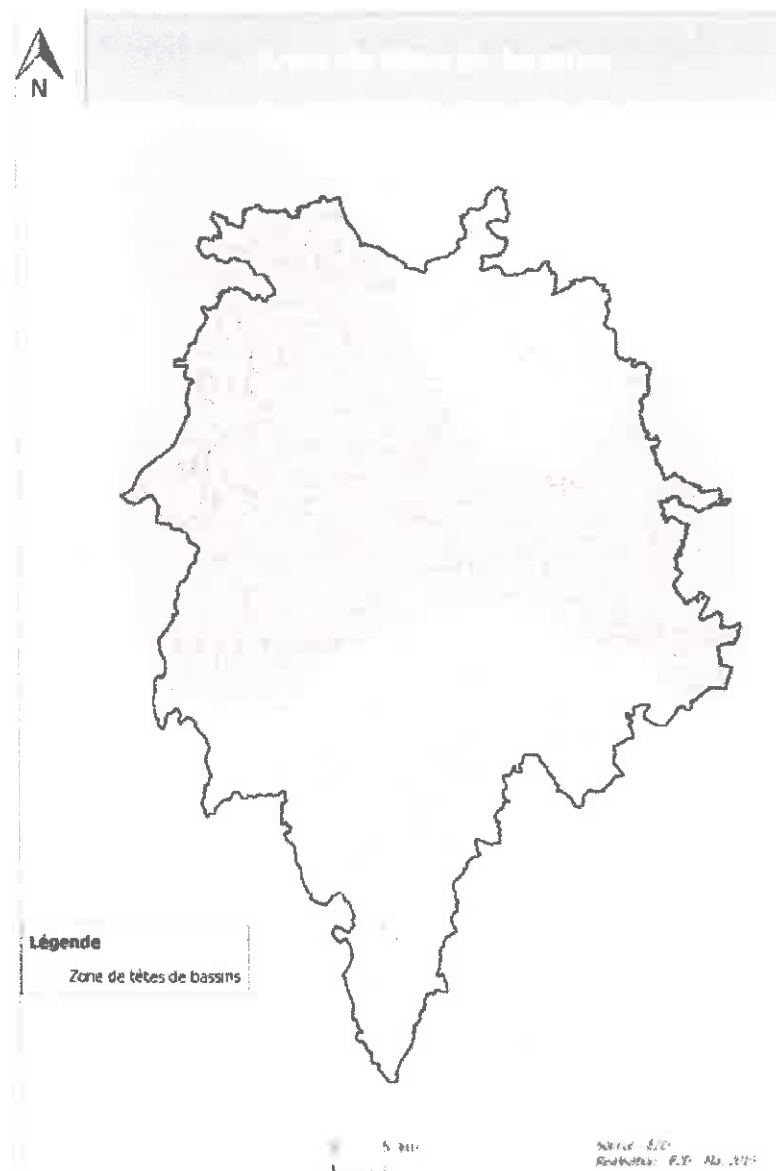
Les diagnostics élaborés dans le cadre de ces outils font état d’un réseau dense de cours d’eau (1km/km<sup>2</sup>) avec un important chevelu de tête de bassin versant.

Les masses d’eaux au sens Directive Cadre sur l’Eau (DCE) présentent globalement un bon état (10 sur les 14) mais celui-ci sujet à des pressions (nutriments, continuité) qui selon les sous-territoires le rendent fragile, surtout dans un contexte de modification du régime climatique et donc hydrologique.

Ces ruisseaux et rivières accueillent pour certaines des espèces à statut patrimonial élevé comme le saumon atlantique, l’ombre commun, l’écrevisse à pieds blancs. La loutre d’Europe est quant à elle présente sur l’intégralité du réseau.

On note par ailleurs une présence importante de zones humides. Si toutes présentent par essence un intérêt hydrologique et écologique, on notera la haute valeur patrimoniale de certaines de par leur nature/fonctionnement (tourbières) et/ou les espèces présentes.

Enfin, la combinaison du cadre paysager et des peuplements piscicoles présents donnent à ce réseau hydrographique une haute valeur halieutique, nationalement reconnu parfois (Alagnon, Santoire).



Source : SYTEC, SCOT Est Cantal, État initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019, p.125

## Synthèse : « Un territoire « tête de bassin versant » »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une richesse dans les habitats</li> <li>• Une forte biodiversité</li> <li>• Des zones humides qui permettent d'atténuer les crues et qui constituent des réserves d'eau en cas de sécheresse (tourbière, marais et prairies humides)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un territoire peu dense mais fragmenté (tache urbaine, infrastructures de transports, clôtures, lignes à haute tension, obstacles à l'écoulement de l'eau...)</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place une réflexion sur l'aménagement du territoire (PLUi) pour préserver les zones humides</li> <li>• Couverture intégrale par des outils de gestion de l'eau (grand cycle) ; présence d'une structure capitalisant forte expérience et reconnaissance extérieure (SIGAL)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accentuation de la fragmentation et destruction des habitats par des activités consommatrices d'espaces</li> <li>• Pollutions de surface</li> <li>• Changement climatique (augmentation des risques naturels : orages/pluies, sécheresse)</li> </ul>

### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Superficie des zones humides (SAGE)	NR	
Part des cours d'eau en bon état (classés en catégorie I ou II au titre de la continuité écologique) (SANDRE)	NR	



## 9.2. La gestion de la ressource en eau

Au niveau du **petit cycle de l'eau**, les compétences eau potable et assainissement collectif sont majoritairement gérées à l'échelle communale (la compétence assainissement collectif a été transférée à un syndicat qui la gère en régie). L'étude d'aide à la décision sur la gestion de ces compétences (2018-2020) fait état de :

- 124 sites de production (captages et forages) d'eau potable pour un volume produit de près de 2 millions de m<sup>3</sup> ;
- Une performance en qualité bactériologique non satisfaisante ;
- 53 stations d'épuration traitent les eaux usées de l'équivalent de 26 000 habitants mais les deux tiers sont dans un état jugé moyen à mauvais.

### • 2 schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux

Source : SYTEC, SCoT Est Cantal, État initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019, p.128

Le territoire du SCoT Est Cantal se situe à cheval sur les bassins hydrographiques Adour-Garonne et Loire-Bretagne. Le SCoT devra donc être compatible avec les orientations des SDAGE Adour-Garonne et Loire-Bretagne 2016-2021, approuvés respectivement le 1er décembre et le 4 novembre 2015.

Les SDAGE intègrent la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et les préconisations de la Directive Cadre européenne sur l'eau, de décembre 2000. Ils prennent également en compte la Loi de programmation du 3 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement et les orientations du livre bleu du Grenelle de la mer. Ils ont pour objectif d'assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et de préserver les milieux aquatiques et humides. Ils définissent pour cela des objectifs d'atteinte de bon état pour l'ensemble des masses d'eau du bassin hydrographique. Ils s'organisent en plusieurs orientations fondamentales, déclinées en dispositions, dont certaines concernent directement les documents d'urbanisme. La mise en œuvre opérationnelle des dispositions est facilitée par le programme de mesures associé au SDAGE.

### • 2 schémas d'aménagement et de gestion des eaux

Source : SYTEC, SCoT Est Cantal, État initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019, p.128

Les SAGE permettent la traduction des objectifs du SDAGE et sa mise en œuvre opérationnelle à l'échelle du bassin versant, avec comme principal objectif de trouver un équilibre entre la protection des milieux aquatiques et la satisfaction des usages de la ressource. Il doit notamment définir les moyens à mettre en œuvre pour restaurer et maintenir les fonctionnalités des milieux aquatiques et de la ressource en eau. Il s'agit à la fois d'un outil stratégique de planification mais également d'un instrument juridique visant à s'assurer de l'atteinte des objectifs de bon état des masses d'eau fixés par la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE).

Hautes Terres Communauté est concerné principalement par deux SAGE : le SAGE Alagnon porté par le SIGAL (approuvé en 2019) et le SAGE Dordogne Amont porté par EPIDOR (en cours d'élaboration).

### • 1 Contrat territorial

Le contrat territorial Alagnon 2017-2022 a été adopté en conseil syndical le 24 mars 2017. Il est porté par le Syndicat Interdépartemental de Gestion de l'Alagnon (SIGAL). Le périmètre de ce contrat territorial couvre l'ensemble du bassin versant de l'Alagnon, déjà présenté, qui se situe à cheval sur trois départements, dont le Cantal.

Une entente est organisée avec les EPCI concernée par le bassin de la RHUE afin d'élaborer un diagnostic en cours en vue d'une prochaine programmation sur ce bassin versant.

## Synthèse : « La gestion de la ressource en eau »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressource en eau potable globalement disponible</li> <li>Réseau dense de cours d'eau dont, qualités halieutiques reconnues (truite, ombre commun)</li> <li>Espèces (animales et végétales) et milieux à fort statut patrimonial, voire emblématiques pour certains (saumon, tourbières, ...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une ressource en eau potable exposée aux risques bactériologiques</li> <li>Une majorité de systèmes de traitement des eaux usées domestiques en mauvais état.</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Etude d'aide à la décision sur la gestion des compétences « eau – petit cycle »</li> <li>Développement de filières agricoles intégrant la qualité environnementale</li> <li>Une structuration GEMAPI sur la Rhue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Changement climatique</li> <li>Modification (intensification) de pratiques agricoles</li> <li>Développement de l'aménagement de cours d'eau pour l'hydroélectricité</li> <li>Espèces exotiques invasives</li> </ul>

### • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
AEP - UDI avec 100% des analyses conformes	63% (2017)	80%
AEP - Nb de communes en vigilance urbanisme (ARS)	7 (2018)	0
AC - % de STEP en état correct (MAGE)	25% (2018)	50%
AC - STEP non conformes /53(source DDT)	18 (2018)	5
Capacités nominales des STEP/population (portail d'information sur l'assainissement communal)	NR	
Masses d'eaux (où HTC est l'EPCI principal) en Bon Etat Ecologique	10/14 (2019)	11/14
Linéaire colonisé par le saumon sur le territoire	5 km	37 km
Nombre de populations d'écrevisses à pieds blancs (APP)	15 (BV Alagnon)	15
% de la SAU en prairie permanente	86% (2019)	86%
Nombre de logements non raccordés au réseau collectif des eaux usées (SPANC)	NR	
Surfaces de zones humides	NR	
Niveau d'avancement des procédures de protection de captages (ARS)	NR	
Adéquation usages/ressources (quantitatif)	NR	

## 10. LES ÉNERGIES

### 10.1. Un territoire engagé dans le soutien à la rénovation énergétique et les énergies renouvelables

De son côté, la Région s'est engagée à travers son SRCAE à des actions ambitieuses :

- diminuer de 22,4% les consommations d'énergie finale pour 2020 (par rapport à 2008) ;
- diminuer de 15% les émissions de GES par rapport à 2007 ;
- amener les énergies renouvelables à 30% de la consommation finale.

Dès 2016, le SYTEC a souhaité intégrer les enjeux de la transition énergétique dans sa stratégie de développement territorial, dans le cadre de l'élaboration du futur SCoT Est Cantal et dans sa déclinaison au sein des futurs documents de planification, des politiques et actions publiques et des projets d'aménagement.

En 2017, le SYTEC engage une démarche climat et transition énergétique, avec la mise en œuvre d'une trajectoire « Territoire à Energie Positive » (TEPOS), accompagné et soutenu par l'ADEME et la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le périmètre « TEPOS » est celui dans lequel le SYTEC exerce la compétence « Aménagement et développement de l'espace », soit les deux intercommunalités (EPCI), Saint-Flour Communauté et Hautes Terres Communauté, créées le 1er janvier 2017, sur un territoire de plus de 2 266 km<sup>2</sup> et 88 communes, comptant 35 541 habitants (INSEE 2015).

Le SYTEC s'inscrit ainsi dans une démarche globale de transition écologique, au service de la préservation des ressources du territoire, de l'économie circulaire, de la lutte contre les gaspillages et le changement climatique.

Le diagnostic préalable à l'engagement dans la démarche TEPOS ainsi que les profils Energie de l'Observatoire Régionale Climat-Air-Energie (ORCAE) ont montré une dépendance importante aux énergies fossiles dans le secteur résidentiel, tertiaire et du transport.

Pour agir sur la consommation énergétique et inciter à la rénovation énergétique, le SYTEC a conclu un partenariat avec l'entreprise CertiNergy pour simplifier la valorisation des Certificats d'Economie d'Energie (CEE). Ce partenariat permet à toutes les collectivités et entreprises du territoire de bénéficier d'un accompagnement au montage des dossiers pour récupérer les CEE (primes énergies) générés par les travaux de rénovation énergétique. Ces aides financières (qui n'étaient jusqu'à présent pas récupérées par les maîtres d'ouvrage) permettent ainsi d'alléger les restes à charges des projets et soutiennent ainsi l'effort de rénovation énergétique des communes et entreprises du territoire.

Pour agir sur la production d'énergie renouvelable locale, et en accord avec le diagnostic montrant le potentiel important de ressource en bois énergie, un contrat de développement des énergies renouvelables thermiques (COT ENR) a été conclu avec l'ADEME, pour accéder aux aides financières du Fonds Chaleur. Ces aides (jusqu'à présent uniquement accessibles aux projets de grande envergure) sont destinées désormais à tout porteur de projet d'installation de chaudière à bois, de géothermie ou de solaire thermique, public ou privé (hors particuliers). Le SYTEC est l'instructeur territorial de l'ADEME pour ces demandes d'aides, ce qui permet également une plus grande proximité et une animation locale pour la promotion des énergies de chauffage renouvelables.

Les projets d'installation ou de renouvellement du mode de chauffage s'intègrent généralement dans des projets de rénovation plus importants, ainsi les primes énergies CEE pour les travaux d'isolation, etc. et les aides du COT ENR pour le chauffage s'articulent et permettent de soutenir les projets sur plusieurs postes de dépenses.

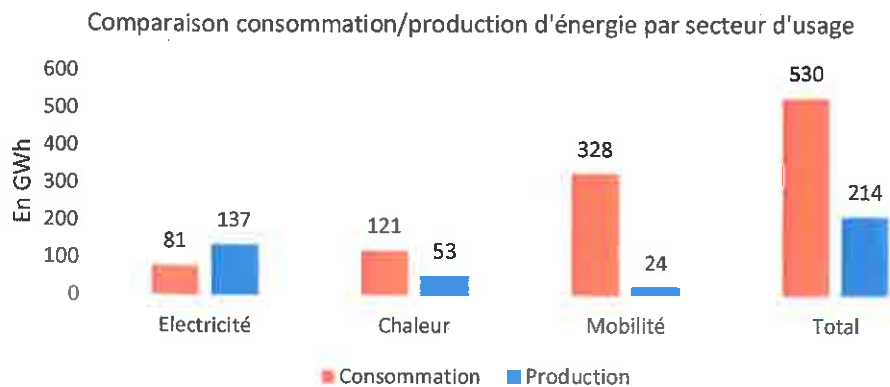
Pour aller plus loin dans le soutien aux projets de rénovation globaux et ambitieux, le SYTEC est en train de conventionner avec la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR), pour obtenir une enveloppe financière dédiée aux audits énergétiques des bâtiments communaux et à la création d'un poste d'économe de flux, dans le cadre d'un programme appelé Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique (ACTEE). En effet, il s'agit d'aider les communes dès la première étape de diagnostic des bâtiments, qui est souvent nécessaire, voire indispensable, pour programmer les travaux. Par ailleurs, ces audits sont souvent exigés par les partenaires financiers pour confirmer la robustesse des projets.

Aider les communes dès cette première étape d'un projet, avec l'aide et l'accompagnement d'un chargé de mission dédié, permet d'appuyer le passage à l'action, notamment en allégeant les dépenses sur ces postes non (ou très peu) aidés par ailleurs.

Ainsi ces trois dispositifs opérationnels ACTEE, CEE et COT ENR sont des moyens d’actions concrets pour mettre en œuvre l’orientation stratégique de maîtrise des consommations énergétiques du Projet Territorial de Développement Durable élaborée par les élus en 2017, déclinée dans le SCOT en 2019 et dans le projet TEPOS du territoire.

## 10.2. L’énergie renouvelable locale couvre plus de 40 % de la consommation

Selon les données 2017 de l’Observatoire Régional Air-Energie-Climat (ORCAE), la consommation énergétique sur le territoire de Hautes Terres Communauté s’élève à 530 GWh : électricité 15 %, chaleur 22 % et 62 % mobilité. La production d’énergie renouvelable locale est estimée à 214 GWh. Ainsi, globalement la production locale couvre environ 40,3 % des besoins énergétiques.

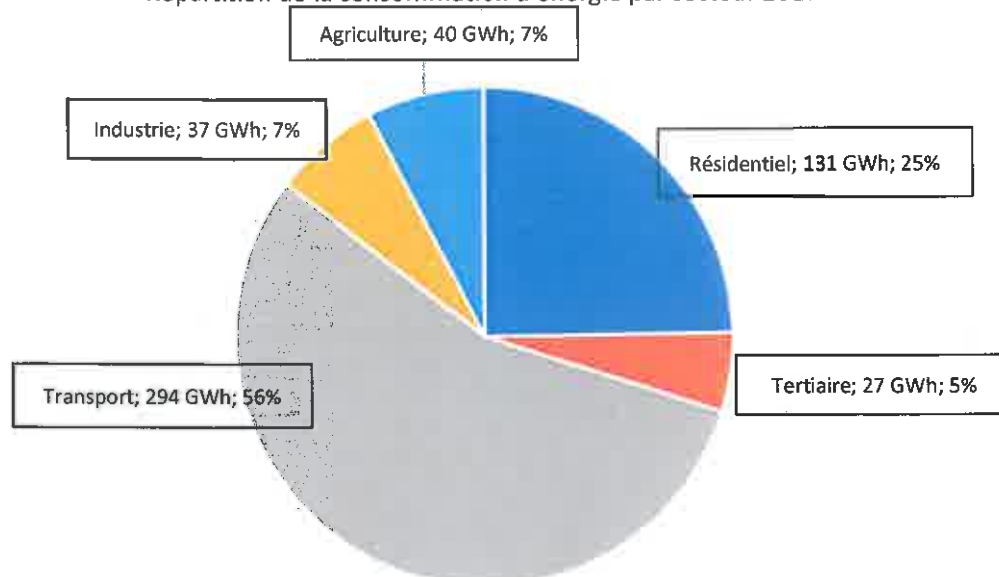


Comparaison de la consommation et de la production d’énergie renouvelable par secteur d’usage sur le territoire de Hautes Terres Communauté. Source : profil Climat-Air-Energie 2020 sur données 2017 de l’ORCAE

Cependant en détaillant selon les usages, la comparaison des consommations énergétiques et de la production d’énergie locale montre des taux de couverture très variables :

- Le territoire produit plus d’électricité qu’il n’en consomme,
- Moins de la moitié des besoins de chaleur est produite localement par valorisation des ressources locales,
- La quasi-intégralité du carburant consommé sur le territoire provient d’énergies fossiles importées.

Répartition de la consommation d'énergie par secteur 2017



Répartition de la consommation énergétique de Hautes Terres Communauté par secteur. Données : Profils Climat-Air-Energie 2020 sur données 2017 de l'ORCAE

La répartition par secteur montre la prédominance des transports dans la consommation énergétique du territoire.

### 10.3. Des filières de productions diversifiées

#### • L'éolien

Le territoire de Hautes Terres accueille en 2019 plusieurs infrastructures de production d'énergie éolienne, composées au total de 7 parcs et 24 éoliennes pour une puissance totale de 56 MW<sup>13</sup>.

Intitulé de l'infrastructure	Date de mise en service	Nombre d'éoliennes	Puissance (MW)	Configuration	Matériau
SAS Parc Eolien ALLANCHE 1		06/10/2012	12	4*3	Mat : 80 m Rotor : 90 m
EDF Énergies Nouvelles 15160 ALLANCHE					
SAS Parc Eolien de Bruyère Grande ALLANCHE 2	01/07/2012	06/10/2012	12	4*3	Mat : 80 m Rotor : 90 m
WINDPROSPECT 15160 ALLANCHE					
SARL Parc éolien RAGEADE 1	01/04/2011	04/2011	2	1*2	Mat : 80 m
La Chau Grande 15500 RAGEADE					
SARL Parc éolien RAGEADE 2		2014	12	6*2	Mat : 95 m
Les Cairoux 15500 RAGEADE					
Nouvelles Énergies Dynamiques Parc éolien de Chau Grande	01/04/2011	04/2011	12	6*2	Mat : 80 m Rotor : 90 m
WINDPROSPECT 15500 RAGEADE					

<sup>13</sup> Source : Profil CAR ORCAE AURA / CC Hautes Terres 22/04/2021

Parc éolien de La  
Chapelle-Laurent  
**VOLKSWIND France SAS**  
15500 LA CHAPELLE  
LAURENT

6

3\*2

Mat : 80 m

**TOTAL**

56

Source : SYTEC, SCoT Est Cantal, Etat initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019 p.244

Le projet de parc éolien de 8 mats a Peyrusse, ayant fait l'objet d'un permis de construire, accordé en 2013, encore non réalisé (en 2021), n'est pas comptabilisé.

- **Le photovoltaïque**

Le territoire de Hautes Terres compte 159 installations en 2019 pour une puissance totale de 15 MW. Le territoire est assez peu pourvu en grande infrastructure de production d'énergie photovoltaïque au sol. A juin 2019, un seul parc est réalisé sur la commune de La Chapelle Laurent. Il s'étend sur une surface de 10 ha.

Deux projets sur les communes de Neussargues-en-Pinatelle et de Saint-Mary-Le-Plain sont en cours d'études :

- Neussargues-en-Pinatelle : surface clôturée de 8,9 hectares, pour environ 16 000 m<sup>2</sup> et puissance de 5 MégaWatt crête (MWc), (sur l'ancien carreau de carrière) ;
- Saint-Mary Le Plain : surface 12,5 ha, pour une puissance de 11 MWc selon information du porteur de projet (délaisé de zone d'activités économiques non urbanisé).

Ces deux projets, représentent environ 20 ha, en consommation future, sur des espaces déjà en partie artificialisés.

- **La production de chaleur renouvelable**

La liste indicative des chaufferies présente deux chaufferies de bois collectives sur le territoire.

Localisation et environnement	Type	Puissance bois en kW	Type combustible
Maison de la Pinatelle Neussargues-en-Pinatelle	Réseau communal	220	Plaquettes
Murat Réseau de chaleur de Murat CC Pays de Murat	Réseau de vente de chaleur	1 500	Plaquettes
<b>TOTAL</b>		<b>1 720</b>	

Source : SYTEC, SCoT Est Cantal, Etat initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019 p.242

- **La méthanisation**

Hautes Terres Communauté n'accueille pas encore d'unités de méthanisation sur effluents agricoles ou biodéchets.

- **L'hydroélectricité**

Les installations de moins de 4,5 MW sont soumises au régime de l'autorisation tandis qu'au-delà, elles sont soumises au régime des concessions.

Localisation	Cours d'eau	Puissance	Puissance autorisée MW
Moulin de Celles NEUSSARGUES-EN- PINTATELLE	Alagnon	/	198
Moulin Grand MASSIAC	Alagnon	/	556
Courcelles MASSIAC	Alagnon	/	150
Aurouze MOLOMPIZE	Alagnon	/	400
Le Martinet MURAT	Ruisseau du Benêt	2040	263
Moulin de Gratepaille NEUSSARGUES-EN-	Allanche	2043	558

PINTATELLE			
Bouzaire	Ruisseau du Bouzaire	2025	990
PEYRUSSE			
Goutille	Sianne	Instruction en cours de renouvellement	1 489
VÈZE			
Farges	Ruisseau de Farges	2025	593
VIRARGUES			
<b>TOTAL</b>			<b>5 197</b>

Source : SYTEC, SCoT Est Cantal, Etat initial de l'environnement, arrêté en novembre 2019

Ainsi, 9 microcentrales hydroélectriques d'une puissance inférieures à 4500 kW équipent les cours d'eau du territoire et notamment l'Alagnon et ses affluents, pour une puissance autorisée totale de 5,2 MW.



## Synthèse : « Les énergies »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le territoire produit plus d'énergies qu'il n'en consomme</li> <li>Un territoire engagé dans la transition énergétique Un potentiel de développement des énergies renouvelables important</li> <li>Des ressources locales réelles</li> <li>Une filière bois-énergie structurée</li> <li>Une politique locale engagée dans la transition énergétique (TEPOS, PCAET)</li> <li>Une ingénierie locale mutualisée au sein du SYTEC</li> <li>La présence d'outils financiers : LEADER, Fonds Chaleur Territorial, AAP de la Région AURA...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des contraintes environnementales fortes : préservation des espaces naturels et de l'usage agricole des sols</li> <li>La non-connexion au réseau de transport de gaz, et la vétusté du réseau électrique local</li> <li>Une ingénierie et une animation locale insuffisantes</li> <li>Un manque de compétences clés et de structuration dans certaines filières et secteurs (méthanisation, mobilité, etc.)</li> <li>Une capacité limitée d'investissement dans des infrastructures lourdes</li> <li>La prédominance de la voiture individuelle dans les déplacements</li> <li>Moins de la moitié des besoins de chaleur est produite localement par valorisation des ressources locales</li> <li>La quasi-intégralité du carburant consommé sur le territoire provient d'énergies fossiles importées</li> <li>Un parc bâti ancien et énergivore</li> <li>Des ménages en précarité énergétique</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les politiques ambitieuses en termes de réduction de consommation d'énergie demandent des politiques publiques performantes (notamment à travers les PLUi et les PCAET).</li> <li>Mettre en place des outils en faveur de l'amélioration de l'habitat (SPPEH, OPAH)</li> <li>Un potentiel majeur d'attractivité du territoire</li> <li>La valorisation des ressources locales</li> <li>Le retour de valeur ajoutée pour le territoire</li> <li>L'accueil de nouveaux habitants et de nouvelles compétences</li> <li>Un potentiel d'autonomie énergétique</li> <li>L'émergence de nouveaux métiers et services</li> <li>Le développement de compétences et savoir-faire locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>De fortes pressions pour l'implantation de photovoltaïque au sol au détriment de surfaces agricoles et de la préservation des sols</li> <li>Une faible acceptabilité locale des projets de production électrique industrielle (parcs éoliens et photovoltaïques)</li> <li>Un impact environnemental à limiter : artificialisation des sols, impact paysager, maintien des continuités écologiques (TVB)</li> <li>La prédominance d'acteurs économiques extérieurs au territoire</li> <li>Une mise en œuvre de technologies complexes</li> <li>Essor de la précarité énergétique des ménages</li> <li>Un alourdissement de la facture énergétique dans les années à venir</li> </ul>

## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Emissions de gaz à effet de serre du territoire (total et par habitant) (ORCAE)	245 kteq CO2 (2018) 11 563 habitants 2017 21 teq CO2/hab.	
Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) (ORCAE)	530 GWh (2017) 509 GWh (2018)	
Production d'énergie renouvelables (ORCAE)	214 GWh (2017)	
Consommation énergétique en autoconsommation (individuelle et collective) (NR)		NR
Nombre de passoires thermiques dans les logements privés, le parc social, les bâtiments publics et les locaux d'entreprises (HTC/collectivités)		NR
Répartition du parc immobilier (toutes catégories) par étiquette du DPE échelle Cantal (Fidéli)	A 1%-B 2% - C6% - D20% - E25% - F21% - G 26%	
Nombre de copropriétés en situation fragile ou dégradée (HTC)		NR
Nombre d'artisans et d'entreprises certifiées RGE sur le territoire (FAIRE)		NR
Nombre estimé de chaudières à fioul (NR)		NR
Nombre estimé de cheminées ouvertes et autres modes de chauffages très émetteurs de particules fines (par exemple inserts, poêles, et chaudières à bois installés avant 2002) (NR)		NR
Existence de réseaux de chaleurs, ainsi que leur combustible (part d'énergie renouvelable) (HTC/Communes)	1 Réseau communal Maison de la Pinatelle 1 Réseau Chaleur Bois Murat	
Mode de chauffage des grands équipements collectifs de territoire (écoles, collèges, lycées...), établissements de santé, bâtiments publics... (Département, Région, établissements, collectivités)		NR
Part des consommations énergétiques couvertes par les EnR (ORCAE)		40 %
Nombre de logements rénovés (OPAH et SPPEH) (HTC et Département du Cantal)		NR
Nombre de bâtiments tertiaires publics et privés rénovés (HTC, communes et Département du Cantal)		NR
Nombre de centres de télétravail (HTC)		1
Nombre de bornes de recharge pour véhicules électriques (HTC/communes)		1
Nombre de stations d'avitaillement en GNV (Région)		0
Nombre d'éoliennes (ORCEA)		24
Nombre de parcs photovoltaïques/parc éoliens (ORCAE)		1
Production de chaleur (ORCAE)		53 GWh
Production de bio-carburant (ORCAE)		24 GWh
Nombre d'unités de méthanisation (ORCAE)		0
Nombre de capteurs prioritaires (source DDT)		NR
Surface des sites de production d'énergies photovoltaïques et type d'implantation (friches, anciennes carrières...) (NR)	Éolien 24 mats (environ 3000 m²/mat source SCoT Est Cantal) 72 000 m²	

## 11. LA GESTION DES DÉCHETS

Hautes Terres Communauté est compétente en termes de pré-collecte/collecte et traitement des déchets (transfert de compétence vers le SYTEC pour le traitement). Le financement du service est assuré par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) qui s'établit à 13.81 % et également de la redevance spéciale pour les professionnels.

Hautes Terres Communauté assure la collecte des ordures ménagères résiduelles (OMR) en points de regroupement sur l'ensemble du territoire à l'aide de 7 camions de collecte parcourant 87 000 km pour un

total de 2 954 tonnes et 16 805 heures de travail (données 2019).

Hautes Terres Communauté assure la collecte du tri en régie en point de regroupement uniquement sur le territoire de l'ancienne communauté de communes du Pays de Massiac (19 000 km /an) et délègue la collecte du tri en Point d'Apport Volontaire à un prestataire privé pour un tonnage total de 539 tonnes sur le reste du territoire. La collecte et le traitement du verre sont assurés par le SYTEC.

La collectivité possède 2 déchetteries intercommunales en régie (Massiac et Neussargues-en-Pinatelle) pour 25 726 passages d'usagers par an (17 074 à Neussargues et 8 652 à Massiac) pour un tonnage annuel de 3 978 tonnes. Une étude pour la réhabilitation des déchetteries de Hautes Terres Communauté a été lancée en 2020, afin de les sécurisées, de les rendre facilement exploitable et également d'anticiper les nouvelles consignes de tri.

Le fonctionnement du service est cadré et édicté par les règlements de collecte et déchetteries.

7 quais de déchets verts et 4 points de collecte des cartons sont repartis sur tout le territoire en plus des déchetteries. Hautes Terres Communauté effectue également une collecte des cartons des professionnels uniquement sur le territoire de l'ancienne communauté de communes du Pays de Murat.

Hautes Terres Communauté assure également la collecte des plastiques agricoles une fois par an au mois de mai pour tonnage global d'environ 200 à 230 tonnes.

Hautes Terres Communauté est adhérente du SYTEC dans le cadre de la gestion des déchets notamment pour la valorisation (flux triés), le traitement (flux triés et enfouissement), la prévention des déchets et le compostage. Le SYTEC est une structure locale et un partenaire privilégié de Hautes Terres Communauté. L'amélioration et la recherche de performance sur la gestion des déchets sont des enjeux majeurs pour le futur aussi bien en terme environnemental qu'économiques, plusieurs contraintes réglementaires nationale et régionale vont être mises en place d'ici 2026. Celles-ci vont fortement impacter le service, il est nécessaire de limiter les déchets à la source, rechercher à limiter les coûts, améliorer la qualité du gisement (qualité de tri, OMR...) et d'être pro-actif sur la recherche d'amélioration et d'opportunité de filières.

## Synthèse : « La gestion des déchets »

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'un gisement : certains matériaux sont recyclables à l'infini.</li> <li>• Existence d'un bon maillage territorial (collecte, tri)</li> <li>• Déchetterie qui fonctionne bien (ratio kg/hab.) et bien ancrée dans les habitudes</li> <li>• Territoire rural qui a tendance à réemployer ou recycler</li> <li>• Statistiques de collecte du verre au-dessus des moyennes nationales</li> <li>• Implication des élus depuis 2021 =&gt; dynamisme</li> <li>• Agents de collecte impliqués et attachés au territoire</li> <li>• Centre d'enfouissement et de tri actuel à proximité de notre territoire</li> <li>• Bon relationnel avec les éco-organismes et opérateurs du secteur</li> <li>• Certaines communes qui s'engagent au côté de HTC dans la thématique</li> <li>• Très bon maillage du territoire en termes de collecte de déchets verts</li> <li>• Très bon maillage du territoire en termes de collecte de déchets cartons (2021)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Territoire peu dense et très étendu</li> <li>• Territoire vallonné et climatiquement rigoureux</li> <li>• Difficultés de captation de certains gisements liées à un usage dispersif</li> <li>• Transports / logistique : Les coûts du transport déterminent les opportunités de trouver un exutoire aux matières. Ils ne couvrent pas nécessairement le prix de revente de la matière.</li> <li>• Une taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) qui n'intègre pas de part variable en fonction des quantités de déchets produites</li> <li>• Un portage politique et communicationnel à développer sur le thème des déchets et de la prévention</li> <li>• Déchetteries pas aux normes et peu flexibles</li> <li>• Collecte à optimiser</li> <li>• Faible intégration de la notion "d'évitement" des déchets par la population.</li> <li>• Zone touristique du Lioran problématique sur plusieurs points : qualité OMR, qualité de tri, consignes de tri non respectées, apports très fluctuants</li> <li>• Déficit d'exutoires en région pour recycler /valoriser la matière collectée/triée/préparée/conditionnée sur le Territoire</li> <li>• Une flotte de véhicule à renouveler et à faire mieux correspondre aux besoins</li> <li>• Faible conscience écocitoyenne collective sur la gestion des déchets</li> <li>• Accès difficile à la législation environnementale pour la population et les acteurs du territoire, par la complexité des informations et leurs accès non vulgarisés.</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tarification incitative</li> <li>• Réglementation &amp; fiscalité : ces instruments peuvent pousser au développement de filières et les tirer vers le haut.</li> <li>• Évolutions des technologies de tri : permettant de recycler de nouveaux gisements, Permettant d'augmenter la qualité des matières.</li> <li>• Beaucoup d'établissements publics ou privés assujettis à la RS -&gt; levier d'action intéressant pour l'incitation à la prévention et au tri.</li> <li>• Part importante de déchets putrescibles ou triables -&gt; une priorisation pouvant aboutir à des résultats significatifs et immédiats.</li> <li>• Un territoire agricole avec une proposition de circuits courts, un soutien aux marchés alimentaires -&gt; favorable à la vente de produits frais</li> <li>• Optimisation des collectes et équipements</li> <li>• Extension des consignes (à la fois une opportunité et une menace</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Extension des consignes de tri en janvier 2023 (avenir des flux triés et de notre exutoire actuel)</li> <li>• Hausse de la TGAP linéaire entre 2019 et 2026</li> <li>• Réglementation nationale ou régionale pas forcément adaptée à notre typologie de territoire</li> <li>• Transport des déchets vers des exutoires lointains et avec des conditions d'accès restrictives</li> <li>• Collecte des bio-déchets</li> <li>• Problèmes de qualité de tri</li> <li>• Pression fiscale de plus en plus élevée sur les usagers avec un risque d'apparition de dépôts sauvages ou dégradation de la qualité de tri</li> <li>• Territoire « oublié » et « non-prioritaire » car peu peuplé</li> <li>• Coûts fixes non compressibles et population qui diminue</li> <li>• Moins d'aides des éco-organismes</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilité d'accès au service (notamment tri et déchetteries) tout en ayant une meilleure gestion du service</li> <li>• Etude en cours sur la réhabilitation des déchetteries =&gt; travaux dans le futur</li> <li>• Territoire touristique « zéro waste »</li> <li>• Création de ressourceries et recycleries</li> <li>• Collecte des pneus agricoles si mise en place de filière adéquate</li> <li>Centre d'enfouissement et de tri actuel à proximité de notre territoire</li> <li>• Fort pourcentage de la population du territoire disposant d'un extérieur : possibilité d'inciter au compostage.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De plus en plus de filières pour de moins en moins d'aides</li> <li>• Centre d'enfouissement et de tri actuel à proximité de notre territoire</li> </ul>
---	---

## • Quelques indicateurs clés

Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Échéance du CRTE en 2016
Tonnage de déchets produits par le territoire (ADEME SINOE)	8 776 t	
Tonnage OMR (ADEME SINOE)	9 689 t avec gravat 2954 tonnes	
État des équipements de tri au regard des normes (ADEME SINOE)	NR	Passage en extension des consignes de tri en 2023
Existence de tri à la source des bio-déchets dans structures de restauration collective, et pour logements collectifs (HTC)	Non via collecte Oui via composteur et prévention sur le sujet	
Taux de tri sélectif par filière (ADEME SINOE)	33,7 % OMR / 4,6% Emballages verres / 5,7 % RSOM hors verre / 8,1% Déchets verts / 45,6 % Déchets et déchetterie / 2,3% Déchets des professionnels (2020)	
Tonnage par flux triés (ADEME SINOE)	2954 OMR / 404 Emballages verres / 501 RSOM hors verre / 714 Déchets verts / 4001 Déchets et déchetterie / 202 Déchets des professionnels (2020)	
Tonnage de biodéchets (ADEME SINOE)	0	
Tonnage de déchets inertes (ADEME SINOE)	913,06 tonnes de déchets type gravats en déchetteries	
Tonnage de déchets dangereux (ADEME SINOE)	41,982 avec DASTRI	
Ratio kg par habitants OMR (ADEME SINOE)	246	
Ratio kg par habitants flux triés (ADEME SINOE)	33,7 pour le verre 17,04 pour les JRM en Point d'Apport Volontaire 16,67 pour les emballages en Point d'Apport Volontaire 58,2 pour la collecte en point de regroupement (bac jaunes)	
Ratio kg par habitants en déchetteries (ADEME SINOE)	271,9	
Taux de refus en PAV (ADEME SINOE)	1,60% JRM 17,90% Emballages	
Taux de refus en points de regroupement (ADEME SINOE)	22,98%	
Nombre d'heures de collecte (HTC/SYTEC)	21 549h avec déchetteries	
Tonnage recyclé vs tonnage détruit ou enfouis (ration en %) (ADEME SINOE/SYTEC)	Compostage 17,86%/Démontage,démantèlement 3,09%/ Recyclage 8,04%/Regroupement des déchets 0,34% /Réutilisation et Réemploi 0,33% / Stockage en ISDI 22,82%/ Stockage en ISDND 42,41%/ traitement physico-chimique 0,57%/Tri 4,17%/ Valorisation matière 0,37%	
Coût aidé HT par habitant (ADEME SINOE)	Base 2019 137,69 €/hab.	
Taux de TEOM et redevance spéciale (HTC/SYTEC)	13,81 % pour la TEOM Redevance spéciale via forfait : 75 €, 150 €, 325 € et 600 € pour les professionnels 98 € pour les professions libérales Forfaits de 203 €, 500 € et 914 € pour les administrations Calcul au réel pour les gros producteurs	
Contenu des OMR (EN % Putrescible, textiles, papiers & cartons, verre & métaux, plastiques, autres déchets) (SYTEC)	NR	
Pourcentage de déchets allant dans une filière de réemploi (SYTEC)	NR	

## SYNTHÈSE GÉNÉRALE : ENJEUX DU VOLET ENVIRONNEMENTAL

Thématiques	Résumé du diagnostic	Enjeux ciblés
<b>Conditions géologiques et climatiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un socle géologique volcanique</li> <li>• Des conditions climatiques contrastées</li> <li>• Des températures moyennes en augmentation</li> <li>• Un régime de précipitations qui présente une grande variabilité d'une année à l'autre</li> <li>• Un bilan hydrique annuel qui diminue</li> <li>• Une augmentation des événements météorologiques extrêmes (canicules)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valoriser le patrimoine naturel</li> </ul>
<b>Documents d'urbanisme et consommation foncière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un SCoT Est Cantal pour orienter le développement du territoire à l'horizon 2035</li> <li>• 26 communes au RNU</li> <li>• 6 PLU et 3 CC</li> <li>• Une occupation du sol essentiellement agricole et forestière</li> <li>• L'espace rural s'est le plus urbanisé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bâtir un territoire à vivre attractif et durable</li> </ul>
<b>Les milieux naturels et la biodiversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des milieux naturels remarquables</li> <li>• Un territoire « réservoir de biodiversité »</li> <li>• Un patrimoine naturel exceptionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir des équilibres harmonieux du cadre de vie</li> </ul>
<b>La ressource en eau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un réseau hydrographique dense situé « tête de bassin versant »</li> <li>• Des nappes phréatiques peu profondes et sensibles aux pollutions de surface</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer une gestion raisonnée de la ressource en eau</li> </ul>
<b>Les énergies</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un territoire engagé dans le soutien à la rénovation énergétique et les énergies renouvelables</li> <li>• L'énergie renouvelable locale couvre plus de 40% de la consommation</li> <li>• Des filières de production diversifiées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Adapter le bâti pour réduire la consommation énergétique</li> </ul>
<b>La gestion des déchets</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le territoire compétent en termes de pré-collecte/collecte</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer une gestion raisonnée des déchets</li> </ul>



# Etat des lieux écologique du territoire

Objectif et politique publique	Indicateurs (Sources)	Dernières données disponibles en 2021	Echéance du CRTE en 2016
<b>Lutte contre le changement climatique</b>			
limitation du changement climatique	Emissions de gaz à effet de serre du territoire (total et par habitant) (ORCAE)	245 kteq CO2 (2018) 11 563 habitants 2017 21 teq CO2/hab.	
transition énergétique	Consommations énergétiques du territoire (toutes énergies incluant le carburant et les énergies fossiles de chauffage) (ORCAE)	530 GWh (2017) 509 GWh (2018)	
	Production d'énergie renouvelables (ORCAE)	214 GWh (2017)	
	Consommation énergétique en autoconsommation (individuelle et collective) (NR)	NR	
	Nombre de passoires thermiques dans les logements privés, le parc social, les bâtiments publics et les locaux d'entreprises (HTC/collectivités)	NR	
	Répartition du parc immobilier (toutes catégories) par étiquette du DPE échelle Cantal (Fidéli)	A 1% - B 2% - C 6% - D 20% - E 25% - F 21% - G 26%	
	Nombre de copropriétés en situation fragile ou dégradée (HTC)	NR	
	Nombre d'artisans et d'entreprises certifiées RGE sur le territoire (FAIRE)	NR	
	Nombre estimé de chaudières à fioul (NR)	NR	
	Nombre estimé de cheminées ouvertes et autres modes de chauffages très émetteurs de particules fines (par exemple inserts, poêles, et chaudières à bois installés avant 2002) (NR)	NR	
	Existence de réseaux de chaleurs, ainsi que leur combustible (part d'énergie renouvelable) (HTC/Communes)	1 Réseau communal Maison de la Pinatelle 1 Réseau Chaleur Bois Murat	
	Mode de chauffage des grands équipements collectifs de territoire (écoles, collèges, lycées...), établissements de santé, bâtiments publics... (Département, Région, établissements, collectivités)	NR	
	Part des consommations énergétiques couvertes par les EnR (ORCAE)	40%	
	Nombre de logements rénovés (OPAH et SPPEH) (HTC et Département du Cantal)	NR	
	Nombre de bâtiments tertiaires publics et privés rénovés (HTC, communes et Département du Cantal)	NR	
	Nombre de centres de télétravail (HTC)	1	
	Nombre de bornes de recharge pour véhicules électriques (HTC/communes)	1	
	Nombre de stations d'avitaillement en GNV (Région)	0	
	Nombre d'éoliennes (ORCEA)	24	
	Nombre de parcs photovoltaïques/parc éoliens (ORCAE)	1	
	Production de chaleur (ORCAE)	53 GWh	
	Production de bio-carburant (ORCAE)	24 GWh	
	Nombre d'unités de méthanisation (ORCAE)	0	

	Nombre de capteurs prioritaires (source DDT)	NR	
	Surface des sites de production d'énergies photovoltaïques et type d'implantation (friches, anciennes carrières...) (NR)	Eolien 24 mats (environ 3000 m²/mat source SCoT Est Cantal) 72 000 m²	

<b>Agriculture et alimentation durable</b>	Existence d'un projet alimentaire territorial	OUI	
	Évolution du nombre d'exploitations (Recensement agricole)	651 exploitations en 2017	
	Évolution de la taille moyenne des exploitations (RPG PAC)	79 ha (attention données sur Condat Chanterelle et Montboudif)	
	Évolution des surfaces PAC (RPG PAC)	65 115 ha (2014) (attention données sur Condat Chanterelle et Montboudif)	
	Évolution du nombre d'agriculteurs (Recensement agricole)	910 agriculteurs en 2017	
	Nombre d'installations agricoles (Chambre d'agriculture)	22 installations agricoles par an (2017-2019)	
	Évolution de la SAU (Recensement agricole)	50 702 ha en 2010 Dont part toujours en herbe 88% 2010	
	Surfaces de friches agricoles revalorisées (SYTEC/IGN SAFER)	Espaces délaissés ou en friches 373 tenements de plus d'un ha 1215 ha (attention données sur Condat Chanterelle et Montboudif) (Date de la donnée NR)	
	% de la SAU en bio (Recensement agricole)	3664 ha (2019) 5,5% de la SAU	
	Diversité des systèmes d'élevages (Chambre d'agriculture)	86% des exploitations en élevage bovin (40% allaitant, 35% lait, 11% mixte) (2017)	
	Diversification des productions agricoles (Chambre d'agriculture)	6 exploitations maraîchères, 6 avicoles, 2 arboricoles (2021)	
	Agriculteurs en bio (Chambre d'agriculture)	42 (2019)	
	Nombre d'agriculteurs vendant en circuit courts/de marchés de producteurs ou d'Amap		
	Nombre d'exploitations AOP et label rouge (Chambre d'agriculture)	165 exploitations concernées par la production du Cantal AOP, 10 Salers AOP, 7 de Saint-Nectaire AOP, 2 Bleu d'Auvergne AOP, 31 de viandes label rouge Salers, 5 de viandes label rouge Bœuf Fermier Aubrac (2017)	
	Réseau de distribution (Chambre d'agriculture, HTC, communes)	60 exploitations (soit près de 10%) pratiquent la vente directe (2017 1 AMAP, 1 magasin de producteurs, 1 Drive fermier, 5 marchés, 1 magasin bio (2021)	
	Nombre de restaurants professionnels (Hautes Terres Tourisme/HTC/Communes)	60 restaurants professionnels (2019)	
	Nombre d'établissements de restauration collective (Communes, Département, Région, EHAPAD/Hôpital)	23 établissements de restauration collective sur le territoire dont 18 en gestion directe (2021)	
	Nombre de repas servis par an en restauration collective (Communes, Département, Région, EHAPAD/Hôpital)	555 000 repas servis par an en restauration collective (2021)	
	Nombre de cantines qui s'approvisionnent en produits locaux (Communes)	14 cantines sur les 18 en gestion directe s'approvisionnent en produits locaux (2021)	

	Nombre de cantines qui s'approvisionnent en produits bio (Communes)	6 cantines sur les 18 en gestion directe s'approvisionnent en produits bio (2021)	
	Surfaces agricoles et nombre d'exploitations du territoire engagées dans des démarches de labellisation environnementale (Chambre d'agriculture)	NR	
	Estimation du volume de produits phytosanitaires utilisés sur le territoire	NR	
Mobilité	par mode des modes actifs ou transports en communs pour déplacement domicile-travail		
	Mode de déplacement des ménages (INSEE)	Ménages ayant une voiture : 2610 (2017) Ménages deux voitures ou plus : 2176 (2017)	
	Part des déplacements domicile-travail en transport en commune (INSEE)	1,5% (2017)	
	Évolution de la fréquentation des lignes de transports collectifs	Gare SNCF Total voyageur 2017 Massiac-Blesle 29136 Le Lioran 23082 Murat 18838 Neussargues 13788	
	Nombre d'aires de covoiturage (HTC/Communes) :	1 officielle à Neussargues 3 informelles à Massiac, Allanche, Saint-Poncy	
	Linéaires modes doux créés (HTC/Communes)	NR	
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables et existence de parkings à vélos sécurisés	NR	
	Existence de pôle(s) multimodal (aux)	NR	
	Existence de zone(s) à faible émissions	NON	
	Existence de voies réservées au covoiturage	NON	
	Automobile : - Part de véhicules électriques ou hybrides dans le parc des collectivités et dans le parc privé - Nombre de bornes de recharge électriques ouvertes au public	NR	
	Part des véhicules bas carbone dans la flotte de transports collectifs	NR	
	Part du territoire couverte par une autorité organisatrice de la mobilité (CEREMA/HTC)	0% au 1 <sup>er</sup> janvier 2020	
Prévention des risques	nombre d'habitants situés dans une zone à risque		

## Gestion de la ressource en eau

Eau	part des installations de traitements des eaux usées non compatibles avec les normes européennes		
	taux de fuite des réseaux d'eau du territoire		
	part de rivières en bon état écologique		
	couverture du territoire par un SAGE		
	nombre de captages prioritaires et nombre de captages bénéficiant d'une protection et d'un plan d'actions		
	AEP - UDI avec 100% des analyses conformes	63% (2017)	80%
	AEP - Nb de communes en vigilance urbanisme (ARS)	7 (2018)	0
	AC - % de STEP en état correct (MAGE)	25% (2018)	50%
	AC - STEP non conformes /53(source DDT)	18 (2018)	5

Capacités nominales des STEP/population (portail d'information sur l'assainissement communal)	NR	
Masses d'eaux (où HTC est l'EPCI principal) en bon Etat écologique	10/14 (2019)	11 sur 14
en Bon Etat Ecologique		
Linéaire colonisé par le saumon sur le territoire	5 km	37 km
Nombre de populations d'écrevisses à pieds blancs (APP)	15 (BV Alagnon)	15
% de la SAU en prairie permanente	86% (2019)	86%
Nombre de logements non raccordés au réseau collectif des eaux usées (SPANC)	NR	
Surfaces de zones humides	NR	
Niveau d'avancement des procédures de protection de captages (ARS)	NR	
Adéquation usages/ressources (quantitatif)	NR	

## Economie circulaire, déchets et prévention des risques

économie circulaire et circuits courts	production de déchets ménagers et assimilés (avec déblais et gravats) par habitant		
	Tonnage de déchets produits par le territoire (ADEME SINOE)	8 776 t 9 689 t avec gravat	
	Tonnage OMR (ADEME SINOE)	2954 tonnes	
	État des équipements de tri au regard des normes (ADEME SINOE)	NR	Passage en extension des consignes de tri en 2023
	Existence de tri à la source des bio-déchets dans structures de restauration collective, et pour logements collectifs (HTC)	Non via collecte Oui via composteur et prévention sur le sujet	
	Taux de tri sélectif par filière (ADEME SINOE)	33,7 % OMR / 4,6% Emballages verres / 5,7 % RSOM hors verre / 8,1% Déchets verts / 45,6 % Déchets et déchetterie / 2,3% Déchets des professionnels (2020)	
	Tonnage par flux triés (ADEME SINOE)	2954 OMR / 404 Emballages verres / 501 RSOM hors verre / 714 Déchets verts / 4001 Déchets et déchetterie / 202 Déchets des professionnels (2020)	
	Tonnage de biodéchets (ADEME SINOE)	0	
	Tonnage de déchets inertes (ADEME SINOE)	913,06 tonnes de déchets type gravats en déchetteries	
	Tonnage de déchets dangereux (ADEME SINOE)	41,982 avec DASTRI	
	Ratio kg par habitants OMR (ADEME SINOE)	246	
	Ratio kg par habitants flux triés (ADEME SINOE)	33,7 pour le verre 17,04 pour les JRM en Point d'Apport Volontaire 16,67 pour les emballages en Point d'Apport Volontaire 58,2 pour la collecte en point de regroupement (bac jaunes)	
	Ratio kg par habitants en déchetteries (ADEME SINOE)	271,9	
	Taux de refus en PAV (ADEME SINOE)	1,60% JRM 17,90% Emballages	

	Taux de refus en points de regroupement (ADEME SINOE)	22,98%	
	Nombre d'heures de collecte (HTC/SYTEC)	21 549h avec déchetteries	
	Tonnage recyclé vs tonnage détruit ou enfouis (ratio en %) (ADEME SINOE/SYTEC)	Compostage 17,86%/Démontage,démantèlement 3,09%/ Recyclage 8.04%/Regroupement des déchets 0.34% /Réutilisation et Réemploi 0.33% / Stockage en ISDI 22,82%/ Stockage en ISDND 42,41%/ traitement physico-chimique 0,57%/Tri 4,17%/ Valorisation matière 0,37%	
	Coût aidé HT par habitant (ADEME SINOE)	Base 2019 137,69 €/hab.	
	Taux de TEOM et redevance spéciale (HTC/SYTEC)	13,81 % pour la TEOM Redevance spéciale via forfait : 75 €, 150 €, 325 € et 600 € pour les professionnels 98 € pour les professions libérales Forfaits de 203 €, 500 € et 914 € pour les administrations Calcul au réel pour les gros producteurs	
	Contenu des OMR (EN % Putrescible, textiles, papiers & cartons, verre & métaux, plastiques, autres déchets) (SYTEC)	NR	
prévention des risques, notamment santé environnementale	Pourcentage de déchets allant dans une filière de réemploi (SYTEC)	NR	
	inventaire territorial d'émissions de polluant (émissions annuelles de SO2 /Nox / COV / PM2,5/ NH3)		

## Biodiversité, protection des espaces naturels, agricoles et forestiers

Préservation de la biodiversité	Fragmentation des milieux naturels		
	Surface des aires protégées : parc naturel, Natura 2000, ZNIEFF (zones d'intérêt écologique faunistique et : floristique), aire de protection des captages, etc. (INPN, HTC)	Superficie du territoire concernée par : - Arrêté préfectoral de biotope : 11,4 ha (INPN) - Natura 2000 : 47 559 ha (INPN) - ENS : 389 ha (INPN) - ZNIEFF 1 : 325,06 km² (INPN) - ZNIEFF 2 : 647,10 km² (INPN) - PNR VA : 665,9 ha 74 % du territoire	
	Nombre de points noirs de continuités écologiques identifiés (HTC PLUI)	NR	
	Part des surfaces forestières bénéficiant d'une garantie de gestion durable (chambre d'agriculture)	NR	
	Surface de haies (chambre d'agriculture)	NR	

	Existence d'un atlas communal de la biodiversité et part du territoire classé en réservoir de biodiversité	Atlas de la biodiversité Est Cantal	
	Label « Territoires engagés pour la nature »	OUI Syndicat des territoires de l'Est Cantal lauréat en 2020	
	Label « terre saine »	Molèdes 2017 Murat 2018	
	Superficie des zones humides (SAGE)	NR	
	Part des cours d'eau en bon état (classés en catégorie I ou II au titre de la continuité écologique) (SANDRE)	NR	
Lutte contre l'artificialisation des sols	Part des espaces naturels, agricoles, forestiers sur la surface totale du territoire		
	État d'avancement des documents d'urbanisme (HTC)	6 PLU (dont 1 en révision) 3 Communales	1 PLUi
	Taux de mobilisation des droits à construire au regard de ceux fixés dans les documents d'urbanisme (HTC/ADS)	NR	
	Superficie de la tache urbaine (BD TOPO IGN méthode utilisée dans le cadre du SCoT Est Cantal ou méthode à définir dans le cadre du PLUi)	2577,65 en 2019	
	Consommation des surfaces agricoles et naturelles (BD TOPO IGN méthode utilisée dans le cadre du SCoT Est Cantal ou méthode à définir dans le cadre du PLUi)	NR	
	Evolution du nombre d'hectares de terres urbanisées vs terres agricoles et/ou naturelles et/ou forestières	NR	
	Potentiel de recyclage foncier (incluant les surfaces de friches à réhabiliter)	NR	
	Surfaces désartificialisées	NR	

## Annexe 2 – Fiches actions

### Le présent contrat présente 35 fiches actions objectifs :

1. Objectif 1 : Être visible pour le citoyen
2. Objectif 2 : Faire des Maisons de Services des lieux multifonctions ouverts aux habitants et acteurs du territoire
3. Objectif 3 : Définir collectivement l'aménagement de notre territoire
4. Objectif 4 : Accompagner les communes en proposant des prestations d'ingénierie et des outils de mutualisation
5. Objectif 5 : Conserver une offre commerciale de proximité dans les bourgs
6. Objectif 6 : Aménager et valoriser les coeurs de bourg
7. Objectif 7 : Préserver et valoriser le patrimoine naturel
8. Objectif 8 : Préserver, valoriser le patrimoine bâti
9. Objectif 9 : Disposer d'une offre de soins, en nombre et qualité, au service des habitants
10. Objectif 10 : Structurer une offre paramédicale et de bien être visible
11. Objectif 11 : Offrir une réponse concrète à la garde des jeunes enfants pour les actifs du territoire
12. Objectif 12 : Offrir une réponse concrète pour l'accueil extrascolaire des enfants et des temps de rencontres pour les adolescents
13. Objectif 13 : Structurer une offre d'équipement culturel et musical accessible aux plus jeunes
14. Objectif 14 : Proposer une offre culturelle pour tous, bâtie sur la mise en valeur de l'identité HTC et sur une démarche de projet entre habitants, communes et acteurs de HTC
15. Objectif 15 : Veiller au développement d'une offre locative et résidentielle équilibrée
16. Objectif 16 : Anticiper une réserve foncière publique
17. Objectif 17 : Structurer une offre sports et loisirs de pleine nature
18. Objectif 18 : Maintenir des services de transport du quotidien
19. Objectif 19 : Réserver des espaces d'accueil pour le développement et l'installation d'entreprises
20. Objectif 20 : Être au contact des entreprises et favoriser leurs synergies, leur maintien et leur développement
21. Objectif 21 : Elaborer et animer avec un maximum d'acteurs locaux le projet touristique local
22. Objectif 22 : Accompagner la montée en gamme de la proposition touristique pour optimiser les retombées collectives
23. Objectif 23 : Participer à la construction d'un projet Massif de montagne 4 saisons
24. Objectif 24 : Créer un itinéraire non motorisé "Alagnon" et « arc Cézaillier »
25. Objectif 25 : Mettre en valeur et en cohérence les réseaux de sentiers existants pour irriguer le territoire
26. Objectif 26 : Structurer une filière viande
27. Fice Objectif 27/28/29 : Développer les circuits courts
28. Objectif 30 : Réduire les couts de consommation dans le logement privé (bailleur ou occupant)
29. Objectif 31 : Accompagner les collectivités dans la réduction des consommations d'énergies de leurs équipements
30. Objectif 32 : Développer des outils mobilité pour la gestion des flux touristiques
31. Objectif 33 : S'appuyer sur l'offre ferroviaire comme facteur de développement
32. Objectif 34 : Promouvoir la mobilité électrique : du vélo à l'auto
33. Objectif 35 : Gestion des déchets optimisée
34. Objectif 36 : Soutenir la gestion et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques GEMAPI
35. Objectif 37 : Service eau assainissement de qualité Préparer une gestion optimisée des réseaux eau assainissement



# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 1

**Titre de l'Action :** Visibilité de HTC auprès des citoyens

**Axe du projet de territoire :**

**Ambition 1 :** Faire communauté

**Chantier1 :** Affirmer l'identité de HTC et faire connaître son action

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ **Nom et description succincte du porteur :** HTC

➤ **Adresse postale :** 4 rue Faubourg Notre Dame - 15300 Murat

➤ **Personne /service référent-e et coordonnées :** Sophie BARGY - Service communication – [communication@hautsterres.fr](mailto:communication@hautsterres.fr) – 04 71 20 22 62

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener

**Animation de l'action** (*animateur référent, concertation, communication...*)

Hautes terres Communauté assure la communication interne et externe, met en place des actions de diffusion, des outils de concertation

**PRÉSENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☒ Autre : communication et animation

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☒ Sans objet

**Description courte :**

HTC se doit de faire connaître son action auprès des usagers, citoyens, habitants, partenaires pour être reconnue et identifiée comme un acteur du développement à leur service et créer un sentiment d'appartenance fort autour d'une communauté.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

La commune reste un pilier de la proximité malgré une organisation administrative qui positionne de plus en plus les intercommunalités au cœur de l'action publique. Aussi, les services et les actions de cette dernière doivent rester visibles, accessibles et compréhensibles pour les usagers et les citoyens. HTC doit prendre sa place et avoir un sens pour l'habitant qui doit identifier facilement toutes les actions menées dont il peut tirer profit au quotidien.

Si HTC réalise de nombreuses actions au quotidien et s'engage sur de nombreux sujets, l'action perçue par les habitants semble trop souvent "se résumer à la gestion des ordures ménagères..."

Il est donc essentiel de rendre visible l'action communautaire pour l'utilisateur et de travailler sur des outils de communication.

Ces supports et outils de communication devront être adaptés, compréhensibles, afin de faire connaître et reconnaître la plus value de la communauté.

Plusieurs actions sont envisagées :

- > L'identification des équipements de HTC avec la mise en place d'une signalétique adaptée
- > L'élaboration et la déclinaison d'une charte graphique uniformisée et appropriée
- > La structuration et l'animation des supports de communication : site internet, réseaux sociaux, éditions papier
- > Animations sur site, présence sur des manifestations pour afficher les partenariats et rendre lisible l'action
- > Fabrication et diffusion d'écocup

Afin d'évaluer les résultats de cet objectif, des outils de suivi devront être mis en place.

Demain, de nouveaux outils numériques pourraient voir le jour pour faciliter les échanges avec les habitants et la lisibilité de HTC.

**Les mots clés de l'action / tags :** lisibilité, communication, supports adaptés, aller vers, proximité, appartenance

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Finaliser les outils de communication et cadrer les actions à mener
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Instaurer les temps de communication pour être plus lisible, identifié
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Positionner l'EPCI comme un partenaire connu de tous

### Le public et territoire(s) visé(s)

Les habitants, usagers, citoyens, acteurs du territoire, partenaires institutionnels

**Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre d'utilisateurs des services	inconnu	Mise en place de l'outil d'évaluation	
Nombre de visiteurs et d'inscrits sur les outils numériques ou réseaux	Site web : entre 2 500 et 3 000 visiteurs uniques par mois. Facebook : plus de 1 000 abonnés. LinkedIn : page créée en avril 2021 : 32 abonnées		
Nombre de supports de communication	Un magazine institutionnel à destination des habitants et communes (6500 ex) édité 3 fois par an / Une lettre interne mensuelle à destination des agents		
Nombres d'équipements à identifier	20 sites à identifier avec le logo		

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours

- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☐ Date de début : septembre 2021.....

☐ Date de fin : 2026

**Observations :**

Cette action vocation à perdurer dans le temps sous des formes différentes de projets pour s'adapter en permanence aux besoins et aux évolutions de la société et des actions de HTC.

**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☐ Estimation en cours.  
☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....

☐ Financement(s) obtenu(s) : .....

☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 2

**Titre de l'Action :** Faire des maisons de services des lieux multifonctions ouverts aux habitants et acteurs du territoire

Axe du projet de territoire :

Ambition 1 : Faire communauté

Chantier 1 : Affirmer l'identité de HTC et faire connaître son action

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : HTC

➤ Adresse postale : 4 rue Faubourg Notre Dame - 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Nelly Labidoire – Pôle services à la population / Katie Haeck - coordinatrice des maisons de services – [khaeck@hautesterres.fr](mailto:khaeck@hautesterres.fr) – 04 71 20 22 62

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Etat	Labellisation Maison France Service (MFS)	B	
Les partenaires nationaux historiques	Présence au sein des MFS	A	
Les acteurs locaux	Présence et actions au sein des MFS	B / C	

**Animation de l'action** (*animateur référent, concertation, communication...*)

L'action sera coordonnée par le service des maisons de services au sein du pôle services en transversalité avec l'ensemble des autres services de HTC (mobilité, habitat, insertion, à la population en lien étroit et grande transversalité avec les services économie, développement, tourisme).

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☒ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☒ Transition énergétique ☒ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☒ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☒ Tourisme  
☒ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☒ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☒ Autre : France service  
☐ Sans objet

**Description courte :**

HTC souhaite se doter d'un maillage en MFS, facteur d'attractivité, vecteur d'image du territoire et lieu multifonction de la citoyenneté, de l'initiative et de l'entrepreneuriat.



**Description détaillée** : historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

La maison des services labellisée France Service de Murat et son annexe à Neussargues en Pinatelle fonctionnent depuis 2015 et offrent chaque année des réponses à près de 10 000 sollicitations diverses autour d'actes numériques, administratifs ou d'accompagnement.

Le maillage de HTC en maisons de service se poursuit avec la finalisation des chantiers des deux prochains équipements basés en centre bourg de Massiac et Allanche.

Au final, HTC sera couverte par une offre de Frances Services sur des lieux fixes eux-mêmes complétés par une offre de proximité itinérante via le bus cybercantal du département.

Ces équipements sont conséquents en termes d'investissement et de fonctionnement, pour HTC.

Il convient de valoriser au maximum ces équipements, en favorisant, par une gamme de services offerts, le lien avec les habitants et leurs besoins.

Ces équipements ont vocation à concentrer divers services qui en seront le premier maillon de la proximité et une vitrine grande ouverte sur les services du territoire pour les habitants, associations, entreprises, citoyens, partenaires, visiteurs, etc.

Les bâtiments sont conçus pour permettre à divers services d'être regroupés dans un même espace venant renforcer l'attractivité du lieu et la visibilité des services proposés plus facilement : les offices de tourisme, le point information jeunesse, antenne chambre d'agriculture à Murat, pôle Social départemental à Massiac, et d'autres services à venir (habitat, mobilité, accompagnement des entreprises, etc).

La transversalité, l'accompagnement et le porté à connaissance des initiatives et de la citoyenneté viendront donc compléter le rôle actuel d'appui aux démarches administratives.

Dans ce cadre de la déclinaison opérationnelle du projet des maisons de services, les orientations suivantes sont identifiées :

- > Labellisation des nouveaux équipements au titre de maison France Service pour assurer le fonctionnement
- > Recrutement d'un conseiller numérique pour conforter les accompagnements avec les usagers
- > Conception, acquisition et animation d'outils numériques pour les démarches d'accompagnement et de diffusion des services
- > Positionnement des maisons de services sur les dispositifs « tiers lieux » et réponse à des appels à projet type « fabrique de territoire »
- > Programmes d'animations réguliers
- > Structuration et professionnalisation des équipes
- > mise en réseau des équipements

**Les mots clés de l'action / tags** : proximité, lisibilité, initiative, vitrine, tiers lieux, accompagnement, numérique, partenariats, services

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Labellisation des MFS de Massiac et Allanche
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Faire de toutes les structures un réseau identifié par les usagers comme « porte d'entrée » pouvant répondre à leurs besoins
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Habitants/usagers/citoyens, partenaires locaux et nationaux, acteurs associatifs, communes, entreprises, visiteurs,

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = 2023	Etat final visé T = 2026
Nombre de labellisation	1	+2	
Fréquentation des équipements en nb de visiteurs	10000	15000	20000
Nombre de partenaires	35	40	40
Nombre d'animations, contenu des programmes	inconnu		

### PLANNING ET BUDGET

#### Calendrier

- **Etat d'avancement :**
- ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☐ Date de début : juillet 2021  
☐ Date de fin : 2026

#### Observations :

Action qui s'inscrit dans le temps : MFS existante complétée par les 2 nouvelles puis amorce de la transition avec un mode de fonctionnement à faire évoluer (contenu des propositions, programmes, partenariats, etc)

#### Budget

##### Montant :

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☒ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

##### Financement :

- ☐ Financement(s) sollicité(s) :  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....

☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat	MFS	

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 3

**Titre de l'Action :** Définir collectivement l'aménagement de notre territoire

Axe du projet de territoire

Ambition 1 : Faire Communauté

Chantier 2 : Conserver une **proximité** et une **solidarité** avec les communes

### GOUVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

- Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté
- Adresse postale : 4, rue Faubourg Notre-Dame - 15300 MURAT
- Personne /service référent-e et coordonnées : Nelly LABIDOIRE, DGS - [nlabidoire@hautesterres.fr](mailto:nlabidoire@hautesterres.fr) - 04 71 20 22 62

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☐ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

## Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Syndicat des territoires de l'Est Cantal	Accompagnement pour la mise en compatibilité du SCoT avec les documents d'urbanisme locaux Avis sur les documents d'urbanisme / idem PCAET	A	Élaboration du cahier des charges PLUi
Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne	Accompagnement pour la transcription des dispositions pertinente de la Charte de Parc dans les documents d'urbanisme locaux Avis sur les documents d'urbanisme	A	Élaboration du cahier des charges PLUi
Services de l'État	Financement élaboration PLUi Élaboration du porter-à- connaissance et de la note d'enjeux Accompagnement des élus Avis sur les documents d'urbanisme	B	Élaboration du cahier des charges PLUi Solliciter DGD
Département + CAUE	Financement élaboration PLUi Accompagnement élaboration Avis sur les documents d'urbanisme	C	Solliciter subvention
Personnes publiques associées articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme	Accompagnement élaboration – assurer les liaisons avec les organisations professionnels – assurer la prise en compte des politiques publiques Avis sur les documents d'urbanisme	C	Mettre en place un comité de pilotage
Commissions locales de l'eau	Accompagnement élaboration - assurer la prise en compte des plans d'aménagement et de gestion durable Avis sur les documents d'urbanisme	C	
Région AURA	SRADDET		

Etablissement Public d'Auvergne	Accompagnement élaboration stratégie foncière (habitat, développement économique, friches renouvellement urbain, revitalisation de centre-bourgs, équipements publics et services, espaces naturels et terres agricoles, réserves foncières stratégiques)	C	Organiser un temps d'échanges entre l'EPF et la collectivité
---------------------------------	---	---	--

### Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)

L'action est animée par Hautes Terres Communauté.  
Nelly LABIDOIRE, directrice générale des services, en est la référente.

Les conditions de concertation et communication sur cette action seront à préciser notamment dans le cadre de la finalisation du projet de territoire et de la prise de compétence documents d'urbanisme et de la prescription de l'élaboration du PLUi prévue en juillet 2021.

### PRÉSENTATION DE L'ACTION

#### Détail de l'action

##### Nature :

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☒ Autre : Documents d'urbanisme

##### L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :

- ☐ Action Cœur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Rénovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

##### Description courte :

Cette action vise à se doter d'outils pour fixer des choix collectifs sur les aménagements structurants du territoire.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

L'identité de HTC est liée aux choix de ses représentants, élus communaux et communautaires, pour le développement de ses espaces.

Il peut s'agir de l'implantation de nouvelles zones d'habitation dans les villages, d'aménagement de zones commerciales ou de parcs éoliens... Il est indispensable de s'accorder collectivement sur ce que l'on souhaite pour l'avenir du territoire HTC.

Il est aujourd'hui indispensable, dans la continuité du SCOT, de doter le territoire d'outils permettant de fixer des choix collectifs.

Ces choix sont à la fois guidés par la réglementation et les documents de planification stratégiques supra communautaires permettant d'alimenter la réflexion globale de l'aménagement du territoire à l'échelle de HTC : SRADDET, SCOT, PCAET, Charte du PNR, etc.

Par ailleurs, HTC et les communes peuvent être amenées à devoir se positionner sur des aménagements, infrastructures, qui peuvent avoir des impacts sur l'organisation de l'espace ou du fonctionnement du territoire : Schéma directeur du Lioran, infrastructures routières, développement de parc éoliens ou photovoltaïque, etc. Dans ce cadre, HTC souhaite pouvoir être force de proposition et accompagner les communes afin de garantir/contribuer à un aménagement concerté du territoire. Pour cela, différentes possibilités s'offrent aux collectivités : concertation, groupe de travail, contractualisation, outils de planifications communs....

Cette action passe notamment :

- par la mise en œuvre du SCOT Est Cantal outils stratégique et de planification et son articulation avec les documents d'urbanisme locaux (6 PLU et 3 cartes communales),
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un PLUi outils d'urbanisme réglementaire intercommunal
- une meilleure cohérence et convergence des politiques publiques (urbanisme, habitat, déplacements, environnement...);
- une valorisation de la complémentarité entre les communes, au service du projet de territoire de Hautes Terres Communauté ;
- élaboration du Plan Climat Energie territorial (PCAET) et déclinaison du plan d'actions

**Les mots clés de l'action / tags :** urbanisme, planification, aménagement, consommation d'espace, stratégie

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Mise en œuvre du SCOT/Mise en œuvre des documents d'urbanisme locaux, finalisation projet de territoire, lancement PCAET
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Élaboration du PLUi//Mise en œuvre des documents d'urbanisme locaux et projet territoire Elaboration du PCAET
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Mise en œuvre du PLUi

### Le public et territoire(s) visé(s)

Public cible : élus, acteurs locaux, habitants et pétitionnaires

Territoire visé : Hautes Terres Communauté

**Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = 2035
Nombre de communes dotées de documents d'urbanisme	6 PLU et 3 cartes communales		1 PLUi pour les 35 communes
Évolution de la démographie	Population municipale 11 563 Source : Insee, RP2017		Accueillir des habitants supplémentaires
Évolution de la consommation foncière	Superficie de la tache urbaine 2577,65 ha en 2019 Source : SCoT Est Cantal de BD Topo de l'IGN 2009-2019		
Nombre et part des résidences secondaires dans les logements	Résidences secondaires 3 545 RS 33,7 % Source : Insee, RP2017		Maîtriser le développement des résidences secondaires
Nombre et part des logements vacants dans les logements	Logements vacants 1 436 LV 13,7 % Source : Insee, RP2017		Réduire le taux du parc vacant avec la remise sur le marché de 400 logements ou bâtis vacants

Les objectifs visés par le SCoT Est Cantal se font à l'horizon 2035

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : 2021
- ☒ Date de fin : 2025

**Observations :**

Approbation du SCoT Est Cantal prévue en 2021  
 Transfert de la compétence « documents d'urbanisme » prévu au 1<sup>er</sup> juillet 2021  
 Prescription de l'élaboration du PLUi prévue en juillet 2021  
 Approbation de la modification n°2 du PLU d'Albepierre-Bredons pour fin 2021  
 Approbation de la révision du PLU de Laveissière prévue pour début 2022

**Budget****Montant :**☐ Estimation globale connue : TTC



- ☐ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat	DGD	
Département		
LEADER		

Fait à : Murat  
 Le : 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 4

**Titre de l'Action :** Accompagner les communes en proposant des prestations d'ingénierie et des outils de mutualisation

**Axe du projet de territoire :**

**Ambition 1 :** Faire communauté

**Chantier 2 :** Conserver une proximité et une solidarité avec les communes

## GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ **Nom et description succincte du porteur :** HTC

➤ **Adresse postale :** 4 Rue Faubourg Notre Dame – 15 300 Murat

➤ **Personne /service référent-e et coordonnées :** Nelly Labidoire – DGS – [nlabidoire@hautesterres.fr](mailto:nlabidoire@hautesterres.fr) – 04 71 20 22 62

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

## Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Les communes de HTC	Partenariat étroit pour une dynamique collective	B	

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

HTC assure l'animation dans le cadre de la méthodologie qui sera fixée dans la démarche du projet de territoire.

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action**

- Nature :**
- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique
  - ☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment
  - ☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☐ Tourisme
  - ☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique
  - ☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau
  - ☒ Autre : mutualisation

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)
- ☒ Petites Villes de Demain (PVD)
- ☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)
- ☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)
- ☐ Territoire d'industrie
- ☐ Autre : .....
- ☐ Sans objet

**Description courte :**

HTC souhaite faire du lien avec les communes en étant en appui de ces dernières au quotidien pour les aider à réaliser leur projet.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

HTC est composée de 35 communes avec des moyens humains et parfois matériels limités, dans un contexte où tout projet devient de plus en plus technique à administrer.

Dans un souci d'efficacité, d'optimisation et de mutualisation, HTC souhaite se positionner en appui des communes pour les accompagner dans des missions d'ingénierie ou dans des démarches de mutualisation.

De façon à identifier les besoins des communes, HTC souhaite être au plus près de leurs problématiques en multipliant les temps d'échanges et de visites en proximité et en créant une cellule d'appui aux communes, plateforme identifiée pour faire l'interface entre l'échelon intercommunal et communal.

Dans cette optique, après une première campagne de visite de chaque commune fin 2020, un état des lieux des besoins a été réalisé début 2021 afin de les préciser et calibrer les missions et modalités de mise en œuvre de la cellule d'appui.

Les éléments principaux à organiser portent sur les sujets suivants : accompagnement à la recherche de financements pour les projets, aide administrative sur les questions RH et marchés publics, organisation de groupements de commande, achat de prestation ou matériel en commun, organisation de temps d'échanges techniques ou de bonnes pratiques, etc.

HTC porte un service ADS, planification et dispose actuellement d'un service d'entretien des sentiers de randonnée, un chantier d'insertion sur la fonction support des espaces verts et un service voirie pour des travaux de réparation de chaussée et déneigement. L'ensemble de ces services ont vocation à être réorganisés de façon coordonnée pour continuer ou commencer à remplir une partie de leur mission au profit des communes dans le cadre de la cellule d'appui.

Cette action passera donc par plusieurs projets inscrits dans un principe méthodologique simple : faire proximité et être en lien permanent avec les communes.

Les projets qui peuvent découler de cette action sont les suivants :

- Création de la cellule d'appui aux communes : un référent, une équipe pluridisciplinaire organisée, de la proximité et des échanges réguliers, de la coordination des services déjà existants, l'affirmation de cette méthode dans un pacte de collaboration, etc
- Création d'un outil numérique partagé pour permettre les échanges et le partage d'informations, de documents, de savoirs faire, etc
- Acquisition de matériel numérique pour faciliter les échanges (exemple tablettes)
- Recrutement de personnel spécialisé pour organiser ou intervenir au sein de la cellule d'appui : poste PVD, conseiller numérique, Volontaire Territorial Administration, chargé de mission contractualisation ou coordinateur de la cellule
- Acquisition de matériel mutualisé de type broyeur, outil de travaux de voirie, barnum, etc
- Construction d'un bâti et d'un système de transport permettant d'abriter et de déplacer le matériel mutualisé

**Les mots clés de l'action / tags :** proximité, mutualisation, appui à l'ingénierie, partage d'information, échanges de bonne pratique

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Constitution et mise en action de la cellule d'appui
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Organisation d'actions d'accompagnement et de mutualisation
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Créer une relation de proximité fluide et des habitudes de travail

### Le public et territoire(s) visé(s)

Les communes : les élus et les agents techniques

**Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre de groupements de commande	3		
Nombre d'acte de mutualisation – achat matériel, convention MAD, etc	Non déterminé (comptage à organiser)		
Nombre de réunions de proximité, de conférences des maires, des commissions thématiques, etc			
Nombre d'acte d'accompagnement des communes			

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☐ Date de début : septembre 2021
- ☐ Date de fin : 2026

**Observations :**

Mise en œuvre de l'action dès fin 2021 pour toute la durée du contrat avec des premiers projets concrets avant fin 2021

**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☐ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....

☐ Financement(s) obtenu(s) : .....

☒ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat, FDI du CD15,		

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 5

**Titre de l'Action :** Conserver une offre commerciale de proximité dans les bourgs

Axe du projet de territoire :

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 3 : Maintenir les équilibres harmonieux du cadre de vie.

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

- |  |
|--|
| ➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté   |
| ➤ Adresse postale : 4 rue Faubourg Notre Dame – 15300 MURAT  |
| ➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Animatrice économique – Amélie JULHES - Pôle Développement Aménagement Environnement – <a href="mailto:animeco@hautesterres.fr">animeco@hautesterres.fr</a> – 04 71 20 22 62 |

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Les communes du territoire disposant ou non d'une offre commerciale

Partenaire 1: Communes de Allanche, Massiac, Murat, et Neussargues en Pinatelle, labellisées Petites Villes de Demain

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Associations de commerçants		C	
Chambres Consulaires : CCI, CMA CDA		B – partenariats à décliner pour cette action	
SYTEC	Diagnostic des locaux vacants y compris les locaux commerciaux	A – Etude lancée avec le CEREMA	Suivre l'étude, dès fin 2021.

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

L'action est suivie par le groupe de travail économie de Hautes Terres Communauté, composé d'élus communautaires issus de l'ensemble du territoire, et piloté par le vice-Président en charge de l'économie. En fonction des projets, des partenariats extérieurs pourront être noués.

L'action est portée par le Pôle Développement Aménagement Environnement de Hautes Terres Communauté. Les agents techniques identifiés pour ce travail sont l'animatrice économique et la responsable du Pôle.

La communication étant essentielle au bon déroulé de l'action, et nécessaire en continu, elle sera portée par l'agent de Hautes Terres Communauté en charge de la communication et le cas échéant, pour des projets spécifiques, pourra être ponctuellement externalisée.

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action**

- Nature :** ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☒ Renovation énergétique
- ☐ Transition énergétique ☒ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☒ Bâtiment
- ☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☒ Tourisme
- ☐ Habitat ☒ Voirie/OA ☒ Aménagement urbain ☒ Commerce ☒ Numérique
- ☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau
- ☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)
- ☒ Petites Villes de Demain (PVD)
- ☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)
- ☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)
- ☐ Territoire d'industrie
- ☐ Autre : .....
- ☐ Sans objet



**Description courte :**

En densifiant et diversifiant l'offre des centralités, le territoire se dote d'outils indispensables pour maintenir la population existante et attirer de nouveaux actifs.

Les projets à développer concerneront donc :

- le maintien de l'offre existante par un soutien financier à la rénovation, la modernisation
- la construction de nouveaux débouchés à cette offre en captant les opportunités liées au numérique
- l'identification, la rénovation et la mise à disposition de locaux vacants pour diversifier l'offre. Des animations plus percutantes devront être envisagées pour attirer une offre commerciale plus diversifiée.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Hautes Terres Communauté est un territoire rural maillé de bourgs de proximité qui concentrent l'essentiel de l'offre commerciale. Ainsi, 63% des entreprises du territoire (source interne) se trouvent dans 4 des 35 communes du territoire. Celles-ci se trouvent soit le long de la RN 122 qui traverse le territoire depuis la sortie de l'A75 à Massiac vers la station du Lioran sur la commune de Laveissière, ou bien sur la route départementale qui relie le Cézallier aux principaux axes de circulation.

Ces quatre centralités, Allanche, Massiac, Murat et Neussargues en Pinatelle, ont été labellisées Petites Villes de Demain, à travers une candidature commune portée par Hautes Terres Communauté. Une dynamique commerciale certaine existe dans ces bourgs et mérite d'être soutenue, à l'instar des programmes d'aide à l'investissement déjà proposés et renouvelés qu'il est nécessaire de diversifier pour répondre à des problématiques diverses.

Sorti de ces bourgs, le territoire de Hautes Terres Communauté est très rural, avec un habitat réparti dans des bourgs et des villages dépourvus de commerces pour la plupart. L'offre commerciale de proximité se traduit alors via les tournées de commerçants des centralités, ou en se déplaçant dans les centralités.

Maintenir, voire développer les tournées, étayer l'offre de lieux de rassemblement, de vie sociale que représentent les « dernier commerces » sur l'ensemble du territoire devient un enjeu fort pour les années à venir.

**Les principes de cette action doivent conduire à :**

> **maintenir l'offre existante** : lui permettre de se moderniser (aides financières), de diversifier ses débouchés (numérique). Ainsi, après avoir soutenu via l'opération concertée FISAC/EPCI/LEADER 14 projets de rénovation de locaux, puis 8 par « l'aide aux petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente », la **poursuite de ces soutiens directs** dans les conditions permises par SRDEII est essentielle.

> **Disposer d'une offre commerciale complète** peut attirer de nouveaux clients dans les centres-bourg. La dynamique commerciale attirant les clients, il est important de diversifier l'offre commerciale. Des lacunes sont facilement identifiables, autour du prêt à porter par exemple, et certaines communes peuvent axer leur offre sur des domaines spécifiques, par exemple les métiers d'art à Murat.

> **Attirer de nouveaux commerçants**, pour cela un frein est à lever : la qualité des locaux vacants. Un observatoire des locaux vacants est initié en partenariat avec le SYTEC. Suite à cette phase de diagnostic, des outils pourront être mobilisés pour **rénover des locaux et disposer d'une offre attractive**.

> **Mise en place d'une animation spécifique devra être mise en place, impliquant différents partenaires**, mobilisation des acteurs, étude de dispositif innovant à l'image des « Boutiques à l'essai » : intercommunalité, consulaires, commune, associations de commerçants, propriétaires etc... (fiche projet portant sur la création d'une mission manager de commerce)

Des systèmes d'accueil de courte durée pour les entreprises du type « ateliers relais » pourront également être mis en place. Enfin, dans un territoire riche d'une agriculture diversifiée, la présence des producteurs

dans les bourgs devra être travaillée, notamment via le PAT (Projet Alimentaire Territorial), au-delà de la présence sur les marchés hebdomadaires.

**>Diversifier les débouchés notamment via l'outil numérique** pour capter à l'année la clientèle touristique présente sur le territoire de manière saisonnière. Suite à la crise Covid-19, des soutiens financiers et des formations sont développés, il s'agit d'attirer l'attention des commerçants vers ces outils.

Enfin, Hautes Terres Communauté, via sa candidature au programme Petites Villes de Demain, a marqué une ambition forte en termes de rayonnement des centralités. Sur cette thématique, une attention toute particulière sera portée au développement de l'offre itinérante pour que l'ensemble du territoire soit desservi en biens de première nécessité.

**>accompagner les communes souhaitant maintenir/recréer un « dernier commerce »** sera également à intégrer à la réflexion

**Les mots clés de l'action / tags :** vitalité des centres-bourgs, diversification et digitalisation de l'offre commerciale, dernier commerce, proximité

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Recensement des locaux vacants Animation « manager de commerces »
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Qualification de l'offre immobilière. Actions de promotion et développement des offres commerciales numériques. Organisation d'outils de concertation avec les partenaires nécessaires à la rénovation de locaux commerciaux.
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Maintien et renouvellement des aides financières directes à l'investissement.

### Le public et territoire(s) visé(s)

Prioritairement, cette action vise les commerçants actuels et porteurs de projets des centralités. Indirectement, les propriétaires de locaux commerciaux sont également visés. Plus généralement et par rayonnement, il s'agit bien de maintenir et développer l'offre commerciale de proximité ou itinérante en faveur de la population de l'ensemble du territoire de Hautes Terres Communauté.

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
---------------------------	--------------	--------------------------------------	------------------------------

Nombre de locaux commerciaux vacants et qualité.	Inconnu	Connu 30% réhabilité.	Nombre initial diminué de 30% 50% réhabilité.
Diversité de l'offre commerciale : que chaque centralité propose des commerces différents et complémentaires Pour les 4 centralités, compter le nombre de commerce par grande catégorie : boulangerie, épicerie, coiffure, etc	Inconnu	Connu	Toutes les catégories représentées par au moins 2 commerces ou le maximum conventionné (pharmacies...)
Niveau de digitalisation de l' offre commerciale : Nombre de commerces présents sur au moins 2 outils « en ligne »	Inconnu	Connu	Amélioré de 50%
Maillage du territoire en offre de produits de première nécessité Identifier 6 bourgs-indicateurs sans commerce et dénombrer le nombre de véhicule de tournée passant par semaine	Inconnu	Connu	Augmenté de 50%

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☐ Date de début : dès l'été 2021 avec le recrutement d'un chargé de projet Petites Villes de Demain
- ☐ Date de fin : Action continue

#### Observations :

Le travail sur la dynamique commerciale, notamment des centralités s'appuiera sur la double compétence du développement économique et de l'attractivité via la mission transversale du chargé de projet Petites Villes de Demain.

### Budget

#### Montant :

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☐ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

#### Financement :

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....

☒ Financement(s) obtenu(s) : Cofinancement des aides directes par la Région Auvergne Rhône Alpes et le LEADER jusqu'à la fin des programmations dédiées.

☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Région	Aides aux petites entreprises du commerce et de l'artisanat avec point de vente  Dispositif spécifiques	En fonction de l'écriture du SRDEII
Union Européenne	LEADER	D'ici 2022 : Fiche Action 5 du GAL Pays de Saint Flour Haute Auvergne Poursuite d'une action similaire en fonction de l'écriture des prochains programmes et des fonds disponibles
Etat	Petites Villes de Demain	Poste de Chargé de Projet et certaines fiches projet découlant de cette fiche action.
Etat	Fonds de déficit d'opération de restructuration des locaux d'activité en centre-ville Plan de relance, sous réserve d'adhésion et/ou structuration en opérateur qualifié	Après la phase de diagnostic de la vacance commerciale soit printemps 2023.
Etat	Aides à la rénovation énergétique	Après la phase de diagnostic de la vacance commerciale soit printemps 2023.
Etat/Région	Aides à la digitalisation des commerces	

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**Territoire de :** HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ



## FICHE ACTION N° : 6

**Titre de l'Action :** Aménagement et valorisation des cœurs de bourg

Axe du projet de territoire :

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 3 : Maintenir les équilibres harmonieux du cadre de vie

### GOUVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté et les communes

➤ Adresse postale : 4 Rue Faubourg Notre Dame – 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : chef de projet PVD

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: les communes

Partenaire 2:

## Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Service architecture et patrimoine CAUE	Accompagnement	C	
CIT	Accompagnement	C	
ANCT	Accompagnement et appui en ingénierie et financements	C	

**Animation de l'action** (*animateur référent, concertation, communication...*)

Les actions seront animées par le chef de projet « petites villes de demain » en partenariat avec les 4 lauréates et les autres communes de HTC ainsi qu'avec les acteurs associatifs, privés et/ou institutionnels référents

**PRÉSENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☒ Assainissement ☒ Rénovation énergétique  
☒ Transition énergétique ☒ Mobilité ☒ Protection du patrimoine ☒ Bâtiment  
☒ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☒ Tourisme  
☒ Habitat ☒ Voirie/OA ☒ Aménagement urbain ☒ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : ORT à venir  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Hautes Terres communauté souhaite accompagner les communes du territoire, notamment les quatre centralités retenues « petites villes de demain » : Allanche, Massiac, Murat et NEussargues en Pinatelle et les autres communes dans leur projet d'aménagement de cœur de bourg : appropriation de l'espace public, équipement en mobilier urbain, embellissement des centres bourg, etc.

**Description détaillée** : historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

*Pour Hautes Terres Communauté*

Le projet PVD de Hautes Terres Communauté et de ces 4 communes est intitulé « Hautes Terres, un territoire rural de montagne maillé par quatre centralités structurantes pour offrir un cadre de vie attractif et attirer de nouveaux habitants ».

Le projet prévoit des pistes d'actions à développer sur le territoire de ces collectivités en matière d'accès aux services (publics et marchands), d'habitat (en s'appuyant sur le diagnostic en cours concernant le bâti vacant), de mobilité et d'accessibilité, de transition écologique et de cohésion sociale. Ces dernières animées par la mission PVD.

L'objectif affiché est que ces 4 communes qui maillent le territoire doivent permettre d'insuffler une dynamique pour l'ensemble des 31 autres communes.

*Pour les 35 communes*

A l'échelle des communes, cette action concernera notamment des opérations d'aménagement qualitatives concernant des travaux de rénovation de cœur de bourg contribuant ainsi à l'attractivité et au cadre de vie.

**Les mots clés de l'action / tags** : aménagement cœur de bourg, rénovation, attractivité

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Définition de la convention ORT / PVD Finalisation de l'inventaire du bâti vacant Pour les communes : opérations d'aménagement
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Les communes  
Les acteurs économiques des centre bourg  
Les artisans pour les travaux

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé	Etat final visé
---------------------------	--------------	-------------------------	-----------------

		T = .....	T = .....
En cours d'élaboration via la mission PVD			

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☐ Date de début : 2021
- ☐ Date de fin : 2026

**Observations :**

Certaines actions notamment communales devraient s'engager dès la fin 2021.  
 Cette action se déroulera tout au long du mandat.

**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☐ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat (PVD)	animation	
CD15, Etat, Région	travaux	

Fait à : Murat  
 Le : 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME



# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**Territoire de :** HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ



## FICHE ACTION N°: 7

**Titre de l'Action :** Préserver et valoriser le patrimoine naturel du territoire

Axe du projet de territoire :

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 3 : maintenir les équilibres harmonieux du cadre de vie

## GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom du maître d'ouvrage : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame 15 300 MURAT

➤ Personne /service référente et coordonnées :

Maryline Dieudonné – Pôle développement, aménagement, environnement

[mdieudonne@hautesterres.fr](mailto:mdieudonne@hautesterres.fr) 04 71 20 22 62

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
SIGAL, entente de la Rhue	Gestion Natura 2000/ENS	A	
SMPNRVA	Natura 2000/ENS	A et B en fonction des sites	
CEN, LPO	Expertise environnementale	C	
CD 15 et région	Gestion ENS / contrat vert et bleu		
SYTEC (atlas de la biodiversité) SM Puy Mary			

**Animation de l'action** (*animateur référent, concertation, communication...*)

Hautes Terres communauté est animateur de l'action via le service environnement de Hautes Terres. Cette animation se fait en fonction des sites ENS et en partenariat avec d'autres structures. En effet, ces sites bénéficient également d'autres classement (ex Natura 2000) ou sont intégrés dans des démarches spécifiques (contrat vert et bleu).

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☒ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☒ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☒ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☒ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☒ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☒ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☒ Autre : Contrat Vert et Bleu, contrat territoriaux  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Hautes Terres communauté possède sur son territoire 5 sites classés en espaces naturels sensibles. En lien avec la nouvelle politique départementale de gestion des ENS, il s'agira de mettre en place les plans de gestion et de valorisation de sites.

Par ailleurs, d'autres sites naturels peuvent nécessiter des actions de préservation et de valorisation.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Le territoire de Hautes terres communauté possède à lui seul 5 espaces classés « Espaces Naturels sensibles ». Zones volcaniques, zones humides, espaces de culture et de traditions, ils sont d'une grande variété et d'une grande richesse tant au niveau de la faune, de la flore que culturel. Ces espaces sont valorisés par des sentiers thématiques qui permettent de les découvrir tout en respectant leur fragile écosystème et dans le respect de l'environnement.

Dans le cadre de la politique des ENS à l'échelle du département, il convient de définir les plans de gestion de ces sites.

>Lac du Pêcher : automne 2021

>Roche de Landeyrat : automne 2021

>Tourbières du Joïan : été 2022 en partenariat avec le projet de réserve naturelle régionale

>Estives et tourbières de Chastel sur Murat : automne 2022

>Pailhas-corniches basaltiques de l'Alagnon : automne 2022

La mise en place de ces plans de gestion nécessitera des besoins en ingénierie (animation, études, inventaires, suivi faune-flore), en aménagement éventuels et signalétique d'interprétation ou d'information.

Durant le mandat, des éventuelles extensions de site ou de nouveau classement pourraient éventuellement être mis en œuvre avec les partenaires.

Par ailleurs, les communes peuvent être amenées à mettre en place des opérations de restauration et valorisation de sites naturels.

De manière, générale, Hautes terres Communauté valorisera ces actions de préservation via des animations auprès des différents publics jeunes, habitants, visiteurs.

**Les mots clés de l'action / tags :** espaces naturels sensibles, environnement, site, gestion, préservation, valorisation, éducation environnement

**LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION****Les objectifs de l'action**

A court terme (1 an) :	Réalisation de 2 plans de gestion : Pêcher et Landeyrat
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Elaboration des 2 plans de gestion : Palhas et Chastel
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

**Le public et territoire(s) visé(s)**

Collectivités et propriétaires de sites naturels  
 Jeunes et adultes du territoire  
 Visiteurs  
 Ensemble des communes

**Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre de site avec plan de gestion	0		5
Nombre d'actions de sensibilisation			

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☒ Date de début : 2021

☐ Date de fin : 2026

**Observations :****Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☒ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....

☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
CD 15	40% ligne sectorielle ENS	
Europe		
Région		
Etat		

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 8

**Titre de l'Action :** Préserver, valoriser le patrimoine bâti du territoire – aménagement de cœur de bourg

**Axe du projet de territoire :**

**Ambition 2 :** Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

**Chantier 3 :** maintenir les équilibres harmonieux du cadre de vie

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☒ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Pôle développement aménagement environnement \_ Maryline Dieudonné – [mdieudonne@hautesterres.fr](mailto:mdieudonne@hautesterres.fr)

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☒ Oui ☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: les communes du territoire

Partenaire 2: des associations de valorisation du patrimoine

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Les communes	Rénovation de leur patrimoine bâti	A	Dépôt des dossiers
Association privée type association des burons	Action collective de valorisation	C	
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine	Accompagnement technique	c	
Conseil départemental – service patrimoine	Accompagnement technique et financier	c	
Fondation du patrimoine			

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

Hautes Terres Communauté et les communes pour leur projet

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☒ Protection du patrimoine ☒ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☒ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Cette fiche action porte sur la préservation, rénovation, mise en valeur du patrimoine bâti du territoire. Par patrimoine bâti, on entend l'ensemble des édifices (églises, beffroi, buron, moulins à vent...) ou éléments de patrimoine vernaculaire (fours, moulins, croix, lavoirs etc...)

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Le patrimoine rural est un véritable capital pour les territoires car il contribue à l'attractivité des communes rurales dotées de biens et de savoirs, de traditions et de pratiques qui ont une valeur sociétale, culturelle, architecturale et matérielles reconnue, témoins du passé et du présent. Ce patrimoine participe aussi à la qualité de vie des habitants, à l'attrait de ces territoires pour ceux qui y vivent ou ceux qui les visitent.

Hautes Terres Communauté est un territoire à forte identité architecturale qui compte de nombreux éléments du petit patrimoine implantés dans chaque commune et village.

Cette fiche comprend la rénovation d'éléments de patrimoine visant à valoriser et préserver durablement ces éléments identitaires.

La déclinaison opérationnelle de fiche se traduira par les opérations suivantes :

- >éventuelle poursuite du programme de restauration du petit patrimoine engagé par HTC,
- >création d'un programme de restauration du patrimoine identitaire (burons, moulins) à destination des porteurs de projets publics ou privés en lien éventuels avec les associations de sauvegarde.
- >rénovation des bâtiments patrimoniaux des communes → fiches projets présentés par les communes dès la signature du contrat
- >action de valorisation du patrimoine bâti et architectural du territoire (supports de communication, reportage photo/vidéo pour valoriser les savoirs-faire, l'intégration aux tables numériques, une éventuelle application ou d'un livret)
- > démarche des communes concernant leur labellisation (ex petites cités de caractères)
- > aménagement contribuant à la mise en valeur des cœurs de bourg
- >création de sentiers ou itinéraires de découverte à thèmes.

Il convient de noter que Hautes Terres Communauté porte jusqu'à fin 2022, la finalisation de l'opération de rénovation du petit patrimoine initié en 2017 et dont les premiers travaux ont commencé en 2021. Un travail de mise en valeur de cette première opération sera amorcé à compter de la fin de l'année 2021.

**Les mots clés de l'action / tags :** patrimoine, architecture, préservation, valorisation, rénovation

**LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION****Les objectifs de l'action**

A court terme (1 an) :	Finalisation de l'opération rénovation du petit patrimoine menée par HTC Lancement des projets de communes
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Opération de rénovation du patrimoine bâti (burons, moulins) Opération des communes
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	



**Le public et territoire(s) visé(s)**

Communes du territoire, habitants, visiteurs, associations

**Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre de rénovation	En cours		

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : 2021
- ☐ Date de fin : ...2026

Observations :**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☒ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....

☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat		
CD 15		
Region		
Europe		

Fait à : Murat  
Le : 19/06/2021  
Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°9

**Titre de l'Action : Développer une offre de soins, en nombre et qualité, au service des habitants**

Axe du projet de territoire :

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 4 - Bâtir un territoire à vivre attractif et durable

## GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur :

Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale :

4 rue du faubourg Notre Dame  
15100 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Nelly LABIDOIRE – Directrice générale des services / coordonnatrice Contrat Local de Santé

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Institutionnels (Agence régionales de santé, Assurance Maladie, conseil départemental, URPS, établissement de santé etc.)	En fonction des projets	C	
Associations de prévention et ou de promotion de la santé	En fonction des projets	C	
Acteurs médicaux et paramédicaux	En fonction des projets	C	

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

Les actions seront coordonnées par l'animateur territorial de santé, en partenariat avec les acteurs associatifs, privés et/ou institutionnels référents.

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : ..... **Santé** .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☒ Sans objet

**Description courte :**

Hautes Terres communauté souhaite améliorer la qualité et la quantité de l'offre de soin sur son territoire, afin de répondre aux besoins de ses habitants.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Hautes terres Communauté mène, depuis plusieurs années, une stratégie globale de santé. Construite sur la base de compétences et d'intérêts communautaires, cette stratégie s'articule notamment autour d'aménagements immobiliers

comme les maisons médicales et d'actions en faveur de l'offre de soin et de l'attractivité du territoire, ou encore de la volonté de développer un projet de promotion de l'activité physique.

Le territoire a la chance d'être riche d'un maillage de Maisons Médicales, permettant un accès aux soins de premiers recours. Récentes pour la plupart, elles permettent de réunir des conditions favorables à la fois à l'accueil de nouveaux professionnels dans des conditions optimales et au développement des exercices coordonnés.

L'accès à des spécialistes, et à l'offre de second recours de manière générale, reste très limité sur le territoire, et nécessite souvent un déplacement vers Aurillac ou Clermont-Ferrand.

Il est important de souligner que l'offre de soin sur le territoire est fragile. D'une part, les professionnels de santé sont plus âgés que la moyenne nationale, et les départs prévus dans les années à venir ne sont pour le moment pas compensés par des arrivées.

D'autre part, la répartition de l'offre de soin dénote de fortes disparités, lié à la fois à un éloignement et un enclavement géographique et à la nature même de la population de l'intercommunalité

Territoire essentiellement rural et à faible densité, avec un indice de pauvreté supérieur à la moyenne nationale, et un indice de vieillissement en hausse, Hautes Terres Communauté compte 23,9 % de personnes de plus de 65 ans, et 16,0 % de plus de 75 ans, dont une grosse partie vit seul (42,4%) (Chiffres INSEE 2017 / ANCT 2020). La prise en charge de cette population spécifique, souvent pluri pathologique et nécessitant l'intervention croisée de nombreux professionnels différents représente un enjeu de santé important, reflet local d'une réalité nationale.

Les jeunes de moins de 18 ans représentent quant à eux 14,9% (INSEE 2020) de la population de Hautes Terres Communauté. Si de manière générale leur santé est bonne, on voit l'incidence des problématiques de maladies chroniques notamment métaboliques (obésité), et des comportements à risque, comme les consommations d'alcool, de tabac et de stupéfiants, augmenter. Peu d'actions de préventions en santé et/ou de développement des compétences psychosociales sont menées auprès de cette population en dehors des établissements scolaires. Cela s'explique en partie par le nombre limité d'acteurs spécialisés dans ce champ d'intervention sur le territoire.

L'accent est donc mis sur le développement de l'offre de soin du territoire, à la fois en qualité et en quantité, dans l'optique de répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

Seront donc développées toutes les actions permettant d'améliorer l'offre de soins du territoire,

- En valorisant le territoire auprès des professionnels médicaux et paramédicaux, par la participation et/ou l'organisation d'événements de promotion du territoire (JUMGA, journées universitaires, séminaires et congrès etc)
- En facilitant l'implantation de nouveaux professionnels (livret d'accueil, parcours d'installation fluidifié, clarification des aides à l'installation, salariat des professionnels, etc.)
- En développant des conditions d'exercices favorables au maintien de la population soignante (accompagner la montée en compétences et la formations des professionnels de santé, développer les exercices coordonnés et la coopération interprofessionnelle, faciliter l'exercice mixte, développer la recherche en santé et en sciences humaines),
- En développant un projet de E-Santé concerté, éthique et accessible à tous,
- En développant les actions de sensibilisation, de prévention et de promotion de la santé pour des habitants acteurs de leur santé (prévention seniors, prévention santé environnement, prévention conduites addictives et réduction des risques, dépistage organisé des cancers, activité physique, alimentation, prévention santé sexuelle et reproductive etc.)

**Les mots clés de l'action / tags :** Attractivité du territoire ; Offre de soins ; Promotion de la santé ; Prévention ;

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Amélioration qualitative et quantitative de l'offre de soins
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Amélioration perçue de l'offre de soins par les habitants
	Amélioration perçue de la santé par les habitants

### Le public et territoire(s) visé(s)

Les 35 communes de la communauté de communes de Hautes Terres, et l'ensemble des habitants.

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = 2026
Nombre et type d'évènements/d'animations organisés autour de la santé au sens large (Nombres et type d'actions de prévention menées, taux de participation, Types de publics ciblés, etc.)	Diagnostic territorial de santé 2018		Amélioration des indicateurs
Indicateurs épidémiologiques (Nombre de maladies cardiovasculaires, Nombre de troubles musculo squelettiques, taux de participation aux dépistages organisés des cancers etc.)	Diagnostic territorial de santé 2018		Amélioration des indicateurs
Indicateurs concernant l'offre de soins (Nombre de professionnels du premiers recours, nombre d'arrivée, nombre et cause de départ Nombre d'exercices coordonnées et de coopérations formalisées, Cartographie de l'offre de second recours etc.)	Diagnostic territorial de santé 2018		Amélioration des indicateurs
Nombre et type de projets développés, toutes thématiques confondues	Diagnostic territorial de santé 2018		Amélioration des indicateurs

### PLANNING ET BUDGET

#### Calendrier

- **Etat d'avancement :**
- ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours

- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☒ Date de début : .....2021.....

☒ Date de fin : .....2026.....

Observations :

**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☐ Estimation en cours.  
☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☒ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier

Fait à : Murat  
 Le : 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 10

**Titre de l'Action : Structurer une offre paramédicale et de bien-être visible**

Axe du projet de territoire :

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 4 - Bâtir un territoire à vivre attractif et durable

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☒ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur :

Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale :

4 rue du faubourg Notre Dame  
15100 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Nelly LABIDOIRE – Directrice générale des services / coordinatrice CLS

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:



**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Institutionnels (Agence régionales de santé, conseil départemental, Assurance Maladie, URPS, établissement de santé etc.)	En fonction des projets	C	
Les communes	Mise à dispo de locaux, accompagnement	B	
Acteurs paramédicaux et du bien-être	En fonction des projets	C	

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

Les actions seront coordonnées par l'animateur territorial de santé, en partenariat avec les acteurs associatifs, privé et/ou institutionnels référents et les communes mobilisées.

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : Santé bien être.

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☒ Sans objet

**Description courte :**

Hautes Terres communauté souhaite accompagner la structuration des professionnels paramédicaux et du bien être sur son territoire et améliorer leur visibilité

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Si le maillage des professionnels médicaux est fragile sur le territoire de Hautes Terres Communauté, celui des professionnels paramédicaux, la médecine alternative et les professionnels du bien-être est en constante progression.

Ces professionnels de champs divers (hypnose, médecine chinoise, réflexologie etc.), qui se connaissent en partie, et travaillent parfois ensemble, sont une population dynamique et attractive, porteuse de projets innovants.

A la croisée de nombreux champs, ces professionnels tissent des liens entre la santé, l'activité physique, le tourisme et les activités de pleine nature, le plus souvent dans un souci de préservation de l'environnement et de valorisation du patrimoine local.

Hautes Terres Communauté souhaite permettre à cette population de porteurs de projets de se structurer, en fonctions des projets et des compétences.

La structuration de ces professionnels passera notamment par :

- L'organisation de groupes d'échange thématiques (santé, nature et activité de pleine nature, tourisme etc) permettant la mise en réseaux **des acteurs**
- L'accompagnement méthodologiques des acteurs porteurs de projets bien-être, ainsi que la facilitation de leur montée en compétences (formations, séminaires, conférences etc.)
- La valorisation et la mise en lumière de l'existant auprès à la fois de la population locale et de la population saisonnière (tourisme)
- Le renforcement de l'offre de soin pluriprofessionnelle sur le territoire, en développant une logique de complémentarité entre approche médicale et approche alternative de la santé

**Les mots clés de l'action / tags :** Bien être, Activité de plein nature, Activité physique, tourisme

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Faciliter la structuration de groupes projets Bien-être
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Les 35 communes du territoire de Hautes Terres Communauté, ses habitants et ses acteurs paramédicaux et du Bien-être, les visiteurs

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Actions menées (types, nombre, taux de participation)	Vierge		
Nombre de projets développés (type, nombre de participants, population touchée, état d'avancement du projet etc.)	Vierge		

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

- **Etat d'avancement :** ☒ Idée à mûrir ☐ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☒ Date de début : .....2021.....

☒ Date de fin : .....2026.....

Observations :

### **Budget**

**Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☐ Estimation en cours.  
☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☒ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier

Fait à : Murat  
 Le : 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 11

**Titre de l'Action :** Offrir une réponse concrète à la garde des jeunes enfants pour les actifs du territoire

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 4 : °Bâtir un territoire à vivre attractif et durable

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action** *Hautes Terres Communauté*

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame 15300 MURAT

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Emilie Saint Cricq / Pôle enfance jeunesse culture / esaintcricq@hautesterres.fr

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☐ Oui ☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
CAF du Cantal	<p>Poursuite accompagnement au développement des services Relais Petite Enfance (RPE) secteur Massiac et secteur Murat / Cézallier</p> <p>Accompagnement dans la réflexion pour la mise en place d'un EAJE (Etablissement d'accueil du jeune enfant) / aide à l'élaboration du diagnostic / mise en place Comité technique + Comité pilotage</p> <p>Soutien financier</p>	<p>A (Relais Petite Enfance)</p> <p>B (Étude mise en place EAJE)</p>	<p>Poursuite développement services RPE</p> <p>Diagnostic Étude de besoin / faisabilité EAJE</p>
MSA Auvergne	<p>Poursuite accompagnement au développement des services Relais Petite Enfance (RPE) secteur Massiac et secteur Murat / Cézallier</p> <p>Soutien financier</p>	A	<p>Poursuite développement services RPE</p> <p>Renouvellement de la convention de prestation de service RAM arrivée à terme au 31/12/2020 (en attente de la nouvelle proposition de convention de la part de la MSA)</p>
Conseil départemental du Cantal	Accompagnement dans la réflexion pour la mise en place d'un EAJE (Etablissement d'accueil du jeune enfant) / aide à l'élaboration du diagnostic / mise en place Comité technique + Comité pilotage	B	Échanges à planifier
Communes du territoire HTC	<p>Communication / Relai des actions proposées par services RPE</p> <p>Partenariat en termes de communication / d'orientation des familles si création d'un EAJE</p>	<p>B</p> <p>C</p>	<p>Échange à planifier</p> <p>Échange à planifier</p>

### Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)

Hautes Terres Communauté

## PRESENTATION DE L'ACTION

**Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau

☒ Autre :

Emploi : Accompagnement et valorisation de la profession d'assistante maternelle / création de nouveaux emplois sur le territoire

Enfance / jeunesse : Veille à la qualité d'accueil du jeune enfant sur le territoire de HTC

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☒ Autre : CAF 15 : Fonds Publics et Territoires – Axe Enfance / Axe thématique 4 : Maintien et développement des équipements et services dans des territoires spécifiques  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Poursuite de la mise en place de deux services RPE (Relais Petite Enfance) et de leur développement en vue de leur rayonnement sur l'ensemble du territoire.

Étude de besoin, d'opportunité et de faisabilité relative à la mise en place d'un EAJE (Etablissement d'accueil du jeune enfant) sur le territoire de Hautes Terres Communauté.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

L'accueil des jeunes enfants est une condition à l'installation de familles sur le territoire. Si des solutions existent déjà, il est indispensable de fluidifier l'offre et de répondre aux attentes des nouveaux parents, plus orientés vers les Relais d'assistance maternelle et les crèches.

Des horaires élargis sont indispensables pour accompagner l'évolution des modalités de travail sur le territoire (travail de nuit, emplois médicaux très féminisés...)

**Deux Relais Petite Enfance présents sur le territoire.**

Les Relais Petite Enfance (RPE) sont des lieux d'information, de rencontres et d'échanges au service des familles, des assistantes maternelles, des gardes d'enfants à domicile et des jeunes enfants.

Les parents et futurs parents peuvent y recevoir gratuitement des conseils et des informations sur l'ensemble des modes d'accueil. Les RPE apportent aux assistants maternels un soutien et un accompagnement dans leur pratique quotidienne en leur donnant la possibilité de se rencontrer et d'échanger leurs expériences.

Les RPE exercent également une mission de veille quant à l'équilibre entre les demandes d'accueil des jeunes enfants et l'offre présente sur un territoire.

Hérité de l'ancienne Communauté de communes du Pays de Massiac, le premier Relais Petite Enfance du territoire a été créé en 2012 et rayonne sur le secteur de Massiac.

Afin que l'ensemble des habitants du territoire puissent avoir accès à un même niveau de service, un deuxième RPE, en format itinérant a été créé en mars 2020. Ce service rayonne sur les secteurs Murat et Cézallier.

Aujourd'hui sur le territoire de Hautes Terres Communauté, l'accueil des jeunes enfants chez les assistantes maternelles est le mode de garde qui prédomine.

En date du 02/06/2021, le territoire de HTC compte 48 assistantes maternelles agréées qui ont une capacité totale de 169 places.

Secteur	Nombre d'assistantes maternelles agréées	Nombre de places d'accueil disponibles
Secteur Cézallier	6	20
Secteur Murat	19	68
Secteur Massiac	23	81
Total	48	169

D'après les données CD15 – Liste des assistantes maternelles agréées mise à jour en date du 02/06/2021

Par ailleurs, il existe un seul EAJE municipal, sur la commune de Laveissière : la Crèche « les P'tits Vallagnous » qui dispose de 12 places d'accueil.

Afin de contribuer aux besoins spécifiques des familles et du territoire ; d'anticiper au mieux les risques de diminution du nombre de place d'accueil chez les assistantes maternelles et de pouvoir offrir aux familles du territoire et aux nouveaux arrivants un choix, en terme de mode de garde, tout en contribuant à l'attractivité et au développement du territoire, les élus de Hautes Terres Communauté souhaitent lancer une étude de besoin, d'opportunité et de faisabilité relative à la mise en place d'un EAJE.

Des communes s'interrogent également sur l'opportunité de créer ou accompagner la création de lieux d'accueil de jeunes enfants.

L'étude projetée visera à coordonner les interventions et définir les modalités de mise en œuvre.

**Les mots clés de l'action / tags :** mode de garde, famille, petite enfance, assistante maternelle, parents, jeune enfant, nouveaux arrivants, attractivité, emploi, développement

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement déploiement RPE</li> <li>- Lancement étude pour création EAJE et contractualisation avec partenaires, le cas échéant (d'ici fin 2021)</li> </ul>
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promotion de la profession d'assistante maternelle (veiller au renouvellement de la profession)</li> <li>- Création d'un EAJE si l'étude démontre un besoin</li> </ul>
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communiquer largement sur les atouts du territoire HTC en matière de mode de garde (en direction de la population HTC + promotion à l'extérieur du territoire pour attirer de nouveaux arrivants)</li> <li>- Communiquer en direction des entreprises pouvant potentiellement attirer des gens de l'extérieur (un emploi / un mode de garde / un habitat...)</li> </ul>

### Le public et territoire(s) visé(s)

Ensemble du territoire de Hautes Terres Communauté  
Familles déjà présentes sur le territoire / nouveaux arrivants

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Maintien du nombre d'assistantes maternelles agréées	Travail à renforcer : le territoire perd régulièrement des assistantes maternelles sans que cette perte soit compensée par de nouvelles agréées	Limiter le départ des assistantes maternelles et susciter des vocations (agrément de nouvelles professionnelles)	Conforter le nombre d'assistantes maternelles agréées en activité
Adéquation entre l'offre et la demande	Veille en cours	Équilibre entre demande et offre	Que chaque demande de place d'accueil formulée par famille soit honorée
Mise en place d'un nouvel EAJE sur territoire de HTC	En cours de réflexion	Lancement d'une création d'EAJE si étude démontre la pertinence du projet	Création d'un EAJE si besoin avéré
Qualité d'accueil du jeune enfant sur Hautes Terres Communauté	Suite à leur formation initiale délivrée par le CD15, les assistantes maternelles s'inscrivent difficilement dans un parcours de « formation continue »	Encourager les assistantes maternelles à se former tout au long de leur carrière, en ayant notamment recours à leurs droits à la formation	D'ici 2026 : qu'au moins la moitié des assistantes maternelles exerçant sur le territoire ait suivi au moins 1 formation professionnelles

### PLANNING ET BUDGET

#### Calendrier

- **Etat d'avancement :**
- ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : 2021  
☒ Date de fin : 2026

#### Observations :

La question des modes de garde sur un territoire se pose continuellement et doit évoluer et s'adapter en fonction de la réalité du territoire concerné, en lien notamment avec les questions démographiques, l'emploi, l'habitat...

#### Budget



**Montant :**

- ☒ Estimation globale connue : pour services RPE : 107 510 € TTC annuel (BP 2021)  
645 060 € TTC pour 6 années (2021 à 2026)
- ☒ Estimation en cours : pour l'étude EAJE
- ☐ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☒ Financement(s) sollicité(s) pour les services RPE : PS CAF RAM + CTG + PS MSA RAM
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : en cours d'obtention
- ☒ Aucun financement(s) sollicité(s) pour l'étude de projet EAJE

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
CAF du Cantal	PS RAM CTG Fonds publics et territoires 2021	2021 à 2026
MSA Auvergne	PS RAM CTG ?	2021 à 2026

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 12

**Titre de l'Action :** Offrir une réponse concrète pour l'accueil extrascolaire des enfants et des temps de rencontres pour les adolescents

Axe du projet de territoire

Ambition n° 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier n°4 – bâtir un territoire à vivre, attractif et durable

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

- |   |
|---|
| ➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté                            |
| ➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame, 15300 MURAT                                   |
| ➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Aymeric MARTEAU – Coordinateur Enfance-Jeunesse |

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Sandrine MOULIER, Chargée de Conseil et développement, Caisse d'Allocation Familiale

Partenaire 2: Muriel LEBERT, Référente Enfance Jeunesse Famille, Mutualité Sociale Agricole

Partenaire 3: Olivier VIDALENS, Coordinateur, Fédération des Associations Laïques du Cantal

Partenaire 4 : Julien VALY, Chef de Service départemental à la Jeunesse, à l'engagement et aux sports,  
Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection de la Population

### Partenaires(s) pressenti(s)

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Caf du Cantal / Contact : Sandrine Moulier	Accompagnement technique Soutien financier	B	Attente retour CAF suite à passage dossier « demande PS Jeunes » le 31/05/2021
MSA Auvergne / Contact : Muriel Lebert	Accompagnement technique Soutien financier	B	Rendez-vous avec la MSA pour éclairage accompagnement MSA possible le 22/06/2021
FAL du Cantal / Contact : Olivier Vidalens	Accompagnement technique	B	Conventionnement possible en fonction des orientations qui seront retenues
DDCSPP	Accompagnement technique / administratif	C	Déclarations possibles en fonction des orientations qui seront retenues

### Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)

Hautes Terres Communauté, par la présence d'Emilie Saint-Cricq, responsable du Pôles Enfance, Jeunesse, Culture et d'Aymeric Marteau, Coordinateur Enfance-Jeunesse.

## PRESENTATION DE L'ACTION

### Détail de l'action

#### Nature :

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☒ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☒ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☒ Autre : Développement de l'accompagnement des publics Enfance & Jeunesse

#### L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD) ???  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Homogénéiser et améliorer l'accueil des enfants âgés de 3 à 12 ans au sein de l'ALSH Multisites du territoire  
Développer l'offre jeunesse du territoire à destination des adolescents âgés de 12 à 18 ans

La famille, composée de parents actifs, est le modèle croissant sur tous les territoires.

Pour Hautes Terres Communauté, proposer des solutions d'accueil pendant les vacances scolaires pour les plus jeunes, tout comme proposer des moments et des lieux inclusifs, pour les adolescents disséminés sur les territoires est indispensable.

Le diagnostic mené sur HTC, souligne que le besoin se focalise hors temps scolaires, durant les semaines où les jeunes sont scolarisés, et durant les vacances scolaires.

La période de l'adolescence est toujours un moment particulier, où le besoin de rencontre et d'échanges est important. La réalité géographique de la communauté de communes, avec une densité de population très faible, fait que les jeunes sont disséminés sur le territoire et donc exposés à une forme d'isolement.

Il est envisagé de proposer des moments, des événements, voire des actions de type chantiers internationaux pour favoriser les échanges, la mixité, le partage de compétences et l'inclusion des jeunes du territoire.

**Description détaillée :** *historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...*

La politique enfance-jeunesse portée par Hautes Terres Communauté a pour vocation d'assurer une continuité éducative sur l'ensemble des temps qui rythment la vie d'un enfant. La présence de jeunes sur le territoire nécessite un développement de l'offre pédagogique, éducative, sportive et de prévention. La compétence de la Communauté de Communes, en termes de coordination de la politique en faveur des jeunes, est un point d'appui pour harmoniser les pratiques et poursuivre la réflexion sur la mise en place de projets à destination de l'enfance et de la jeunesse.

La création de l'intercommunalité de Hautes Terres Communauté est récente. Le regroupement des trois entités antérieures terminé, il est aujourd'hui important de renforcer la relation et la confiance entre partenaires écoles, collèges, lycée, accueils de loisirs, parents d'élèves, associations et collectivités et de mettre à profit ces échanges pour répondre aux besoins de l'enfance et de la jeunesse.

Cette relation déjà globalement saine est un levier pour mener à bien ce travail. La formalisation de temps d'échanges réguliers serait nécessaire pour consolider le lien avec ce public. De plus, généralisée à toutes les écoles cette démarche permettrait de pouvoir repérer les problématiques récurrentes et de pouvoir les traiter à l'échelon le plus adapté. Tout en respectant les spécificités des établissements scolaires, il conviendra d'apporter une même offre de service à tous les enfants, quel que soit leur lieu de scolarisation.

Il est également essentiel de penser les « passages » entre les âges et ainsi offrir la possibilité aux jeunes du territoire d'être accompagné tout au long de cette traversée. La volonté des acteurs de travailler les passages entre les âges est présente, en témoigne les projets passerelles mis en place ou souhaités entre le Relais Petite Enfance et les écoles, entre les écoles et les collèges. Malheureusement l'éloignement géographique des structures complique la mise en œuvre de ces projets et des inégalités subsistent. Les relations entre structures sont bonnes et souvent, les projets pédagogiques portent cette volonté ou cette nécessité d'accompagner les enfants et les jeunes tout au long de leur parcours.

Dans l'optique de proposer un accompagnement aux jeunes du territoire, la question des locaux est à prendre en considération tant dans la qualité de l'accueil que comme une condition facilitant les échanges et l'élaboration de projets à l'initiative des jeunes. Prendre en compte la diversité sociale et culturelle favoriserait le traitement des difficultés individuelles. Pour la jeunesse, exception faite du secteur de Massiac sur lequel a été mis en place en 2013 un accueil jeune (club des jeunes SPOT) dans les locaux du Pôle Enfance Jeunesse situés à Massiac ; locaux mutualisés avec les services Relais Petite Enfance et Accueil de loisirs, les actions éducatives, hors « l'école », s'arrêtent à 11 ans.

Il y a donc actuellement une rupture en termes de propositions faites par les services de Hautes Terres Communauté, dans le parcours du jeune, tant dans la prise en charge éducative que dans les possibilités d'un accompagnement vers le monde des adultes. Cette rupture contribue au manque de prise en compte des problématiques de la jeunesse.

La construction d'un parcours éducatif et de loisirs permettrait une meilleure appropriation des ressources du territoire par les jeunes et une meilleure prise en compte de leurs besoins et demandes.

Les attentes vis-à-vis de la politique enfance-jeunesse sont surtout axées sur les notions d'accompagnement des partenaires enfance-jeunesse de HTC dans la mise en place de projets communs et de soutien au déplacement, d'harmonisation de l'offre accueil de loisirs et de développement de l'offre à destination de la jeunesse.

### Diagnostic population enfance-jeunesse



### Enfants scolarisés (2020) :



### Enjeux & réponses



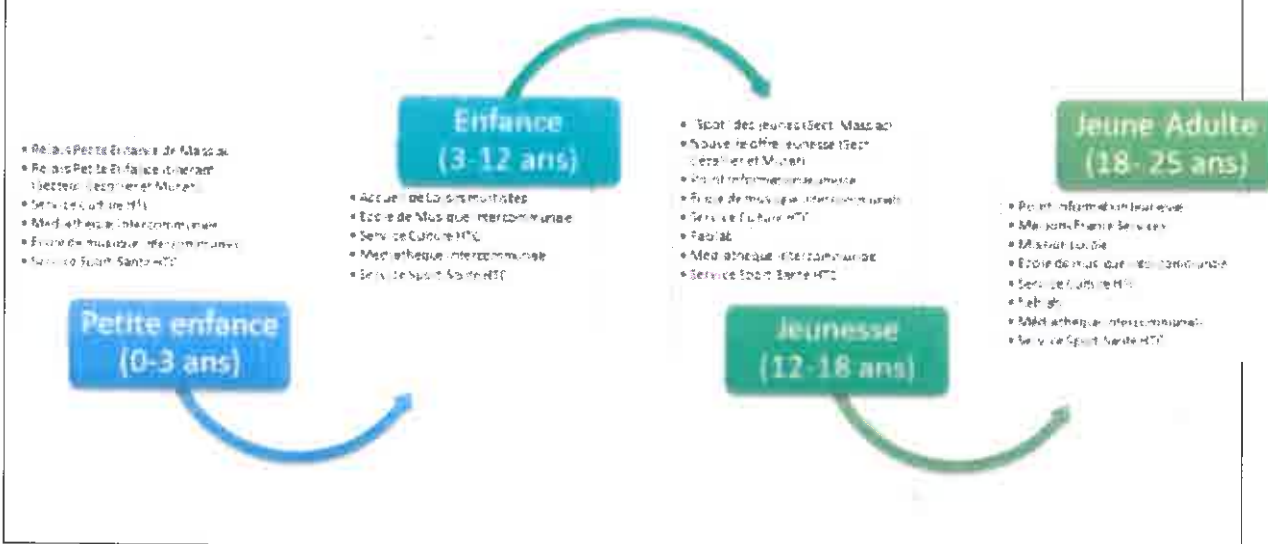
La politique petite enfance, enfance et jeunesse nécessite une prise en compte des enjeux de la politique de la jeunesse. Les enjeux liés à ces publics ne se limitent pas seulement aux modes de garde, aux loisirs et à l'éducation, on les retrouve également en matière de santé, de culture, de sport, de citoyenneté, etc.

La politique de la jeunesse nécessite une prise en compte des enjeux de la politique de la jeunesse. Les enjeux liés à ces publics ne se limitent pas seulement aux modes de garde, aux loisirs et à l'éducation, on les retrouve également en matière de santé, de culture, de sport, de citoyenneté, etc.

Ces enjeux de la politique de la jeunesse nécessitent une prise en compte globale et coordonnée.

Il est nécessaire de prendre en considération chaque tranche d'âge et d'articuler ces temps de l'enfant et du jeune dans une politique globale famille, école, temps libre, de coordination à l'échelle intercommunale.

## Accompagnement sur tous les temps de vie : de la Petite Enfance (0-3 ans) à la vie de Jeune Adulte (18-25 ans).



**Les mots clés de l'action / tags :** Egalité / Accompagnement / Santé / Mobilité / Epanouissement personnel / Mobilité / Echanges / Projets / Information et Communication / enfance / jeunesse

### LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

#### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Elaboration et signature des conventions et contrats qui accompagneront le développement des services liés à l'enfance et la jeunesse dans les 5 années à venir (CTG et Ps Jeunes)
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Développement et pérennisation des moyens humains, financiers et matériels pour répondre progressivement aux objectifs prioritaires
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	<p>Avoir une offre à destination des 3-12 ans lors des vacances scolaires homogène sur l'ensemble du territoire</p> <p>Avoir une offre à destination des 12-18 ans et 18-25 ans cohérente sur l'ensemble du territoire, à l'aide des outils suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Service jeunesse : animateurs, espace de vie sociale, matériel pédagogique et véhicule permettant une grande mobilité</li> <li>• Point Information Jeunesse : temps d'accompagnement des 16-25 ans</li> <li>• Fablab : Laboratoire de fabrication et de médiation numérique</li> </ul>

#### Le public et territoire(s) visé(s)

##### Adolescents, jeunes

#### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = 2023	Etat final visé T = 2026
Inscriptions ALSH			30 enfants/sites/jours

			+/- 90 enfants accueillis chaque jours
<b>Adhésions offre Jeunesse (12-18 ans)</b>	0	70 adhésions individuelles	150 adhésions individuelles
<b>Evolution Equipe Enfance-Jeunesse</b>	2 etp : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 coordinateur enfance-jeunesse</li> <li>• 1 animateur enfance-jeunesse</li> </ul>	3 etp : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 coordinateur enfance-jeunesse</li> <li>• 1 animateur enfance</li> <li>• 1 animateur jeunesse</li> </ul>	3,8 etp : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 coordinateur enfance-jeunesse</li> <li>• 1 animateur enfance-jeunesse</li> <li>• 1 animateur enfance</li> <li>• 1 animateur jeunesse</li> </ul>
<b>Accompagnement jeunes adultes PIJ</b>		Accompagnement régulier d'une dizaine de jeunes	Accompagnement régulier grâce à des actions communes offre jeunesse-pij
<b>Ouverture du Fablab aux plus jeunes</b>	Peu ou pas d'adhésions « jeunes » (12-18 ans)	20 adhésions individuelles	50 adhésions individuelles
<b>Accompagnement à la parentalité / via les services RPE</b>	Pas développé aujourd'hui	Mise en place d'actions identifiables pas les familles	Identification des services RPE comme étant lieux « ressource » pour les questions liées à la parentalité
<b>Poursuite de l'action des services RPE et développement</b>	RPE secteur Massiac : 9 ans d'existence RPE secteur Murat / Cézallier : ouvert en mars 2020	Maintien de la fréquentation pour le service RPE secteur Massiac Augmentation de la fréquentation pour le service RPE secteur Murat / Cézallier	Rayonnement sur l'ensemble du territoire HTC / sollicitation des services RPE équilibrée sur les 3 secteurs de la collectivité

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

- **Etat d'avancement :**
- ☐ Idée à mûrir   ☐ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : 02/2021  
☒ Date de fin : 12/2026

Observations :

### Budget

**Montant :**

- ☐ Estimation globale connue  
☒ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☒ Financement(s) sollicité(s) : 547 234.80 € pour période 2021/2026) -Via PS Jeunes et CTG  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
CAF 15	PS Jeunes / CTG / Fonds publics et territoires / Appel à projet jeunes	En cours d'élaboration
MSA	CTG / Appel à projet jeunes	En cours d'élaboration
CD15	Pas identifié à ce jour	Pas sollicité à ce jour

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME



# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**Territoire de :** HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ



## FICHE ACTION N°: 13

**Titre de l'Action :** Structurer une offre d'équipement culturel et musical accessible aux plus jeunes

**Axe du projet de territoire :**

**Ambition 2 :** Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

**Chantier 4 :** °Bâtir un territoire à vivre attractif et durable

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur :

Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame – 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Pôle Enfance, Jeunesse, Culture

Service École de Musique – Tupac Silva [tsilva@hautesterres.fr](mailto:tsilva@hautesterres.fr)

Service Médiathèque intercommunale – Emilie Garriguet [egarriguet@hautesterres.fr](mailto:egarriguet@hautesterres.fr)

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Médiathèque Départementale	Aide technique Prêt d'expositions Formation	A	Poursuite partenariat
CD15	Aide au fonctionnement de l'École de musique	B	Poursuite partenariat

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

Ecole de Musique :

Tupac Silva

Médiathèque :

Michelle Albaret pour la gestion de l'équipement et Emilie Garriguet pour la gestion de l'animation de l'équipement

Communication : newsletter pour les usagers tous les 2 mois, affichage

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☒ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☒ Autre : Développement culturel

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : Convention territoriale d'Enseignement Artistique et Culturel (CTEAC)  
☐ Sans objet

Description courte :

HTC dispose de deux équipements culturels de qualité ouvert au plus grand nombre à savoir une école de musique et une médiathèque à Massiac. L'action vise à conforter leur rayonnement à partir d'un projet de fonctionnement et des animations de qualité.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

### **École de Musique**

L'école de musique de Hautes Terres Communauté s'inscrit dans l'article 103 de la loi NOTRe du 7 août 2015 en insufflant des projets et des partenariats innovants.

L'activité pédagogique de l'école de musique se compose de deux volets:

#### **1/ Le cursus d'enseignement musical:**

Destiné aux élèves inscrits à l'école de musique, cet enseignement est basé sur le Schéma National d'Orientation Pédagogique du Ministère de la Culture. Il s'appuie sur les cours de Formation Musicale, Formation Instrumentale et Pratiques Collectives, sur les projets artistiques (résidences d'artistes, projets ponctuels,...) et sur les temps de restitution (concerts, temps d'échange,...).

Afin de garantir une accessibilité à tous, sans discrimination de condition sociale, les frais d'inscription des élèves sont proportionnels au Quotient Familial.

#### **2/ Les projets extra-muros:**

Destinés au large public, ces projets permettent de mettre à profit la technicité de l'École de musique à une population plus large. Ils ont pour but de donner un accès à la pratique musicale au plus grand nombre.

Actuellement plusieurs projets sont en cours:

- Des séances d'Éveil Musical: au sein des Relais Petite Enfance
- Des Interventions en Milieu Scolaire: dans les écoles primaires du territoire
- Un dispositif de type « orchestre à l'école » (Orchestre Le Grand Air): au RPI de Saint Poncy - La Chappelle Laurent
- Des actions ponctuelles en partenariat par l'intermédiaire de projets départementaux (Accords sensibles : élèves de l'IME de Saint Flour, du Chantier d'insertion de Hautes Terres Communauté, les membres de l'association Educautisme / La déferlante: projet ayant permis à différents groupes d'une vingtaine de non-musiciens de jouer ensemble dans une fanfare de rue / ...)

**D'autres sont en cours de démarrage et se dérouleront dans les prochains :**

- Dispositif « Percute Ton Son » à destination des collèves
- Élargissement du dispositif « Le Grand Air » à l'ensemble des écoles primaires du territoire
- Dispositif « Fabrique ton son » en lien avec le FabLab et la Cocotte numérique, services de HTC, à destination des 12-16 ans

### **Médiathèque Intercommunale :**

La Médiathèque intercommunale située à Massiac a ouvert ses portes en 2008, dispose d'un Fonds documentaire conséquent à valoriser ( 6898 ouvrages (livres et revues) ; 4135 pour le fonds adulte et 2763 pour le fonds jeunesse).

Ses objectifs sont :

- ☑ Promouvoir la lecture publique pour tous
- ☑ Rendre accessible les documents par le choix des supports proposés, par l'information diffusée et par la valorisation du fonds au sein de la Médiathèque intercommunale et hors les murs sur l'ensemble du territoire intercommunal.
- ☑ Initier les publics aux arts par l'intermédiaire d'animations et d'expositions.

☑ Etre un lieu ouvert à l'ensemble de la population (c'est-à-dire pour tous les publics et pour toutes les communes du territoire et éventuellement hors territoire).

☑ Etre une structure ressource pour la politique de développement du Pôle enfance/jeunesse/culture de la communauté de communes.

Outre le volet principal d'emprunts de livre, cd ou dvd, ou jeux / la consultation de périodiques, la Médiathèque intercommunale est un lieu culturel. Du côté des animations, la Médiathèque intercommunale propose des conférences, des expositions, des animations diverses, des spectacles, des accueils de groupe et le prêt d'ordinateurs notamment. Les liens sont tissés avec le relais petite enfance (parents et assistantes maternelles), le service jeunesse et le service culture.

L'action vise à conforter cet outil par l'achat de matériel numérique, des prestations d'intervenants culturelles et l'inscription dans des opérations nationales (salon du livre, journée du patrimoine, etc), le renforcement de partenariats avec les écoles.

**Les mots clés de l'action / tags : rayonnement lecture publique musique, culture**

### LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

#### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Renforcement du rayonnement intercommunal
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Définition d'une politique de lecture publique / Développement de l'action École de musique (en direction du secteur Cézallier notamment + lien avec services jeunesse)
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Conforter le rayonnement de ces équipements sur territoire HTC + augmenter le nombre de personnes fréquentant/ayant accès à ces équipements

#### Le public et territoire(s) visé(s)

##### École de Musique :

Ouverte à tous, l'établissement d'enseignement artistique axe prioritairement ces actions aux jeunes : enfants, adolescents et jeunes adultes du territoire.

##### Médiathèque intercommunale :

Ouverte à tous,  
Tous les habitants du territoire et au delà, tous les âges.

#### Evaluation de l'action

##### Médiathèque intercommunale

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Adhésions, nombre d'inscrits annuels	189 en 2020 (326 en 2019)	Regagner les adhésions perdues durant la période de crise sanitaire	Stabiliser le nombre d'adhésions avant augmentations
Fréquentation du service : nombre de passages enregistrés		Revenir à un niveau de fréquentation d'avant crise sanitaire	Stabiliser la fréquentation + travail pour augmentation de la fréquentation du service (usagers individuels + établissements scolaires...)

**École de Musique**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Élèves inscrits fréquentant l'École de musique	En 2019/2020 : 74 élèves inscrits	Maintien de l'état initial	Maintien des inscriptions
Élèves/usagers touchés par l'École de musique « élèves hors les murs »	En 2019/2020 : 240 élèves touchés « hors les murs »	Maintien de l'état initial	Maintien du nombre de personnes touchés « hors inscription cursus » + développement de partenariats

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : ...2021.....
- ☐ Date de fin : .....2026 et au delà.....

**Observations :****Budget****Montant :**☒ Estimation globale connue :**École de Musique : 180 000€ par an (1 080 000 € de 2021 à 2026)****Médiathèque :**

Le budget de fonctionnement relatif à la Médiathèque fait l'objet d'une comptabilité analytique.  
 Sur la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020 le budget de fonctionnement est le suivant :

☒ Dépenses courantes : 74 114.58 €☒ Dépenses de personnel : 55 891.10 €☒ Recettes : 12629.28 €

Soit budget de fonctionnement : 117 376,40 € / an (704 258,40 € de 2021 à 2026)

☐ Estimation en cours.☐ Estimation inconnue.**Financement :**

- ☒ Financement(s) sollicité(s) : pour École de musique
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Département du Cantal	Aide au fonctionnement des écoles de musique : Environ 23 000 € / an ( 138 000 € de 2021 à 2026)	2021-2026

Fait à : Murat  
Le : 19/06/2021  
Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N : 14

**Titre de l'Action :** Une offre culturelle au plus proche des habitants : proposer une offre culturelle pour tous, bâtie sur la mise en valeur de l'identité HTC et sur une démarche de projet entre habitants, communes et acteurs de HTC.

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 4 : °Bâtir un territoire à vivre attractif et durable

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

✕Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur :

HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ

Pôle Enfance Jeunesse Culture

Service culture

➤ Adresse postale :

Siège social : 4 rue du faubourg notre dame 15 300 Murat

Bureaux des services : Maison des services et du tourisme, Hôtel Bonnal, Place du Cézallier, 15 160 ALLANCHE

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Vanessa PAPAIOANNOU et Emilie GARRIGUET, agents de développement culturel

09 62 37 00 48 [culture@hautesterres.fr](mailto:culture@hautesterres.fr)

**Co-porteur (s) pressenti(s)**☒ Oui ☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Conseil départemental du Cantal

Partenaire 2: Conseil Régional AURa

Partenaire 3: Direction Régionale des Affaires culturelles

Partenaire 4 : LEADER

Partenaires 5 : Associations

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Conseil départemental du Cantal	Aide financière et technique sur la saison culturelle de HTC et sur des projets impulsés par le CD15 (danse, musique, petite enfance)	B	Réponse AAP saison culturelle Signature convention CTEAC
Conseil Régional AURa	Aide financière et technique	B	Signature convention CTEAC
Direction Régionale des Affaires culturelles	Aide financière et technique sur les interventions artistiques (auprès des scolaires, les habitants, les jeunes, etc...)	B	Signature convention CTEAC
LEADER	Aide financière et technique	B	En fonction des projets
Associations	Aide technique Partenariat financier sur la mise en place d'évènement culturel	C	Convention
Communes	Mise à disposition des salles de spectacles	B	Convention

**Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)**

2 agents culturels au service culturel : mise en œuvre de la programmation culturelle  
 Saison culturelle et projets culturels menés en concertation avec les partenaires cités précédemment  
 Travail avec une commission culture  
 Communication : agenda culturel, newsletter mensuelle, page FB, affiche, presse...

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique



☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau

☒ Autre : programmation de spectacles vivants et de projets de sensibilisation auprès des habitants  
Actions d'éducation artistique et culturelle

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☒ Sans objet

**Description courte :**

La programmation culturelle est un élément important de sociabilité entre habitants et territoires de HTC. L'objectif est de proposer des actions élargies aux différents publics, qui s'appuient sur l'identité, les savoirs faire, spécificités et ressources du territoire pour les valoriser, en essayant au maximum d'associer les acteurs locaux et les habitants.

**Description détaillée : historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...**

L'objectif de l'action culturelle portée par Hautes Terres Communauté est de rendre accessible la culture à tous et de mettre en œuvre des projets de développement culturel pour tenter de toucher tous les publics du territoire (offres durables reconduites chaque année) et valorisant le territoire.

La programmation culturelle s'organise pendant deux saisons par an autour de :

- > diffusion de spectacles vivants et actions de sensibilisation (ateliers, rencontres, conférences, expositions) menée en collaboration et avec l'appui de structures culturelles du territoire (Médiathèques, RPE, Cinéma, Ecole de Musique), avec les différents pôles de la collectivité, les partenaires institutionnels, les acteurs locaux et associations.
- > actions de sensibilisation liées aux arts visuels et au spectacle vivant en direction de tous les établissements scolaires (écoles, collèges, lycées techniques), aux jeunes (temps extrascolaire), et plus largement, aux habitants du territoire.
- > programmation « sèche » de spectacles, adressée au grand public
- > mise en place de projets cohérents et transversaux, faisant écho à l'action globale portée par HTC, toujours sur la base de la diffusion d'un spectacle autour duquel des thématiques spécifiques sont développées (alimentation, agriculture, nature),
- > les bus-spectacles : ouverts aux habitants du territoire pour assister à des spectacles de renommée nationale ou mondiale à la Comédie de Clermont-Ferrand (scene nationale)
- > émergence du Festival Nature et Culture co-construit avec le SiGAL
- > l'accueil de résidences d'artistes afin de mêler les compétences et les expériences pour favoriser l'échange, les rencontres et le bien vivre ensemble : immersion sur le territoire (rencontre avec les habitants) et travail de création originale. L'artiste apporte une vision inédite du territoire.
- > Soutien aux manifestations locales rayonnantes sur HTC émanant des acteurs culturels locaux (structures privées, associatives ou festivals)

Zoom sur l'espace Scénographique.

Valorisation de l'espace scénographique de la future Maison des Services et du Tourisme à Allanche par le biais de la mise en place d'un programme d'animations annuel dédiés à tous les habitants et évoquant diverses thématiques patrimoniales du Cézallier.

L'espace scénographique est un espace évolutif et modulable associant témoignages et supports sur plusieurs thématiques emblématiques du patrimoine identitaire du Cézallier. Il est question d'impliquer des acteurs et associations locaux pour animer ce lieu, le faire découvrir aux habitants comme aux visiteurs, envisager des résidences d'artistes et programmer des rendez-vous (ateliers, conférences, rencontres, etc) en lien avec la saison culturelle.

Cette action a pour objet d'être poursuivie via la contractualisation avec l'Etat avec la signature de la CTEAC. L'objectif est également d'intégrer des dispositifs nationaux type Micro folie, labell Pays d'art et d'histoire, etc pour conforter cette programmation et offrir un panel de contenu supplémentaire aux habitants en rayonnant sur l'ensemble des communes.

**Les mots clés de l'action / tags :** saison culturelle pluridisciplinaire et itinérante, Actions de sensibilisation, culture, spectacle, art vivant, résidences, expositions, musique, concert,

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Définir une politique culturelle de territoire Développer et nouer des partenariats stables avec les institutions et les habitants du territoire.
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Développer des projets culturels d'envergure en lien avec les habitants touchant divers publics
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Tisser des liens sociaux durables sur le territoire

### Le public et territoire(s) visé(s)

Tous les habitants du territoire sont visés

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Fréquentation	Saison culturelle : environ 3000 passages enregistrés/an Ateliers : 800 passages enregistrés par an Actions en direction des scolaires : environ 470 élèves touchés chaque année	Maintien de la fréquentation	Maintien de la fréquentation + augmentation si pertinent
Nombre de propositions annuelles	Spectacles : 25 Ateliers/rencontres : 80 Bus-spectacle : 2 Spectacles scolaires : 1 pour CE-CM (+ateliers) et 1 pour maternelles et CP Nombre de résidence(s) : 1 à 2 résidence(s)	Maintien du nombre de propositions	Maintien du nombre de propositions + augmentation si pertinent

Partenariats	Partenariats en cours de structuration	Poursuite structuration des partenariats / vers une	Qualité des partenariats / intérêt pour le territoire
Portage politique de l'action culturelle HTC	En cours : nécessité de travailler sur la notion « d'intérêt communautaire »	Appropriation de l'action culturelle HTC par les élus du territoire	Portage de l'action culturelle HTC au plus près des habitants par les élus du territoire

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

- **Etat d'avancement :**
- ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : 2021  
☒ Date de fin : 2026

Observations :

### Budget

#### Montant :

- ☒ Estimation globale connue : Saison culturelle annuelle : 71 000, 00 € TTC  
☐ Estimation en cours  
☐ Estimation inconnue.

#### Financement :

- ☒ Financement(s) sollicité(s) : CD15 : 9000,00€ / DRAC : 5000, 00€  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
CD15	45 000, 00€	21-25
DRAC	25 000, 00 €	21-25
Commune de Murat	7 500, 00€	21-25
LEADER	10 000, 00€	21-25

Fait à : Murat  
Le : 19/06/2021  
Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 15

**Titre de l'Action :** Veiller au développement d'une offre locative résidentielle équilibrée

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 4 : °Bâtir un territoire à vivre attractif et durable

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4, rue Faubourg Notre-Dame - 15300 MURAT

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Nelly LABIDOIRE, DGS  
4, rue Faubourg Notre-Dame - 15300 MURAT – 04 71 20 21 62 – [nlabidoire@hautesterres.fr](mailto:nlabidoire@hautesterres.fr)

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Département	Mise en place d'un service public de la performance énergétique de l'habitat et complémentarité avec l'OPAH	A	
ANAH	Financement de l'étude pré opérationnelle OPAH Financement du suivi- animation Accompagnement de la collectivité	B	Dépôt de la demande de subvention Lancement de l'étude pré opérationnelle en faveur de la mise en place d'une OPAH
Etablissement Public d'Auvergne	Signature de conventions entre EPF et EPCI Accompagner les développements d'une offre de logement diversifiée et la mixité sociale	C	Organiser un temps d'échange entre EPCI et EPF

**Animation de l'action** (*animateur référent, concertation, communication...*)

L'action est animée par Hautes Terres Communauté.  
Nelly LABIDOIRE, directrice générale des services, en est la référente.  
Les conditions de concertation et communication sur cette action seront à préciser notamment dans le cadre de la mise en place d'un dispositif d'amélioration de l'habitat de type opération programmée pour l'amélioration de l'habitat (OPAH).

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☒ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☒ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☐ Tourisme  
☒ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Cœur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Rénovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

HTC est un territoire avec un patrimoine bâti de qualité mais souvent peu remis en état. Sur certains secteurs touristiques, une forte pression de la demande de résidences secondaires réduit l'offre d'installation de population à l'année. De plus, ce phénomène, accentué par le COVID en 2020 et 2021, est un frein majeur à l'installation pérenne de familles et doit faire l'objet d'une action spécifique pour assurer un équilibre de l'offre de logement à l'année.

Les élus de Hautes Terres Communauté souhaitent mettre en place une politique locale opérationnelle en matière d'habitat qui réponde aux enjeux du territoire en termes d'attractivité et d'aménagement. Elle permettra de proposer à l'ensemble des habitants et des nouveaux arrivants un parcours adapté pour bénéficier d'une offre locative et résidentielle, favorisant l'installation sur le territoire.

**Description détaillée : historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...**

Un accompagnement est nécessaire pour mettre en place un projet fédérateur autour des réponses à apporter pour un parcours habitat adapté aux besoins des habitants. Pour cela, il s'agit de définir une stratégie claire, à court, moyen et long terme, ciblant les outils opérationnels à mettre en œuvre aux côtés des communes.

Plusieurs niveaux d'intervention sont à envisager pour assurer un équilibre de l'offre de logement à l'année :

- > la planification dans les documents d'urbanisme pour organiser les espaces constructibles pour de l'habitat
- > les outils de massification des travaux de réhabilitation de logements existants
- > les dispositifs de lutte contre les logements vacants

Hautes Terres Communauté souhaite engager l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (PLUI), dès le deuxième semestre 2021, témoin de la volonté d'engagement collectif des élus de ce territoire en faveur de son développement et du renforcement de son attractivité. La mise en place d'un PLUI doit permettre de faciliter la mise en œuvre du SCoT Est Cantal pour contribuer à l'atteinte des objectifs suivant :

- Maîtriser le développement des résidences secondaires (3545 résidences secondaires, 33,7 % du parc de logements en 2017 Source : INSEE Recensement de la population, Etat Civil 2017) ;
- Réduire le parc vacant par la remise sur le marché de 400 bâtis vacants à l'horizon 2035 (1 436 logements vacants, 13,7 % du parc de logements en 2017 Source : INSEE Recensement de la population, Etat Civil 2017 ;
- Assurer la diversification et la qualité du parc de logements.

Hautes Terres Communauté et les services de l'État se sont également accordés sur le fait de définir un programme d'intervention sur l'habitat afin de proposer une offre de logements adaptée, diversifiée et de qualité pour répondre aux besoins des habitants et ainsi concourir au renforcement de l'attractivité de

Hautes Terres Communauté. Le portage d'un dispositif d'amélioration de l'habitat privé par Hautes Terres Communauté doit permettre la mise en œuvre d'un panel d'actions opérationnelles.

Ce dispositif s'inscrit dans le programme « Petites Villes de Demain » et permettra d'alimenter le volet « Habitat » de l'opération de revitalisation du territoire (ORT) pour cibler les moyens qui permettront de concrétiser des projets pour offrir un cadre de vie attractif et attirer de nouveaux habitants.

La finalité de ces outils, démarches, dispositifs, interventions, qu'ils soient communaux ou intercommunaux, est de permettre aux habitants, quel que soit leurs besoins, de trouver le logement adapté : logement permettant le maintien à domicile des personnes âgées, petit meublé pour les étudiants, stagiaires ou saisonniers, logement passerelle pour les nouveaux arrivants, résidence sénior, terrains constructibles, etc

**Les mots clés de l'action / tags : Habitat, logements vacants, résidences secondaires, rénovation énergétique, réhabilitation, revitalisation, redynamisation des centres-bourgs**

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Élaboration de l'OPAH et du SPPEH Mise en œuvre du SCoT Lancement élaboration du PLUI
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Mise en œuvre des outils OPAH et SPEEH Approbation du PLUI
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

L'action bénéficiera notamment aux élus, aux professionnels du bâtiments et acteurs de la construction et aux habitants sur l'ensemble du territoire de Hautes Terres Communauté

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre de logements vacants remis sur le marché	1436 logements vacants Source : Insee, Recensements de la population, Etat Civil 2017		
Part des résidences secondaires dans la création des nouveaux logements	3545 résidences secondaires Source : Insee, Recensements de la population, Etat Civil 2017		
Nombre de logements locatifs sociaux par niveaux de pôle, dont produits déficitaires (petits logements, logements adaptés perte d'autonomie et logements à faible loyer)	306 Logements locatifs des bailleurs sociaux Source : RPLS 2019		

Nombre de ménages locataires de leur résidence principale par niveaux de pôles	1295 ménages locataires de le RP Source : Insee, Recensements de la population 2017		
Surface de terrain constructible			
Nombre de lotissement, logement neuf construit			

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

- **Etat d'avancement :**
- ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☐ Date de début : Juillet 2021  
☐ Date de fin : Décembre 2026

### Observations :

### Budget

#### Montant :

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☐ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

#### Financement :

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier

Fait à : Murat  
Le : 19/06/2021  
Le Président, Didier ACHALME



# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**Territoire de :** HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ



## FICHE ACTION N°: 16

**Titre de l'Action :** Anticiper une réserve foncière publique

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 4 : "Bâtir un territoire à vivre attractif et durable"

## GOUVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☒ A définir

☐ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4, rue Faubourg Notre-Dame - 15300 MURAT

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Nelly LABIDOIRE, DGS  
4, rue Faubourg Notre-Dame - 15300 MURAT – 04 71 20 21 62 – [nlabidoire@hautesterres.fr](mailto:nlabidoire@hautesterres.fr)

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☐ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Etablissement Public d'Auvergne	Signature de conventions entre EPF et EPCI Accompagner la mise en place d'une stratégie foncière	C	Organiser un temps d'échange entre EPCI et EPF

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

L'action est animée par Hautes Terres Communauté.

Nelly LABIDOIRE, directrice générale des services, en est la référente.

Les conditions de concertation et communication sur cette action seront à préciser en fonction des opportunités comme par exemple la signature d'une convention entre EPF et EPCI

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☒ Autre : Stratégie foncière

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Cœur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Rénovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☒ Sans objet

**Description courte :**

Les nombreux enjeux de maintien et d'accueil de population supposent une réflexion forte avec les communes, sur l'anticipation d'une réserve foncière publique, permettant de penser des projets coordonnés sur notamment l'offre résidentielle, agricole, économique.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Hautes Terres Communauté souhaite doter l'ensemble des communes d'outils stratégiques et réglementaires dans les domaines de l'urbanisme et l'habitat, notamment par la prise de la compétence documents d'urbanisme qui s'accompagne du droit de préemption urbain.

Hautes Terres doit être en mesure de maîtriser le foncier stratégique pour anticiper des opérations à moyen et long termes dans le but de renforcer son attractivité et d'accueillir de nouvelles populations.

Pour répondre aux enjeux du territoire et faciliter la mise en œuvre des projets, la collectivité doit être accompagnée pour définir une stratégie foncière efficace au regard des objectifs qu'elle se fixe :

- Habitat : Favoriser le développement d'une offre de logements locatif et résidentiel équilibrée
- Développement économique : Réserver des espaces au développement et l'installation d'entreprises ou d'activités économiques
- Revitalisation des centres-bourgs : Aménager les centralités
- Espaces naturels et agricoles : Protéger et valoriser les espaces naturels et les terres agricoles

**Les mots clés de l'action / tags : Stratégie foncière, Habitat, Urbanisme, Développement économique**

### LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

#### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

#### Le public et territoire(s) visé(s)

--

#### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....

### PLANNING ET BUDGET

**Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☒ Idée à mûrir ☐ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours

- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☐ Date de début : 2022

☐ Date de fin : .....

**Observations :**

**Budget**

**Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☐ Estimation en cours.  
☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de :** HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ



## FICHE ACTION N°: 17

**Titre de l'Action :** Structurer une offre sports et loisirs de pleine nature

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 4 : "Bâtir un territoire à vivre attractif et durable"

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :  
Pole développement aménagement environnement

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Communes	Création/rénovation d'infrastructures	A	
SMDTEC	Aménagement du site du col de Prat de Bouc	B	Suite à la livraison du bâtiment, gouvernance à redéfinir pour une gestion sur les 4 saisons
Hautes terres tourisme	Promotion / communication / valorisation	A	
Prestataires privés		C	
Associations sportives locales	Lors de la réalisation du diagnostic + pour faire remonter les besoins sur le territoire	C	

### Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)

Hautes Terres communauté est l'animateur référent au titre des actions envers les habitants et les visiteurs.

## PRESENTATION DE L'ACTION

### Détail de l'action

- Nature :**
- ☒ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique
  - ☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment
  - ☐ Eau potable ☒ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☒ Tourisme
  - ☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique
  - ☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau
  - ☒ Autre : loisirs, sport

### L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)
- ☐ Petites Villes de Demain (PVD)
- ☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)
- ☐ Plan de Rénovation Energétique des Bâtiments (PREB)
- ☐ Territoire d'industrie
- ☒ Autre : plan montagne, Paris 2024 ?
- ☐ Sans objet

### Description courte :

Le cadre de vie préservé de HTC est un élément fort d'attractivité de nouvelles populations et entrepreneurs, à la recherche d'un cadre de vie de qualité. Aussi, les loisirs (activités de détente et de découverte) proposés à la population font partie intégrante d'un territoire où il fait bon vivre et contribue ainsi à son dynamisme. Par ailleurs, cette offre de loisirs, notamment les sports de nature sont des vecteurs d'attractivité. Il s'agit de créer les conditions de développement de ces pratiques.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Dans la continuité des actions engagées sur la valorisation du potentiel pleine nature du territoire, dans le cadre des actions fléchées suite à l'appel à projet lancé par la Région en 2017 au titre de territoire « Montagne 4 saisons », il conviendra de poursuivre la valorisation, l'aménagement et la mise en visibilité de l'offre différenciante de sports et loisirs 4 saisons.

**Sur les sports de pleine nature (échelon intercommunal et communal)**

L'objectif est de développer les activités de pleine nature (APN) comme un outil prioritaire de découverte, d'expérience et d'immersion. Il conviendra de structurer une offre d'activités de pleine nature expérientielle 4 saisons en lien avec les ressources du territoire et d'identifier diverses actions de promotion. Un diagnostic de l'offre a été initié et va se poursuivre afin de dégager des actions à développer.

Le travail autour de la stratégie territoriale pourra faire naître différents positionnements autour desquels développer ces APN.

Il pourrait s'agir de positionnements : sportif, apprentissage-initiation, nature, patrimoine, culture. (lien avec la fiche projet RECREATER, démarche de recherche action expérimentale qui doit guider et nourrir la stratégie territoriale)

Projets à développer :

- développement de l'offre de parcours équestres (identifiés et balisés des parcours)
- développement de parcours vtt permettant à la fois l'élargissement de la pratique et la découverte du territoire + labellisation
- développement des services liés aux itinérances : labellisation des hébergements, déploiement de bornes de recharges, création d'aires de bivouac, aide à la création de gîtes d'étapes ou autre hébergements, création de séjours packagés, déploiement de services de transports de bagage sur les parcours non desservis à ce jour
- mise à jour des sentiers thématiques (réflexion sur le contenu pour créer une cohérence sur le territoire)
- valorisation et promotion des équipements en place (animation de l'espace trail : création carte, séjours packagés, extension de l'espace, valorisation du sighthrinning, réflexion sur un événement sportif alliant la découverte du patrimoine, de la gastronomie)
- mise en place d'équipements pour la pratique de certaines activités : indiquer les sites de décollage pour le parapente, repenser les parcours d'orientation secteur Pinatelle
- réflexion sur la mise en place d'activités permettant de dynamiser les domaines nordiques hors saison hivernale : ski roue, etc

Des offres alternatives non ou peu présentes sur le territoire pourront également être étudiées en ce sens (développement d'activités bien-être, douces, sentier de randonnées alternatifs, théâtre de verdure, aménagement dans les forêts...)

Le renforcement de la thématique sport/santé autour des activités de pleine nature fera aussi partie des enjeux de développement (lien avec la fiche action santé).

Plusieurs projets font l'objet de fiche projet annexé au présent CRTE ou seront prochainement transmis :

- > RECREATER
- > Prat de Bouc
- > Pole de tourisme équestre de pleine nature de la Pinatelle
- > Vélo-rail du Cézallier

Les activités liées à l'eau qui constitue un réel besoin sur notre territoire, seront approfondies soit via l'étude d'un lieu de baignade naturel ou la mise en valeur/aménagement des points d'eau existants sur le territoire.

Par ailleurs, la voie d'escalade d'intérêt départemental situé sur la commune d'Albepierre-Bredons fera éventuellement l'objet de rénovation et sécurisation suite à l'étude menée actuellement par le conseil départemental.

Concernant l'offre « hivernale » : l'interaction et la coordination avec la station du Lioran et les domaines nordiques seront recherchées. Une fiche action spécifique sur l'enjeu montagne a été rédigée en ce sens.

Pour promouvoir et mettre en valeur ces activités de pleine nature, une réflexion sera menée sur l'implantation de nouveaux aménagements, l'utilisation des outils numériques existants et la création de nouveaux (application ou site web, éditions papiers, évènementiels, présence sur des salons, etc.)

#### Sur l'offre sportive hors pleine-nature (échelon communal)

De nombreuses infrastructures communales sont fréquentées par les habitants de tout un secteur (gymnase, terrains de foot, piscines...). Aussi, ces équipements, bien que communaux, doivent pouvoir s'inscrire dans une stratégie intercommunale d'une offre sports et loisirs.

**Les mots clés de l'action / tags : sports, loisirs, pleine nature, environnement**

### LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

#### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Finalisation du projet de recherche action RECREATER, identification de nouveaux produits touristiques
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Création d'un évènementiel sur les sports de nature Rénovation d'infrastructures communales sportives
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

#### Le public et territoire(s) visé(s)

Habitants et visiteurs

#### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre de professionnels d'activités de pleine nature présents sur le territoire	31 structures : à affiner		
Nombre d'équipements sportifs (cf inventaire Etat ?)		maintien	



**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : septembre 2021
- ☐ Date de fin : .....

**Observations :****Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☐ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat		
Région		
CD15		
Europe (notamment futur financement pole nature FEDER Massif)		

Fait à : Murat  
 Le : 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 18

**Titre de l'Action : Maintenir des services de transport du quotidien**

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 4 : °Bâtir un territoire à vivre attractif et durable

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du faubourg Notre-Dame, 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Nelly Labidoire, DGS, [nlabidoire@hautesterres.fr](mailto:nlabidoire@hautesterres.fr)

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Région Auvergne Rhône Alpes, Autorité Organisatrice de la Mobilité régionale et locale

Partenaire 2: SNCF

Partenaire 3: Association AURORE, Pascal Polonais, Directeur d'activités

Partenaire 4 : Association AFAPCA, Pierre Savaric, Directeur

## Partenaire 5 : Communes du territoire

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Région Auvergne Rhône Alpes	Co-financement et appui technique	B	Validation convention AOM
SNCF	Maîtrise d'ouvrage en gare, sur ligne ferroviaire Services ferroviaires, vélo	B	Définition de projets pour les gares du territoire
Association AURORE	Portage du garage solidaire / autopartage	A	Ouverture du garage en sept. 2021
Association AFAPCA	Portage de la solution de covoiturage/autopartage	A	Obtention des financements Pend'AURA
Communes du territoire	Maîtrise d'ouvrage sur voirie, arrêt de bus, espaces publics	B	Engagement de premières actions

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

L'action est animée par Hautes Terres Communauté.

Nelly Labidoire, directrice générale des services, en est la référente.

Les conditions de concertation et communication sur cette action seront précisées dans le cadre de chaque projet développé. La concertation s'appuiera également sur les instances de gouvernance qui seront mises en place dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités à l'échelle du bassin de mobilité.

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☒ Transition énergétique ☒ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☒ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☒ Tourisme  
☐ Habitat ☒ Voirie/OA ☒ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

En matière d'attractivité du territoire, la question des déplacements quotidiens est un enjeu majeur auquel des réponses doivent être apportées.

Hautes Terres Communauté, en partenariat avec la région, autorité organisatrice du transport, souhaite étoffer et structurer une offre de transport collective et alternative, en s'appuyant sur les services de transport existants (Transport à la demande, transport scolaire), sur le réseau existant des gares SNCF et des pôles relais du territoire, tout en portant une attention particulière au développement d'une offre solidaire et durable.

**Description détaillée : historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...**

Dans le cadre de l'étude pour l'élaboration d'une stratégie mobilité engagée en 2019, Hautes Terres Communauté a défini 5 axes d'intervention prioritaires, dont les axes 2, 3 et 4 doivent permettre d'étoffer l'offre de transport alternative à la voiture individuelle thermique. L'axe 2 : promouvoir la pratique du vélo, y compris à assistance électrique, pour tous les publics, fait l'objet de fiches actions dédiées à la création d'un itinéraire non motorisé Alagnon et Arc Cézallier (fiche action 22), et à la mobilité électrique, du vélo à l'auto (fiche action 32).

Les projets relevant de cette action :

- Axe 3 : étoffer et structurer une offre de transport alternative à la voiture individuelle thermique en s'appuyant sur le réseau existant des gares SNCF et les pôles relais du territoire ;
- Axe 4 : favoriser le développement d'une offre de transport solidaire.

Ces projets et leurs conditions de réalisation restent à préciser à ce stade, mais la plupart d'entre eux sont engagés :

- Transport scolaire : réflexion en régie en cours avec la Région pour leur évolution, le verdissement de la flotte, et l'ouverture aux publics non scolaires
- Transport à la Demande : étude à venir pour optimiser le système actuel et le faire évoluer, notamment pour desservir les Maisons des Services Publics et les Maisons de Santé
- TER : réflexion en cours avec la Région, et la SNCF notamment pour maintenir une offre ferroviaire de qualité (voir fiche action 31)
- Transports routiers interurbains : réflexion en cours avec la Région, pour optimiser certaines lignes, notamment dans le cadre de l'étude mobilité touristique
- Garage solidaire : action engagée, portée par l'association AUORE avec des premiers véhicules mis en service à compter de septembre 2021, poursuite des réflexions pour de l'offre à la location de véhicules propres (voitures, scooters, vélos électriques)
- Covoiturage : démarche en cours, portée par l'AFAPCA, pour faire financer via le dispositif Pend'AURA, l'émergence d'une solution sur mesure sur le modèle ECOSYST'M

**Les mots clés de l'action / tags :** transport scolaire, TAD, TER, Transports routiers interurbains, garage solidaire, covoiturage, autopartage, location

**LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION****Les objectifs de l'action**

A court terme (1 an) :	Ouverture du garage solidaire Amélioration du transport scolaire
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Réorganisation TAD Evolution des transports interurbains Emergence/Expérimentation de solutions de garage solidaire, autopartage, covoiturage

A long terme (&gt; 5 ans) :

Pérennisation des solutions de garage solidaire, autopartage, covoiturage pertinentes

**Le public et territoire(s) visé(s)**

Public cible : habitants et dans une moindre mesure touristes et excursionnistes de Hautes Terres Communauté

Territoire visé : Hautes Terres Communauté

**Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = 2025	Etat final visé T = 2030
Nb de nouveaux services alternatifs à la voiture individuelle thermique expérimentés	0	2	2
Fréquentation des services : TAD, navettes, transport scolaire			

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier****➤ Etat d'avancement :**

- ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours

**➤ Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

- ☐ Date de début : 2021  
☐ Date de fin : .....

**Observations :**

Les actions considérées comme prioritaires en matière de mobilité font l'objet de fiches dédiées. Celles ici répertoriées progresseront en fonction des moyens financiers mobilisables et de l'évolution des besoins du territoire, Hautes Terres Communauté se positionnant pour certaines d'entre elles en facilitateur.

**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☐ Estimation en cours.  
☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....

☐ Financement(s) obtenu(s) : .....

☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Région Auvergne Rhône Alpes	Fonds propres (convention AOM)	
Etat	DSIL / DETR (Petite Ville de Demain) Pend'AURA	
Europe	LEADER, FEADER	
Ademe		

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**Territoire de :** HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ



## FICHE ACTION N°: 19

**Titre de l'Action :** Réserver des espaces au développement et l'installation d'entreprises ou d'activités

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 5 : °Stimuler l'attractivité économique de HTC

## GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :** ☐ A définir ☒ Définie ☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur :

Hautes Terres Communauté sera porteur principal de cette action. Il s'agit de l'EPCI porteur du CRTE.

➤ Adresse postale : 4 rue Faubourg Notre Dame – 15300 MURAT

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Amélie Julhes - Animatrice économique Pôle Développement Aménagement Environnement

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☒ Oui ☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse : les communes disposant de foncier/bâtiment à réhabiliter, à commencer par les trois principaux bourgs du territoire.

Partenaire 1: Commune de Murat

Partenaire 2: Commune de Massiac

Partenaire 3: Commune de Neussargues en Pinatelle

Partenaire 4 : Commune de Saint Mary le Plain

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Communes du territoire	Partager l'ambition de l'action avec l'intercommunalité et s'engager dans une approche globale du foncier et de l'immobilier d'entreprises.	B – réflexion engagée dans le cadre du SCOT, qui se poursuit via la rédaction du PLUi.	Recensement effectif des terrains et locaux concernés.
SYTEC	Portage de l'étude action « Mise en place d'un observatoire du bâti vacant sur le territoire du SCOT Est-Cantal »	A - (étude lancée au printemps 2021)	
Partenaires institutionnels et privés du développement économique et de « l'attractivité » : chambres consulaires, Conseil Départemental et Conseil Régional (Agence Auvergne Rhone Alpes Entreprises), incubateurs etc...	Actualisation des besoins des entreprises et porteurs de projets issus ou non du territoire, pour que l'offre créée corresponde à la demande.	B – Ces partenaires sont connus, et déjà dans une dynamique partenariale avec la collectivité ; la manière d'aborder cette action reste à définir.	Construire les bonnes conditions de partenariat sur cette action, via les différentes fiches-projet.

**Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)**

L'action est suivie par le **groupe de travail économie**, composé d'élus communautaires volontaires, issus de l'ensemble du territoire.

Puisque l'action concerne l'intercommunalité tout comme les communes, et, pour la maîtrise foncière, également des privés, des temps de concertation spécifiques devront être créés.

L'animation technique est supportée par le pôle Développement Aménagement Environnement, notamment l'animatrice économique et la responsable du pôle. Une partie de la mission (à commencer par le recensement du bâti vacant déjà initié) sera confiée au SYTEC (Syndicat des Territoires de l'Est Cantal)

Une communication adaptée sera nécessaire à différentes étapes du processus. Afin d'optimiser la lisibilité de l'offre ainsi recensée et créée, un appui des collectivités et agences compétentes sera sollicité : Conseil Départemental et Conseil Régional via l'Agence Auvergne Rhône Alpes Entreprises, pour la diffusion des offres étayée d'un message global sur l'attractivité du territoire.

**PRÉSENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action**

**Nature :** ☒ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☒ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☒ Bâtiment



- ☐ Eau potable   ☐ Protection de l'environnement   ☐ Revitalisation   ☐ Tourisme  
☐ Habitat   ☐ Voirie/OA   ☒ Aménagement urbain   ☒ Commerce   ☐ Numérique  
☐ Agriculture   ☐ Déchets   ☐ Economie circulaire   ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

L'action consiste à recenser, qualifier et étendre l'offre de foncier et d'immobilier destinée à permettre d'accueillir de nouvelles entreprises et de développer les activités déjà présentes sur le territoire.

Plusieurs fiches-projet découlent de cette action :

- Communiquer sur l'offre foncière et immobilière du territoire (le projet concerne les outils et lieux de diffusion, l'action est continue)
- Recenser les espaces disponibles : qualifier l'offre existante, identifier les opportunités de développement de zones
- Piloter et soutenir des opérations de rénovation de bâti existant visant une orientation économique
- Engager les procédures nécessaires pour enrichir l'offre foncière et immobilière

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

En lien avec les objectifs du SCOT, il convient de limiter l'artificialisation des sols. Pour cela, la réflexion se tourne vers une revalorisation du bâti existant, qu'il soit propriété de l'intercommunalité, de communes, ou bien de privés. Un recensement de ce bâti est initié à l'été 2021, via une étude-action portée par le SYTEC via le CEREMA, qui pourra être complété en s'intéressant de plus près au bâti économique (l'étude porte notamment sur les logements vacants). Ce travail permettra de caractériser le « parc immobilier » comme une offre globale du territoire. Il conviendra ensuite de cibler les actions à mener pour augmenter l'attractivité de cette offre : travaux à effectuer et leviers possibles d'action publique pour inciter à la réalisation de ces travaux, éventuelle orientation de l'offre. Il s'agira ainsi d'étudier la possibilité de « thématiser » certaines zones afin de favoriser les synergies entre les entreprises, tout en étant cohérent avec les orientations du territoire, par exemple en portant la réflexion vers l'agro-alimentaire déjà bien présent.

En juin 2021, le territoire de Hautes Terres Communauté dispose de plusieurs zones d'activités, communales et intercommunales. Ces dernières faisant suite à des investissements récents (période 2017-2021), des surfaces sont encore disponibles pour les entreprises :

1,2ha à Massiac, 1,1ha à Murat, 0,3ha à Neussargues en Pinatelle, et 1,4ha à St Mary le Plain.

Ces zones sont positionnées le long des axes routiers structurants (A75 et RN122), et viennent compléter une offre communale déjà saturée. En lien avec les orientations du SCoT et l'intégration des évolutions de surfaces à urbaniser, des extensions de zone sont prévues pour Massiac et Neussargues en Pinatelle, sous réserve d'obtention de la maîtrise foncière de ces espaces. Or, différentes demandes d'installation d'entreprises en cours portent à penser que ces 3 ZAs pourront être rapidement saturées et ouvrent la réflexion sur des travaux d'aménagement pour l'extension des ZA existantes.

En outre, Hautes Terres Communauté proposera à la location trois Villages d'Entreprises à l'automne 2021, avec un fonctionnement type « pépinière » d'activité. 12 ateliers, 9 bureaux répartis sur Massiac (4 ateliers, 3 bureaux et une salle de réunion disponibles à l'automne 2021), Murat (5 ateliers, 4 bureaux déjà loués, un bureau est disponible en juin 2021) et Neussargues en Pinatelle (3 ateliers, un bureau, et une salle de réunion entièrement disponibles en juin 2021). Les locations ont vocation à être de courte durée, quelques années tout au plus et à permettre un renouvellement dans les bâtiments, il sera nécessaire de veiller à ce que le niveau de saturation de ces outils ne soit pas un frein au développement économique.

Au-delà de la qualification de l'offre, en cours sur le territoire, il est nécessaire d'actualiser en permanence la connaissance des demandes en matière d'espaces dédiés au développement de l'économie. Pour cela, Hautes Terres Communauté s'appuie sur les services dédiés à l'attractivité du Conseil Départemental du Cantal et de la Région Auvergne Rhône Alpes, en particulier l'agence Auvergne Rhône Alpes Entreprises plus particulièrement dédiée à l'attractivité économique et disposant d'une antenne cantalienne.

**Les mots clés de l'action / tags : zones d'activités économiques, villages d'entreprises, développement économique, friches**

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Disposer d'un outil permettant d'identifier, qualifier et suivre le bâti existant et vacant.
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Avoir recensé le bâti vacant, et identifié un/des espaces pertinents pour proposer une éventuelle création d'offre foncière à destination des entreprises. Sous réserve de l'opportunité de développement, procédures nécessaires à l'extension des zones.
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Avoir créé les outils pour répondre aux enjeux précisés auparavant : dispositifs incitatifs pour rénover/requalifier le bâti existant,

### Le public et territoire(s) visé(s)

L'action couvre l'ensemble du territoire de Hautes Terres Communauté. Elle vise un public de professionnels – entreprises, pour faciliter la création et/ou le développement des activités économiques. Aucun secteur d'activité n'est privilégié à ce stade, même si certains secteurs en souffrance sur le territoire pourront faire l'objet d'actions de communication spécifiques ou si l'action pourrait comprendre un volet incitant des entreprises d'un même secteur à se regrouper géographiquement pour favoriser les synergies.

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = 3 ans	Etat final visé T = 5 ans
Surface de foncier disponible pour accueillir des activités économiques	4 ha	2 ha	2 ha (extension à réaliser)
Nombre/surface de locaux d'activités disponibles en zones d'activités	Trois villages d'entreprises, 12 ateliers, 9 bureaux, 2 salles de réunion proposés à la location, 4 ateliers, 3 bureaux disponibles	Maintien de la disponibilité à 3 mois d'un atelier et un bureau	Maintien de la disponibilité à 3 mois d'un atelier et un bureau

Taux de renouvellement des entreprises accueillies dans les Villages d'Entreprise	0 (base)	20% de changement par rapport à l'état initial	50% de changement par rapport à l'état initial
Nombre d'offres de locaux d'activité identifiées et qualifiées hors centre-bourgs	0	3	6
Nombre d'emplois créés			

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☐ Date de début : déjà commencé
- ☐ Date de fin : fin du CRTE / l'action est continue

#### Observations :

L'action consiste à maintenir une offre foncière et immobilière qualifiée. Hautes Terres Communauté dispose d'une offre qualifiée au début du CRTE, qu'il conviendra d'étayer en créant de nouveaux espaces et rénovant d'autres espaces. Dans la mesure où l'accueil d'activités économiques reste une priorité de développement, cette action devra se poursuivre au-delà des échéances du CRTE.

### Budget

#### Montant :

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☐ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

#### Financement :

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes	A déterminer	Selon émergence de besoins, après la phase de recensement
Etat	DETR	Selon émergence de besoins, après la phase de recensement

Etat	DSIL	Selon émergence de besoins, après la phase de recensement
Etat	Aide à la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités <i>Plan de Relance, en fonction des bâtiments identifiés (par exemple, collège à Murat)</i>	Selon émergence de besoins, après la phase de recensement
Union Européenne	FEDER	Selon émergence de besoins, après la phase de recensement
Union Européenne	FEADER	Eventuellement LEADER sur des opérations de rénovation
Acteurs privés	Investissements en fonds propres	
Communes	Cofinancement d'actions	

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 20

**Titre de l'Action :** Être au contact des entreprises de HTC et favoriser leur synergie, leur création, leur maintien et leur développement

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 5 : °Stimuler l'attractivité économique de HTC

## GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :** ☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur :

Hautes Terres Communauté sera porteur principal de cette action. Il s'agit de l'EPCI porteur du CRTE.

➤ Adresse postale : 4 rue Faubourg Notre Dame – 15300 MURAT

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Pôle Développement Aménagement Environnement – Maryline DIEUDONNE

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Chambres consulaires	Présence physique sur le territoire Animation de réunions/formations Echanges sur les projets – participation aux temps de concertation (comité ATIR par exemple)	B – le partenariat existe déjà, mais doit être précisé sur cette action	Discuter des termes du partenariat
Autres acteurs de l'accompagnement : BGE Cantal Coopératives d'activité et d'Emploi, notamment Appuy Créateurs Incubateurs : Landestini, Catapulte, AlterIncub, CocoShaker France Active Auvergne Initiative Cantal Etc...	Présence physique sur le territoire Animation de réunions/formations Echanges sur les projets – participation aux temps de concertation (comité ATIR par exemple)	B – le partenariat existe déjà, mais doit être précisé sur cette action	Discuter des termes du partenariat
Partenaires institutionnels : Conseil Départemental et Conseil Régional	Travail sur l'attractivité du territoire, notamment avec l'Agence Auvergne Rhône Alpes Entreprises Echanges sur les projets non issus du territoire – participation aux temps de concertation (comité ATIR par exemple)	B – le partenariat existe déjà, mais doit être précisé sur cette action	Discuter les termes du partenariat
Partenaires internes : Maisons France Services, Office de Tourisme	Travailler le circuit du porteur de projet de création, développement ou cession d'entreprise	A	Formaliser le circuit, notamment à l'ouverture des nouveaux outils « maison des services et des initiatives » d'Allanche et Massiac
SEBA 15	Gestionnaire des Villages d'Entreprises et AMO pour la commercialisation des Zones d'Activités	A	Discuter les conditions d'évolution du partenariat

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

L'action est suivie par le groupe économie de Hautes Terres Communauté, composé d'élus communautaires volontaires issus de l'ensemble du territoire et piloté par le Vice-Président en charge de l'économie.

Le portage technique est assuré par l'animatrice économique, s'appuyant sur les partenariats techniques et les instances de concertation dédiées au développement économique et à l'attractivité du territoire. Hautes Terres Communauté anime notamment deux groupes de concertation :

- Le comité ATIR (Accueil Transmission Installation reprise)
- Un groupe de travail lié à l'étude-action GPECT (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales), commun avec Saint Flour Communauté.

## PRESENTATION DE L'ACTION

### Détail de l'action

- Nature :** ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique
- ☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment
- ☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☐ Tourisme
- ☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☒ Commerce ☒ Numérique
- ☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau
- ☒ Autre : Animation du territoire

### L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)
- ☒ Petites Villes de Demain (PVD)
- ☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)
- ☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)
- ☐ Territoire d'industrie
- ☐ Autre : .....
- ☐ Sans objet

### Description courte :

Hautes Terres Communauté est un territoire rural, pour lequel tous les enjeux de développement amènent à la question de l'attractivité. Accueillir de nouvelles populations, garder les actifs sur le territoire sont des leitmotivs. Le tissu partenarial est dense pour traiter cette question, aussi, afin d'apporter une dimension concrète et d'assurer une présence forte sur le territoire est-il nécessaire d'avoir une compétence « animation » dédiée. L'animateur du développement économique doit faire le lien entre

- la connaissance fine des offres du territoire :
  - espaces dédiés à l'activité économie : Zones d'Activités, Villages d'Entreprises et autres offres foncières et immobilières à qualifier sur le territoire
  - tissu entrepreneurial, entreprises à céder, secteurs en souffrance où des entreprises devraient être créées
- la connaissance « humaine » des chefs d'entreprise : développer un contact fort avec le tissu entrepreneurial, comprendre les besoins (Accompagnement financier et humain du développement, gestion des Ressources Humaines, Formation...)
- les outils de développement économique, qu'ils soient financiers, d'accompagnement, de formation, portés notamment par les partenaires.

### Description détaillée : historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

L'action vise à **disposer de l'ingénierie capable de mobiliser l'ensemble des ressources disponibles pour faciliter l'installation ou le développement d'activités économiques sur le territoire**. Il s'agit de travailler avec les différents outils de la collectivité : offre foncière et immobilière en périphérie des bourgs, offre commerciale dans les centre-bourgs.

Cette animation devra porter sur :

> **L'offre foncière et immobilière** qu'il convient de **rendre visible, disponible pour les entreprises**. Cela implique un travail de communication, mais aussi d'animation pour adapter l'offre aux besoins des chefs d'entreprises et porteurs de projet.

> **Une ingénierie d'accompagnement** pour créer du lien entre les besoins exprimés par les uns, à recenser les offres proposées. Cette mise en relation est indispensable à la concrétisation de projets entrepreneuriaux. Pour cela, il sera nécessaire de s'appuyer sur des instances de concertations dédiées : le **comité ATIR (Accueil Transmission Installation Reprise)** animé depuis 2019 sur Hautes Terres Communauté qui permet de s'assurer que l'ensemble des porteurs de projet est suivi et que toutes les options d'accompagnement ont bien été envisagées.

> **L'organisation de temps d'échange** réguliers avec le monde économique, des visites d'entreprises..

> **La poursuite et le maintien d'aides directes** à l'investissement pour le développement des entreprises : ces aides doivent être portées à connaissance des porteurs de projet, ainsi que l'ensemble des dispositifs de soutien spécifiques au territoire.

> **la visibilité de l'accompagnement et la présence en proximité** via l'évolution des actuelles maisons des services en « maisons des services et des initiatives » qui doivent être des lieux de référence pour les chefs d'entreprises et les porteurs de projet : ils pourront rencontrer des accompagnateurs dans un cadre professionnel et qualitatif. Un travail spécifique avec les partenaires est engagé pour assurer une présence dans ces lieux, limitant ainsi le frein « déplacement » qui éloigne certains entrepreneurs des conseils et formations dont ils ont pourtant besoin.

**En densifiant les temps d'animation et les permanences sur le territoire, il s'agit d'amener l'offre d'accompagnement au plus près des entrepreneurs.**

> **l'animation des espaces de travail partagé**, lieux dédiés au travail entrepreneurial, qu'il s'agisse de construire un projet de création/reprise/développement d'activité, ou bien de travailler quotidiennement ; ces lieux vivent grâce à un temps d'animation dédié, avec en trame de fond le développement d'une économie collaborative qui, en renforçant les partenariats, renforce les entreprises elles-mêmes.

> **La réponse aux problématiques de recrutement** qui pénalise fortement le développement des entreprises du territoire. Une étude GPECT (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales), en cours de finalisation, a permis d'ouvrir de nouveaux partenariats pour accompagner les entreprises dans leurs problèmes de recrutements. Des actions concrètes sont à mettre en place suite à ce travail. D'autres actions pourront être menées avec les organismes de formation installés localement.

**Les mots clés de l'action / tags : animation économique, emploi, formation, partenariats, accompagnement**



## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

## Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Assurer la mise en service des nouveaux équipements : Villages d'Entreprises et Maisons des services et des initiatives Communiquer sur les dispositifs d'aides Aller à la rencontre du monde économique
A moyen terme (1 an < 0 < 5 ans) :	Densifier les temps d'animation en lien avec les partenaires du monde économique.
A long terme (1 an < 0 < 5 ans) :	Développer le tissu entrepreneurial de Hautes Terres Communauté

## Le public et territoire(s) visé(s)

L'animation économique concerne l'ensemble du territoire de Hautes Terres Communauté. Elle vise un public de professionnels : entrepreneurs, porteurs de projets issus ou non du territoire.  
Indirectement, elle concerne l'ensemble des partenaires du monde économique, publics et privés, qui accompagnent la création-reprise ou le développement d'activités économiques.

## Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Fréquence des permanences des acteurs de l'accompagnement sur le territoire de Hautes Terres Communauté	0	1 fois par semestre pour tous les partenaires	1 fois par semestre minimum pour tous les partenaires + organisation de formations sur place (au moins 2 par an)
Outils de communication sur les offres foncières et immobilières	1 plaquette, mise à disposition dans les principaux lieux d'accueil de Hautes Terres Communauté	La plaquette est mise à jour et connue et diffusée par les partenaires. Une plaquette recensant les offres d'accompagnement (financier et humain) est proposée et diffusée.	Des outils mis à jour et disponibles.
Action d'animation auprès des entreprises			
Nombre de porteurs de projets accompagnés			

## PLANNING ET BUDGET

## Calendrier

## ➤ Etat d'avancement :

- ☐ Idée à mûrir X Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours

➤ **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☐ Date de début : Hautes Terres Communauté dispose déjà d'une animation économique qui doit être renforcée

☐ Date de fin : Le besoin devrait perdurer au-delà de la fin du CRTE / indéfini

Observations :

**Budget****Montant :**

☒ Estimation globale connue : Un temps plein : 45 000 € TTC/an

☐ Estimation en cours.

☐ Estimation inconnue.

**Financement :**

☐ Financement(s) sollicité(s) : .....

☐ Financement(s) obtenu(s) : .....

☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Union Européenne	LEADER	Selon prochaine programmation
Conseil Régional et BPI France	Suite du programme « Entrepreneuriat en territoires Fragiles »	Selon prochaine programmation
Etat	FNADT Massif central	Selon prochaine programmation
Union Européenne	FEDER Massif central	Selon prochaine programmation

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 21

**Titre de l'Action :** Elaborer et animer avec un maximum d'acteurs le projet touristique local

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 6 : °Faire du tourisme une valeur ajoutée locale

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☒ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté / Hautes Terres Tourisme

➤ Adresse postale : 4 rue faubourg notre dame – 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Directeur OTI

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Membre du CODIR			
Professionnel du tourisme			
Associations de commerçants			
Associations locales			
CD15			
Cantal Destination			

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

L'animation de cette action sera portée par Hautes Terres Tourisme dans le cadre de la convention d'objectifs qui fixe le cadre d'intervention de l'EPIC en lien avec Hautes Terres Communauté.

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique   ☐ Assainissement   ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique   ☐ Mobilité   ☐ Protection du patrimoine   ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable   ☐ Protection de l'environnement   ☐ Revitalisation   ☒ Tourisme  
☐ Habitat   ☐ Voirie/OA   ☐ Aménagement urbain   ☐ Commerce   ☒ Numérique  
☐ Agriculture   ☐ Déchets   ☐ Economie circulaire   ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☒ Sans objet

**Description courte :**

Le tourisme est un des piliers de l'économie d'aujourd'hui et de demain du territoire HTC. Fort d'un tourisme aux 4 saisons, le projet touristique territorial doit se construire avec l'ensemble des acteurs du tourisme pour correspondre aux enjeux de demain.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Au regard, des attentes des visiteurs, notamment suite à la crise du Covid, il apparaît évident que cette stratégie devra intégrer :

- >La découverte du territoire de montagne tout au long des saisons, imaginer des scénarios avec ou sans neige
- >Le développement d'activités de pleine nature selon un panel de spécificités : sportive, sensible, alternative...
- >Le partage et la mise en valeur de l'identité volcanique du territoire (et de ses autres spécificités liées à l'activité agricole, au terroir, etc., développement d'une stratégie marketing en lien également avec la marque Auvergne Destination)
- >Le renforcement des conditions d'accueil (montée en gamme de l'hébergement, offre de mobilité, et différentes commodités)
- > La mise en commercialisation du territoire
- >L'innovation et la prospective
- > La professionnalisation des acteurs (sur les enjeux du digital, connaissance du territoire en leur certifiant un rôle d'ambassadeurs de la destination, sur l'accueil, etc.)
- >La promotion de la destination et de ses atouts, spécificités

Cette mission sera confiée à l'office de tourisme intercommunal qui pilotera l'animation des acteurs. Cette mission s'articulera avec les conclusions de l'étude CCI sur la prospective tourisme à l'horizon 2040 et la mission attractivité du Conseil départemental.

Il en découlera des projets opérationnels portant sur : des outils numériques de découverte, formation des professionnels, aménagement des bureaux d'information touristique, aménagement, mise en tourisme de site emblématiques, événementiels...

**Les mots clés de l'action / tags :** tourisme – stratégie – territoire – innovation – collectif – attractivité – pleine nature – expérience - aventure

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Dès septembre 2021, lancement d'une phase consultative pour définir collectivement la stratégie du territoire.
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Animation de la stratégie touristique du territoire et mise en œuvre d'une veille/prospective
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Professionnels du tourisme  
Habitants  
Visiteurs  
communes

**Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Chiffre de fréquentation (OT, site web, hébergeurs)			
Nombre de rencontres avec les professionnels			
Nombre de partenaires de l'OTI			

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : septembre 2021
- ☐ Date de fin : .....

**Observations :****Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☐ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Région		
CD15		
Europe		
Etat		

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 22

**Titre de l'Action :** Accompagner la montée de gamme de l'offre touristique du territoire

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 6 : °Faire du tourisme une valeur ajoutée locale

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☐ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☒ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Tourisme

➤ Adresse postale : Place de l'Hôtel de Ville

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : [direction@hautesterretourisme.fr](mailto:direction@hautesterretourisme.fr) 04 71 20 0 47

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Hautes Terres Communauté

Partenaire 2: CD 15

Partenaire 3: Structures porteuses de labels (chambre agri pour Bienvenue à la ferme, gîtes de France, clévacances, etc.)



**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Hautes Terres Communauté	Soutien aux professionnels pour les aides financières	A	
CD 15 / Cantal Destination	Intervention en collaboration avec HTC + HTT auprès des professionnels sur des thématiques spécifiques (ex : accueil vélo, outils de promotion et de mises en marchés)	A	
Structures porteuses de labels	Présentation des différents labels	B	

**Animation de l'action** (*animateur référent, concertation, communication...*)

Hautes Terres Communauté : dans le cadre de l'accompagnement des porteurs de projets  
 Hautes terres tourisme : dans la cadre de l'accompagnement des prestataires touristiques du territoire

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action**

- Nature :**
- ☒ Création d'infrastructures économique 
 ☐ Assainissement 
 ☒ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique 
 ☐ Mobilité 
 ☐ Protection du patrimoine 
 ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable 
 ☐ Protection de l'environnement 
 ☒ Revitalisation 
 ☒ Tourisme  
☒ Habitat 
 ☐ Voirie/OA 
 ☐ Aménagement urbain 
 ☐ Commerce 
 ☐ Numérique  
☐ Agriculture 
 ☐ Déchets 
 ☐ Economie circulaire 
 ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

En lien étroit avec l'action concernant la définition de la stratégie touristique territoriale, cette action porte sur la montée en gamme collective de l'offre touristique. Il s'agit d'améliorer le niveau de retombées locales et de trouver le modèle économique assurant, à la fois, création/pérennité des emplois et niveau de fréquentation compatible avec les équilibres du territoire.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Dès à présent, il est à noter que la qualité de certains hébergements doit être améliorée, notamment les structures d'hébergements portées par les collectivités ainsi que le vieillissement des meublées de tourisme privés.

Pour cela, il sera défini un **schéma de développement de l'hébergement touristique**. En effet, l'hébergement est une clé du séjour que cela soit en résidences et meublés de tourisme, chambres d'hôtes, auberges et campings...

Les infrastructures d'accueil doivent être des équipements moteurs de l'attractivité du territoire. Leur qualité est déterminante pour faire face à la compétition interterritoriale et à une demande en évolution permanente.

Il convient de définir avec l'ensemble des acteurs des orientations à donner en matière d'hébergement touristique selon les différentes catégories d'hébergements (hôtels, chambres d'hôtes, meublés de tourisme, gîte d'étape, campings, etc.). L'objectif de ce schéma est de disposer d'un document diagnostic et prospectif complet sur la question de l'hébergement touristique à la fois public et privé et de là, décliner une véritable stratégie comprenant un plan d'actions cohérent et réaliste :

- > Disposer d'un état des lieux quantitatif et qualitatif de l'offre d'hébergement touristique de la destination
- > Analyse de l'offre mais aussi de la demande, face à l'augmentation du nombre de visiteurs, développement éventuel d'une offre complémentaire répondant cette fréquentation et palliant aux inégalités de répartition des offres sur le territoire
- > Mesurer l'évolution des performances commerciales, par type d'hébergement et selon la localisation
- > Mesurer l'adaptation de l'offre d'hébergements touristiques à la demande actuelle et potentielle
- > Qualifier la demande des visiteurs, et les attentes des professionnels présents sur le territoire
- > Faire un travail de veille sur les tendances actuelles
- > Anticiper les risques de perte d'attractivité de l'offre, liée à son vieillissement ou l'inadaptation aux nouvelles normes
- > Savoir où et quand développer l'hébergement touristique sur le territoire, en réponse à la demande et en complémentarité avec les infrastructures d'accueil, les aménagements, les sentiers d'itinérance... faire du lien avec les activités développées.
- > Favoriser le développement d'hébergements touristiques permettant d'animer la destination et de renforcer son attractivité
- > Proposer aux prestataires touristiques du territoire un programme d'ateliers/ formations conçus en lien avec les partenaires identifiés répondant à leurs besoins et permettant une montée en gamme de leurs structures

Des actions concernant la rénovation des infrastructures publiques : gîtes, gîtes d'étapes, camping, aire d'accueil de camping-cars doivent dès à présent pouvoir bénéficier de premières tranches de travaux.

Il apparaît prioritaire la rénovation des campings du territoire. Pour cela, l'office de tourisme a réalisé un premier diagnostic de situation afin de pouvoir animer collectivement la stratégie de rénovation des campings communaux.

Les mots clés de l'action / tags : hébergements, qualité, adaptation, camping, nuitée

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Réalisation du diagnostic d'ici fin 2021 Travaux de rénovation d'infrastructures d'accueil communales
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Programme de rénovation/création d'hébergements publics Etudier la faisabilité d'intégrer les projets privés dans le cadre de financement spécifique sur la rénovation énergétique
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Collectivités  
Professionnels

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre d'hébergements classés	1*: 25 2*: 117 3*: 125 4*: 12 NC: 215		
Evolution de la taxe de séjour	138 060.20€ (2020)		
Hébergements labellisés	Gîtes de France : 32 hébergements (2020) Clévacances : 7 hébergements (2020)		
Nombres de nuitées	219 466 (2020)		
Capacité d'accueil	7442 lits (2020)		
Participants aux réunions d'infos, ateliers organisés par l'ot			

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

➤ **Etat d'avancement :**

- ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours

➤ **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**☒ Date de début : septembre 2021☐ Date de fin : .....**Observations :**

Projet des communes opérationnels dès 2021

**Budget****Montant :**☐ Estimation globale connue : .....€ TTC☒ Estimation en cours.☐ Estimation inconnue.**Financement :**☐ Financement(s) sollicité(s) : .....☐ Financement(s) obtenu(s) : .....☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat		
Région – CAR		
CD 15		

Fait à Murat

Le 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 23

**Titre de l'Action :** Participer à la construction d'un projet Massif de montagne 4 saisons

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 6 : °Faire du tourisme une valeur ajoutée locale

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Hautes Terres Tourisme

Partenaire 2: SAEM du Lioram

Partenaire 3: Syndicat mixte du Puy Mary

Partenaire 4 :

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
SAEM Lioran, syndicat Mixte Puy mary			
SMDTEC, Syndicat mixte Lioran			
ALT, OTI, St Flour Co			

### Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)

### PRESENTATION DE L'ACTION

#### Détail de l'action

- Nature :**
- ☒Création d'infrastructures économique 
 ☒Assainissement 
 ☒Rénovation énergétique  
☒Transition énergétique 
 ☒Mobilité 
 ☒Protection du patrimoine 
 ☐Bâtiment  
☐Eau potable 
 ☒Protection de l'environnement 
 ☐Revitalisation 
 ☒Tourisme  
☒Habitat 
 ☐Voirie/OA 
 ☐Aménagement urbain 
 ☒Commerce 
 ☐Numérique  
☒Agriculture 
 ☒Déchets 
 ☐Economie circulaire 
 ☒Protection ressource eau  
☐Autre : .....

#### L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :

- ☐Action Coeur de Ville (ACV)  
☐Petites Villes de Demain (PVD)  
☐Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐Territoire d'industrie  
☒Autre : Plan Montagne « Avenir Montagne »  
☐Sans objet

#### Description courte :

Le territoire de Hautes Terres Communauté se situe au cœur du Massif Central et toutes les communes bénéficient du classement zone de montagne. Le territoire se compose de plusieurs Massifs :

- > les Monts du Cantal
- > le Massif du Cézaillier avec son vaste plateau
- > le massif de la Pinatelle en liaison avec les espaces précédents

Cette spécificité fait de Hautes Terres un territoire d'une singularité exceptionnelle et **unique** : une montagne volcanique.

Autour de ces massifs s'organisent notamment une activité touristique et agricole spécifique.

Sur les Monts du Cantal, domine une activité touristique autour l'hiver de la pratique du ski alpin (Lioran) et du ski de fond (domaines nordiques de Prat de Bouc et du Puy Mary) et de la randonnée l'été.

Sur le Cézallier, l'activité agricole, avec particulièrement des estives domine une activité liée au pastoralisme.

La crise du covid19 et notamment son impact sur la saison hivernale 2020-2021, alerte également les collectivités locales sur la nécessité de pouvoir proposer une diversification de l'offre montagne à la fois aux habitants et aux visiteurs pour conserver une valeur ajoutée territoriale.

Cette action vise à définir une gouvernance et une stratégie autour d'un projet massif.

**Les mots clés de l'action / tags : montagne, 4 saisons, activités de pleine nature, pastoralisme, transition**

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Initier
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Professionnels du tourisme et de l'agriculture, les communes

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☒ Idée à mûrir ☐ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : 2021
- ☐ Date de fin : 2026

**Observations :****Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☐ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat		
UE		
CD15		
Region		

Fait à Murat  
 Le 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME



# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 24

**Titre de l'Action :** Créer un itinéraire non motorisé « Alagnon » et « Arc Cézallier »

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 6 : °Faire du tourisme une valeur ajoutée locale

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du faubourg Notre-Dame, 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Maryline Dieudonné, Responsable du Pôle Développement, Aménagement, Environnement , [mdieudonne@hautesterres.fr](mailto:mdieudonne@hautesterres.fr)

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Région Auvergne Rhône Alpes, Autorité Organisatrice de la Mobilité régionale et locale

Partenaire 2: Communes du territoire

Partenaire 3 : SAEM Lioran

Partenaire 4 : Conseil Départemental du Cantal (Direction des Routes)

Partenaire 5 : Services de l'Etat (Direction Interdépartementale de Routes)

Partenaire 6 : SNCF

Partenaire 7 : Hautes Terres Tourisme

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendue(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Région Auvergne Rhône Alpes	Co-financement et appui technique	B	Validation convention AOM
Communes du territoire	Maîtrise d'ouvrage sur voirie	B	Schéma directeur cyclable
Conseil Départemental du Cantal	Maîtrise d'ouvrage sur voirie	C	Schéma directeur cyclable
Services de l'Etat	Maîtrise d'ouvrage sur voirie	C	Schéma directeur cyclable
SAEM Lioran	Maîtrise d'ouvrage sur voirie	B	Schéma directeur cyclable
SNCF	Maîtrise d'ouvrage en gare, sur ligne ferroviaire Services vélo	C	Schéma directeur cyclable
Hautes Terres Tourisme	Services vélo	A	Schéma directeur cyclable

**Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)**

L'action est animée par Hautes Terres Communauté.

Maryline Dieudonnée, responsable du pôle Développement, Aménagement et Environnement en est la référente.

Les conditions de concertation et communication sur cette action seront précisées dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur cyclable (consultation lancée en mai 2021).

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☒ Transition énergétique ☒ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☒ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☒ Tourisme  
☐ Habitat ☒ Voirie/OA ☒ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☒ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

La vallée de l'Alagnon est un axe de mobilité historique, que Hautes Terres Communauté souhaite voir s'enrichir d'une voie dédiée aux mobilités douces, non motorisées, et connectée au Cézallier sur un axe qui reste à définir. Ces voies seraient valorisables tant du point de vue touristique, que pour des déplacements du quotidien professionnels ou scolaires, en lien avec des pôles intermodaux (gares, aires de covoiturage, arrêt de bus,...). Elles participeraient du renforcement de l'identité du territoire.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Dans le cadre de l'étude pour l'élaboration d'une stratégie mobilité engagée en 2019, Hautes Terres Communauté a défini 5 axes d'intervention prioritaire, dont l'axe 2 : promouvoir la pratique du vélo, y compris à assistance électrique, pour tous les publics. Cet axe d'intervention prévoit la définition d'un Plan Vélo pour Hautes Terres Communauté avec notamment un schéma directeur cyclable, qui identifie et priorise les liaisons à créer et les aménagements à concevoir, autour d'un axe structurant entre Massiac et Le Lioran, et d'une desserte du Cézallier.

Ce souhait de mettre en place une liaison douce le long de la vallée de l'Alagnon est confirmé lors des débats sur le projet de territoire, et explicité dans la consultation pour la mise au point du schéma directeur cyclable, qui prévoit spécifiquement sur l'axe Alagnon, des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour engager rapidement les travaux nécessaires à sa réalisation.

A ce stade de la réflexion, la nature des aménagements à prévoir et leur calendrier de réalisation restent à définir dans le cadre du schéma directeur cyclable pour lequel Hautes Terres Communauté a lancé un appel d'offres en mai 2021.

Les actions bénéficieront à la fois aux habitants de Hautes Terres Communauté pour leurs déplacements quotidiens, avec une attention à porter aux déplacements autour de Massiac, Neussargues-en-Pinatelle, Murat, Le Lioran, Allanche, et aux touristes du territoire.

Les principaux partenaires de Hautes Terres Communauté ici cités interviendront à ses côtés sur les infrastructures à créer (voirie routière, pôle d'échange en gare,...).

A l'issue des études préalables, des travaux d'aménagement seront réalisés et feront l'objet d'une future fiche projet.

**Les mots clés de l'action / tags :** vélo, schéma directeur cyclable, liaison douce, véloroute

**LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION****Les objectifs de l'action**

A court terme (1 an) :	Schéma directeur cyclable réalisé
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Premiers aménagements d'infrastructures et/ou d'itinéraires réalisés
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Poursuite des aménagements d'infrastructures et d'itinéraires

**Le public et territoire(s) visé(s)**

Public cible : habitants et touristes de Hautes Terres Communauté  
Territoire visé : Hautes Terres Communauté

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Part du linéaire de l'axe Massiac – Le Lioran aménagé en liaison douce	0	A définir (schéma directeur cyclable)	A définir (schéma directeur cyclable)
Part du linéaire de l'arc Cézallier aménagé en liaison douce	0	A définir (schéma directeur cyclable)	A définir (schéma directeur cyclable)

### PLANNING ET BUDGET

#### Calendrier

- **Etat d'avancement :**
- ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☐ Date de début : 2021

☐ Date de fin : à définir dans le schéma directeur cyclable (avec des phases

vraisemblablement)

#### Observations :

L'étape du schéma directeur cyclable de 2021 permettra de préciser largement les objectifs, le calendrier et les enveloppes budgétaires à solliciter. Il permettra également de solliciter les aides de l'Ademe (notamment le programme AVELO 2) selon les arbitrages qui seront rendus.

#### Budget

##### Montant :

- ☐ Estimation globale connue : ..... € TTC  
☒ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

##### Financement :

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....

☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Région Auvergne Rhône Alpes	Fonds propres (convention AOM)	
Ademe	Programme AVELO 2	
Etat	DSIL / DETR (Petite Ville de Demain)	
Propriétaires d'infrastructures		
Europe	LEADER, FEADER	

Fait à Murat

Le 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 25

**Titre de l'Action :** Mettre en valeur et en cohérence les réseaux de sentiers existants pour irriguer le territoire

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 6 : °Faire du tourisme une valeur ajoutée locale

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action :**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Pole développement aménagement environnement – Maryline Dieudonné [mdieudonne@hautesterres.fr](mailto:mdieudonne@hautesterres.fr)

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse : Hautes Terres Tourisme

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
OTI CD 15 – PDIPR			
Gestionnaire GTMC - IPAMAC PNR Volcans			
Syndicat mixte Puy mary Associations locales de rando			
Les communes			

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

L'action est animée par Hautes Terres Communauté et les communes du territoire.

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☒ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☒ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Cette fiche porte sur la mise en valeur de l'ensemble des itinéraires existants sur le territoire : randonnée pédestre, VTT, équestre, trail, itinéraire cyclo route etc...

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Plusieurs phases vont permettre d'atteindre la mise en valeur des itinéraires du territoire :

>réalisation d'un plan local de randonnée

>réalisation d'un schéma directeur cyclable : analyse de l'état initial compiler tous les itinéraires existants, à la fois VTT, cyclo, piéton et les cartographier, pour chaque parcours ; recenser les manques sur le territoire, les villages où il y a peu ou pas d'itinéraire, évaluer les besoins des habitants, des acteurs touristiques, des touristes, des scolaires, etc.

Un lien particulier avec les associations sportives présentes sur le territoire sera réalisé.

Par ailleurs, sera étudié les différentes labellisations possibles des itinéraires, ex label VTT

Un lien sera fait avec la liaison douce Massiac Alagnon et un arc Cézallier. Labellisation des itinéraires VTT

> développement d'outil de communication : cartes, application, site web .... Afin de faire connaître l'offre auprès des habitants et des visiteurs

**Les mots clés de l'action / tags :** randonnée, pleine nature, itinéraires, sentiers, vélo, équestre

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Définition du plan local de randonnée
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Finalisation de l'étude de faisabilité sur la liaison douce et réalisation du schéma cyclable Définition d'outils d'information
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Habitants  
Visiteurs

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre de km de linéaire			



**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : janvier 2022
- ☐ Date de fin : .....

**Observations :****Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☒ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier

Fait à Murat  
 Le 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 26

**Titre de l'Action : Structurer une filière viande autour du Pôle Viande**

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 7 : °Développer les circuits courts alimentaires

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☒ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté et la Régie des Abattoirs

➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Maryline Dieudonné - Pôle développement aménagement environnement – [mdieudonne@hautesterres.fr](mailto:mdieudonne@hautesterres.fr) 04 71 20 22 62

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☒ Oui ☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Régie des abattoirs de Neussargues Route de Celles 15170 Neussargues en Pinatelle

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Chambre d'agriculture		C	
SIGAL		A	
Agriculteurs locaux		C	

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

Hautes Terres Communauté est animateur principal en lien avec le groupe de travail agriculture composés des élus communautaires

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☒Création d'infrastructures économique ☒Assainissement ☒Rénovation énergétique  
☐Transition énergétique ☐Mobilité ☐Protection du patrimoine ☒Bâtiment  
☐Eau potable ☐Protection de l'environnement ☒Revitalisation ☐Tourisme  
☐Habitat ☐Voirie/OA ☐Aménagement urbain ☐Commerce ☐Numérique  
☒Agriculture ☐Déchets ☐Economie circulaire ☒Protection ressource eau  
☐Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐Action Coeur de Ville (ACV)  
☒Petites Villes de Demain (PVD)  
☐Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐Territoire d'industrie  
☒Autre : plan de relance abattoir  
☐Sans objet

**Description courte :**

Un vaste projet de rénovation de l'abattoir de Neussargues a été entrepris depuis 2014 (début de la réflexion) puis dès 2018 (début des travaux). Cette opération a permis le maintien de cette infrastructure essentielle pour le secteur agricole. Dans la poursuite de cette dynamique, il s'agit dorénavant de conforter la place de cet outil au sein de la filière et diversifier ses activités.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

La présente fiche action porte sur la poursuite de la dynamique autour du pôle viande via le projet agricole et alimentaire territorial.

Les objectifs doivent permettre de conforter le pôle viande comme :

- >Un abattoir de proximité et au service des agriculteurs et des professionnels de l'agroalimentaire :
  - . structurer une filière allaitante à haute valeur environnementale créatrice de valeur ajoutée pour les agriculteurs = fiche projet présentée et inscrite initialement dans le CTE
  - . développer une offre de service à destination des agriculteurs souhaitant développer les circuits courts (atelier de découpe et de transformation à renforcer)
  - . étudier la faisabilité de créer un outil de transformation dédié à la restauration collective afin de structurer une nouvelle filière locale d'approvisionnement en viande
  - . concevoir des outils de communication pour promouvoir l'infrastructure et les services proposés
- >Un abattoir avec un faible impact environnemental
  - . poursuivre des travaux de rénovation notamment pour améliorer le système épuratoire de la structure
- >Un abattoir support aux actions de formation sur les métiers de l'agroalimentaire
  - . former, informer, communiquer sur les différentes filières et répondre aux problématiques de recrutement des professionnels de l'agroalimentaire (métiers autour de la viande)

**Les mots clés de l'action / tags :** abattoir, transformation, valorisation, filières

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Lancement de l'étude de faisabilité de création d'une nouvelle filière Définition d'outil de communication
A moyen terme (1 an < 0 < 5 ans) :	D'ici 18 mois : finalisation des travaux complémentaires
A long terme (1 an < 0 < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Agriculteurs et entreprises de l'agroalimentaire  
Etablissement de restaurations

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Volume animaux abattus	2 700 t		2700 à 3000 t
Nombre d'emplois sur site	13 salariés		15
Nouveaux services créés			2

--	--	--	--

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

- Etat d'avancement :
- ☐ Idée à mûrir    ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours
- Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :
- ☒ Date de début : 2021  
☐ Date de fin : .....

Observations :

### Budget

Montant :

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☒ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

Financement :

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier

Fait à Murat  
 Le 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALMIE

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**Territoire de :** HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ



## FICHE ACTION N°: 27

**Titre de l'Action :** Développer les circuits courts alimentaires

Axe du projet de territoire

Ambition 2 : Maintenir la population et accompagner la croissance démographique

Chantier 7 : °Développer les circuits courts alimentaires

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

- Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté
- Adresse postale : 4 rue faubourg Notre-Dame, 15300 Murat
- Personne /service référent-e et coordonnées : Yann GRANGEON / chargé de mission agriculture et alimentation / Pôle Développement, Aménagement, Environnement / 04 71 20 37 91 / [agriculture@hautesterres.fr](mailto:agriculture@hautesterres.fr)

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1 :

Partenaire 2 :

Partenaire 3 :

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
La Chambre d'agriculture du Cantal	Conseil technico-économique des producteurs souhaitant développer des activités de transformation, commercialisation en circuits courts, diversification Relais de HTC pour mobiliser des agriculteurs	A discuter (C)	Concertation - Signature d'une convention de partenariat sur les actions à mener
Saint-Flour Communauté	Partenariat envisagé sur la mise en place de logistique sur l'Est-Cantal Mutualisation d'outils et de méthodes sur l'accompagnement de la restauration collective	A discuter (C)	Rencontre politique sur la mise en place en place d'un outil logistique - Concertation - Signature d'une convention de partenariat
Le Conseil Départemental du Cantal	Accompagnement et formation des restaurants des collèges vers un approvisionnement local de qualité Partenariat envisagé sur la stratégie de valorisation des productions locales	A discuter (C)	Concertation - Signature d'une convention de partenariat sur les actions à mener
Le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne	Valorisation des productions locales Sensibilisation et éducation de la population à une alimentation locale	A discuter (C)	Concertation - Signature d'une convention de partenariat sur les actions à mener
La Cant'Adear	Accompagnement à l'installation de producteurs dans des secteurs peu représentés sur le territoire (maraîchage, arboriculture, ...), à la transformation et à la commercialisation en circuits courts, animation de collectifs de producteurs Relais de HTC pour mobiliser des agriculteurs	A discuter (C)	Concertation - Signature d'une convention de partenariat sur les actions à mener
Bio 15	Accompagnement de porteurs de projet en bio et/ou de producteurs bio souhaitant se diversifier, développer la transformation et/ou la commercialisation en circuits courts Relais de HTC pour mobiliser des agriculteurs bio	A discuter (C)	Concertation - Signature d'une convention de partenariat sur les actions à mener
Auvabio	Prospections auprès des éleveurs du territoire pour les encourager et les accompagner à se diversifier en légumes bio de demi-gros bio de demi-gros	En discussion (B)	Attente réponse AAP France Relance - Signature d'une convention de partenariat sur le projet de structuration

	Mutualisation d'outils/d'emplois/de compétences en production de légumes bio demi-gros Structuration des débouchés et construction d'une stratégie commerciale auprès des GMS/magasin bio/restaurants collectifs en légumes bio demi-gros		d'une filière de légumes bio de demi-gros
Le CPIE Haute-Auvergne	Sensibilisation et éducation de la population à une alimentation locale de qualité	En discussion (B)	Réponse à un AAP Léa Nature – Signature d'une convention de partenariat sur un projet de sensibilisation des personnes âgées
Magasin de producteurs Talents d'Ici	Structuration de débouchés pour des producteurs locaux dans un magasin de producteurs Livraisons de produits locaux diversifiés auprès des personnes isolées du territoire, des restaurants collectifs	A discuter (C)	Participation aux commissions de développement du magasin de producteurs – Concertation – Signature d'une convention de partenariat sur des projets de développement du magasin
CEN Auvergne	Inventaire et cartographie des vergers, chantiers de restauration, transmission de savoir-faire, identification d'anciennes variétés locales de fruits	Acquis (A)	Travail sur la valorisation des fruits des vergers conservatoires
Atelier technologique du Lycée Louis Mallet	Expérimentation de transformation de légumes via la légumerie pour approvisionner des restaurants collectifs	A discuter (C)	Concertation – Signature d'une convention de partenariat sur les actions à mener

### Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)

Animateur référent, concertation et communication : Hautes Terres Communauté

### PRESENTATION DE L'ACTION

#### Détail de l'action

- Nature :**
- ☒ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique
  - ☒ Transition énergétique ☐ Mobilité ☒ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment
  - ☐ Eau potable ☒ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☒ Tourisme
  - ☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☒ Commerce ☐ Numérique
  - ☒ Agriculture ☒ Déchets ☒ Economie circulaire ☒ Protection ressource eau
  - ☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

☐ Action Cœur de Ville (ACV)



- ☒ Petites Villes de Demain (PVD)
- ☒ Contrat de Transition Ecologique (CTE)
- ☐ Plan de Rénovation Energétique des Bâtiments (PREB)
- ☐ Territoire d'industrie
- ☒ Autre : Projet Alimentaire Territorial (lauréat en 2020)
- ☐ Sans objet

**Description courte :**

Encourager et accompagner les projets de diversification, de transformation, de commercialisation en circuit court et les installations répondant aux manques alimentaires locaux identifiés sur le territoire.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...**Historique :**

- Accompagnement à l'installation de viticulteurs et producteurs de plantes aromatiques sur les terrasses en Palhas de Molompize et d'un verger conservatoire par l'ancienne communauté de communes du Pays de Massiac dans les années 2000
- Elaboration d'une stratégie agricole visant notamment à valoriser les productions locales par l'ancienne communauté de communes du Pays de Massiac de 2013 à 2016
- Animation du projet Cézallier bio visant à développer l'agriculture biologique « de la fourche à la fourchette » par l'ancienne communauté de communes du Cézallier en 2017-2019
- Accompagnement du magasin de producteurs Talents d'Ici à Massiac en 2018
- Sensibilisation à la lutte anti-gaspillage par le SYTEC auprès des 9 restaurants d'écoles maternelles et primaires du territoire sur l'année scolaire 2018-2019
- Actions du CEN Auvergne dans le cas du CTVB Alagnon 2020-2022 : inventaire et cartographie des vergers, chantiers de restauration, transmission de savoir-faire, identification d'anciennes variétés locales
- Sélection par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour élaborer un Projet Alimentaire Territorial (PAT) en juin 2020

Dans le cadre de l'élaboration du Projet Agricole et Alimentaire Territorial (PAAT), un diagnostic agricole et alimentaire a été réalisé dont les éléments principaux sont les suivants :

- Environ 25 fermes pratiquent la vente en circuits courts soit moins de 5% des exploitations du territoire (2017)
- Un manque de diversité des exploitations : 86% orientées vers l'élevage bovin (40% viande, 35% lait, 11% mixte) (2017)
- Un manque de productions végétales et d'œufs : 6 exploitations maraîchères, 6 avicoles, 2 arboricoles (2021)
- Un abattoir municipal avec atelier de découpe, certifié bio
- Plusieurs entreprises agro-alimentaires (transformation et collecte du lait, meunerie, etc.) et un atelier technologie agro-alimentaire à proximité, certifié bio
- Des points de vente de produits locaux : 1 magasin de producteur, 1 AMAP, 5 marchés, 1 drive fermier, 1 magasin bio (2021)
- Un territoire touristique étroitement lié à l'agriculture du territoire (en partie valorisée par Hautes Terres Tourisme)
- 5 AOP fromagères, peu qualitatives sur certains fromages
- Une filière viande peu développée (majorité des bovins exportés sous forme de brouards)
- Un manque de lien entre les agriculteurs, d'organisation, de plateforme logistique
- 23 établissements de restauration collective sur le territoire dont 18 en gestion directe avec une grande diversité d'établissements servant de 7 à 400 repas par jour et au total 511 000 repas par an (2021)
- Un approvisionnement bio et de qualité (label rouge, AOP, etc.) très faible dans les établissements du territoire et relativement faible pour certains produits locaux (légumes, pommes, œufs, yaourts, ...) dû à

des contraintes de coût, de logistique et un manque de diversité et de connaissance des productions locales (2021)

Plusieurs actions ont été identifiées dans le cadre de l'élaboration du PAAT et seront concertées avec les différents partenaires :

**Identifier les besoins en termes de productions et de valorisation des producteurs locaux et de leurs produits :** réaliser un diagnostic de l'agriculture et de l'alimentation du territoire : production, transformation, commercialisation, consommation (déjà réalisé dans le cadre de l'élaboration du PAAT)

**Encourager et accompagner la valorisation des producteurs locaux et de leurs produits :**

- Faire émerger et accompagner les démarches créatrices de valeur ajoutée sur le territoire : commercialisation en circuit court (accompagnement du magasin de producteurs déjà existant dans son développement, autres porteurs de projet, mutualisation de projets individuels, ...), transformation fermière notamment en lait (fromages, yaourts, beurre, ...), structuration d'une filière viande à hautes valeurs ajoutées (lien avec la fiche sur le pôle viande), agritourisme (visites de fermes, constructions d'offres touristiques valorisant l'agriculture locale, ...), entreprises agro-alimentaires valorisant les produits locaux
- Mettre en place une stratégie de promotion des productions locales (mise en lien, identification, développement de la vente en présentiel et en ligne, catalogue, forum, etc.) à destination à la fois des touristes et des habitants
- Mettre en place une programmation culturelle visant à créer du lien entre les agriculteurs et les habitants

**Encourager et accompagner les restaurants collectifs du territoire en faveur d'un approvisionnement local :**

- Former les personnels des restaurants collectifs sur l'achat, la cuisine et la valorisation de productions locales
- Faciliter l'accès aux restaurants collectifs aux productions locales de qualité : mettre en place une plateforme logistique pour faciliter les livraisons de productions locales à l'ensemble des restaurants collectifs, en particulier isolés et à faibles effectifs

**Encourager et accompagner les projets alimentaires en circuit court répondant à un manque local identifié sur HTC :**

- Faire émerger et accompagner des projets de diversification et l'installation de producteurs dans les secteurs manquant sur le territoire (maraîchage, arboriculture, viticulture, poules pondeuses) : accompagnement dans la recherche de foncier, la construction de leur projet, la recherche de financements, l'ancrage au territoire et le lien avec les différents acteurs compétents, construction d'une infographie sur les productions végétales du territoire et faire du territoire une vitrine pour les productions végétales dans le Cantal en s'appuyant sur le bassin de Massiac et les Palhas, construction d'une formation technique sur les productions végétales en zone de montagne, structuration d'une filière de légumes demi-gros bio (mutualisation, planification, structuration des débouchés, ...)
- Impulser et accompagner l'émergence d'une filière de valorisation des fruits des pré-vergers : glanage solidaire, transformation des fruits des pré-vergers, commercialisation, ...

**Les mots clés de l'action / tags :** valorisation, diversification, local, alimentation durable, projet agricole et alimentaire territorial, circuit court, installation, production, transformation, restauration collective, alimentation de proximité, filière

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Concerter les pistes d'actions identifiées à partir du diagnostic avec les différents partenaires du PAAT afin de construire un plan d'action pluriannuel multi partenarial</li> <li>- Animer des actions pilotes pour illustrer la démarche du PAAT : réalisation des premières expérimentations dans le cadre de la structuration d'une filière viande à hautes valeurs ajoutées, former et structurer l'offre afin que les restaurants collectifs initient une démarche d'approvisionnement ou développent leur approvisionnement en produits locaux de qualité, impulser des dynamiques de transformation, diversification et commercialisation en circuit court chez quelques agriculteurs, accompagner à l'installation de 3 à 4 personnes en productions végétales (maraîchage, arboriculture, viticulture)</li> </ul>
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Animer et déployer le plan d'action multi partenarial du PAAT</li> <li>- Animer un groupe restauration collective (restaurants collectifs, producteurs, ...) et continuer la formation des restaurants collectifs pour poursuivre la démarche d'approvisionnement en produits locaux de qualité et l'accentuer</li> <li>- Animer des groupes pour les différentes filières à structurer (légumes bio de demi-gros, vergers, maraîchage diversifié, transformation laitière, viande bovine à hautes valeurs ajoutées, ...) et les accompagner dans leurs projets</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un protocole d'accompagnement des porteurs de projet (installation, diversification, transformation, circuit court) et l'animer</li> <li>- Evaluer l'impact des actions du PAAT</li> </ul>
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir structuré des filières locales de qualité pour alimenter localement la population et permettre une juste rémunération des producteurs</li> <li>- Avoir suffisamment développé la production de légumes, fruits (pommes principalement), œufs pour alimenter localement la population et sécuriser l'économie agricole du territoire</li> <li>- Avoir accompagné la restauration collective vers un approvisionnement local de qualité (au moins 50% de l'approvisionnement)</li> </ul>

### **Le public et territoire(s) visé(s)**

Le territoire visé est l'ensemble du territoire de Hautes Terres Communauté.

Plusieurs publics sont ciblés :

- La population de façon globale : favoriser l'accès à tous et sensibiliser la population à une alimentation locale, diversifiée et de qualité
- Les convives des restaurants collectifs (élèves, résidents d'Ehpad) : favoriser l'approvisionnement local de qualité, éduquer les élèves à une alimentation saine, locale et de qualité
- Les agriculteurs : valoriser les producteurs locaux et leurs productions et permettre ainsi une meilleure rémunération
- Les entreprises agro-alimentaires : favoriser la transformation et la distribution des productions locales

### **Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = 3 ans	Etat final visé T = 5 ans
Diagnostic agricole et alimentaire	En partie réalisé (volet agricole)		Finalisé et partagé
Nombre de partenaires engagés dans au moins une des actions du PAAT	0		50
Nombre d'agriculteurs touchés par au moins une des actions du PAAT	0		30
Nombre d'exploitations maraîchères et arboricoles	8		12
Nombre d'exploitations avicoles	6		9
Nombre de vergers restaurés	3		5
Nombre d'agriculteurs en bio	42		65
Nombre d'agriculteurs pratiquant la vente en circuits courts	25		50
Nombre de « points de vente » de produits locaux de qualité/de marchés	9		12
Nombre de restaurants collectifs	23		23

Nombre de restaurants collectifs s'approvisionnant en produits locaux	14		23
Nombre de restaurants collectifs s'approvisionnant en produits bio	6		23
Pourcentage d'approvisionnement local de la restauration collective (valeur HT)	Faible (<25%)		50%
Pourcentage d'approvisionnement bio de la restauration collective (valeur HT)	Très faible (<5%)		20%

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

- **Etat d'avancement :**
- ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours

- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☐ Date de début : 01/11/2021

☐ Date de fin : 31/12/2025

#### Observations :

Hautes Terres Communauté a été lauréate du PNA en juin 2020 et bénéficie ainsi d'une subvention de 50 000 € à utiliser pendant 2 ans (novembre 2020 – octobre 2022) visant à élaborer son PAT et à l'animer :

- Novembre 2020 à mai 2021 : finalisation du diagnostic agricole et alimentaire
- Juin 2021 à Novembre 2021 : partage du diagnostic, concertation et co-construction du plan d'action
- Décembre 2021 à Janvier 2022 : rédaction et validation du plan d'action
- Février 2022 à Octobre 2022 : début de mise en œuvre du plan d'action

Des recherches de financements seront effectuées pour poursuivre la mise en œuvre du plan d'action pendant la durée du projet de territoire.

### Budget

#### Montant :

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☒ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

#### Financement :

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☒ Financement(s) obtenu(s) : Ministère de l'agriculture et de l'alimentation : subvention du PNA à l'émergence d'un PAT : montant de 50 000 €
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat	PNA PNNS	2022-2025
Région Auvergne – Rhône – Alpes	Mesure sur la coopération entre acteurs locaux en vue de structurer des filières alimentaires locales	2022-2025
Union Européenne	LEADER FEADER	2022-2025
Fondations		2022-2025

Fait à Murat  
Le 19/06/2021  
Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 30

**Titre de l'Action : Réduire les coûts de consommation dans le logement privé (bailleur et occupant)**

Axe du projet de territoire :

Ambition 3 : Agir en faveur de la transition écologique et énergétique

Chantier 3 : Adapter le bâti pour réduire la consommation énergétique

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

- Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté et les communes
- Adresse postale : 4 Rue Faubourg Notre Dame – 15 300 Murat
- Personne /service référent-e et coordonnées : Service Habitat – Clémentine Delprat – [planifurba@hautesterres.fr](mailto:planifurba@hautesterres.fr) – 04 71 20 22 62

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Département

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
CD15	Co porteur du SPPEH	A	
ADEME / ANAH	Accompagnement technique et financier	B	
DDT / ETAT	Accompagnement et appui en ingénierie	A	
CR AURA	Accompagnement technique et financier	B	
CEREMA, opérateurs,	Accompagnement	C	
SYTEC	Mise en place d'un observatoire	B	

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

Les actions seront animées par le service habitat et le chef de projet « petites villes de demain » en partenariat le service environnement de HTC.

Un lien étroit existera avec le CD 15 et les autres EPCI dans le cadre de la mise en place du SPPEH.

Une communication efficace sera mise en place auprès des usagers pour diffuser l'information et toucher le plus grand nombre d'habitants.

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☒ Rénovation énergétique  
☒ Transition énergétique ☐ Mobilité ☒ Protection du patrimoine ☒ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☐ Tourisme  
☒ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☒ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : ORT à venir, SPPEH à venir, OPAH/PIG à venir  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Hautes Terres communauté souhaite accompagner les propriétaires bailleurs ou occupants, le petit tertiaire à effectuer des travaux de rénovation énergétique pour améliorer la performance des logements en vue d'économie d'énergie et d'attractivité.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

La rénovation énergétique des logements et la lutte contre les passoires thermiques est une priorité nationale qui répond aux enjeux climatiques, d'attractivité, de qualité de vie et de pouvoir d'achat. Localement, sur HTC, un diagnostic de l'habitat a été réalisé en vue de la mise en place d'une OPAH et ce dernier fait apparaître les éléments suivants autour de la vulnérabilité énergétiques des ménages :

- Climat rigoureux et altitude des résidences élevée (autour de 1000 m) ;
- Parc de logements énergivores (30 % des résidences principales classées G au DPE soit environ 20 600 logements à l'échelle du Cantal) ;
- Ménages âgés et de petites tailles (1 habitant sur 3 a plus de 60 ans - 2 habitants/ménage) ;
- Revenus faibles (62 % des ménages sont non-imposables + taux de pauvreté à 16,5 %) ;
- Facture énergétique des ménages : Cantal : 1 915 € par an - HTC : 2 154 €/an.

Etat et collectivités s'emparent de ces enjeux énergétiques sur les logements pour plusieurs raisons :

- Améliorer la qualité de vie et le confort des habitants ;
- Améliorer le pouvoir d'achat des ménages en réduisant la facture énergétique ;
- Moderniser l'offre de logements existants pour être plus attractif pour de nouveaux habitants ;
- Contribuer à la reprise de l'économie locale en donnant une impulsion rapide à la filière du BTP, en soutenant les filières locales du bâtiment et de la construction ;
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Plusieurs outils peuvent répondre à ces enjeux :

- Aujourd'hui, sur HTC, le Département permet un service transitoire via SOLIHA pour répondre aux interrogations des usagers via un numéro de téléphone et des permanences à la Maison des services de Murat, jusqu'en septembre.
- Une étude pré opérationnelle à une OPAH ou un PIG sera lancée dans l'été pour une mise en œuvre d'un programme début 2022
- le Service Public de la Performance Energétique de l'Habitat se structure à l'échelle départementale et HTC s'intègre dans la démarche
- d'autres outils ou dispositifs qu'il reste à identifier, définir et mettre en place

**Les mots clés de l'action / tags :** aménagement cœur de bourg, rénovation, attractivité, performance énergétique, travaux amélioration thermique, rénovation énergétique

**LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION****Les objectifs de l'action**

A court terme (1 an) :	Lancement OPAH/PIG Mise en place du SPPEH
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Massifier les travaux de rénovation énergétique
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

**Le public et territoire(s) visé(s)**

Les propriétaires bailleurs et occupants



Les acteurs économiques des centre bourg : petit tertiaire  
 Les artisans pour les travaux  
 L'ensemble des communes de HTC  
 Les opérateurs animateur des démarches habitat

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre d'acte du SPPEH	1000 (appels actuels de SOLIHA)		2000
Nombre de logement rénovés			

### PLANNING ET BUDGET

#### Calendrier

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☐ Date de début : juillet 2021
- ☐ Date de fin : 2026

#### Observations :

Cette action se déroulera tout au long du mandat et devra s'intensifier dans le temps.

#### Budget

##### Montant :

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☒ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

##### Financement :

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....

☐ Financement(s) obtenu(s) : .....

☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
CR, Etat, AURA, ANAH, ADEME	Financements SPPEH, travaux OPAH, autres dispositifs	
	Financements privés alloués aux porteurs de projet de travaux	

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 31

**Titre de l'Action : Accompagner les collectivités dans la réduction des consommations d'énergie de leurs équipements**

Axe du projet de territoire :

Ambition 3 : Agir en faveur de la transition écologique et énergétique

Chantier 3 : Adapter le bâti pour réduire la consommation énergétique

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☒ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté et les communes

➤ Adresse postale : 4 Rue Faubourg Notre Dame – 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Service Habitat – Clémentine Delprat – [planifurba@hautesterres.fr](mailto:planifurba@hautesterres.fr) – 04 71 20 22 62

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: SYTEC

Partenaire 2:

Partenaire 3:

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
ADEME	Accompagnement technique et financier	C	
DDT / ETAT	Accompagnement et appui en ingénierie	B	
SYTEC	Mise en place d'un observatoire	A	

**Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)
**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☒ Rénovation énergétique  
☒ Transition énergétique ☐ Mobilité ☒ Protection du patrimoine ☒ Bâtiment  
☐ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☐ Tourisme  
☒ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☒ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'Industrie  
☒ Autre : ORT à venir, SPPEH à venir, OPAH/PIG à venir  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Hautes Terres communauté souhaite mettre en place les conditions propices à la massification des travaux de rénovation énergétique et d'économie d'énergie dans les bâtiments publics qu'ils soient communaux ou intercommunaux.

Cette action passe essentiellement par les éléments suivants :

>HTC se doit d'être exemplaire et faire que son parc immobilier existant ou à venir soit qualitatif

>HTC, dans son rôle d'appui aux communes, doit jouer l'interface et la facilitation pour accompagner les communes dans leurs démarches de recherche d'accompagnement technique et financier pour des travaux : dans cet axe, un lien étroit avec le SYTEC et les démarches engagées doit se développer

>HTC s'engage dans les dispositifs supra communautaires en lien avec d'autres structures pour permettre de capter des enveloppes financières en vue d'obtenir de l'ingénierie et des financements pour les travaux : les outils d'accompagnement type CEE, COT ENR, fonds chaleur, etc en sont des exemples.  
 >encourager les communes à engager les travaux de rénovation énergétique de leur patrimoine bâti

**Les mots clés de l'action / tags : rénovation, attractivité, performance énergétique, travaux amélioration thermique, rénovation énergétique**

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Communiquer largement sur les outils déjà existants Lancer les projets de travaux de rénovation énergétique des communes
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Les acteurs économiques des centre bourg : petit tertiaire  
 Les artisans pour les travaux  
 L'ensemble des communes de HTC

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nombre de bâtiments rénovés	0		15
nombre d'audits réalisés	0		90

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☐ Date de début : juillet 2021

☐ Date de fin : 2026

**Observations :**

Cette action se déroulera tout au long du mandat et devra s'intensifier dans le temps.

**Budget**

**Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☒ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
CR, Etat, AURA, ADEME, SYTEC		

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 32

**Titre de l'Action : Développer des outils mobilité pour la gestion des flux touristiques**

Axe du projet de territoire

Ambition 3 : Agir en faveur de la transition écologique et énergétique

Chantier 9 : °Offrir une mobilité alternative

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☐ Collectivité(s) ☒ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes terres Communauté

➤ Adresse postale : 2 rue du faubourg Notre-Dame, 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Marlène Liadouze, Chargée de projets touristiques,  
mliadouze@hautesterrestourisme.fr

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Hautes Terres Communauté

Partenaire 2: Région Auvergne Rhône Alpes, Autorité Organisatrice de la Mobilité régionale et locale

Partenaire 3: Communes du territoire

Partenaire 4: SAEM Lioran

Partenaire 5: Syndicat Mixte du Puy Mary

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendue(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Hautes Terres Communauté	Coordination d'ensemble	A	Signature CRTE
Région Auvergne Rhône Alpes	Co-financement et appui technique	B	Validation convention AOM
Communes du territoire	A définir selon résultats étude mobilité touristique	B	Finalisation étude mobilité touristique
SAEM Lioran	A définir selon résultats étude mobilité touristique	B	Finalisation étude mobilité touristique
Syndicat Mixte du Puy Mary	A définir selon résultats étude mobilité touristique	B	Finalisation étude mobilité touristique

**Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)**

L'action est animée par l'Agence Locale du Tourisme du Massif Cantalien qui est à ce jour coordonnée par l'Office de Tourisme du Carladès tout en travaillant en lien avec Hautes Terres Tourisme. Marlène Liadouze, cheffe de projets touristiques, en est la référente pour Hautes Terres Tourisme. Les conditions de concertation et communication sur cette action seront précisées dans le cadre la finalisation de l'étude sur la mobilité touristique (en cours, finalisation prévue en 2021).

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☒ Transition énergétique ☒ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☒ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☒ Tourisme  
☐ Habitat ☒ Voirie/OA ☒ Aménagement urbain ☒ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☒ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet



**Description courte :**

Afin de clarifier l'offre de mobilité existante et de renforcer les solutions alternatives à la voiture individuelle pour les déplacements touristiques, l'Agence Locale de Tourisme du Massif Cantalien a lancé une étude sur les mobilités touristiques et de loisirs. L'objectif étant de flécher des actions visant à développer, mettre en place ou renforcer des solutions de mobilité à l'attention des touristes, tout en intégrant les besoins des habitants du territoire.

**Description détaillée : historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...**

L'Agence Locale de Tourisme du Massif Cantalien (ALT), dont le périmètre d'intervention inclut la station du Lioran et le territoire des 2 communautés support de la station (Hautes Terres Communauté et la communauté de communes Cère et Goul en Carladès), en concertation avec les acteurs du territoire, et notamment Saint-Flour Communauté (par le biais d'une convention de partenariat « Territoire Montagne 4 saisons », dans le cadre d'une stratégie d'aménagement et de promotion de la destination Massif Cantalien, reconnue par le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes) élabore en 2020-2021 un schéma des mobilités touristiques à l'échelle des 3 intercommunalités du massif.

Dotée de moyens mis à disposition par les Offices de tourisme Hautes Terres et Carladès, l'ALT coordonne l'action de communication sur le massif et fait le lien entre les collectivités locales en charge du tourisme, en particulier les intercommunalités, le Parc des Volcans, le Grand site du Puy Mary, la SAEM du Lioran...et les socioprofessionnels.

L'étude sur les mobilités touristiques et de loisirs se concentre donc tout particulièrement sur les mobilités autour de la station du Lioran et depuis/vers les principaux points d'intérêt touristique du territoire.

Ses principaux enjeux sont la clarification de l'offre de mobilité existante et le renforcement des solutions alternatives à la voiture individuelle pour les déplacements des touristes et des excursionnistes.

A ce stade de la réflexion, un diagnostic a été réalisé et a permis de faire ressortir les actions déjà en place, leurs pistes d'amélioration et les besoins sur le territoire. Suite à cela, 4 enjeux ont été identifiés pour cette stratégie, déclinés en 12 à 15 projets à mettre en œuvre :

1) Clarification de l'offre de mobilité existante et diffusion de l'information

- Associer l'offre mobilité et l'offre touristique
- Créer les supports d'information de mobilité multimodale
- Diffuser l'information "mobilité" par le biais d'un réseau d'acteurs actifs et impliqués

2) Optimisation de l'offre existante et renforcement des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle, au long de l'année et pour l'ensemble des usagers

- Renforcer les échanges partenariaux sur la mobilité
- Replacer les gares et les haltes ferroviaires au cœur du système de mobilité du territoire
- Développer le covoiturage le long des axes structurants et donner de la visibilité à ce mode de déplacement

3) Proposition de solutions alternatives à la voiture individuelle pour la desserte des principaux sites touristiques du territoire

- Proposer un réseau de navettes desservant les principaux sites touristiques du territoire
- Proposer des mini-hubs de la mobilité favorisant la multimodalité
- Proposer un service d'autopartage
- Proposer la découverte du territoire à vélo

4) Accompagnement au changement des usagers vers des pratiques de mobilité plus durable

- Créer un produit ou un pass multimodal
- Proposer des journées et/ou des produits d'initiation pour faire découvrir les différents modes de déplacements
- Proposer aux habitants de tester le vélo pour les inciter à l'utilisation quotidienne

Ce pré-programme pour être mis en place de façon opérationnelle dans le cadre des partenariats avec la Région, Autorité Organisatrice de la mobilité par exemple : navettes vers Prat de bouc/Lioran/Puy Mary, offre de location de véhicule, système d'autopartage, covoiturage organisé, communication sur les offres de mobilité existantes, etc.

Ces projets bénéficieront en premier lieu aux touristes et excursionnistes du territoire, tout en veillant à être profitables aux habitants pour leurs usages quotidiens. Ces actions doivent également être travaillées en lien avec les études mobilité réalisées sur les territoires des 3 EPCI pour faire le lien avec les attentes des habitants.

Les principaux partenaires de l'ALT du Massif Cantalien sont les 3 EPCI du territoire, dont Hautes Terres Communauté, les syndicats de gestions des principaux sites touristiques (Lioran, Puy Mary), les professionnels du tourisme, les collectivités chargées de la mobilité et des équipements liés,...

**Les mots clés de l'action / tags : mobilité, tourisme, service, multimodalité, vélo, navette, covoiturage**

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Stratégie mobilité touristique
A moyen terme (1 an < 0 < 5 ans) :	Premiers projets de la stratégie mobilité touristique mis en œuvre (objectif précis à définir dans ce cadre)
A long terme (> 5 ans) :	Poursuite des projets de la stratégie mobilité

### Le public et territoire(s) visé(s)

Public cible : touristes, excursionnistes et habitants de Hautes Terres Communauté  
Territoire visé : Massif Cantalien (Hautes Terres Communauté, Communauté de communes Cère et Goul en Carladès) + Saint-Flour communauté

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Nb de projets de la stratégie mobilité touristique mis en œuvre	0	A définir (stratégie mobilité touristique)	A définir (stratégie mobilité touristique)
Part modale voiture individuelle des touristes et excursionnistes			

## PLANNING ET BUDGET

### Calendrier

➤ **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☐ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours

☒ Etudes en cours➤ **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**☐ Date de début : 2020☐ Date de fin : à définir dans la stratégie de mobilité touristique (avec des phases vraisemblablement)**Observations :**

L'étape de la finalisation de la stratégie de mobilité touristique de l'ALT du Massif Cantalien en 2021 permettra de préciser largement les objectifs, le calendrier et les enveloppes budgétaires à solliciter.

**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☒ Estimation en cours.
- ☐ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Région Auvergne Rhône Alpes	Fonds propres (convention AOM) Autres fonds	
Ademe	Programme AVELO 2	
Etat	DSIL / DETR (Petite Ville de Demain)	
Communes		
Europe	LEADER, FEADER	
Hautes Terres Communauté		

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N° : 31

**Titre de l'Action : S'appuyer sur l'offre ferroviaire comme facteur de développement**

Axe du projet de territoire

Ambition 3 : Agir en faveur de la transition écologique et énergétique

Chantier 9 : °Offrir une mobilité alternative

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

**Porteur principal de l'action**

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du faubourg Notre-Dame, 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Nelly Labidoire, DGS, [nlabidoire@hautesterres.fr](mailto:nlabidoire@hautesterres.fr)

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Région Auvergne Rhône Alpes, Autorité Organisatrice de la Mobilité régionale et locale

Partenaire 2: SNCF

Partenaire 3: Communes du territoire

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Région Auvergne Rhône Alpes	Co-financement et appui technique AOM régionale	B	Validation convention AOM
SNCF	Maîtrise d'ouvrage en gare, sur ligne ferroviaire Services ferroviaires	B	Définition de projets pour les gares du territoire
Communes du territoire	Maîtrise d'ouvrage sur voirie, arrêt de bus, espaces publics	B	Définition de projets pour les gares du territoire

**Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)**

L'action est animée par Hautes Terres Communauté.

Nelly Labidoire, directrice générale des services, en est la référente.

Les conditions de concertation et communication sur cette action restent à préciser. La concertation s'appuiera sur les instances de gouvernance qui seront mises en place dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités à l'échelle du bassin de mobilité. La communication reste à définir.

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action**

- Nature :**
- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☒ Transition énergétique ☒ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☒ Protection de l'environnement ☒ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☒ Voirie/OA ☒ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☒ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Afin de limiter l'usage de la voiture individuelle thermique, Hautes Terres Communauté souhaite étoffer et structurer une offre de transport alternative, en s'appuyant sur le réseau existant des gares SNCF et des pôles relais du territoire. Ceci suppose de maintenir une offre de ferroviaire de qualité, colonne vertébrale du schéma de mobilité du territoire.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Dans le cadre de l'étude pour l'élaboration d'une stratégie mobilité engagée en 2019, Hautes Terres Communauté a défini 5 axes d'intervention prioritaire, dont l'axe 3 : étoffer et structurer une offre de transport alternative à la voiture individuelle thermique en s'appuyant sur le réseau existant des gares SNCF et les pôles relais du territoire.

Cette stratégie suppose donc de maintenir une offre de ferroviaire de qualité dans le territoire, notamment pour desservir ses 4 gares, Massiac, Neussargues-en-Pinatelle, Murat et Le Lioran, et en particulier l'étoile ferroviaire de Neussargues-en-Pinatelle.

Dans ce contexte, Hautes Terres Communauté souhaite :

- Participer activement aux échanges entre SNCF et la Région pour maintenir et améliorer l'offre de services ferroviaires (types de véhicules, horaires de dessertes en premier lieu, fréquence,...))
- Définir et mettre en œuvre pour chacune de ces gares un projet d'aménagement, afin d'en faire des points d'échanges multimodaux et des lieux proposant des services variés aux habitants, touristes et excursionnistes du territoire, avec les communes concernées.

L'action bénéficiera aux habitants, touristes et excursionnistes de Hautes Terres Communauté, et en premier lieu aux 4 communes équipées de gares.

**Les mots clés de l'action / tags :** train, ligne ferroviaire, TER, gare

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Mise en place des instances de gouvernance des bassins de mobilité et participation aux échanges Région/SNCF sur le maintien et l'amélioration de la qualité de l'offre ferroviaire Etude pour définir des projets pour chaque gare du territoire
A long terme (> 5 ans) :	Mise en œuvre progressive des projets pour chaque gare du territoire

### Le public et territoire(s) visé(s)

Public cible : habitants, touristes et excursionnistes de Hautes Terres Communauté  
Territoire visé : Hautes Terres Communauté

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = 2025	Etat final visé T = 2030
Nb de réunions du comité de pilotage du bassin de mobilité	0	2/an	2/an
Nb de gares revalorisées	0	1	2

## PLANNING ET BUDGET

**Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☐ Date de début : 2022
- ☐ Date de fin : .....

Observations :**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☐ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Région Auvergne Rhône Alpes	Fonds propres (convention AOM)	
Etat	DSIL / DETR (Petite Ville de Demain) Pend'AURA	
Europe	LEADER, FEADER	
Ademe		
SNCF		

Fait à : Murat  
 Le : 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 34

**Titre de l'Action :** Promouvoir la mobilité électrique : du vélo à l'auto

Axe du projet de territoire

Ambition 3 : Agir en faveur de la transition écologique et énergétique

Chantier 9 : °Offrir une mobilité alternative

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

**Porteur principal de l'action :** Haute Terres Communauté

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du faubourg Notre-Dame, 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Maryline Dieudonné, Responsable du Pôle Développement, Aménagement, Environnement , [mdieudonne@hautesterres.fr](mailto:mdieudonne@hautesterres.fr)

**Co-porteur (s) pressenti(s)**

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Région Auvergne Rhône Alpes, Autorité Organisatrice de la Mobilité régionale et locale

Partenaire 2: Communes du territoire

Partenaire 3: SAEM Lioran



Partenaire 4 : Syndicat Mixte du Puy Mary

Partenaire 5 : Conseil Départemental du Cantal (Direction des Routes)

Partenaire 6 : Services de l'Etat (Direction Interdépartementale de Routes)

Partenaire 7 : SNCF

Partenaire 8 : Hautes Terres Tourisme

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendue(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
Région Auvergne Rhône Alpes	Co-financement et appui technique	B	Validation convention AOM
Communes du territoire	Maîtrise d'ouvrage sur voirie	B	Schéma directeur cyclable
Conseil Départemental du Cantal	Maîtrise d'ouvrage sur voirie	C	Schéma directeur cyclable
Services de l'Etat	Maîtrise d'ouvrage sur voirie	C	Schéma directeur cyclable
SAEM Lioran	Maîtrise d'ouvrage sur voirie Services vélo/voiture électriques	B	Schéma directeur cyclable
Syndicat Mixte du Puy Mary	Services vélo/voiture électriques	C	Schéma directeur cyclable
SNCF	Maîtrise d'ouvrage en gare, sur ligne ferroviaire Services vélo/voiture électriques	C	Schéma directeur cyclable
SDEC			
Hautes Terres Tourisme	Services vélo/voiture électriques	A	Schéma directeur cyclable

**Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)**

L'action est animée par Hautes Terres Communauté.

Maryline Dieudonné, responsable du pôle Développement, Aménagement et Environnement en est la référente.

Les conditions de concertation et communication sur cette action seront précisées dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur cyclable (consultation lancée en mai 2021).

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action****Nature :**
☐ Création d'infrastructures économique
 ☐ Assainissement
 ☐ Rénovation énergétique

- ☒ Transition énergétique   ☒ Mobilité   ☐ Protection du patrimoine   ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable   ☒ Protection de l'environnement   ☐ Revitalisation   ☒ Tourisme  
☐ Habitat   ☒ Voirie/OA   ☒ Aménagement urbain   ☐ Commerce   ☐ Numérique  
☐ Agriculture   ☐ Déchets   ☐ Economie circulaire   ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☒ Petites Villes de Demain (PVD)  
☒ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☐ Sans objet

**Description courte :**

Afin de promouvoir la mobilité électrique du vélo à l'auto dans son territoire, Hautes Terres Communauté souhaite développer des projets d'infrastructures et de nouveaux services en faveur du développement de ces pratiques, à la fois pour les usagers du quotidien et de loisir.

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Dans le cadre de l'étude pour l'élaboration d'une stratégie mobilité engagée en 2019, Hautes Terres Communauté a défini 5 axes d'intervention prioritaire, dont l'axe 2 : promouvoir la pratique du vélo, y compris à assistance électrique, pour tous les publics et l'axe 3 : étoffer et structurer une offre de transport alternative à la voiture individuelle thermique.

Ces axes d'intervention prévoient notamment :

- Un schéma directeur cyclable, qui identifie et priorise les liaisons à créer et les aménagements à concevoir, autour d'un axe structurant entre Massiac et Le Lioran, et d'une desserte du Cézallier
- Un accompagnement à la pratique du vélo avec de nouveaux services à proposer dans le territoire : location de vélos à assistance électrique (VAE), appui à l'installation de boutiques/réparateurs cycles, vélo-écoles, événements cyclistes,...
- Le développement d'un réseau de bornes de recharge électriques s'appuyant sur l'armature du réseau de transports alternatifs (gares, aires de covoiturage,...)

A ce stade de la réflexion, les objectifs vélo quantifiés restent à définir dans le cadre du schéma directeur cyclable pour lequel Hautes Terres Communauté a lancé un appel d'offres en mai 2021. Cette consultation prévoit également de travailler sur l'offre de nouveaux services vélo.

De même, les objectifs de points de recharge de véhicules électriques sont à préciser.

Les actions bénéficieront à la fois aux habitants de Hautes Terres Communauté et aux touristes du territoire.

Les principaux partenaires de Hautes Terres Communauté ici cités interviendront à ces côtés soit sur les infrastructures à créer (voirie routière, pôle d'échange en gare, station de recharge VAE...), soit sur les services (location de vélo, services touristiques,...).

**Les mots clés de l'action / tags :** vélo, schéma directeur cyclable, voiture électrique

**LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION**

**Les objectifs de l'action**

A court terme (1 an) :	Schéma directeur cyclable réalisé Schéma d'équipement en bornes électriques de recharge de voiture
A moyen terme (1 an < 0 < 5 ans) :	Premiers aménagements d'infrastructures et/ou d'itinéraires, de stationnement Premiers nouveaux services : location VAE du quotidien, nouvelles stations de recharge, ... Installation d'une nouvelle borne de recharge publique de voiture
A long terme (> 5 ans) :	Poursuite des aménagements d'infrastructures et d'itinéraires, de stationnement Poursuite de l'ouverture de nouveaux services vélo

**Le public et territoire(s) visé(s)**

Public cible : habitants, touristes et excursionnistes de Hautes Terres Communauté  
Territoire visé : Hautes Terres Communauté

**Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = 2025	Etat final visé T = 2030
Linéaire d'infrastructure vélo	A mesurer (schéma directeur cyclable)	A définir (schéma directeur cyclable)	A définir (schéma directeur cyclable)
Nb de services vélo proposés	A mesurer (schéma directeur cyclable)	A définir (schéma directeur cyclable)	A définir (schéma directeur cyclable)
Nb de points de recharge de voitures électriques publics	2	3	5

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☐ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☐ Date de début : 2021

☐ Date de fin : à définir dans le schéma directeur cyclable (avec des phases

vraisemblablement)

**Observations :**

L'étape du schéma directeur cyclable de 2021 permettra de préciser largement les objectifs, le calendrier et les enveloppes budgétaires à solliciter. Il permettra également de solliciter les aides de l'Ademe (notamment le programme AVELO 2) selon les arbitrages qui seront rendus.

**Budget**

**Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☒ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Région Auvergne Rhône Alpes	Fonds propres (convention AOM)	
Ademe	Programme AVELO 2	
Etat	DSIL / DETR (Petite Ville de Demain)	
Propriétaires d'infrastructures		
Europe	LEADER, FEADER	

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**Territoire de :** HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ



## FICHE ACTION N°: 35

**Titre de l'Action :** Optimiser une gestion des déchets vertueuse

Axe du projet de territoire

Ambition 3 : Agir en faveur de la transition écologique et énergétique

Chantier 10 : Assurer une gestion raisonnée des ressources et des déchets

### GOVERNANCE DE L' ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☐ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☒ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : HTC

➤ Adresse postale : 4 rue Faubourg Notre Dame – 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : directeur services techniques – Romain BESOMBES – [rbesombes@hautesterres.fr](mailto:rbesombes@hautesterres.fr) – 04 71 20 22 62

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☒ Oui

☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: SYTEC, Rozier Coren – 15 100 Saint Flour

Partenaire 2:

Partenaire 3:

### Partenaires(s) pressenti(s)

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
ADEME	aides technique et d'ingénierie, financière et partage d'expérience/facilitateur	C	
CITEO	aides technique et d'ingénierie, financière et partage d'expérience/facilitateur	C	
ECO-ORGANISME	aides technique et d'ingénierie, financière et partage d'expérience/facilitateur	C	

### Animation de l'action (animateur référent, concertation, communication...)

HTC en lien avec le SYTEC

### PRESENTATION DE L'ACTION

#### Détail de l'action

#### Nature :

- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☒ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☒ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☒ Déchets ☒ Economie circulaire ☐ Protection ressource eau  
☐ Autre :

#### L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☒ Autre : Plan régional de prévention et de gestion des déchets  
☒ Sans objet

#### Description courte :

Dans un cadre contraint par de nouvelles exigences réglementaires à anticiper, HTC, compétente en matière de collecte des déchets et ayant confié le traitement au SYTEC, se doit de mettre en place une gestion optimisée afin de limiter les coûts pour les usagers.

#### Description détaillée : historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

De nouvelles échéances réglementaires posent des objectifs ambitieux en matière de gestion et de traitement des déchets ménagers et professionnels : les collectivités exploitantes de services de collecte et de traitement se doivent donc de se mettre en conformité en optant pour les moyens les plus adaptés au territoire et aux résultats à atteindre.

En ce sens, des réflexions sont en cours avec le SYTEC en charge du traitement autour de la création d'un casier d'enfouissement, les modalités de passage à la **simplification des gestes de tri ou à la gestion des biodéchets**.

Des réflexions sont également en cours au sein de HTC chargée de la collecte. Ce service représente un coût important sur les budgets de l'intercommunalité répercuté sur les usagers via l'imposition. De façon à limiter ces charges et optimiser au maximum les coûts, la recherche d'économie tout en maintenant un service de qualité est une priorité : regroupement des bacs de collecte et adaptation des fréquences et circuits des collectes est un chantier engagé. La collecte sélective des déchets ou la revalorisation des déchets, via des bennes spécifiques (carton par exemple) ou au sein des déchetteries doit s'intensifier. Une étude pour la **sécurisation et l'optimisation des deux déchetteries de Massiac et Neussargues** est en cours : des travaux seront à réaliser en 2023.

Au-delà des collectivités, les habitants ont leur rôle à jouer en limitant la quantité de déchets à la source. Campagne de prévention, communication et de sensibilisation, mise en place d'actions de valorisation des déchets, information et promotion du tri, expérimentations de mode de collecte incitatif, des actions sont à mener pour investir le citoyen dans ce chantier à long terme et le sensibiliser à la réduction des tonnages pour une maîtrise des coûts. Dans ce cadre l'étude sur la **tarification incitative** projetée à l'échelle du SYTEC pourrait permettre d'accélérer les pratiques vertueuses des habitants.

Le public des professionnels est également un groupe d'acteurs à prendre en compte. Producteurs de déchets, ils sont à accompagner dans la gestion de leurs déchets.

De nombreux investissements en travaux, en équipement ou en matériel vont être engagés pour une structuration des services la plus optimale possible.

**Les mots clés de l'action / tags : déchets, tri sélectif, déchetterie, biodéchets, tarification incitative, enfouissement, revalorisation**

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Finalisation de l'optimisation des tournées et du regroupement des bacs de collecte Finalisation de l'étude déchetterie Finalisation des études simplification gestes de tri Engagement étude tarification incitative
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Travaux déchetteries Adaptation du système de collecte à la simplification des gestes de tri
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Les communes, les habitants, le SYTEC

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours

- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**

☐ Date de début : fin 2021

☐ Date de fin : 2026

**Observations :**

**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC  
☐ Estimation en cours.  
☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier

Fait à : Murat  
 Le : 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME



# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 36

**Titre de l'Action :** Soutenir la gestion et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Axe du projet de territoire

Ambition 3 : Agir en faveur de la transition écologique et énergétique

Chantier 10 : °Assurer une gestion raisonnée des ressources et des déchets

## GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☒ Définie

☒ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☐ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : Hautes Terres Communauté

➤ Adresse postale : 4 rue du Faubourg Notre Dame 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées :

Pôle développement aménagement environnement - Maryline Dieudonné [mdieudonne@hautesterres.fr](mailto:mdieudonne@hautesterres.fr)

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☒ Oui ☐ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1: Syndicat interdépartemental de gestion de l'Alagnon – SIGAL 15500 Massiac

Partenaire 2: Entente du Bassin versant de la Rhue – 15400 Riomès Montagnes

Partenaire 3: EPL Loire - SMAA

**Partenaires(s) pressenti(s)**

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
SIGAL	Pilotage des contrats territoriaux  Portage des travaux de restauration de berges	A	Transformation en EPAGE
Entente Rhue	Elaboration du PPG, DIG, portage des premiers travaux Réflexion évolution de la structure	A	Transformation en syndicat mixte éventuelle
EPL Loire / SMAA	Diagnostic morphologie DIG Travaux	C	Diagnostic, DIG, travaux

**Animation de l'action** (*animateur référent, concertation, communication...*)

Hautes Terres communauté avec les co-porteurs selon les bassins versants

**PRESENTATION DE L'ACTION****Détail de l'action**

- Nature :**
- ☐ Création d'infrastructures économique ☐ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☒ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☐ Eau potable ☒ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☐ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☒ Protection ressource eau  
☐ Autre : .....

**L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Cœur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☒ Sans objet : contrat territorial Vert et Bleu Alagnon + contrat territorial vert et bleu du Parc des Volcans + contrat territorial Haut Allier

**Description courte :**

Mise en œuvre de la compétence GEMAPI à l'échelle des 4 bassins versants du territoire avec pour objectif d'améliorer la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Cela passe par la réalisation d'actions pour rétablir la fonctionnalité des milieux aquatiques en agissant sur la morphologie des cours d'eau (berges, lit, ripisylve, continuité écologique) en améliorant la qualité des eaux (macropolluants, nitrates, phosphore) et en préservant les zones humides.

Plusieurs thématiques d'intervention ont été définies :

- >Reconquérir l'équilibre morphologique des cours d'eau par la restauration de la continuité écologique et l'entretien et la restauration des berges ;
- >Préserver les zones humides de têtes de bassin ;
- >Informier, communiquer et sensibiliser l'ensemble des acteurs (scolaires, grand public, usagers, etc.).

**Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

Le territoire est recouvert par 4 bassins versants, organisés de manière différentes selon le degré de « maturité » de la gouvernance.

**Bassin Alagnon (73% du territoire) :**

Après un Contrat de Rivière 2001-2007 puis un Contrat Territorial 2011-2017, le bassin versant est en cours de Contrat Territorial Vert et Bleu 2017-2022. L'objectif premier est donc bien de poursuivre les engagements actuels mais sont d'ores et déjà abordés la méthodologie de bilan et d'élaboration d'un prochain outil contractuel. L'objectif est d'être opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier 2024

**Bassin Rhue (20 % du territoire) :**

Entente intercommunale créée en janvier 2020, embauche d'un technicien de rivière en avril 2020, réalisation du diagnostic initial des cours d'eau afin d'engager un premier Programme Pluriannuel de Gestion sur 5 ans (prévision pour 2023-2028)

**Bassin Haut Allier (5% du territoire) :**

Réalisation du diagnostic morphologie afin d'identifier les travaux de restauration éventuellement nécessaire

**Bassin Lander Truyère (2% du territoire) :**

Le diagnostic et les travaux ayant été réalisés par Saint Flour communauté sur le secteur de Laveissenet. Il s'agira plus d'un travail d'information et de sensibilisation.

**Les mots clés de l'action / tags :** eau, gestion, restauration, zones humides,

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

**BV Alagnon**

A court terme (1 an) :	Poursuivre le plan d'actions du CTVB (berges, zones humides, animation agricole, continuités écologiques, plan haies, programme forêt, sensibilisation, ...)
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Dresser le bilan du CTVB 2017-2022 et capitaliser dessus pour élaborer un nouveau programme opérationnel 2024-2029
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Améliorer encore l'efficacité en combinant les différents outils environnementaux (financements, RH, gouvernance, ...) et en rapprochant les visions petit et grand cycle de l'eau (compétences, gouvernance, ...).

**BV Rhue**

A court terme (1 an) :	Finalisation du diagnostic des cours d'eau du bassin versant (320 km dont environ 90 km sur HTC).
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	<p>Elaboration du programme Pluriannuel de Gestion (PPG) et de la Déclaration d'Intérêt Générale (DIG).</p> <p>Suite à l'élaboration et la validation de ces documents administratifs et réglementaires, mise en œuvre, sur 5 ans, d'un programme de travaux sur la gestion et la protection des milieux aquatiques (2023-2028).</p> <p>Réflexion sur la thématique des zones humides, concernant les actions à mener en partenariat avec les différents partenaires techniques du territoire (CEN, PNR, Chambre d'agriculture...)</p> <p>Concernant la gouvernance du bassin versant de la Rhue, à l'année 2021, des réflexions sont en cours afin d'étudier la pertinence de structurer le territoire en un syndicat mixte ; permettant de mettre en place la compétence GEMAPI en mutualisant au mieux les moyens et à une échelle hydrographique cohérente.</p>
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	Suivi des actions menées et confortement du programme d'actions, afin de répondre aux objectifs de la Directive Européenne Cadre sur l'Eau ; permettant d'améliorer l'état des masses d'eau sur les aspects chimiques et écologiques.

**BV Haut Allier**

A court terme (1 an) :	
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Réalisation du diagnostic et Programmation de travaux éventuels
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

**BV Lander Truyère**

A court terme (1 an) :	
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

**Le public et territoire(s) visé(s)**

Propriétaires riverains des cours d'eau et agriculteurs  
Communes

**Evaluation de l'action**

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Masses d'eau en bon état écologique	10/14		11/14
Linéaire colonisé par le saumon	5 km (BV Alagnon)		37 km
Nombre de populations d'écrevisses à pieds blancs	15 (BV Alagnon)		15
% de la SAU en prairie permanente	86%		86%

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☒ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☒ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☒ Date de début : 2021
- ☐ Date de fin : .....

**Observations :**

BV Rhue

Les actions citées ci-dessous concernent les actions relatives au diagnostic initial des cours d'eau ainsi que l'élaboration du Programme Pluriannuel de Gestion sur le bassin de la Rhue (partie HTC).  
 Sont également chiffrés les actions prévues dans le cadre du Contrat Vert et Bleu piloté par le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (mis en défens des cours d'eau et points d'abreuvement sur le BV Rhue et CC HTC).

**Budget BV Rhue****Montant :**

- ☒ Estimation globale connue : 59 559 € TTC (Actions PPG 2021-2022 + actions CVB)  
☐ Estimation en cours.  
☐ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☒ Financement(s) sollicité(s) : 47 290 €  
☐ Financement(s) obtenu(s) : .....  
☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Agence de l'eau Adour-Garonne	16 431 € _ 11 <sup>ème</sup> Programme de l'Agence de l'eau Adour-Garonne	2021 - 2022
Conseil Départemental du Cantal	11 419 € _ Schéma départemental des milieux aquatiques	2021-2022 et 2023 -2024 (CVB)
Région Auvergne Rhône-Alpes	19 440 € _ Actions milieux aquatiques du CVB	2023 - 2024

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier

Fait à : Murat  
 Le : 19/06/2021  
 Le Président, Didier ACHALME

# CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE



**PRÉFET  
DU CANTAL**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Territoire de : HAUTES TERRES COMMUNAUTÉ**



## FICHE ACTION N°: 37

**Titre de l'Action :** Préparer une gestion optimisée des réseaux eau assainissement

Axe du projet de territoire

Ambition 3 : Agir en faveur de la transition écologique et énergétique

Chantier 10 : °Assurer une gestion raisonnée des ressources et des déchets

### GOVERNANCE DE L'ACTION

**Gouvernance :**

☐ A définir

☐ Définie

☒ En cours de définition

### Porteur principal de l'action

☒ Collectivité(s) ☐ Association(s) ☐ Entreprise(s) ☐ Etablissement(s) public(s) ☒ Autre(s)

➤ Nom et description succincte du porteur : HTC

➤ Adresse postale : 4 rue Faubourg Notre Dame – 15 300 Murat

➤ Personne /service référent-e et coordonnées : Nelly Labidorie - DGS

### Co-porteur (s) pressenti(s)

☐ Oui

☒ Non

Si oui, indiquer nom / qualité / adresse :

Partenaire 1:

Partenaire 2:

Partenaire 3:

### Partenaires(s) pressenti(s)

Partenaires	Action(s) attendu(s)	Niveau d'engagement Acquis (A) / En discussion (B) / A discuter (C)	Prochaine étape / action à mener
SIGAL	AMO sur la réflexion globale	A	
Conseil Départemental	Accompagnement technique		
ARS			
Agences de l'eau Etat			

### **Animation de l'action** (animateur référent, concertation, communication...)

HTC confie au SIGAL la mission d'accompagner la collectivité à mener la réflexion en vue d'anticiper la prise de compétence en 2026.

## **PRESENTATION DE L'ACTION**

### **Détail de l'action**

#### **Nature :**

- ☐ Création d'infrastructures économique ☒ Assainissement ☐ Rénovation énergétique  
☐ Transition énergétique ☐ Mobilité ☐ Protection du patrimoine ☐ Bâtiment  
☒ Eau potable ☐ Protection de l'environnement ☐ Revitalisation ☐ Tourisme  
☐ Habitat ☐ Voirie/OA ☐ Aménagement urbain ☐ Commerce ☐ Numérique  
☒ Agriculture ☐ Déchets ☐ Economie circulaire ☒ Protection ressource eau  
☐ Autre : communication et animation

#### **L'Action s'inscrit-elle dans un programme Régional / National :**

- ☐ Action Coeur de Ville (ACV)  
☐ Petites Villes de Demain (PVD)  
☐ Contrat de Transition Ecologique (CTE)  
☐ Plan de Renovation Energétique des Bâtiments (PREB)  
☐ Territoire d'industrie  
☐ Autre : .....  
☒ Sans objet

#### **Description courte :**

En anticipation des échéances réglementaires en matière de compétence « eau – assainissement », au regard des enjeux liés à la qualité de l'eau, HTC mène la réflexion sur les scénarii possibles et amorce des expérimentations avec les communes les plus intéressées pour concrétiser des actions de façon mutualisée.

#### **Description détaillée :** historique / caractéristiques / les données chiffrées / bénéficiaire(s) / rôle des partenaires ...

En 2019, HTC a missionné le SIGAL pour faire un état des lieux complet du sujet eau -assainissement via des entretiens avec élus et personnel responsable des équipements et l'analyse des données des partenaires. Ce portrait complet a mis en avant les contraintes de la gestion actuelle, les enjeux à relever, des hypothèses de dimensionnement de service dans un cadre intercommunal et des propositions de mise en œuvre progressive.



Les résultats de cette étude ont été portés à connaissance des membres du bureau de HTC qui souhaitent poursuivre la réflexion en s'appuyant sur un noyau de communes intéressées pour travailler collectivement autour de la question de la gestion des stations d'épuration. Le SIGAL est missionné pour accompagner, animer et développer les actions.

En parallèle, HTC confie au SIGAL une mission d'AMO pour définir les conditions de mise en œuvre de la compétence eau-assainissement et eau potable : définir l'échelle de mise en œuvre, la structuration de l'organisation possible, le dimensionnement du service, etc.

Cette action s'articule donc autour de plusieurs axes :

- >une phase d'expérimentation de mutualisations autour des thématiques eau-assainissement avec les communes intéressées pour commencer à construire un projet collectif pas à pas
- >une réflexion plus globale pour anticiper les modifications réglementaires à venir et préparer l'évolution des services en fonction des initiatives locales ou départementales qui peuvent s'engager
- >identifier les communes impliquées dans la gestion de leurs équipements et la réalisation de leurs travaux d'amélioration de réseaux
- >coordonner les actions de collecte et traitement des boues en lien avec les communes et le SYTEC en disposant d'un matériel, d'une organisation et d'une filière adapté aux besoins

**Les mots clés de l'action / tags : eau potable, assainissement, protection ressources en eau,**

## LES ATTENDUS ET SUIVI DE L'ACTION

### Les objectifs de l'action

A court terme (1 an) :	Mise place d'une action collective autour de la gestion mutualisée de l'assainissement Définition de la gouvernance pour un service de l'eau
A moyen terme (1 an < O < 5 ans) :	Structuration d'un service eau assainissement de qualité
A long terme (1 an < O < 5 ans) :	

### Le public et territoire(s) visé(s)

Les communes du territoire

### Evaluation de l'action

Indicateur(s) concerné(s)	Etat initial	Etat intermédiaire visé T = .....	Etat final visé T = .....
Quantité d'eau consommée Nombre d'abonnés Qualité de l'eau			
Ouvrages d'assainissement aux normes			

Quantité des travaux assainissement réalisés			

**PLANNING ET BUDGET****Calendrier**

- **Etat d'avancement :** ☐ Idée à mûrir ☒ Réflexion(s) préliminaire(s) en cours  
☐ Etudes en cours
- **Planning envisagé pour mener la totalité de l'action :**
- ☐ Date de début : 2022
- ☐ Date de fin : 2026 .....

**Observations :**

Les réflexions et actions d'expérimentation doivent se mettre en place d'ici 2026

**Budget****Montant :**

- ☐ Estimation globale connue : .....€ TTC
- ☐ Estimation en cours.
- ☒ Estimation inconnue.

**Financement :**

- ☐ Financement(s) sollicité(s) : .....
- ☐ Financement(s) obtenu(s) : .....
- ☐ Aucun financement(s) sollicité(s).

Financeurs potentiels	Fonds / Enveloppes / Budgets	Calendrier
Etat		
Agences de l'eau		

Fait à : Murat

Le : 19/06/2021

Le Président, Didier ACHALME

### Annexe 3 – Tableaux de synthèse du CRTE

Cette annexe comprend :

- Le tableau de synthèse du CRTE de HTC
- Les projets des communes identifiés sur les périodes 2021/2022 puis 2023-2026

AMBITION	CHANTIER	OBJECTIF = fiche action objectif	Maître d'ouvrage	Fiche "projet opérationnel" (orange, fiche projet à venir d'ici automne)	Calendrier	Travaux	MDE / Ingénierie	Fournitures
Ambition 1 : Développer le territoire	C1	Objectif 1 : Être visible pour le citoyen						
	C1	Objectif 2 : Faire des Maisons de Services des lieux multifonctions ouverts aux habitants et acteurs du territoire	HTC	Labellisation des MFS Allanche et Massiac	2021-2022		X	
			HTC	Recrutement du conseiller numérique	2021		X	
			HTC	Acquisition d'équipements numériques et informatiques au sein des MFS	2021		X	X
			HTC	Réponse Fabrique de Territoire pour animation tierce	sept-21			
	C2	Objectif 3 : Définir collectivement l'aménagement de notre territoire	HTC	Doter HTC d'un PLUi	2021		X	
			SYTEC	Elaboration du SCOT et de l'Atlas de la biodiversité territoriale	2021-2022		X	
			SYTEC	Mise en œuvre de la TEPOS				
			SYTEC	Elaboration du PCAET	2021-2022		X	
	C2	Objectif 4 : Accompagner les communes en proposant des prestations d'ingénierie et des outils de mutualisation	HTC-SFC	Mettre en place la dématérialisation des autorisations d'urbanisme	2021			X
			HTC	Travaux et équipement permettant d'appuyer les actions de mutualisation	2022	X		
			HTC	Etude d'opportunité et de faisabilité sur l'extension du chantier d'insertion	2021		X	
Ambition 2 : Renforcer la résilience et l'attractivité du territoire	C3	Objectif 5 : Conserver une offre commerciale de proximité dans les bourgs	HTC	Animer l'offre commerciale des centres-bourgs : création d'une mission de manager de commerce	2021-2022-2023		X	X
			Communes	projets des communes à terme				
		Objectif 6 : Aménager et valoriser les cœurs de bourg	HTC	Mise en œuvre du programme Petites Villes de Demain				
			SYTEC	Mise en place d'un observatoire du bâti vacant et définition de lutte contre la vacance	2021-2022		X	
			Communes	projets des communes tableau annexé				
		Objectif 7 : Préserver et valoriser le patrimoine naturel	HTC	Plan de gestion du site du lac du Pêcher (09/2021)	2021-2026	X	X	X
			HTC	Plan de gestion du site du site la roche de Landeyrat (09/2021)	2021-2026	X	X	X
			Communes	projets des communes tableau annexé				
		Objectif 8 : Préserver, valoriser le patrimoine bâti	Communes	projets des communes tableau annexé				
			Communes	Sentier d'interprétation de St Saturnin (10/2021)	2022-2023	X	X	X
	C4	Objectif 9 : Disposer d'une offre de soins, en nombre et qualité, au service des habitants	HTC	Mettre en œuvre et évaluer le CLS 2018-2022; reconduire le contrat local 2023-2027	2021-2027		X	
			HTC	Accompagner la structuration et la pérennisation des sessions-sport santé de HTC	2021-2026		X	
	C4	Objectif 10 : Structurer une offre paramédicale et de bien être visible						
	C4	Objectif 11 : Offrir une réponse concrète à la garde des jeunes enfants pour les actifs du territoire	HTC	Lancement d'une étude de besoin, d'opportunité et de faisabilité relative à la mise en place d'un établissement d'accueil du jeune enfant sur HTC	2021		X	
	C4	Objectif 12 : Offrir une réponse concrète pour l'accueil extrascolaire des enfants et des temps de rencontres pour les adolescents	HTC	Elaboration et mise en œuvre de la contention territoriale globale (CTG)			X	
			HTC	Développer l'offre à destination des adolescents du territoire	2021-2026	X	X	X
	C4	Objectif 13 : Structurer une offre d'équipement culturel et musical accessible aux plus jeunes	HTC	Déploiement de l'orchestre le Grand Air	2021-2027		X	
			HTC	Déploiement du dispositif "Percutement ton son"	2021-2026		X	X
	C4	Objectif 14 : Proposer une offre culturelle pour tous, bâtie sur la mise en valeur de l'identité HTC et sur une démarche de projet entre habitants, communes et acteurs de HTC.	HTC	Elaboration de la convention territoriale d'éducation artistique et culturelle (CTEAC)	2021-2026		X	
			HTC	Mise en place d'une plateforme culturelle au service des territoires : la Microfolie	2021-2023		X	X

C4	Objectif 15 : Veiller au développement d'une offre locative et résidentielle équilibrée	HTC	Mettre en place un dispositif d'amélioration de l'habitat	2021		X	
C4	Objectif 16 : Anticiper une réserve foncière publique						
C4	Objectif 17 : Structurer une offre sports et loisirs de pleine nature	SMDTEC HTC SFC	Valoriser le site de Prat de Bouc			X	X
C4		HTC	Mise en œuvre du programme de recherche action RE-CREATER	2021-2022		X	
C4		HTC	Accompagner le développement du vélo rail du Cézaillier	2021-2023	X		X
C4	Objectif 18 : Maintenir des services de transport du quotidien						
C5	Objectif 19 : Réserver des espaces d'accueil pour le développement et l'installation d'entreprises.						
C5	Objectif 20 : Être au contact des entreprises et favoriser leurs synergies, leur maintien et leur développement	HTC-SFC	Créer un centre de formation aux métiers du luxe	2021-2026	X	X	
C5		HTC-SFC	Mettre en œuvre la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences territoriales	2021-2026		X	
C6	Objectif 21 : Elaborer et animer avec un maximum d'acteurs locaux le projet touristique local						
C6	Objectif 22 : Accompagner la montée en gamme de la proposition touristique pour optimiser les retombées collectives.	Communes	projets des communes tableau annexé				
C6	Objectif 23 : Participer à la construction d'un projet Massif de montagne 4 saisons						
C6	Objectif 24 : Créer un itinéraire non motorisé "Alagnon" et « arc Cézaillier ».	HTC	Elaboration d'un schéma directeur cyclable à partir d'un axe central Massiac Le Lioran	2021-2022		X	
		HTC	travaux et aménagement fin 2022				
C6	Objectif 25 : Mettre en valeur et en cohérence les réseaux de sentiers existants pour irriguer le territoire.	HTC	Définition et mise en place d'un plan local de randonnée	2021-2024	X		X
C7	Objectif 26 : Structurer une filière viande	HTC	Structuration d'une filière viande à haute valeur ajoutée	2021-2024		X	X
C7		HTC	Accompagner le développement du pôle viande de Neussargues	2021-2023	X	X	
C7	Objectif 27 : Mettre en visibilité les producteurs locaux et leurs produits selon les besoins et filières	Une seule fiche objectif correspondant à l'élaboration du Projet agricole et alimentaire territorial					
C7	Objectif 28 : Trouver des solutions aux freins identifiés à la valorisation des produits locaux, pour les collectivités de HTC						
C7	Objectif 29 : Accompagner les projets de production alimentaire en circuit court répondant à un manque local sur HTC.						
C8	Objectif 30 : Réduire les coûts de consommation dans le logement privé (bailleur ou occupant)	HTC	Mise en place du service public de performance énergétique de l'habitat (SPPEH)	2021-2026			

C8	Objectif 31 : Accompagner les collectivités dans la réduction des consommations d'énergies de leurs équipements	SYTEC	Accompagnement à la rénovation énergétique des bâtiments : CEE, contrat territorial énergies renouvelables, actions des collectivités territoriales pour efficacité énergétique	2021	X	
		Communes	projets des communes tableau annexé	2021-2023	X	X
C9	Objectif 32 : Développer des outils mobilité pour la gestion des flux touristiques					
C9	Objectif 33 : S'appuyer sur l'offre ferroviaire comme facteur de développement					
C9	Objectif 34 : Promouvoir la mobilité électrique : du vélo à l'auto	HTC	Installation de bornes de recharges pour vélo et voitures électriques	2022	X	X
		HTC	Acquisition de vélo à assistance électrique	2022		X
C10	Objectif 35 : Gestion des déchets optimisée	HTC	Réhabilitation des déchetteries intercommunale	2022-2023	X	X
		HTC	Faire évoluer le mode de tarification des déchets vers une tarification incitative			
		SYTEC	Autonomie des territoires de l'Est Cantal et proximité, dans la gestion et le traitement des déchets	2022-2025	X	X
		SYTEC	La valorisation des déchets, une ressource d'économie circulaire pour l'Est Cantal	2021-2025	X	X
C10	Objectif 36 : Soutenir la gestion et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques GEMAPI					
C10	Objectif 37 : Service eau assainissement de qualité Préparer une gestion optimisée des réseaux eau assainissement					
		Communes	Travaux STEP Lioran projets des communes à terme			

## Début "2021"

Maître d'ouvrage	Objectifs projet de T	Calendrier	Travaux	Ingénierie / MOE	Fournitures	Description de l'opération	Coût prévisionnel
Aménagement cœur de bourg							
CHARMENSAC	Aménagement cœur de bourg	2021	X			Mise en accessibilité du cimetière et de l'église en remplaçant les cailloux existants par une pelouse	?
CHARMENSAC	Aménagement cœur de bourg	2021 - 2022	X			Aménagement de la place du Bru, acquisition de mobiliers, plantation...	?
LAVEISSENET	Aménagement cœur de bourg	2021	X			Aménagement d'une aire de jeux pour les enfants dans le centre-bourg	12 485,74 €
LAVEISSIÈRE	Aménagement cœur de bourg	2021	X			Aménagement d'un parking et d'un circuit giratoire pour la halte-garderie	39 456,12 €
LAVEISSIÈRE	Aménagement cœur de bourg	2021	X	X		Finalisation aménagement cœur de bourg	186 447,22 €
MASSIAC	Aménagement cœur de bourg	2021	X			Construction de l'extension de la salle d'animation avec la création d'une cuisine semi-professionnelle	95 000,00 €
MASSIAC	Aménagement cœur de bourg / infrastructures culturelles	2021		X		Étude de faisabilité pour la création d'une salle culturelle et de spectacle	30 000,00 €
NEUSSARGUES EN PINA-TELLE	Aménagement cœur de bourg	2021 - 2023	X			Acquisition du dernier commerce de Chalinargues, bâtiment ; Réhabilitation des logements dans un deuxième temps	260 000,00 €
VERNOLS	Aménagement cœur de bourg	2021	X			Aménagement du centre-bourg - abords de l'église et du lavoir - appel d'offres en cours	123 000,00 €
MURAT	Aménagement cœur de bourg + Valorisation d'un site patrimonial	2021	X			Aménagement cœur de ville - tranche 1 : place du Planol	294 480,00 €
DENNE	Valorisation d'un site patrimonial (bât)	2021	X	X		Rénovation de la Chapelle de Fortunies - édifice inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques	220 000,00 €



Commune	Intitulé de l'opération	Type d'opération	Année	Statut	Financement	Montant (€)	Observations
LAVIGERIE	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2021	X		Restauration de l'église "Notre-Dame de la Vistation" de LAVIGERIE	143 000,00 €	
LEYVAUX	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2021	X		Restauration partielle de l'église Saint-Blaise de Leyvaux - 4 lots	118 943,00 €	
LAURIE	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2021 - 2022	X		Retable de l'église de Laurie, car risque d'écroulement	?	
LAVEISSINET	Valorisation d'un site patrimonial	2021	X		Travaux sur l'église : décaisser une partie extérieure de l'église et la drainer afin d'éviter les infiltrations ; traitement contre la mérule des menuiseries (rétables et estompe)	?	
SÉGUR-LES-VILLAS	Aménagement cœur de bourg + Valorisation d'un site patrimonial	2021		X	Diagnostic de l'église comprenant un état des lieux intérieur et extérieur en vue de chiffrer et séquencer les travaux, notamment en toiture et ravalement de façade. En intérieur des travaux de rénovation des enduits	13 325,00 €	
MARCNAT	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2021	X		Rénovation du bâtiment "Maison des Sports de Nature" - création d'un accueil spécifique pour les randos équestres	44 800,00 €	
AURIAC L'ÉGLISE	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2021 - 2022	X		Aménagement d'un gîte touristique et ses abords	331 551,31 €	
ALLANCHE	Rénovation des campings	2021	X		Mettre en place une barrière levante à l'entrée du camping, équiper l'accès à l'accueil d'une terrasse ; remplacer la borne électrique existante ; remettre en état les places de parking ; installer de nouveaux sanitaires	64 981,00 €	
LAVEISSIÈRE	Transition énergétique des bâtiments publics + Rénovation des campings	2021	X	X	Rénovation thermique du bâtiment du camping	191 500,00 €	
LAVEISSIÈRE	Transition énergétique des bâtiments publics + Rénovation hébergements touristiques	2021	X		Réalisation d'un caravaneige et fermeture du bâtiment des sanitaires	16 515,08 €	
LAURIE	Rénovation des campings	2021	X		Rénovation complète des sanitaires du camping - Démolition et reconstruction à neuf	62 767,00 €	
SAINT-SATURNIN	Rénovation des campings + Valorisation d'un site patrimonial	2021	X		Équipement d'une aire de camping-car avec Camping car Park dans une zone pouvant être ouverte au public : barrière, borne à carte. Les réseaux sont déjà en place.	60 000,00 €	

## Hébergement touristique



SAINT-SATURNIN	Rénovation des campings + Valorisation d'un site patrimonial (naturel)	2021	X		Réalisation de la tâche 3 (étude des solutions de confortement) de l'étude BRGM en cours sur la reconnaissance (tâche 1) et l'évolution du glissement de terrain (tâche 2) ayant entraîné en 2016 la fermeture de la RD16 et celle du campign municipal. L'accès au bord de la Santoire et la réouverture du camping nécessitent des solutions de mise en sécurité.	75 000,00 €
ALLANCHE	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Travaux de transition énergétique du gymnase : reprendre l'installation électrique, isolation extérieure, changement du système de chauffage par une chaudière à granulés bois	333 965,06 €
CHARMENSAC	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Acquisition et Rénovation d'une annexe de la mairie	?
CHARMENSAC	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Rénovation énergétique du bâtiment communal et mise en accessibilité	?
DIENNE	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Toitures sur les bâtiments de la commune : La Poste, Logements, Salle des fêtes	106 000,00 €
JOURSAC	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Rénovation de l'appartement de la mairie	12 375,73 €
LAVEISSENET	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Changement de la porte d'entrée de l'appartement communal (état très usager actuellement)	3 800,00 €
LAVEISSENET	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Réfection totale de la toiture du hangar communal ; désamiantage et isolation de la toiture	18 367,50 €
LAVEISSIÈRE	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Rénovation du bâtiment de la piscine municipale	47 985,66 €
LEVAUX	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Travaux de rénovation du bâtiment communal abritant le secrétariat de mairie	22 364,00 €
MARCENAT	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Diagnostic énergétique du bâtiment d'une ancienne gendarmerie, logements communaux, école, mairie	9 500,00 €
MASSIAC	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Rénovation énergétique de la gendarmerie avec remplacement des chaudières gaz par deux chaudières bois ; isolation performante des combles et planchers ; reprise du dispositif de ventilation	370 285,00 €
MASSIAC	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Étude de faisabilité pour préparer la réhabilitation de la piscine municipale	26 000,00 €
MASSIAC	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X		Rénovation de la toiture de l'école et des éléments de charpente	52 189,29 €

## Rénovation énergétique

MOLOMPIZE	Transition énergétique des bâtiments publics	2021 - 2022	X			Toiture de la mairie - Marché en cours Toiture de l'ancienne école, isolation, changement des huisseries, radiateurs, réfection électricité (à venir)	179 000,00 €
NEUSSARGUES EN PINA-TELLE	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X	X		Rénovation de la toiture de l'école André Roudil	270 000,00 €
SAINT-PONCY	Transition énergétique des bâtiments publics	2021 - 2022	X	X		Rénovation et réaménagement du bâtiment mairie / école	432 500,00 €
SÉGUR-LES-VILLAS	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X	X		Diagnostic énergétique du parc de bâtiments communaux (mairie, salle polyvalente, logements ...)	6 000,00 €
SÉGUR-LES-VILLAS	Transition énergétique des bâtiments publics	2021		X		Réalisation d'une étude de faisabilité d'un petit réseau de chaleur bois pour alimenter les bâtiments communaux ; étude et enquête pour relier éventuellement des particuliers qui seraient potentiellement intéressés	15 000,00 €
VÈZE	Transition énergétique des bâtiments publics	2021	X			Changement des 17 fenêtres du bâtiment communal et des 2 portes (norme accessibilité)	30 812,07 €

## Début "2022"

Aménagement cœur de bourg		ALLANCHE	Aménagement cœur de bourg	2022	X		Rénovation d'un bâti existant et construction d'une salle des fêtes	?
		ALLANCHE	Aménagement cœur de bourg	2022	X		Création d'un internat au collège Maurice Peschaud	?
		BONNAC	Aménagement cœur de bourg	2022	X		3ème tranche d'aménagement du bourg de Bonnac : - Déplacement du monument aux morts - Aménagement place devant la Mairie - Aménagement place autour du monument aux morts	120 000,00 €
		CELOUX	Aménagement cœur de bourg	2022 - 2023	X		Réfection totale de la voirie, aménagement de la place, mise en valeur du petit patrimoine (four, murets...), réfection du réseau d'alimentation en eau potable, adressage	166 000,00 €
		DIENNE	Aménagement cœur de bourg	2022	X		Chemin reliant l'aire de camping-car au village de Dienné	52 000,00 €
		LA CHAPELLE D'ALAGNON	Aménagement cœur de bourg	2022	X		Aménagement du cœur du village de Gaspard	10 000,00 €
		MURAT	Aménagement cœur de bourg	2022	X		Aménagement cœur de ville - tranche 2 - avenue des 12 et 24 juin et rue Saint-Martin	424 975,00 €
		MURAT	Aménagement cœur de bourg + Valorisation d'un site patrimonial	2022 - 2023	X		Embellissement du cœur de ville	177 314,40 €
		SAINT-MARY-LE-PLAIN	Aménagement cœur de bourg	2022	X		Aménagement du village de Fons	100 000,00 €
		MOLÈDES	Aménagement cœur de bourg	2022	X		Ravalement des façades du bâtiment de la Mairie de Molèdes	34 000,00 €
		MURAT	Aménagement cœur de bourg	2022 - 2026	X		Sécurisation ou démolition de l'habitat en péril	100 000,00 €
		MURAT	Aménagement cœur de bourg	2022 - 2023	X		Valoriser l'environnement de la Croix-Jolie	67 057,93 €

	NEUSSARGUES EN PINA- TELLE	Aménagement cœur de bourg	2022-2023	X	X		Aménagement de la place de Neussargues avec rampe PMR, Re- vêtement et drainage de l'eau ; Mise en œuvre d'une passerelle piétonne au droit du pont de la rue du commerce pour impératif sécurité (sortie écoles / accès commerces) ; Trajets empruntés par les poids lourds vers Saint-Flour, les abattoirs, Chartrade	330 000,00 €
Rénovation/préservation du patrimoine	AURIAU L'ÉGLISE	Aménagement cœur de bourg	2022 - 2023	X	X		Agrandissement du multiple rural	?
	AURIAU L'ÉGLISE	Aménagement cœur de bourg + Valorisation d'un site patrimonial		X	X		Aménagement de la place de l'église	108 025,00 €
	ALBEPierre-BREDONS	Valorisation d'un site patrimonial	2021 - 2022	X	X		Aménagement des cascades	30 000 € à 60 000 €
	LAVEISSENET	Valorisation d'un site patrimonial	2021 - 2022	X	X		Aménagement des abords des 2 lacs de la commune afin de les valoriser et développer des activités sur le lac de Cheylane (pêche)	?
	LAVEISSENET	Valorisation d'un site patrimonial	2021 - 2023	X	X		Création d'un parcours santé dans les bois du Ché situé sur la commune	?
	VERNOLS	Valorisation d'un site patrimonial	2022	X	X		Travaux de restauration de l'église : restauration statues, re- tables	?
	ALLANCHÉ	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2022	X	X		Mettre en sécurité et restaurer le beffroi	?
	LAURIE	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2021 - 2022	X	X		Réfection de la toiture de l'église du village de Lussaud	202 580,00 €
	MARCEMAT	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2021 - 2022	X	X		Étude de diagnostic de la restauration des retables de l'église qui sont classés	21 000,00 €
	LAVIGERIE	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2022	X	X		Restauration de l'église "Notre-Dame de la Visitation" de LAVI- GERIE	141 000,00 €
	MURAT	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2022	X	X		Tranche 2 - Nef et chapelles	18 037,60 €
	SAINT-MARY-LE-PLAIN	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2022	X	X		Mise en accessibilité de l'église de Chastel	?
							Réfection de la toiture du travail à fer	?
Hébergement touristique	VÈZE	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2022	X	X		Rénovation du pont de La Terrisse	?
	ALBEPierre-BREDONS	Valorisation d'un site patrimonial	2022 - 2024	X	X		Plan d'eau biologique	500 000,00 €
	VIRARGUES	Valorisation d'un site patrimonial	2022 - 2024	X	X		Croix de village à restaurer	
	MARCEMAT	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2022 - 2026	X	X		Travaux de restauration des retables de l'église	?
	LA CHAPELLE D'ALAGNON	Valorisation d'un site patrimonial (bâti)	2022 - 2025	X	X		Travaux de restauration de l'église Saint-Laurent (extérieurs et intérieurs)	150 000,00 €
	ALBEPierre-BREDONS	Rénovation des campings	2021 - 2023	X			Rénovation camping en 2 ou 3 étapes : 1. Rénovation intérieure et extérieure des 2 bâtiments utilisés, entre autres, pour les sani- taires ; 2. Aménagements paysagers ; 3. Création d'un terrain multi activités (city stade) en lieu et place de l'ancien terrain de tennis. La ligne 1 serait faite fin 2021 ou début 2022. Les 2 et 3 seront étalées sur 2022 et 2023	90 000,00 €
	PEYRUSSE	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2022	X	X		Rénovation d'un appartement existant	25 000,00 €

SAINT-SATURNIN	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2022	X			Création d'un gîte d'étape dans un bâtiment communal à rénover comprenant deux étages et pouvant accueillir plus de 16 randonneurs	150 000,00 €
VÈZE	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2022	X			Rénovation d'un appartement communal	?
VÈZE	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2022	X			Rénovation d'un gîte communal	?
NEUSSARGUES EN PINA-TELLE	Rénovation des campings	2022	X			Création d'une aire de camping-car à Chalmargues et agrandissement de celle de Neussargues (remise aux normes et réparations des installations existantes obsolètes)	150 000,00 €
FERRIERES-SAINT-MARY	Rénovation des campings	2022 - 2023	X			Rénovation du camping municipal - 2ème tranche	60 000,00 €
SÉGUR-LES-VILLAS	Rénovation des campings + Valorisation d'un site patrimonial	2022 ou 2023	X			Réalisation d'une deuxième aire d'accueil pour les campings-cars, aménagement d'un espace ???, aménagement paysager	15 000,00 €
LAVEISSENET	Transition énergétique des bâtiments publics	2022		X		Etudier une solution de chauffage et isolation pour l'ensemble immobilier de la Mairie comprenant la salle des fêtes, la mairie, l'appartement communal, et les deux gîtes communaux. Chauffage actuel : radiateurs électriques et fenêtres vieillissantes	?
MURAT	Transition énergétique des bâtiments publics	2022	X			Réfection de la toiture du gymnase	52 953,56 €
PEYRUSSE	Transition énergétique des bâtiments publics	2022	X			Changement de l'ensemble des fenêtres du gîte communal existant	7 000,00 €
RAGEADE	Transition énergétique des bâtiments publics	2022	X			Isolation extérieure de la salle polyvalente	?
ALBEPERRE-BREDONS	Transition énergétique des bâtiments publics	2021 - 2022	X	X		Création d'un petit réseau de chaleur bois dans le centre Bourg. Ce projet fait suite à la nécessité de remplacer notre système de chauffage au fioul à la mairie, et de chauffage électrique à la salle des fêtes, au gîte communal et dans les 3 logements communaux	150 000,00 €
LAURIE	Transition énergétique des bâtiments publics	2021 - 2022	X			Réfection des portes et fenêtres de la salle communale de Laurie et isolation du plafond ; portes et fenêtres vétustes	20 000,00 €
FERRIERES-SAINT-MARY	Transition énergétique des bâtiments publics + Rénovation / création d'hébergements touristiques	2021 - 2022	X			Création d'une mairie annexe à Lusclade au RDC du bâtiment ainsi qu'un gîte à l'étage dans l'ancienne école	100 000,00 €
SÉGUR-LES-VILLAS	Transition énergétique des bâtiments publics + Aménagement cœur de bourg	2021 - 2022	X	X		Travaux de rénovation d'un bâtiment communal (isolation, cloisons électriques, ...) + travaux d'électricité ; réhabilitation d'un bâtiment communal non utilisé actuellement en cœur de bourg	167 037,00 €
MURAT	Transition énergétique des bâtiments publics + Valorisation d'un site patrimonial	2021 - 2022	X			Mise en accessibilité, réhabilitation, modernisation et rénovation énergétique de l'hôtel de ville	521 879,00 €



MARZENAT	Transition énergétique des bâtiments publics	2022 - 2023	X			Travaux de rénovation énergétique du bâtiment l'ancienne gendarmerie et 5 logements communaux - 15 Grand Rue	?
MARZENAT	Transition énergétique des bâtiments publics	2022 - 2023	X			Travaux de rénovation énergétique de 6 logements communaux et un local commercial - 12 Route de la Prade	?
VIRARGUES	Transition énergétique des bâtiments publics	2022 - 2024	X			Rénovation de la salle polyvalente	27 000,00 €
VIRARGUES	Transition énergétique des bâtiments publics	2022 - 2024	X			Pose de volets sur un bâtiment communal (ancienne école de Farges)	27 000,00 €
VIRARGUES	Transition énergétique des bâtiments publics	2022 - 2024	X			Création d'une cheminée pour la pose d'un poêle à bois sur un logement communal	27 000,00 €
VIRARGUES	Transition énergétique des bâtiments publics	2022 - 2024	X			Remplacement des fenêtres à double vitrage de la mairie	27 000,00 €

## Autres projets identifiés qui pourraient émerger rapidement

VÈZE	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2022	X			Mise en accessibilité du bâtiment de la Mairie	?
LAVEISSIÈRE	Amélioration de la qualité de l'eau	2021		X		Maîtrise du foncier et diagnostic pour la future station d'épuration du bourg	184 502,00 €
MOLOMPIZE	Assainissement	2022	X			Préservation de la rivière l'Allagnon, patrimoine naturel. Création de l'assainissement du village de la Roche	?
MURAT	Création d'une crèche	2022	X			Création d'une crèche	250 000,00 €
MURAT	Création d'un lotissement	2022 - 2023	X			Création d'un lotissement	530 000,00 €
NEUSSARGUES EN PINATTELE	Création d'un lotissement	2022 - 2023	X			Création d'un lotissement	200 000,00 €
LAURIE	Aménagement cœur de bourg		X			Refaire les enrobés dans les villages	?
LEVVAUX	Aménagement cœur de bourg	2021 - 2022	X			Mise en place de poteaux à incendies dans trois hameaux de la commune	5 594,26 €
DIEÑNE	Sécurisation d'un pont	2021	X			Elargissement et sécurisation du pont de Laqueuille	30 000,00 €
LAVEISSIÈRE	Accessibilité	2021	X			Aménagement des bureaux de la mairie	16 300,00 €
LAVEISSIÈRE	Numérique	2021	X			Acquisition d'un socle numérique pour l'école communale	4 564,80 €

Maitre d'ouvrage	Objectifs projet de T	Calendrier	Travaux	Ingénierie / MOE	Fournitures	Description de l'opération	Coût prévisionnel
------------------	-----------------------	------------	---------	------------------	-------------	----------------------------	-------------------

2023-2026

Aménagement cœur de bourg							
MURAT	Aménagement cœur de bourg	2023	X			Aménagement du bourg de Chastel	100 000,00 €
NEUSSARGUES EN PINA-TELLE	Aménagement cœur de bourg	2023	X	X		Rénovation « Ancienne école de la Boissonnière » - commune historique de Chavagnac	120 000,00 €
NEUSSARGUES EN PINA-TELLE	Aménagement cœur de bourg	2023	X			Acquisition de deux immeubles à Neussargues	120 000,00 €
SAINT-MARY-LE-PLAIN	Aménagement cœur de bourg	2023	X			Aménagement du village d'Espezolles	?
SAINT-SATURNIN	Aménagement cœur de bourg	2023	X			Traverse du bourg - tranche 2 : continuité de la réfection de la déviation RD136 , mise en valeur de la place du Bourg et réimplantation d'une croix à sa place initiale	400 000,00 €
MURAT	Aménagement cœur de bourg + Valorisation d'un site patrimonial	2023	X			Aménagement cœur de ville - Tranche 3 : place de l'hôtel de ville	611 022,00 €
MURAT	Aménagement cœur de bourg + Valorisation d'un site patrimonial	2023	X			Aménagement de la halle du bâtiment de la gare	80 000,00 €
PRADIERS	Aménagement cœur de bourg	2023 - 2024	X	X		Aménagement du bourg côté nord et réalisation d'une réserve incendie dans le bourg	?
VALJOUZE	Aménagement cœur de bourg	2023 - 2024	X			Tranche 3 de l'aménagement du bourg de Valjouze : enfouissement des réseaux et création d'une mini-station d'épuration	?
ALBEPIERRE-BREDONS	Aménagement cœur de bourg	2024	X	X		Aménagement Cœur de Bourg : pavage des abords des fontaines, du four banal, de l'église : restauration four communal (toiture + intérieur), aménagement paysager du cœur de village, création d'une aire de jeux	150 000,00 €
NEUSSARGUES EN PINA-TELLE	Aménagement cœur de bourg	2024	X	X		Rénovation « ancienne mairie et ancienne poste » de la commune historique de Sainte-Anastase	200 000,00 €
ALLANCHE	Aménagement cœur de bourg	2025		X		Aménagement du quartier Saint-Eloi, Avenue des Frères Roux	?
NEUSSARGUES EN PINA-TELLE	Aménagement cœur de bourg	2025	X			Aménagement de deux Immeubles à Neussargues pour réaliser des appartements locatifs (X6) + Réhabilitation des 4 appartements situés à l'étage de l'école André Roudil	900 000,00 €
NEUSSARGUES EN PINA-TELLE	Aménagement cœur de bourg	2026	X			Aménagement de l'ancienne école de Mouret pour création de 4 logements / local commercial	150 000,00 €
SÉGUR-LES-VILLAS	Aménagement cœur de bourg + Valorisation d'un site patrimonial	2024 - 2026	X			Travaux en charpente et toiture (plusieurs tranches ont précédemment été réalisées) , maçonnerie extérieure et intérieure , enduits + peintures intérieures	200 000,00 €

	SÉGUR-LES-VILLAS	Aménagement cœur de bourg	2024 ou 2025	X	X	Acquisition d'une maison inoccupée (~70 000 €), travaux de réhabilitation du bâtiment extérieur et intérieur Fras de MO	250 000,00 €
Rénovation/préservation du patrimoine	ALBEPierre-BREDONS	Valorisation d'un site patrimonial	2023	X	X	Rénovation d'un ou plusieurs Burons communaux SALAVERT, CHAMALÈRES, Montagne de la Molède	300 000,00 €
	BONNAC	Valorisation d'un site patrimonial (bât)	2023	X	X	Mise à jour de l'étude réalisée en 2008 pour la réfection intérieure de l'Eglise Saint-Maurice (Saint-Barthélemy)	?
	DIENNE	Valorisation d'un site patrimonial (bât)	2023	X	X	Eglise de Dienné - monument classé au titre des monuments historiques	250 000,00 €
	LAVIGERIE	Valorisation d'un site patrimonial (bât)	2023	X	X	Réhabilitation d'une ancienne fontaine hors d'usage dans le village de "La Gandilhon"	30 000,00 €
	MURAT	Valorisation d'un site patrimonial (bât)	2023	X	X	Réfection de l'éclairage de la Vierge de Bonnevie et mise en place de l'éclairage du rocher de Chastel	50 000,00 €
	FERRIERES-SAINT-MARY	Valorisation d'un site patrimonial (bât)	2023 - 2024	X	X	Rénovation intérieure de la plus ancienne église du Cantal, La Chapelle de Saint-Mary Le Cros	100 000,00 €
	BONNAC	Valorisation d'un site patrimonial (bât)	2024	X	X	Réalisation d'une étude pour les travaux de réhabilitation du prieuré (étude et pose de témoins pour la mesure des déformations de l'edifice)	?
	LAVIGERIE	Valorisation d'un site patrimonial (bât)	2024	X	X	Restauration de l'église "Notre Dame de la Visitation" de LAVIGERIE Tranche 3 - Chœur	60 000,00 €
	FERRIERES-SAINT-MARY	Valorisation d'un site patrimonial (naturel)	2024 - 2025	X	X	Rénovation des Pailhas de Férnières et de l'ancien château de la Chapeloune	80 000,00 €
	ALBEPierre-BREDONS	Valorisation d'un site patrimonial	2025	X	X	Mise en valeur du patrimoine atypique de Bredons (troglodytes, fontaine classée et calvaires inscrites MH, aménagement des abords de l'église de Bredons classée MH)	50 000,00 €
Hébergement touristique	LAVIGERIE	Valorisation d'un site patrimonial (bât)	2025	X	X	Restauration de la toiture en lauzes de l'ancien presbytère	50 000,00 €
	DIENNE	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2023	X	X	Rénovation de l'ancien garage de l'école pour en faire un gîte touristique	100 000,00 €
	SAINT-PONCY	Rénovation des campings	2023	X	X	Aménagement de l'aire de camping-car	?
	AURIAU L'ÉGLISE	Rénovation des campings	2023	X	X	Aménagement du camping	?
	ALBEPierre-BREDONS	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2023 - 2024	X	X	Hébergements touristiques	250 000,00 €
	LAURIE	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2023 - 2024	X	X	Installation d'hébergement insolite sur le camping pour l'accueil des randonneurs roulotte, tonneaux, yourtes, petits chalets, etc.	?
	MOLOMPIZE	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2024	X	X	Étude en vue de la création d'hébergements locatifs dans l'ancien Presbytère	?
	MOLOMPIZE	Rénovation des campings	2024 - 2025	X	X	Réfection totale des sanitaires du camping de Molompize	?
	SÉGUR-LES-VILLAS	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2025 ou 2026	X	X	Création d'un hébergement touristique à partir d'un bien propriété de la commune situé en périphérie de la Réserve naturelle des tourbières du Iolan	?

Rénovation énergétique						
LAVEISSENET	Transition énergétique des bâtiments publics	2023	X			A la suite de l'étude, installer une solution de chauffage et isolation pour l'ensemble immobilier de la Mairie comprenant la salle des fêtes, la mairie, l'appartement communal, et les deux gîtes communaux.
RAGEADE	Transition énergétique des bâtiments publics	2023	X			Isolation du grenier du bâtiment mairie / école
VERNOLS	Transition énergétique des bâtiments publics	2023	X			Rénovation du bâtiment locatif (isolation) : non chiffré
LEYVAUX	Transition énergétique des bâtiments publics	2023 - 2024	X			Isolation et menuiseries extérieures du bâtiment de la Mairie à Leyvaux
MURAT	Transition énergétique des bâtiments publics	2023 - 2025	X			Réhabilitation de l'ancien internat du collège
MARCENAT	Transition énergétique des bâtiments publics	2024 - 2025	X			Travaux de rénovation énergétique du bâtiment de la Mairie
ALBEPierre-BREDONS	Rénovation / Création d'hébergement touristique	2025	X			Création d'un hébergement touristique suite au changement de destination du buiron des Prés Marty
SÉGUR-LES-VILLAS	Transition énergétique des bâtiments publics	2025 - 2026	X			Suite à l'étude de faisabilité, création d'un réseau de chaleur bois ; création d'une chaufferie collective et un silo de stockage de plaquettes ; ceci en lien avec ? De la salle polyvalente



## Annexe 4 : Actions du CTE retenues et nécessitant un travail complémentaire

En janvier 2020, les territoires de l'Est Cantal se sont été retenus dans le cadre des contrats de transition écologique.

En raison d'un temps d'élaboration contraint, tous les projets n'ont pas pu à ce jour être retravaillés avec l'ensemble des partenaires du « CTE de l'Est Cantal ». Aussi, en accord avec les deux autres structures territoriales co-signataires (le SYTEC et Saint Flour Communauté), la tableau présenté ci-après détaille l'ensemble des opérations qui feront l'objet d'un approfondissement avec les partenaires.



Porteur	Type d'organisation	App. Orientation	Orientation	Groupes CT	TITRE ACTION	Détail action
PNRVA	Service Public	1 - Un territoire attractif	1B - La mobilité douce au cœur des politiques locales	Mobilité	Journée technique d'information "Mobilité Durable"	Organisation de journées techniques d'informations afin de réduire de 30% les consommations d'énergie et de produire 30% d'EnR locales : - 1. Mobilités alternatives/innovantes en milieu rural - 2. Dispositifs d'optimisation de l'éclairage public - 3. A définir : Bois énergie ou les centrales villageoises.
Energies15	Association	2 - Un territoire attractif	2B - Un production énergétique adaptée aux besoins du territoire	Energie	Réunion technique d'information sur l'auto-consommation photovoltaïque en secteur professionnel	Répondre à la demande d'information, non commerciale et indépendante. Organiser une présentation des acteurs de terrains, des bureaux d'études existants et des acteurs commerciaux locaux. Répondre au montage chronologique et financier des projets. Retour d'expériences de professionnels afin de favoriser les échanges de pratiques.
Engie PV Les Martines sur Neussargues en Pinatelle	Entreprise	3 - Un territoire attractif	2B - Un production énergétique adaptée aux besoins du territoire	Energie	Développement, construction, exploitation d'une centrale photovoltaïque, comprenant du financement participatif	Implantation d'une centrale photovoltaïque de 5 MWc sur 8,9 ha / sur l'ancienne plateforme de stockage de charbon de bois à Neussargues-en-Pinatelle, lieu-dit les Martines.
CEN Auvergne	Association	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3A - La valorisation des écosystèmes	Eau / Agriculture / Biodiversité	Conservatoire des vergers au cœur des paysages locaux : pour une trame verte fruitière zone refuge pour la biodiversité et espace de restauration du patrimoine fruitier ancien	Maintien et pérennisation des prés vergers, héritage des systèmes agroforestiers d'autrefois Promouvoir le patrimoine arboricole local : les vieilles variétés et les savoir-faire au verger Communiquer sur le lien entre la biodiversité et la production fruitière Les vergers font partie du patrimoine cantalou, ils sont un élément symbolique fort des vallées du département
SYTEC	Service Public	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3B - La prévention et la valorisation des déchets	Déchets	Prévention déchets professionnels	Recrutement d'un préventiviste dédié à la mobilisation des professionnels en lien avec la redevance spéciale et le PLPD
Terre de Lien & LPO Auvergne-Rhône-Alpes	Association	2 - Un territoire attractif	2A - Une production agricole durable et de qualité	Eau / Agriculture / Biodiversité	Acquisition de terrains agricoles pour l'installation d'agriculteurs aux pratiques environnementales vertueuses, avec un objectif de 2 installations d'ici 2022	Acquisition de terrains, installation d'agriculteurs respectueux de la nature (allant plus loin que le label AB) avec un objectif de deux installations d'ici 2022 : - Recherche de terrains / Animation foncière - Acquisition des terrains - Suivi et accompagnement des agriculteurs sur le volet biodiversité
LPO Auvergne	Association	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3A - La valorisation des écosystèmes	Eau / Agriculture / Biodiversité	Des paysans et des Altes dans nos Campagnes Est Cantal	Accompagner les agriculteurs en vue d'améliorer leur potentiel d'accueil pour la biodiversité Partenariat pour la réalisation de chantiers natures
CAUE du Cantal	Association	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3B - La prévention et la valorisation des déchets	Déchets	Les couvertures fibrociments amiantées	Gestion des plaques fibro qui contiennent de l'amiante, que faire ?
Commune de Murat	Service Public	1 - Un territoire attractif	1A - Un projet de territoire vert au service de tous	Energie	Réalisation d'un Eco-quartier	Création et aménagement d'un écoquartier dans un espace à fortes contraintes architecturales et paysagères
Commune de Neussargues en Pinatelle	Service Public	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3A - La valorisation des écosystèmes	Eau / Agriculture / Biodiversité	Arboretum d'essences forestières adaptées au territoire - recherche et vulgarisation	Sauvegarde, réorientation et mise en valeur de l'arboretum cogéré par l'INRA et l'ONF sis sur la commune de Neussargues en Pinatelle.
Commune de Neussargues en Pinatelle	Service Public	1 - Un territoire attractif	1A - Un projet de territoire vert au service de tous	Energie	Rénovation de la scénographie de la maison de la Pinatelle : maison de la nature et des paysages du Cantal	Modernisation de la scénographie et aménagement du dernier étage de la maison comme un lieu d'expérimentation et partage d'information pour la transition écologique et énergétique

Association Palhas Molom- pize	Association	2 - Un territoire éco-productif	2A - Une produc- tion agricole du- rable et de qualité	Eau / Agriculture / Bio- diversité	Projet de création d'un vignoble	Implantation d'une entité agrotouristique vignes en terrasse et chai autour du château d'Aurouze
ONF	Service Public	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3A - La valorisation des écosystèmes	Eau / Agriculture / Bio- diversité	Création d'un réseau de sites de décou- verte de la forêt	Réalisation d'équipements légers (aire d'accueil, parcours et quelques pan- neaux) sur 10 sites et d'un livret de découverte de la forêt. Animations de démarrage.
ONF	Service Public	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3A - La valorisation des écosystèmes	Eau / Agriculture / Bio- diversité	Projet sylvicole territorial - Sylvacettes	Étude concertée pour établir 4 linéaires sylvicoles permettant d'améliorer le bilan carbone et écologique des forêts, qui seront ensuite finançables par SYLV'ACCTES
ONF	Service Public	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3A - La valorisation des écosystèmes	Eau / Agriculture / Bio- diversité	Diversification des plantations résineuses	Dans les plantations de résineux allochtones avec peu de biodiversité, aug- menter celle-ci en ouvrant des rouées, de lisères, de bords de cours d'eau, favorisant le mélange
ONF	Service Public	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3A - La valorisation des écosystèmes	Eau / Agriculture / Bio- diversité	Étude de deux projets pilotes de valorisa- tion sylvopastorale	Expertise croisée agroforestière sur l'amélioration sylvopastorale de deux sites pilotes.
Chambre d'agri- culture	Service Public	2 - Un territoire éco-productif	2B - Un production énergétique adap- tée aux besoins du territoire	Energie	Production d'énergie renouvelable et mal- trise de la consommation énergétique en agriculture	Encourager l'efficacité énergétique des exploitations et l'utilisation de ressources naturelles locales, tendre vers l'autoconsommation
Chambre d'agri- culture	Service Public	2 - Un territoire éco-productif	2A - Une produc- tion agricole du- rable et de qualité	Eau / Agriculture / Bio- diversité	Renforcer l'autonomie en eau des exploi- tations agricoles, améliorer la gestion de la ressource à l'échelle territoriale	Rendre les exploitations d'élevages plus autonomes en eau et moins dé- pendantes des réseaux d'eau potable publics Améliorer l'autonomie fourragère des élevages et développer les produc- tions maraîchères Développer l'irrigation à partir d'une eau stockée l'hiver
Chambre d'agri- culture	Service Public	3 - Un patrimoine naturel préservé et valorisé	3B - La prévention et la valorisation des déchets	Déchets	Élimination des stocks de pneus orphelins sur le territoire	Mettre en place une opération de déstockage des pneus utilisés comme lest sur les silos d'ensilage Étude préliminaire pour évaluer la faisabilité qui pourrait être menée lors de l'opération nationale ENSIVALOR Organiser, superviser la collecte et faire un retour aux financeurs
Chambre d'agri- culture	Service Public	2 - Un territoire éco-productif	2A - Une produc- tion agricole du- rable et de qualité	Eau / Agriculture / Bio- diversité	Poursuivre la transition vers une agriculture résiliente et vertueuse	Adapter les pratiques agricoles aux évolutions climatiques, permettant de réduire l'empreinte carbone des élevages et de tendre vers l'autonomie fourragère Evolution vers des pratiques vertueuses pour la biodiversité et la préserva- tion des ressources naturelles
Chambre d'agri- culture	Service Public	2 - Un territoire éco-productif	2A - Une produc- tion agricole du- rable et de qualité	Eau / Agriculture / Bio- diversité	Co-construire un projet alimentaire durable	Co-construire un projet alimentaire local pour faciliter la consommation de produits locaux Exporter hors du territoire ces produits locaux Développer la valeur ajoutée dans les exploitations agricoles et les entre- prises du territoire

**Annexe 5 – Délibération de Hautes Terres Communauté approuvant le projet de CRTE**

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

L'an deux mille vingt-et-un, le dix-huit juin, le Conseil communautaire, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à La Chapelle-Laurent, sous la présidence de Monsieur Didier ACHALME, Président de Hautes Terres Communauté.

### Étaient présents :

ACHALME Didier	DE MAGALHÃES Francis	BAJOREL Damien	KONDER Jean
AMAT Gilles	DELPOUX Denis	MATHOU Thierry	ROSSIGNOL Philippe
ARMAYDET Jean-Luc	FOURNAL Xavier	PENOT Jean-François	SARANT Philippe
BATIFOLLIER Karine	GONZALEZ David	PETELET Nathalie	SOULIER Christophe
BEAUFORT – BICREL Bernadette	COMONT Danièle	PONCHET – PASSERARD Colette	TOUZET Joëlle
BOUARD André	CRÉPEL Alain	PORTERRE Marie-Claire	TUFFERY Marie-Claire
CRÉTEZ Georges	JON Ely	PODERGOUX Gérard	VAN DERBEEK Jean-Luc
CHARRIER Odile	JOUVE Robert	REBOUL Jean-Paul	VIGNET Robert
CHAUVEL Lucette	JULLIARD Pierre	ROCHE Fabrice	WALA Eric
DALLE Thierry	LANDES Jean-François	ROCHE Patrick	

### Étaient absents :

ANDREUX – JARRETTA Claire	CHAUVEL Magali	MARTEL Michel	TESSIERRE Claire
BATIFOLLIER Vivien	DOUILLON Christian	MESCHEREAU Daniel	TRICHET André
BUCHON Frédéric	LAMBERT – DELHOMME Bernadette	MENET Vincent	VIGNER Jean-Luc
CHARRIER Marie-Angèle	LEGRISTEL Philippe	PAGNEL Bernard	
CHVALLET Bernard	LESCURE Luc	PRADL Géraldine	

### Pouvoirs :

BUCHON Frédéric & CHAUVEL Lucette	LAMBERT – DELHOMME Bernadette & CHARRIER Odile	PAGNEL Bernard & ACHALME Didier
CHARRIER Marie-Angèle & ARMAYDET Jean-Luc	LEGRISTEL Philippe & SARANT Philippe	PRADL Géraldine & PONCHET – PASSERARD Colette
CHAUVEL Magali & CHARRIER Odile	MESCHEREAU Daniel & FOURNAL Xavier	
DONOL Christian & ROCHE Patrick	MENET Vincent & PETELET Nathalie	TESSIERRE Claire & PODERGOUX Gérard

Date de convocation : 10 juin 2021  
 Secrétaire de séance : TUFFERY Marie-Claire  
 Membres en exercice : 57  
 Présents : 39 – Pouvoirs : 11 – Votants : 58

Pour : 58  
 Contre : 0  
 Abstention : 0

### Objet : Signature du Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE)

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2019CC-151 en date du 17 décembre 2019 approuvant le Contrat de Transition Écologique (CTE) de l'Est Cantal ;

Considérant que pour accompagner dès maintenant la relance dans les territoires, le gouvernement propose aux intercommunalités et à leurs groupements de signer un nouveau type de contrat : les « contrats de relance et de transition écologique » ;

Vu la circulaire n°6231 en date du 20 novembre 2020, relatif à l'élaboration des Contrats de Relance et de Transition Écologique (CRTE) ;


Vu la circulaire du 20 novembre 2020, complétée de la circulaire de la ministre de la transition écologique du 8 janvier 2021, pose un cadre général pour l'évaluation de la contribution des CRTE à la transition écologique, au regard des principaux engagements nationaux en matière de transition écologique, auxquels les CRTE doivent se conformer (SNBC, SNB, objectif zéro artificialisation nette, etc.) ;

Rappelant que conquis pour la durée du mandat municipal de 2020-2026, ils visent au-delà de la durée du plan de relance à fédérer les acteurs publics, socio-économiques et les citoyens autour d'un projet de territoire partagé en faveur de la transition écologique, de la cohésion territoriale (en relance des contrats de ruralité échus fin 2020) et d'une approche transversale des politiques publiques sur ces thèmes. Par ailleurs, les CRTE entendent regrouper les dispositifs existants dans un contrat unique pour simplifier l'accès aux différentes aides déployées par l'Etat en particulier dans le champ de la cohésion territoriale (Fonds National d'Aménagement et de Développement du territoire - FNAADT, Dotation à l'investissement Local - DSIL, Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux - DETR...) ;





Vendredi 18 juin 2021  
 DÉLIBÉRATION N°2021CC-113  
 7.5 – Subventions

Envoyé en préfecture le 30/06/2021  
 Reçu en préfecture le 30/06/2021  
 Affiché le   
 ID : 015-200088937-20210618-2021CC\_113-DE

**Considérant** que par principe les Contrats de transition écologique doivent être repris dans les CRTE pour leur contribution à la transition écologique, et que ce transfert sera acté collectivement par la gouvernance du CTE avant la signature du CRTE ;

**Considérant** que les préfets sont chargés de conduire l'élaboration de ces nouveaux contrats qui devront être signés avec les collectivités d'ici la fin juin 2021, et que le CRTE peut être amendé en continu pour intégrer de nouveaux projets, éléments de connaissance et tenir compte d'événements survenant sur le territoire ;

**Rappelant** que le territoire de Hautes Terres Communauté a été retenu comme périmètre pertinent pour la signature d'un CRTE ;

**Vu** le courrier de Monsieur le Préfet du Cantal en date du 1<sup>er</sup> mars 2021 relatif à la proposition de méthodologie pour l'élaboration des contrats de relance et de transition écologique ;

**Considérant** le projet de territoire de Hautes Terres Communauté adopté le 18 juin 2021 ;

**Considérant** que les modalités du contrat à élaborer à l'échéance de juin 2021 entre l'Etat et Hautes Terres Communauté peuvent être définies sur la base d'un projet de territoire, des plans climat air énergie (PCAET) et des documents d'urbanisme (PADD notamment). Le CRTE comporte en priorité un plan d'actions composé des projets les plus matures pouvant être réalisés d'ici 2022 et répondant en particulier aux orientations du plan de relance. A ce stade les plans de financements en fonction des opérations doivent être définis / sont définis ;

**Considérant** que d'ores et déjà, plusieurs projets sont identifiés comme pouvant s'inscrire pleinement dans les orientations mentionnées (Cf. tableau annexé) ;

**Considérant** la nécessité pour Hautes Terres Communauté de présenter à l'Etat les documents suivants : le diagnostic écologique de la collectivité, le projet de territoire, les fiches-actions et les fiches-projets sous maîtrise d'ouvrage communautaire et communale ;

**Considérant** que ce contrat devra être signé au plus tard le 30 juin 2021 ;

**Vu** l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 14 juin 2021 ;

Le Conseil communautaire,

Où l'exposé de Monsieur le Président,

Après en avoir délibéré, DÉCIDE :

- **DE VALIDER** le principe de signature d'un CRTE entre l'Etat et Hautes Terres Communauté ;
- **DE TRANSMETTRE** la liste des projets 2021-2026 du territoire ci-annexée ;
- **DE COMPLETER** le CRTE avec les éléments manquants d'ici juin 2022 (état des lieux écologiques, actions, gouvernance, concertation, évaluation – définition d'indicateurs, approbation de l'intégration de l'ensemble des CTE par la gouvernance du CTE...) ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer ce CRTE la convention principale et la convention annuelle 2021, ainsi que tout document afférent à ce dossier ;
- **DE CONVENIR** du transfert des actions territorialisées à Hautes Terres Communauté du CTE de l'Est Cantal vers le CRTE de Hautes Terres Communauté suite à un travail avec les différents partenaires ;
- **D'ADRESSER** une ampliation de la présente à Madame le Sous-Préfet de Saint-Flour pour le contrôle de sa légalité.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an

Pour copie conforme

Le Président

Didier AGHALME

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

## **Annexe 6 – Planning pour aboutir à la version 2 du CRTE**

PLANNING PREVISIONNEL DE FINALISATION DES CONTRATS DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE												
Actions	2021											
	Juillet			Août			Septembre			Octobre		
	S29	S30	S31	S32	S33	S34	S35	S36	S37	S38	S39	S40
Compléter les annexes avec les subventions obtenues (Etat)												
Développer/préciser les actions menées avec le chef de projet dans le cadre du programme « petites villes de demain » (Collectivités)												
Point Visio avec les services de l'Etat : rappel des actions à venir / échanges-questions / état d'avancement...												
Finalisation de l'état des lieux écologique (ELE) et détermination des principaux indicateurs												
détermination des principaux indicateurs afin de sélectionner ceux qui sont le plus pertinents et faciles à suivre												
Analyse et priorisation des projets												
Tri des projets soutenus par la DETR qui rentrent dans le cadre du CRTE												
Transmission aux services de l'Etat des projets qui s'inscrivent dans la stratégie de territoire exposée dans le CRTE et matures												
Travail sur l'information et la concertation des acteurs socio-économiques												
Prise en compte des résultats de la concertation dans les CRTE												
Territoires CTE uniquement : avoir officialisé via la COPIL CTE le transfert de tout ou partie du CTE vers le CRTE												
Un point sur ELE, indicateurs sera fait avec les services de l'Etat												
Une conférence des co-financeurs sera organisée sur la base des principaux projets identifiés par la collectivités ( CR / CD / DREAL / ADEME / BDT / Action Logement...)												
Finalisation du CRTE V2												
Signature du CRTE V2 (Avenant ou nouvelle version).												





## Annexe 6 – Planning pour aboutir à la version 2 du CRTE

## Annexe 7 : Tableaux des engagements financiers de l'Etat

Les tableaux ci-après précisent :

- Bilan DETR du territoire
- ✱ Bilan contractualisation du territoire
- ✱ Bilan annexe Natura 2000

**Liste des opérations en cours de financement par la DETR (Etat au 1<sup>er</sup> juin 2021)**  
(Seuls les projets rentrant dans le cadre du CRTE auront vocation à figurer dans la prochaine version du CRTE)

	Collectivité	Nature des Travaux	Travaux	Taux	Engagement	MT Liquidé	Repris	Solde	Dt Dernier Mvt	
2015	SEGUR LES VILLAS	réhabilitation d'un logement communal	30 892,00	30,00	9 287,00	2 780,10	0,00	6 496,90	12/04/2017	HTC
2015	Communauté de Communes Des PAYS DE MURAT	construction d'un bâtiment d'activités économiques - 1ère tranche à Neussargues	148 300,00	26,84	39 804,00	11 941,20	0,00	27 862,80	09/04/2018	HTC
2015	MASSIAC	Réaménagement de l'hôtel de ville et de l'école publique avec mise en accessibilité et isolation des locaux	540 332,00	30,00	162 099,00	129 679,20	0,00	32 419,80	26/09/2018	HTC
2015	MOLOMPIZE	Travaux d'évacuation des débris du site de la Roche suite à glissement de terrain	35 692,00	40,00	14 276,00	0,00	0,00	14 276,00		HTC
2017	AURIAC L'EGLISE	réhabilitation et requalification du bâtiment de la mairie et l'ancienne école - 1ère tranche	69 748,00	25,00	17 437,00	15 875,62	0,00	1 561,38	16/03/2021	HTC
2017	Hautes-Terres Communauté	Création du pôle viande sur le site de Neussargues 1ère tranche	1 143 126,00	31,00	354 369,00	283 495,20	0,00	70 873,80	27/05/2020	HTC
2017	Hautes-Terres Communauté	construction d'un bâtiment d'activités économiques 2ème tranche à Neussargues	600 442,00	26,84	161 159,00	48 347,70	0,00	112 811,30	09/04/2018	HTC
2017	LA CHAPELLE LAURENT	Aménagement de la mairie et de l'agence postale avec mise en accessibilité - 1ère tranche	190 400,00	25,00	47 600,00	14 280,00	0,00	33 320,00	27/02/2018	HTC
2017	MASSIAC	Réaménagement de l'hôtel de ville et de l'école publique (Tranche 2)	488 199,00	30,00	140 459,00	58 897,94	0,00	81 561,06	24/09/2018	HTC
2017	MURAT	Accessibilité église de Chastel sur Murat	15 031,00	20,00	3 006,00	901,80	0,00	2 104,20	22/03/2019	HTC
2017	MURAT	Travaux au camping Le Stelapos (mise en place Wifi, installation d'une barrière à l'entrée et changement des bornes élec)	26 154,00	20,00	5 230,00	4 356,64	0,00	873,36	16/03/2021	HTC
2017	VIRARGUES	Réfection des réseaux AEP de Clavières	23 206,00	20,00	4 641,00	0,00	0,00	4 641,00		HTC
2017	Hautes-Terres Communauté	Construction d'une pépinière d'entreprises à Massiac	848 456,00	4,71	40 000,00	12 000,00	0,00	28 000,00	27/05/2020	HTC
2017	LA CHAPELLE LAURENT	Aménagement de la Mairie et de l'Agence Postale communale - 2ème tranche	138 880,00	25,00	34 720,00	10 416,00	0,00	24 304,00	01/10/2019	HTC
2017	MASSIAC	Réaménagement de la Mairie et de l'Ecole Publique (3ème tranche)	398 096,00	30,00	119 428,00	35 628,40	0,00	83 599,60	25/09/2018	HTC
2017	MOLEDES	Aménagement intérieur de la mairie 1ère phase (charpente + toiture)	46 589,00	25,00	11 647,00	3 494,10	0,00	8 152,90	26/01/2021	HTC
2017	MURAT	Mise en accessibilité de la Halle et aménagement de la rue Saint-Martin	59 436,00	25,00	14 859,00	4 457,70	0,00	10 401,30	19/04/2021	HTC
2017	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Mise en conformité des systèmes d'assainissement collectif des hameaux de la commune de Chalignargues	159 002,00	25,00	39 750,00	0,00	0,00	39 750,00		HTC
2017	PEYRUSSE	Réhabilitation des bâtiments communaux (mairie et salle des associations)	14 086,00	25,00	3 521,00	3 023,63	0,00	497,37	10/07/2019	HTC
2017	PRADIERS	Travaux de requalification et d'aménagement du bourg	267 448,00	20,94	56 003,00	16 800,90	0,00	39 202,10	03/02/2020	HTC
2017	SEGUR LES VILLAS	Rénovation de l'église Saint-Martial	47 774,00	25,00	11 943,00	5 938,65	0,00	6 004,35	04/11/2019	HTC
2017	ST MARY LE PLAIN	Travaux d'aménagement du village d'Espezelles	120 548,00	20,94	25 242,00	20 193,60	0,00	5 048,40	03/02/2020	HTC
2017	ST SATURNIN	Mise aux normes et réfection du bar du Moulin	95 668,00	25,00	23 917,00	0,00	0,00	23 917,00		HTC
2017	SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE L'EST CANTALIEN	Construction d'un Bâtiment d'Accueil à Prat de Bouc	559 000,00	20,00	111 800,00	33 540,00	0,00	78 260,00	16/04/2020	SF et HTC
2017	VIRARGUES	Sécurisation de l'église : installation d'une alarme	4 482,00	30,00	1 344,00	0,00	0,00	1 344,00		HTC
2019	ALLANCHE	Travaux d'interconnexion de réseaux AEP des villages de Chastres, Feydt et Bétel.	87 948,00	25,00	21 987,00	0,00	0,00	21 987,00		HTC
2019	FERRIERES SAINT MARY	Rénovation et mise en accessibilité de la salle polyvalente (1ère tranche)	53 045,00	25,00	13 261,00	0,00	0,00	13 261,00		HTC

2019	Hautes-Terres Communauté	Création du pôle viande sur le site de Neus-sargues - 2ème tranche	645 401,00	31,00	200 074,00	130 226,97	0,00	69 847,03	27/05/2020	HTC
2019	LAVEISSENET	Remplacemnt de la couverture du garage communal	10 825,00	20,00	2 165,00	0,00	0,00	2 165,00		HTC
2019	MASSIAC	Assainissement du bourg centre (avenue du Général de Gaulle et rue de la Paix)	113 168,00	30,00	33 950,00	10 185,00	0,00	23 785,00	04/11/2019	HTC
2019	MASSIAC	Revitalisation du bourg centre (avenue du Général de Gaulle et rue de la Paix) phase voirie	365 162,00	25,00	91 290,00	27 387,00	0,00	63 903,00	04/11/2019	HTC
2019	MOLEDES	Aménagement de la mairie et création d'un mini réseau de chaleur	363 601,00	25,00	90 900,00	27 270,00	0,00	63 630,00	26/01/2021	HTC
2019	MOLEDES	Travaux d'interconnexion du réseau AEP entre le réservoir de Foulrières et le réservoir de Cocharde Haute	160 173,00	25,00	40 043,00	34 639,53	0,00	5 403,47	23/03/2021	HTC
2019	MURAT	Travaux sécurité et accessibilité au stade Jean Jambon et aire de la Croix Joie	150 068,00	35,00	52 523,00	40 899,48	0,00	11 623,52	27/10/2020	HTC
2019	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Réhabilitation et amélioration des performances énergétiques sur les bâtiments communaux	90 363,00	25,00	22 590,00	6 777,00	0,00	15 813,00	03/02/2020	HTC
2019	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Aménagement de la rue du commerce à Neus-sargues	192 676,00	25,00	48 169,00	14 450,70	0,00	33 718,30	19/04/2021	HTC
2019	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Aménagement du Centre-Bourg de Sainte Anastasie	148 463,00	25,00	37 115,00	11 134,50	0,00	25 980,50	03/02/2020	HTC
2019	PEYRUSSE	Aménagement de la voirie communale des villages de Peyrusse le Château et Font Redonde	39 870,00	20,00	7 974,00	2 392,20	0,00	5 581,80	19/04/2021	HTC
2019	SI DES EAUX DE LA MARGERIDE-NORD	Réhabilitation des châteaux d'eau de Celoux et Bardalanche et installation d'un système de désinfection	64 853,00	25,00	16 215,00	4 864,50	0,00	11 350,50	03/02/2020	SF et HTC
2019	ST SATURNIN	Réfection de l'appartement au dessus du Bar du Moulin	36 947,00	30,00	11 084,00	0,00	0,00	11 084,00		HTC
2019	SYNDICAT MIXTE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE L'EST CANTALIEN	Construction d'un bâtiment d'accueil à Prat-de-Bouc (Phase 2)	1 034 363,00	20,00	206 872,00	62 081,60	0,00	144 810,40	16/04/2020	SF et HTC
2019	VALJOUE	Aménagement de la place de l'église - phase 1	66 800,00	25,00	16 700,00	5 010,00	0,00	11 690,00	16/04/2020	HTC
2019	VEZE	Aménagement d'une chapelle au trésor et travaux divers à l'église	46 569,00	30,00	13 970,00	0,00	0,00	13 970,00		HTC
2020	ALBEPierre BREDONS	Rénovation du pont de Larmon	38 670,00	20,00	7 734,00	0,00	0,00	7 734,00		HTC
2020	ALBEPierre BREDONS	Travaux de sécurisation de l'alimentation en eau potable de l'UDI de la Molédès	98 425,00	25,00	24 606,00	0,00	0,00	24 606,00		HTC
2020	ALBEPierre BREDONS	Création d'un bâtiment multi activités	110 953,00	25,00	27 738,00	8 321,40	0,00	19 416,60	29/07/2020	HTC
2020	ALLANCHE	Aménagement de la place du Cézallier et sécurisation de l'école primaire	109 718,00	25,00	27 430,00	0,00	0,00	27 430,00		HTC
2020	ALLANCHE	Aménagement du camping municipal	63 484,00	30,00	19 045,00	0,00	0,00	19 045,00		HTC
2020	ALLANCHE	Etude diagnostique du système d'assainissement collectif	53 917,00	27,00	14 558,00	4 367,40	0,00	10 190,60	01/12/2020	HTC
2020	AURIAC L'EGLISE	Réhabilitation et requalification du bâtiment de la mairie : 3ème tranche : aménagement d'un gîte touristique et abords	324 359,00	25,00	81 090,00	0,00	0,00	81 090,00		HTC
2020	AURIAC L'EGLISE	Réfection de la voirie communale de Chavagnac	56 994,00	20,00	11 399,00	0,00	0,00	11 399,00		HTC
2020	BONNAC	Renforcement de petites rues avec partie Nord de la place de Bonnac	79 919,00	25,00	19 980,00	5 994,00	0,00	13 986,00	19/04/2021	HTC
2020	CHAZELLES	Aménagement des voies communales	33 703,00	20,00	6 741,00	0,00	0,00	6 741,00		HTC
2020	DIENNE	Aménagement de la voirie communale villages de Drlis, Diennre, Nozières, Collanges Pejouzou	100 280,00	20,00	20 056,00	6 016,80	0,00	14 039,20	19/11/2020	HTC
2020	DIENNE	Mise aux normes de plusieurs captages (Nozières 1 et 2, Lac du Pêcher, Fumée Grande)	123 675,00	20,00	24 735,00	0,00	0,00	24 735,00		HTC
2020	FERRIERES SAINT MARY	Rénovation et mise en accessibilité et sécurité de la salle communale multi activités	155 787,00	30,00	46 736,00	0,00	0,00	46 736,00		HTC

2020	Hautes-Terres Communauté	Etude préalable à la restructuration des déchetteries de Massiac et Neussargues	65 025,00	25,00	16 256,00	4 876,80	0,00	11 379,20	16/03/2021	HTC
2020	Hautes-Terres Communauté	Amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments appartenant à HTC	53 249,00	25,00	13 312,00	3 993,60	0,00	9 318,40	16/03/2021	HTC
2020	Hautes-Terres Communauté	Etude de définition de la stratégie territoriale sur l'eau	34 525,00	25,00	8 631,00	0,00	0,00	8 631,00		HTC
2020	Hautes-Terres Communauté	Acquisition et mise en place des équipements de collecte fixes	91 368,00	25,00	22 842,00	6 852,60	0,00	15 989,40	16/03/2021	HTC
2020	LAURIE	travaux de réhabilitation des sanitaires du camping	62 767,00	30,00	18 830,00	0,00	0,00	18 830,00		HTC
2020	LAURIE	Rénovation du parking et terrasse devant l'au-berge	6 093,00	30,00	1 828,00	0,00	0,00	1 828,00		HTC
2020	LAVEISSIERE	Renforcement des têtes de murs et pose de glissières en bois dans le bourg pour la sécurité des usagers	38 545,00	29,00	11 178,00	11 165,00	0,00	13,00	19/04/2021	HTC
2020	LAVEISSIERE	Rénovation du bâtiment scolaire	17 525,00	32,90	5 766,00	0,00	0,00	5 766,00		HTC
2020	LEYVAUX	Rénovation du bâtiment communal abritant le secrétariat de mairie, situé à Marzun (1ère tranche)	32 568,00	30,00	9 770,00	7 816,00	0,00	1 954,00	16/03/2021	HTC
2020	MARZENAT	Aménagement du Centre-Bourg – amélioration de l'accessibilité et de la sécurité localisation précise du projet : rues du bourg centre	25 896,00	25,00	6 474,00	0,00	0,00	6 474,00		HTC
2020	MARZENAT	Aménagement du bâtiment d'accueil des pratiques de pleine nature : 2ème tranche	50 588,00	25,00	12 647,00	0,00	0,00	12 647,00		HTC
2020	MASSIAC	Etude diagnostic du système d'assainissement collectif	73 020,00	30,00	21 906,00	0,00	0,00	21 906,00		HTC
2020	MASSIAC	Aménagement du lotissement de Mallet	328 516,00	30,00	98 555,00	0,00	0,00	98 555,00		HTC
2020	MASSIAC	Modernisation de la station d'épuration	199 026,00	20,00	39 805,00	0,00	0,00	39 805,00		HTC
2020	MOLOMPIZE	Réfection de la toiture de la mairie	179 540,00	30,00	53 862,00	0,00	0,00	53 862,00		HTC
2020	MOLOMPIZE	Travaux d'évacuation des déchets suite à l'éboulement de La Roche	103 054,00	25,00	25 784,00	0,00	0,00	25 784,00		HTC
2020	MURAT	Etude diagnostic du système d'assainissement collectif du bourg	79 396,00	25,00	19 849,00	5 954,70	0,00	13 894,30	19/11/2020	HTC
2020	MURAT	Réhabilitation réseaux AEP, eaux usées et eaux pluviales, route d'Allanche	105 846,00	25,00	26 462,00	21 169,60	0,00	5 292,40	26/01/2021	HTC
2020	MURAT	Accessibilité et réhabilitation de la mairie	512 979,00	25,00	128 245,00	0,00	0,00	128 245,00		HTC
2020	MURAT	Voie - Réhabilitation des Voies d'accès à l'Héritier et la Chevalade	28 089,00	20,00	5 618,00	0,00	0,00	5 618,00		HTC
2020	MURAT	Sécurisation de la voirie et mise à niveau des regards sur la RN 122	30 910,00	20,00	6 182,00	5 882,00	0,00	300,00	19/04/2021	HTC
2020	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Aménagements des écoles publiques de Neussargues et Chalignargues	16 593,00	25,00	4 148,00	0,00	0,00	4 148,00		HTC
2020	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Reprise de la zone de déchargement de la station d'épuration et acquisition de deux pompes de relevage	26 247,00	25,00	6 562,00	0,00	0,00	6 562,00		HTC
2020	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectif de deux bâtiments communaux	16 160,00	30,00	4 848,00	0,00	0,00	4 848,00		HTC
2020	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Aménagement de plusieurs aires de jeux sur les communes déléguées	29 915,00	30,00	8 975,00	8 695,56	0,00	279,44	16/03/2021	HTC
2020	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Mise en sécurité des ateliers municipaux : changement des portes et mise en place d'un portail	24 224,00	30,00	7 267,00	0,00	0,00	7 267,00		HTC
2020	NEUSSARGUES EN PINATELLE	Opération Cœur de Village à Sainte-Anastasia - Traversée et enfouissement des réseaux - Réfection réseau AEP	38 240,00	25,00	9 560,00	0,00	0,00	9 560,00		HTC
2020	SEGUR LES VILLAS	Aménagement de la voirie communale d'Aymas au Landel	64 994,00	20,00	12 999,00	0,00	0,00	12 999,00		HTC
2020	SEGUR LES VILLAS	travaux d'interconnexion des réseaux AEP	92 693,00	25,00	23 173,00	0,00	0,00	23 173,00		HTC
2020	SEGUR LES VILLAS	Rénovation du pont du Montel	9 743,00	20,00	1 949,00	0,00	0,00	1 949,00		HTC

2020	SI DES EAUX DE LA MARGERIDE-NORD	Installation d'équipements de télésurveillance et sectorisation	102 666,00	30,00	30 800,00	0,00	0,00	30 800,00	SF et HTC
2020	ST SATURNIN	Etude de mise en sécurité de la zone touristique du camping et du moulin	75 000,00	40,00	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00	HTC
2020	ST SATURNIN	Travaux d'entretien et de maçonnerie voirie à Mailhargues et Roche	28 004,00	25,00	7 001,00	0,00	0,00	7 001,00	HTC
2020	ST SATURNIN	Aménagement de la Traversée de Saint-Saturnin (RD 21 et RD 436) - 1ère tranche	108 504,00	25,00	27 126,00	0,00	0,00	27 126,00	HTC
2020	SYTEC SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL	Etude pour la mise en place d'un observatoire du bâti vacant et définition d'un programme d'outils et d'actions destinés à réduire le parc vacant	60 000,00	25,00	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00	SF et HTC
2020	SYTEC SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL	Extension du casier de stockage des déchets de l'ISDND des Cramades	741 560,00	20,00	148 312,00	0,00	0,00	148 312,00	SF et HTC
2020	SYTEC SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL	Etude pour l'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)	44 710,00	30,00	13 413,00	0,00	0,00	13 413,00	SF et HTC
2020	VALJOUZE	Aménagement de la place de l'église : phase 2	25 410,00	25,00	6 353,00	0,00	0,00	6 353,00	HTC

**TOTAL 2 428 867**

CONTRAT DE RURALITE DE RELANCE ET DE TRANSITION ECOLOGIQUE

Territoire de Hautes Terres communauté

Tableau récapitulatif des projets en cours avec financement Etat au 1- juin 2021

	Maitre d'ouvrage	Désignation du projet/ contractualisation	Estimation coût total du projet TTC	DSIL	DSIL Relance	DSIL rénovation énergétique	FNAADT	Autres mesures France Relance	Contrat de ruralité	Autres	Année d'obtention	A titre indicatif montant des subventions restant à utiliser pour la DETR, DSIL, FNAADT, contrats de ruralité, conventions OPAH	Commentaires / observations
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Maison des services	500 000,00						85 000,00		2017	85 000,00	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Maison du tourisme et des services	1 400 000,00						261 000,00		2017	247 950,00	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Création d'une ferme permacole Etude préalable	18 000,00						14 000,00		2017	6 492,29	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Ressourcerie Repair-café	200 000,00						50 000,00		2017	50 000,00	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Programme sport-santé sur l'ensemble du territoire de la CC	81 500,00						45 000,00		2017	27 608,85	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Pôle viande Neussargues	1 788 527,00	160 211,00							2017	38 346,24	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	maison des services de Massiac 2ème tranche	700 000,00						119 000,00		2018	83 300,00	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	hôtel entreprises de Massiac	875 200,00						148 531,00		2018	103 971,70	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	restauration petit patrimoine 1ère phase	747 076,00						148 527,00		2018	148 527,00	
	SMDTEC	Construction bâtiment accueil Prat de Bouc	1 698 766,30						202 000,00		2019	141 400,00	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Etude de préfiguration de l'espace scénographique à la maison des services et du tourisme d'Allanche	19 000,00						15 200,00		2019	10 640,00	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	1er équipement numérique et matériel des maison des services de Massiac et Allanche	60 900,96						48 000,00		2019	48 000,00	
	HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Maison des services de Massiac : Travaux nouvelles dépenses suite à finalisation des études préalables	119 100,00						59 550,00		2019	41 685,00	

HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Etude faisabilité voie verte	20 000,00							6 000,00	2019	6 000,00
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Programme restauration petit patrimoine – phase 2	312 075,00							51 473,00	2019	51 473,00
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Aire de camping-car	145 040,00							72 777,00	2019	72 777,00
MONTBOUDIF	rénovation énergétique du bâtiment de la mairie	17 770,00	5 331,00						3 731,70	2020	3 731,70
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	aménagement des gorges du Haut Aleignon	112 326,00							43 474,00	2020	43 474,00
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	acquisition d'un parc de vélo à assistance électrique	141 525,00							109 625,00	2020	109 625,00
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	installation d'une borne de recharge de véhicule électrique à Massiac	43 211,00							18 000,00	2020	18 000,00
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	étude de faisabilité d'une voie à mobilité douce mobilité active entre Massiac et le Lloran	46 075,00							37 000,00	2020	37 000,00
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	Travaux pour le développement et l'accessibilité de la maison France Services de Murat	18 402,00							12 500,00	2020	12 500,00
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	amélioration performances énergétique des bâtiments communautaires et accueil du public	47 882,00							28 742,21	2020	28 742,21
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	plateforme de séchage et de stockage des plaquettes forestières	56 466,80							26 883,79	2020	26 883,79
HAUTES TERRES COMMUNAUTE	acquisition et mise à disposition d'une flotte de gobelets réutilisables	5 000,00							4 000,00	2020	4 000,00
SEGUR LES VILLAS	restauration de la toiture du four banal du Montell	6 610,00							4 627,00	2020	4 627,00
LA CHAPELLE ALA-GNON	isolation d'un logement communal	3 882,00							2 717,00	2020	2 717,00
ALBEPERRE BRE-DONS	isolation d'un bâtiment communal	9 180,00							6 426,00	2020	6 426,00
LEYVAUX	rénovation bâtiment communal abritant le secrétariat de mairie	35 168,00							1 611,47	2020	1 611,47
MARCNAT	préservation de la qualité de vie et sécurisation de l'espace public	25 896,00							7 377,00	2020	7 377,00
NEUSSARGUES EN PINATELLE	aménagement aire de jeux pour les enfants	29 915,00							8 616,00	2020	8 616,00
MURAT	aménagement et développement de la piscine	114 952,00							28 738,00	2020	28 738,00
ALLANCHE	aménagement de la place du Cézallier et sécurisation de l'école primaire	149 641,00							30 000,00	2020	30 000,00
DIENNE	remplacement de la chaudière fuel par une chaudière à bois au foyer d'accueil	99 100,00							24 775,00	2020	24 775,00
AURIAC L'Eglise	réhabilitation et requalification du bâtiment mairie et	347 050,00							30 000,00	2020	30 000,00



[illegible]



BUDGET ANIMATION NATURA 2000 - 2021

N° SITE	Nom site	Dotation théo- rique BOP+FEA- DER	Portage du site	Structure Animatrice	EPCI Concernés
FR8301068	Gorges de la Rhue	13 084,92 €	ETAT	ONF	Pays de Gentiane Sumène Artense Hautes Terres communauté
FR8301055	Massif Cantalien	29 626,23 €	PNR Volcans d'Auvergne	PNR Volcans d'Auvergne	communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac Cère et Goul en Carladès, Hautes Terres Communauté, Pays de Salers, Pays Gentiane Saint-Flour Communauté
FR8301056	Tourbières et zones humides du nord-est du massif cantal- lien	9 875,41 €	PNR Volcans d'Auvergne	PNR Volcans d'Auvergne	Hautes Terres Communauté
FR8310066	ZPS Monts et Plomb du Cantal	24 688,52 €	PNR Volcans d'Auvergne	PNR Volcans d'Auvergne	Cère et Goul en Carladès, Hautes Terres Communauté, Saint-Flour Communauté Pays de Salers
FR832034	Vallées de l'Allanche et du Haut-Alagnon	15 553,77 €	SIGAL	SIGAL	Hautes Terres Communauté
FR8301067	Vallées et gîtes de la Sianne et du Bas Alagnon	18 516,39 €	SMAT du Haut Allier	SMAT du Haut Allier	Hautes terres Communauté Broude sud Auvergne [Haute-Loire] Auzon Communauté [Haute-Loire]
FR8301059	Zones humides de la Pla- nèze de Saint-Flour	24 688,52 €	St Flour Communauté	St Flour Communauté	Hautes Terres Communauté Saint-Flour Communauté
FR8302019	Site de Lacoste	9 875,41 €	St Flour Communauté	CEN Auvergne	Saint-Flour communauté Hautes Terres communauté

FR8302032	Affluents rive droite de la Truyère amont	17 281,97 €	St Flour Communauté	Saint-Flour communauté Hautes Terres communauté
FR8312005	ZPS Planèze de Saint-Flour	19 750,82 €	St Flour Communauté	Saint-Flour Communauté Hautes-Terres Communauté

Total 182 941,97 €

Sous-total sites transférés 169 857,05 €

Sous-total sites Etat 13 084,92 €